

David CUMIN
Maître de conférences (HDR)
Université Jean Moulin Lyon III, Faculté de Droit,
Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et de Défense

GEOPOLITIQUE DE L'EURASIE.
Avant et depuis 1991

à la mémoire de Jordis von Lohausen, l'auteur des *Empires et la puissance* (1985)

SOMMAIRE

Introduction

I De l'URSS à la Fédération de Russie et aux autres Etats

- 1) L'URSS et la RSFSR en 1991
- 2) La dissolution de l'URSS et l'avènement de nouveaux Etats
- 3) La problématique de la succession militaire de l'URSS
- 4) La Fédération de Russie

II La RSFSR, l'URSS et le « système communiste mondial » (1917-1991)

- 1) Les Révolutions de Février puis d'Octobre et l'issue de la guerre civile en Eurasie
- 2) La création de l'URSS, la limitation de la prépondérance russe et la symbiose turco-slave
- 3) L'expansion de l'URSS et du « Mouvement communiste international », ou la dialectique des frontières
- 4) L'apogée du « SCM », son effondrement et la situation russe

III Les problèmes nationalitaires et territoriaux à l'intérieur et autour de l'espace ex-soviétique

- 1) La problématique des nationalités
- 2) La problématique de la continuité ou non des anciens tracés territoriaux, externes et internes
- 3) La problématique de l'enclavement et du désenclavement

IV La politique « eurasiennne » et « eurasiatique » de Moscou face au *roll back* turco-occidental

- 1) La position géopolitique de la Russie
- 2) L'eurasisme
- 3) L'inversion de la géopolitique : de la pression du *Heartland* sur le *Rimland* à l'avancée de l'Ouest vers l'Est ou à l'attraction de l'Ouest sur l'Est
- 4) L'association de la Russie avec les Etats d'Orient

V Tour d'horizon géopolitique et historique de l'Eurasie

- 1) L'Idel-Oural
- 2) Le Caucase
- 3) La Biélorussie
- 4) L'Ukraine
- 5) La Moldavie
- 6) Les pays baltes
- 7) Kaliningrad
- 8) L'Asie centrale
- 9) La Sibérie septentrionale et l'Arctique

SIGLES ET ACRONYMES

ABM : *Anti-Ballistic Missiles*
 ACT : Agence de coopération turcophone
 AELE : Association européenne de libre-échange
 AFDI : Annuaire français de droit international
 AGNU : Assemblée générale des Nations Unies
 ANZUS : *Australia-New Zealand-United States*
 APC : Accord de partenariat et de coopération
 BRI : *Belt & Road Initiative*
 BRICS : Brésil-Russie-Inde-Chine populaire-Afrique du Sud
 CAC : Convention sur les armes chimiques
 CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle
 CDU : Union démocrate-chrétienne
 CE : Communautés européennes
 CEEA : Communauté économique eurasienne
 CEI : Communauté des Etats indépendants
 CIJ : Cour internationale de Justice
 CPEA : Conseil du partenariat euro-atlantique
 CSCE : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
 CSNU : Conseil de Sécurité des Nations Unies
 DA : district autonome
 EDAN : Etat doté d'armes nucléaires
 EDH : (Convention) européenne des droits de l'homme
 ENDAN : Etat non doté d'armes nucléaires
 FCE : Forces conventionnelles en Europe
 FMI : Fonds monétaire international
 FNI : Forces nucléaires intermédiaires
 GPRF : Gouvernement provisoire de la République française
 GUAM : Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie
 GUUAM : Géorgie-Ukraine-Uzbékistan-Azerbaïdjan-Moldavie
 IC : Internationale communiste
 MBC : mésologique, biologique, chimique
 MCI : Mouvement communiste international
 MIO : Mouvement islamique d'Ouzbékistan
 MNA : Mouvement des non-alignés
 NBC : nucléaire, biologique, chimique
 NMBC : nucléaire, mésologique, biologique, chimique
 OCE : Organisation de coopération économique
 OCS : Organisation de coopération de Shanghai
 OCI : Organisation de la coopération islamique
 OEA : Organisation des Etats américains
 OIG : Organisation intergouvernementale
 OMC : Organisation mondiale du commerce
 ONG : Organisation non-gouvernementale
 ONU : Organisation des Nations Unies
 OPDV : Organisation du pacte de Varsovie
 OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
 OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTSC : Organisation du traité de sécurité collective
OUN : Organisation nationale ukrainienne
PC : parti communiste
PCC : Parti communiste chinois
PCF : Parti communiste français
PCUS : Parti communiste de l'Union Soviétique
PDV : Pacte de Varsovie
PECO : pays d'Europe centrale et orientale
PIB : produit intérieur brut
PPP : Partenariat pour la paix
RA : région autonome
RDA : République démocratique allemande
RDPY : République démocratique populaire du Yémen
RFA : République fédérale d'Allemagne
RFSY : République fédérale socialiste de Yougoslavie
RGDIP : Revue générale de droit international public
RPC : République populaire de Chine
RPDC : République populaire démocratique de Corée
RSFSR : république socialiste fédérative soviétique de Russie
RSS : république socialiste soviétique
RSSA : république socialiste soviétique autonome
RSV : République socialiste du Vietnam
SCM : système communiste mondial
SDN : Société des Nations
SNLE : sous-marin nucléaire lanceur d'engins
SPD : Parti social-démocrate
SR : socialiste-révolutionnaire
START : *Strategic Arms Reduction Treaty*
TIAN : Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
TNP : Traité sur la non prolifération des armes nucléaires
UE : Union européenne
UEEA : Union économique eurasienne
UEO : Union de l'Europe occidentale
URS : Union des Républiques souveraines
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
ZEAN : zone d'exempte d'armes nucléaires
ZEE : zone économique exclusive

GLOSSAIRE GEOGRAPHIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

Républiques ex-soviétiques (date de création de la RSS, date de proclamation de l'indépendance) - capitale - superficie - population (1991, 2014)

Russie (23 janvier 1918, 24 décembre 1991) - Moscou - 17 millions de km² - 148 millions d'habitants, 144
 Biélorussie (1er janvier 1919, 25 août 1991) - Minsk - 207000 - 10,1 millions, 9,5
 Ukraine (10 mars 1919, 24 août 1991) - Kiev - 603000 - 51,7 millions, 45,5
 Moldavie (2 août 1940, 27 août 1991) - Chisinau - 33840 - 4,3 millions, 3,6
 Estonie (21 juillet 1940, 8 mai 1990) - Tallinn - 45200 - 1,6 million, 1,32
 Lettonie (21 juillet 1940, 4 mai 1990) - Riga - 64500 - 2,6 millions, 2
 Lituanie (21 juillet 1940, 11 mars 1990) - Vilnius - 65200 - 3,7 millions, 3
 Géorgie (25 février 1921, 9 avril 1991) - Tbilissi - 69700 - 4,3 millions, 4,5
 Arménie (2 décembre 1920, 23 septembre 1991) - Erevan - 29800 - 3,3 millions, 3
 Azerbaïdjan (28 avril 1920, 30 août 1991) - Bakou - 86600 - 7 millions, 9,4
 Kazakhstan (5 décembre 1936, 16 décembre 1991) - Astana - 2,7 millions - 16,7 millions, 17
 Ouzbékistan (27 octobre 1924, 31 août 1991) - Tachkent - 447400 - 19,9 millions, 30
 Kirghizistan (14 octobre 1924, 31 août 1991) - Bichkek - 198500 - 4,3 millions, 5,7
 Turkménistan (30 décembre 1922, 27 octobre 1991) - Achgabat - 488100 - 3,5 millions, 5,2
 Tadjikistan (14 octobre 1924, 9 septembre 1991) - Douchanbé - 143100 - 5,1 millions, 8,2

Républiques fédérées de Russie - capitale - superficie - population (1991, 2014)

Carélie - Petrozadovsk - 1724000 km² - 792000 habitants, 684000
 Adyghée - Maïkop - 7600 - 432000, 440000
 Karatchaïévo Tcherkessie - Tcherkesk - 14100 - 418000, 427000
 Kabardino Balkarie - Naltchik - 12500 - 760000, 894000
 Ossétie du Nord - Vladicaucase - 8000 - 634000, 700000
 Ingouchie - Magas - 3628 - 178000, 517000
 Tchetchénie - Grozny - 19300 - 1,1 million, 1,3
 Daghestan - Makhatchkala - 50300 - 1,8 million, 2,7
 Kalmoukie - Elista - 75900 - 600000, 284000
 Mordovie - Saransk - 26200 - 964000, 834000
 Tchouvachie - Tchéboksary - 18300 - 1,33 million, 1,28
 Mariï - Iochkar Ola - 23200 - 750000, 699000
 Tatarstan - Kazan - 68000 - 3,6 millions, 3,8
 Bachkortostan - Oufa - 143600 - 3,95 millions, 4,1
 Oudmourtie - Ijevsk - 42100 - 1,6 million, 1,5
 Komie - Syktyvkar - 415900 - 1,2 million, 880000
 Altaï - Gorno Altaïsk - 92600 - 192000, 210000
 Khakassie - Abakan - 61900 - 569000, 539000
 Touva - Kyzyl - 170500 - 309000, 307000
 Bouriatie - Oula Oude - 351300 - 1 million, 964000
 Sakha - Yakoutsks - 3,1 million - 1,1 million, 957000

RA Région autonome juive - Birobidjan - 36000 - 216000, 191000

Districts autonomes de Russie (disparus*) - capitale - superficie - population (1991, 2014)

Komie Permiakie* - Koudymkar - 32900 km² - 177000 habitants
 Nenetsie - Narian Mar - 176700 - 44000, 41000
 Yamalo Nenetsie - Salekhard - 750300 - 144000, 540000
 Khanty Mansy - Khanty Mansiisk - 523100 - 500000, 1,4 million
 Evenkie* - Toura - 767600 - 15000
 Taïmyrie* - Doudinka - 862100 - 44000
 Bouriatie Oust Orda* - Oust Ordinsk - 22400 - 130000
 Bouriatie Aga* - Aguinskoye - 19000 - 69000
 Koriakie* - Palana - 301500 - 36000
 Tchoukotka - Anadyr - 73700 - 129000, 54000

Autres entités (sécessionnistes*)

En Géorgie

Abkhazie* : Soukhoumi - 8653 km² - 240000 habitants (2014)
 Ossétie du Sud* : Tskhinvali - 3900 - 51000
 Adjarie : Batoum - 2900 - 294000

En Moldavie

Gagaouzie : Comrat - 1832 - 155000
 Transnistrie* : Tiraspol - 4163 - 505000

En Azerbaïdjan

Nakhitchevan : Nakhichevan - 5500 - 415000
 Haut Karabagh* : Stepanakert - 11430 - 149000

En Ouzbékistan

Karakalpakie : Nukus - 160000 - 1,3 million

Au Tadjikistan

Haut Badakchan : Khorog - 63700 - 220000

INTRODUCTION

Les crises se succèdent, depuis 1998, entre la Russie et l'Occident, au point que certains parlent de « nouvelle guerre froide ». Sur cette tension de niveau mondial se greffent de multiples conflits locaux au sein et autour de l'espace ex-soviétique, c'est-à-dire l'espace eurasien.

Pour comprendre la situation actuelle, il importe de remonter le cours du temps, de retourner à 1991, l'année de la dissolution de l'URSS, et, plus avant, à 1917, l'année de l'effondrement de l'Empire russe, puis 1922, l'année de la création de l'Union Soviétique consécutive à la guerre civile « russe » (en vérité, guerre civile « eurasienne », comme les révolutions « russes » étaient des révolutions « eurasiennes »). L'Empire russe comme l'URSS étaient des formes d'unité politique de l'Eurasie, s'articulant certes autour de la nation « ethnique » russe mais l'englobant et la dépassant, à l'instar des autres nations « ethniques » de l'espace compris entre l'isthme mer Baltique-mer Noire et la mer d'Okhotsk. L'URSS n'était cependant pas qu'un Etat-continent eurasien ; elle était aussi un Parti-Etat universaliste ; celui-ci a entraîné celui-là dans sa chute. Depuis, un gigantesque bras de fer se déroule entre la logique centrifuge de balkanisation de l'Eurasie, ou de consolidation de l'indépendance des Etats post-soviétiques, et la logique centripète d'unité de l'Eurasie, ou de préservation de l'hégémonie russe dans « l'étranger proche ». C'est ainsi que face au *roll back* turco-occidental, ou à ce qui est perçu comme un *roll back*, se substituant au *containment*, le Kremlin, depuis Poutine (2000), mène une double politique « eurasienne » et « eurasiatique ». Celle-ci trouve sa source dans « l'eurasisme », lui-même d'inspiration « régionaliste », par opposition à « l'universalisme » occidental.

L'objet de ce livre est donc d'exposer la *géopolitique de l'Eurasie*, avant et depuis 1991, c'est-à-dire ses territoires et ses représentations ou ses enjeux territoriaux. Conformément à la méthode géopolitique¹, qui est aussi une méthode d'analyse de l'histoire contemporaine², on partira d'une date charnière, 1991, et on avancera jusqu'à nos jours (première partie) ; on retournera vers le passé (deuxième partie) pour comprendre le présent, que l'on pourra alors traiter (troisième et quatrième parties) en connaissance de cause. On terminera par un tour d'horizon de différents pays ou régions de l'Eurasie ou de la Fédération de Russie (cinquième partie). Trois questions serviront de fil conducteur à l'ensemble. Quelle était la situation de l'Eurasie en 1991 ? Il y avait l'URSS, correspondant *grosso modo*, au plan géographique, à l'Empire russe de 1914. Qu'est devenue l'Eurasie depuis et où en est-on aujourd'hui ? Il y a quinze Etats, de nombreux conflits potentiels ou réels nationalitaires et frontaliers, une tension à la fois locale et mondiale (incluant une dimension pétro-gazière) entre forces centrifuges post-soviétiques et force centripète panrusse. Comment en est-on arrivé là ? Il y a eu l'histoire de l'instauration de l'URSS (1917-1922), de son expansion (1939-1949), de sa dislocation (1988-1991) et de sa succession (après 1992).

¹ Cf. Yves Lacoste : « En guise d'éditorial. Les différents niveaux d'analyse du raisonnement géographique et stratégique », *Hérodote*, n°18, *Points chauds*, 2/1980, pp.3-15 ; « Editorial : les géographes, l'action et le politique », *Hérodote*, n°33-34, *Les géographes, l'action et le politique*, 2-3/1984, pp.3-32 ; « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, n°130, *Géographie, guerres et conflits*, 3/2008, pp.17-42 ; « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, n°146-147, *La géopolitique, des géopolitiques*, 3-4/2012, pp.14-44.

² « Pour l'essentiel tout raisonnement géopolitique doit porter sur des mouvements. Or, le mouvement, c'est de l'espace et du temps... Il n'est pas de raisonnement géopolitique sérieux sans références historiques. Toutefois, le géographe, à l'égard du temps, n'a pas la même démarche que celle des historiens. Alors que ceux-ci descendent en quelque sorte le temps, en allant du plus ancien vers le moins ancien..., le géopolitiste part de problèmes actuels... pour aller chercher, dans telle... étape du passé... ce qui lui permet de mieux comprendre les rapports de force actuels et leurs enjeux territoriaux » (Y. Lacoste : « Editorial : le changement, temps longs et grands espaces », *Hérodote*, n°47, *Géopolitique de l'URSS*, 4/1987, pp.3-9, p.6).

I DE L'URSS A LA FEDERATION DE RUSSIE (CONTINUEUR) ET AUX AUTRES ETATS (SUCCESSEURS OU RESTAURES)

Examinons la structure géopolitique de l'Eurasie en 1991, puis de nos jours, de l'URSS à la Fédération de Russie et aux autres Etats post-soviétiques.

1) L'URSS et la RSFSR en 1991

En 1991, il y avait l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Etat idéocratique fédéral multinational à citoyenneté unique (la citoyenneté soviétique), dirigé par un Parti, fédéral et multinational lui aussi, le Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS). Les caractéristiques géographiques et démographiques de l'URSS tenaient en deux mots : l'immensité et la diversité. A savoir : 22,4 millions de km² (un sixième des terres émergées), sur onze fuseaux horaires ; 293 millions d'habitants (troisième population mondiale, après la Chine populaire et l'Union indienne), la moitié de Russes, quatorze autres nationalités, quarante groupes ethno-territoriaux, 200 autres groupes ethniques ; 19000 km de frontières terrestres et douze dyades³ (la deuxième enveloppe frontalière et le deuxième nombre de dyades au monde, après la RPC, qui a 23000 km de frontières, en quinze dyades). Une particularité, après 1945 et jusqu'en 1990 : 45% de ces frontières étaient dédoublées ; autrement dit, les forces armées soviétiques se trouvaient des deux côtés de la limite internationale, derrière, comme pour tout Etat, et devant, de l'autre côté ; ainsi en Mongolie (après 1924), Afghanistan (après 1979), Europe centrale (après 1945), la Finlande étant, elle, contrainte à l'alignement diplomatique-militaire en vertu du traité du 26 avril 1948 (« finlandisation »)⁴. L'URSS n'avait de frontières non dédoublées qu'avec la Norvège, la Turquie, l'Iran, la Chine populaire et la Corée du Nord (celle-ci était alliée à l'URSS et à la RPC).

L'Union Soviétique comprenait quinze républiques fédérées (ou RSS, républiques socialistes soviétiques), correspondant à quinze nationalités (même si tous les membres de ces nationalités ne résidaient pas dans leur république et même si chacune des républiques abritait des membres d'autres nationalités) : la Russie (la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique de Russie), la Biélorussie et l'Ukraine (républiques slaves), la Moldavie (république roumanophone), la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie (républiques baltes), la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan (républiques du Sud Caucase ou Transcaucasie), le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan (républiques d'Asie centrale, les quatre premières turcophones, la dernière persanophone). Sauf l'Ouzbékistan, les RSS avaient pour point commun de jouxter une mer libre (autre que l'océan glacial Arctique) et/ou une frontière internationale de l'URSS. Elles avaient, selon les Constitutions soviétiques de 1922, 1936, 1977, un droit de sécession. Les nationalités correspondant à ces républiques y étaient majoritaires, en chiffres absolus (plus de 50%) ou du moins, s'agissant du Kazakhstan, en chiffres relatifs (les Kazakhs étaient les plus nombreux, mais sans atteindre 50% de la population). Les RSS avaient leur propre PC, *sauf la RSFSR*. Les autres peuples ou groupes ethno-linguistiques de l'URSS avaient leur (moindre) autonomie territoriale, sous la forme de républiques socialistes soviétiques autonomes (RSSA), ou de régions autonomes (RA, *oblast*), ou de districts autonomes (DA, *okroug*), enclavés dans les républiques fédérées. Les groupes correspondant à ces entités ne formaient généralement pas la majorité, ni absolue ni même relative, de la population. Ils n'avaient pas un droit de sécession. Mais toute modification du territoire des RSS, RSSA, RA et DA devait s'effectuer avec leur accord, selon la

³ Avec la Norvège, la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, la RPC, la Mongolie extérieure, la RPDC. La dyade est la frontière commune à deux Etats contigus.

⁴ On verra que la Russie a renoué partiellement avec cette pratique : des troupes russes se trouvent en Abkhazie et en Ossétie du Sud, en Transnistrie, entre Ukraine et Moldavie, en Arménie, au sud du Caucase, au Tadjikistan, à l'extrémité méridionale de l'Asie centrale, outre le territoire de Kaliningrad (érigé en complexe militaire), entre Lituanie et Pologne, ainsi que les bases balistique et aérospatiale de Sary Saghan et de Baïkonour, en plein Kazakhstan.

procédure constitutionnelle fédérale prévue. A l'instar des RSS, les RSSA avaient leur PC. *Il n'y avait pas de PC russe* : le PC russe était le PCUS (62% des effectifs), auquel s'adjoignaient les membres des PC des quatorze RSS et des 22 RSSA (38%). La Russie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan comprenaient des RSSA ; la Russie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan comprenaient des RA ; la Russie et la Moldavie comprenaient des DA. Seuls la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Turkménistan étaient « unitaires », ce qui ne signifie pas qu'ils étaient homogènes au plan ethnolinguistique. Aucune RSS n'était homogène sur ce plan : il y avait toujours des minorités, outre la diversité due à la (relative) liberté de circulation (dans le cadre d'une économie collectivisée et planifiée) des citoyens soviétiques en URSS (réserve faite des « zones interdites »)⁵.

Il y avait en Russie 17 RSSA, quatre RA, dix DA, auxquels s'ajoutait le territoire de Kaliningrad. A la frontière de la Finlande, la Carélie (RSSA) ; au Nord Caucase ou Ciscaucasie, la Kalmoukie, le Daghestan, l'Ossétie du Nord, la Kabardino-Balkarie, la Tchétchénie-Ingouchie (cinq RSSA), l'Adyghée, la Karatchaïévo-Tcherkessie (deux RA) ; dans l'Idel-Oural, la Mordovie, la Tchouvachie, la Marii, le Tatarstan, la Bachkirie, l'Oudmourtie (six RSSA) ; au nord de l'Oural, la république des Komis (une RSSA) et le district des Komis-Permiaks (un DA) ; au sud de la Sibérie, le Gorno-Altai (en 1991), la Touva, la Bouriatie (trois RSSA), la Khakassie, le Birobidjan ou région autonome juive (deux RA), les districts des Bouriates d'Aga et des Bouriates d'Oust-Orda (deux DA) ; au nord de la Sibérie, la Yakoutie (une RSSA), les districts des Nenets, des Yamalo-Nenets, des Khantis-Mansis, des Evenks ou Tougouses, des Taïmyrs, des Koryaks et des Tchouktches (sept DA). Il y avait une RSSA en Ukraine : la Crimée, ancienne RSSA puis (en juin 1946) RA de Russie, transférée à l'Ukraine en 1954 sous le statut de RA puis (en janvier 1991) de RSSA ; un DA en Moldavie : la Gagaouzie (les Gagaouzes sont des Turcs chrétiens-orthodoxes) ; deux RSSA en Géorgie : l'Abkhazie et l'Adjarie (les Adjares sont des Géorgiens musulmans sunnites), ainsi qu'une RA : l'Ossétie du Sud ; une RSSA en Azerbaïdjan : le Nakhitchevan (à peuplement majoritairement azéri, mais séparé du reste de l'Azerbaïdjan par le couloir arménien du Zanguezour), ainsi qu'une RA : le Haut-Karabagh (à peuplement majoritairement arménien, mais séparé de l'Arménie par le couloir azerbaïdjanais de Latchine) ; une RSSA en Ouzbékistan : la Karakalpakie ; une RA au Tadjikistan : le Haut Badakchan.

2) La dissolution de l'URSS et l'avènement de nouveaux Etats

C'est à l'intérieur du socialisme soviétique, à partir de 1922, que les peuples de l'Eurasie ont connu leur modernisation *commune*, le régime ayant pour ambition de créer un *homo sovieticus*... En 1986, la direction du Parti-Etat, emmenée par Mikhaïl Gorbatchev, premier secrétaire du PCUS et chef du gouvernement soviétique, impulsa la *perestroïka* (« réforme ») et la *glasnost* (« transparence »). A partir de 1988, la politique de démocratisation abrogea les délits de « *propagande antisoviétique* » (donc autorisa la critique du régime), élargit le droit de recours contre les décisions administratives et ouvrit le droit d'association. A côté des cultes, en pleine renaissance, des milliers d'associations apparurent, puis des « fronts populaires », débordant les PC locaux et les obligeant à suivre le mouvement. En 1991, l'URSS, ayant entamé, *dans le chaos*, sa transformation économique et politique, allait devenir, *à sa façon*, une démocratie capitaliste⁶. C'est pourquoi la plupart des dirigeants occidentaux ne souhaitaient pas sa disparition, s'inquiétant des conflits nationalitaires et territoriaux, de la dissémination des stocks militaires et du devenir de l'arsenal nucléaire, approuvant sa métamorphose en Union des Républiques souveraines (URS). Mais le projet d'une nouvelle fédération échoua, principalement du fait de la

⁵ Il importe de distinguer les minorités implantées en groupes compacts (ruraux) pour des raisons géo-historiques (enracinés) et les immigrants ou communautés issues de l'immigration (urbaines) pour des raisons socio-économiques (expatriés).

⁶ En juillet, l'URSS était invitée au G7 (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Japon). En septembre, elle accueillait la conférence des droits de l'homme, dans le cadre de la CSCE.

sécession de la République de Russie. La Fédération soviétique ne fut donc pas remplacée par une nouvelle Fédération eurasiennne ; elle fut remplacée par une simple confédération : la Communauté des Etats indépendants (CEI). La déclaration de souveraineté signifiait l'affirmation du droit de rester dans la Fédération ou de la quitter ; elle *pouvait* donc précéder une déclaration d'indépendance, qui signifiait le retrait de la Fédération, autrement dit, la sécession ; c'est ce qui advint en 1991, les dirigeants des républiques préférant des « démocraties » nationales à des démocraties fédérées...

A) L'échec de l'URS et la création de la CEI

Le plus important au plan géopolitique fut la montée des revendications nationales, qui emporta la dissolution de l'URSS.

Celle-ci se déroula en quatre phases. 1) Une phase démocratique en 1988 : les populations réclament des libertés. 2) Une phase identitaire en 1989 : les (des) populations invoquent la langue, la culture, la mémoire. 3) Une phase souverainiste en 1990 : se succèdent les « déclarations de souveraineté » des RSS et de certaines RSSA ou RA ; d'où résulta la tentative gorbatchévienne (le « processus de Novo-Ogarevo ») de remplacer l'URSS par l'URS. Neuf républiques participaient audit processus : Russie, Ukraine, Biélorussie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan ; six républiques n'y participaient pas : Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Géorgie, Arménie, ainsi que, au sein de la RSFSR, le Tatarstan, l'Ossétie du Nord et la Tchétchénie-Ingouchie. 4) Une phase sécessionniste en 1991 : après la tentative de coup d'Etat des conservateurs du PCUS le 16-20 août, se succèdent les « déclarations d'indépendance » des RSS et de certaines RSSA ou RA ; d'où résulta la création, impulsée par Boris Eltsine, Président de Russie depuis le 12 juin 1991, de la CEI. Cette création se déroula en deux temps : le 8 décembre, la « rencontre de Biélovej » entre Eltsine, Chouchkevitch, le Président biélorusse, et Kravtchouk, le Président ukrainien ; le 21 décembre, la « déclaration d'Alma-Ata » des onze présidents, russe, biélorusse, ukrainien, moldave⁷, arménien, azerbaïdjanais, kazakhe, ouzbèke, turkmène, kirghize, tadjike, sur la cessation d'existence de l'URSS, à laquelle se résignait Gorbatchev le 25. Ne manquait que les trois pays baltes, ainsi que, initialement, la Géorgie, qui rejoindra la CEI en 1993, puis qui la quittera en 2008, comme l'Ukraine en 2014. Il fut convenu, par l'accord d'Alma-Ata puis l'accord de Minsk du 30 décembre entre les Etats membres de la CEI : que l'indépendance des Etats ex-soviétiques s'effectuerait suivant le principe de *l'uti possidetis* (le maintien du tracé des limites territoriales existantes) et celui de la libre circulation des personnes (la « transparence des frontières ») ; que ces Etats, exceptée la Russie, *succéderaient* à l'URSS, tout en respectant les engagements internationaux (notamment militaires) qu'elle avait conclus ; que la Fédération de Russie *continuerait* l'URSS. Les trois Etats baltes, eux, furent considérés comme *restaurés* ; ils refusèrent de se déclarer liés par les traités que l'URSS avait conclus ; ils choisiraient d'adhérer à certains de ces traités.

L'URSS, officiellement, avait été fondée sur le droit des peuples à l'autodétermination (qui est également énoncé dans la Constitution de la Fédération de Russie de 1993). C'est ce droit des peuples qui a fini par faire éclater l'URSS, *id est* l'aspiration nationale et démocratique : l'aspiration à être gouverné par des compatriotes dans un Etat d'une part, l'aspiration à être gouverné par des compatriotes élus au suffrage universel d'autre part (Yves Lacoste). Cette double aspiration, en tout cas la première, pourrait aussi, étant donné l'hétérogénéité ethnolinguistique, faire éclater la Fédération de Russie et d'autres Etats post-soviétiques. La solution du Gouvernement de Poutine, pour contrer les tendances centrifuges et pour maintenir l'hégémonie russe dans l'espace ex-soviétique, est l'Union eurasiennne⁸. Soit une sorte de retour

⁷ Le Parlement moldave se fera prier, jusqu'en avril 1994, pour ratifier l'adhésion à la CEI.

⁸ L'Union eurasiennne n'est pas l'Union panrusse préconisée par Soljénitsyne. Dans son opuscule de 1990 *Comment réaménager notre Russie ?*, le grand écrivain et patriote russe, grand contempteur du communisme, qui contre-distinguait absolument l'URSS et la Russie, militait pour une « Union de Russie ». Celle-ci engloberait la Russie (les « Grands Russiens »),

à l'URS... dont le projet a été brisé par la sécession (eltsinienne) de la République de Russie ! Enonçons notre thèse : *la Russie, abritant d'autres populations que russes, cependant que des Russes résident hors de Russie, ne peut être que panrusse, donc eurasienne, avec une doctrine eurasiiste, et cela, dans une structure impériale (monarchique et religieuse, avant 1917) ou fédérale (républicaine et laïque, depuis 1922 et 1993) ; si elle n'est pas hégémonique en Eurasie, la Russie éclate ; d'où le problème pour les peuples non russes ou les Etats post-soviétiques qui aspirent à l'indépendance ou à la rupture avec la Russie ; ils se tournent vers l'extérieur, les Puissances atlantiques et la Turquie voire l'Arabie Saoudite, principalement ; la Russie, elle, prend appui sur la RPC, l'Inde, l'Iran.*

B) La mutation des RSS en Etats successeurs, restaurés et continuateur

De la dissolution de l'URSS ont surgi, à partir des RSS, onze Etats *successeurs* : Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan ; trois Etats *restaurés* : Lituanie, Lettonie, Estonie, dont l'annexion, le 17 juin 1940, est considérée comme nulle et non avenue ; un Etat *continuateur* : la Russie, héritant de l'arsenal nucléaire, du réseau diplomatique et du siège permanent au CSNU de l'URSS ; une confédération : la CEI, dont la charte constitutive a été signée le 22 janvier 1993. A la différence de la continuation, la succession, sinon la restauration, place les Etats nouveaux, sinon les Etats rétablis, en position de demandeurs quant à leur reconnaissance, y compris celle de leurs frontières... La CEI réunissait les quinze Etats ex-soviétiques, moins les pays baltes ; puis la Géorgie et l'Ukraine l'ont quittée. Elle est munie d'une branche militaire : l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)⁹, créée par l'accord de Tachkent du 15 mai 1992 et renouvelée par l'accord du 25 mai 2001, avec sept Etats membres : Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan (manquent donc la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et le Turkménistan). Elle est assortie d'accords économiques, qui ont abouti, le 10 octobre 2000, à la création de la Communauté économique eurasienne (CEEAA), à cinq Etats membres : Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, remplacée le 14 octobre 2014 par l'Union économique eurasienne (UEEA)¹⁰, avec un sixième membre : l'Arménie (manquent donc la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan). Il y a (avec la Biélorussie et le Kazakhstan) ou il y avait (avec l'Ukraine) une forte coopération industrielle dans les domaines stratégiques, tels l'armement, l'aéronautique, l'aérospatiale.

Quinze Etats sont donc advenus, soit quinze nationalités, au sens de quinze citoyennetés. Auparavant, on était citoyen soviétique de nationalité russe, ukrainienne, kazakhe, kirghize, etc. Désormais, la « nationalité » et la « citoyenneté » sont identiques : la citoyenneté soviétique a disparu, et les nationalités des républiques fédérées sont devenues les citoyennetés des Etats indépendants¹¹. Les trois principes relatifs à la succession d'Etats quant à la nationalité (= citoyenneté) des personnes physiques, ont trouvé à s'appliquer : le droit de l'Etat successeur d'attribuer sa nationalité aux individus impliqués dans la

y compris les petits peuples qu'elle recouvre, la Biélorussie (les « Blancs Russiens »), l'Ukraine (les « Petits Russiens ») et le nord du Kazakhstan, de peuplement russe, à l'exclusion de la Moldavie, des pays baltes, des pays transcaucasiens, des pays centrasiatiques, dont le sud du Kazakhstan, de peuplement kazakh. Soit l'Union des (trois) républiques slaves et le maintien des peuples enclavés dans cette Union, la sécession des (douze) républiques non slaves et le redécoupage du Kazakhstan.

⁹ Elle s'est vue attribuer de trois séries de missions : défense collective des Etats membres ; maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales ; lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et la criminalité organisée.

¹⁰ L'accord de Minsk créant l'UEEA est entré en vigueur le 1er janvier 2015.

¹¹ Mais hier, celui qui avait la nationalité russe ou ukrainienne au Kazakhstan, n'était pas un étranger, il était un concitoyen. Désormais, il est un étranger : il est un citoyen russe ou ukrainien résidant au Kazakhstan. Or, il n'y a pas adéquation entre territoire et nationalité ou citoyenneté. On trouve dans chaque république devenue Etat, à côté du groupe dominant, des minorités avec Etat (Russes, Kirghizes...) ou territoire (Tatars, Yakoutes...) propres et des minorités sans Etat ou territoire propre (Meshkets, Nogais...).

succession d'Etats, *id est* les ressortissants de l'Etat prédécesseur qui ont leur résidence habituelle sur le territoire ayant fait l'objet de la succession ou qui sont originaires de ce territoire par leurs ascendants ; l'obligation des Etats intéressés de veiller à éviter les cas d'apatridie, en liaison avec le droit des individus à avoir une nationalité ; le droit d'option (le choix de la nationalité) que l'Etat successeur doit accorder aux individus impliqués dans la succession d'Etats. La Russie ayant continué l'URSS, tout citoyen soviétique ne s'étant pas vu attribuer une nationalité ou n'ayant pas opté pour une nationalité, est *ipso jure* de citoyenneté russe (la continuation russe évite de créer des apatrides).

Dernier point : toutes les RSS utilisaient l'alphabet cyrillique. Après 1991, les trois pays baltes, la Moldavie et les trois pays transcaucasiens l'ont abandonné.

C) La mutation des RSSA, des RA et des DA

Les RSS sont donc devenues des Etats indépendants. Qu'en est-il des autres entités territoriales ? Le fédéré soviétique est devenu l'indépendant, l'autonome soviétique est devenu le fédéré, soit une autre élévation statutaire.

Les RSSA de la RSFSR sont devenues les républiques de la Fédération de Russie, avec quatre différences : la RSSA de Tchétchénie-Ingouchie s'est scindée en deux républiques, l'Ingouchie et la Tchétchénie ; la Bachkirie a pris le nom de Bachkortostan ; le Gorno-Altai, celui d'Altai ; la Yakoutie, celui de Sakha. Les RSSA d'Ukraine (Crimée), de Géorgie (Abkhazie et Adjarie), d'Azerbaïdjan (Nakhitchevan) et d'Ouzbékistan (Karakalpakie), ainsi que la Gagaouzie (DA de Moldavie) et le Haut Badakchan (RA du Tadjikistan), sont devenus des entités autonomes au sein de leur nouvel Etat respectif, sauf deux cas particuliers : la Crimée a été rattachée à la Russie en 2014 (21 mars) à la suite d'une occupation militaire (fin février), d'une proclamation d'indépendance (11 mars) et d'un référendum (16 mars)¹² ; l'Abkhazie est sécessionniste, soutenue par Moscou (faute d'un soutien turc, l'Adjarie n'est pas sécessionniste). Les RA de la RSFSR (Aldyguée, Karatchaïévo-Tcherkessie, Khakassie, plus la région autonome juive) sont devenues des républiques de la Fédération de Russie, sauf la région autonome juive, qui a un statut à part. La RA de Géorgie : l'Ossétie du Sud, et la RA d'Azerbaïdjan : le Haut-Karabagh, sont sécessionnistes, la première soutenue par Moscou pour un rattachement à l'Ossétie du Nord, la seconde soutenue par Erevan (et Moscou) pour un rattachement à l'Arménie. Trois autres entités sécessionnistes ont surgi, soutenues par la Russie, l'une en Moldavie, dès 1991 : la Transnistrie, les deux autres en Ukraine orientale, en 2014 : Donetsk et Lougansk. Les sécessionnismes soutenus par la Russie l'ont emporté ; pas ceux combattus par la Russie. Sur les dix DA de la RSFSR, six ont fusionné avec des collectivités territoriales de la Fédération de Russie (Komi-Permiakie avec la collectivité de Perm, Evenkie et Taïmyrie avec celle de Krasnoïarsk, Bouriatie-Oust Orda avec celle d'Irkoutsk, Bouriatie-Aga avec celle de Transbaïkalie, Koriakie avec celle du Kamtchatka), si bien qu'il reste quatre DA : Nenetsie, Yamalo-Nenetsie, Khanty-Mansy, Tchoukotka. Quant au territoire de Kaliningrad, il est devenu une exclave russe, séparée de la Russie par la Biélorussie, la Lituanie et la Pologne. Somme toute, si la RSFSR a fait sécession de l'URSS pour devenir un Etat indépendant, les RSSA de la RSFSR ont proclamé leur souveraineté, pour devenir des Etats fédérés.

D) Les sécessionnismes karabaghe, tchéchéne, sud-ossète, abkhaze, transnistrien et badakchan en droit international

Les sécessions ou tentatives karabaghe, tchéchéne, sud-ossète, abkhaze, transnistrienne et badakchane sont-elles conformes au droit international ? Seuls les peuples ont droit à l'autodétermination, pas les

¹² Récusé par la résolution 68/262 de l'AGNU du 27 mars 2014.

minorités ; elles ont simplement droit à l'identité culturelle et à la représentation politique ; chose accomplie dans une structure fédérale. Les Arméniens du Haut-Karabagh, les Tchétchènes, les Ossètes et les Abkhazes, les Russes et les Ukrainiens de Transnistrie, les Badakchans, sont des « minorités » selon, *respectivement*, l'Azerbaïdjan, la Russie, la Géorgie, la Moldavie, le Tadjikistan. Les Nations Unies ont placé la résolution des crises dans le cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Mais les populations en question, du moins une partie d'entre elles, ne veulent pas se contenter d'un statut d'autonomie au sein de leur Etat. Elles se proclament « peuples » et réclament l'autodétermination, pour l'indépendance ou le rattachement à un autre Etat.

Sauf la Tchétchénie et le Haut Badakchan, les entités susmentionnées ont arraché une indépendance *de facto*, parfois confirmée par la promulgation de Constitution et la tenue de référendum¹³, souvent accompagnée d'expulsions/spoliations ethniques. Leur *effectivité territoriale* est réelle. Le CSNU l'a admis, en leur demandant d'assurer l'ordre et la sécurité sur leur territoire. Toutefois, les entités ne sont pas devenues de véritables Etats, car elles dépendent complètement du soutien étranger, russe (ou arméno-russe) en l'occurrence. Ce qui manque à l'Ossétie du Sud, à l'Abkhazie et à la Transnistrie (ou au Haut-Karabagh) pour être considérées comme des Etats, qui se rattacheraient probablement à la Fédération de Russie (ou à l'Arménie), c'est une reconnaissance internationale de la part d'une majorité d'Etats, en particulier de la Géorgie et de la Moldavie (ou de l'Azerbaïdjan), les plus directement concernées. A son tour, cette reconnaissance dépend de leur *indépendance politique*, c'est-à-dire de leur capacité à se passer du soutien russe. Seule la Russie a reconnu les entités comme Etats. Le Kremlin a invoqué le précédent kosovar, alors même qu'il s'était opposé à la proclamation d'indépendance de 2008, et qu'il a combattu les sécessionnismes tchétchène et badakchan. Il a conclu des traités qui prévoient le maintien du rouble et de la présence militaire russe sur les trois territoires. Sans cette présence, les autorités locales ne pourraient résister au retour des armées géorgienne ou moldave. Les trois entités seraient-elles des « Etats fantoches » ? Disposant de l'effectivité territoriale, elles dépendent de la Russie ; celle-ci ne les a cependant pas instituées ; les populations locales souhaitent maintenir leur sécession ; elles comptent sur la prescription acquisitive.

Le soutien militaire russe aux sécessionnismes peut être qualifié de violation du droit international. Mais la Russie, membre permanent du CSNU, a bloqué toute condamnation par le Conseil. Elle clame qu'elle protège le droit des peuples locaux à l'autodétermination. En vérité, elle fait pression sur la Géorgie et la Moldavie (ou l'Azerbaïdjan) pour que ces pays restent dans l'orbite panrusse (le rattachement des territoires sécessionnistes ne l'intéresse guère). *In fine*, les trois entités apparaissent comme des sujets *virtuels* de la Fédération de Russie. *Leur rattachement signifierait conquête*, soit une violation d'une norme de *jus cogens* en droit international.

3) La problématique de la succession militaire de l'URSS

Avec la dissolution de l'URSS, c'était la première fois qu'un Etat doté d'armes nucléaires (EDAN) -un énorme arsenal, avec vecteurs (missiles), véhicules (avions, sous-marins), stocks de matériaux fissiles, complexe industriel et scientifique- était concerné par une succession d'Etats¹⁴. La question du devenir de l'armement soviétique était extraordinairement grave. Le 30 décembre 1991, l'accord sur la CEI signé à Minsk avait stipulé que les Etats membres de la CEI s'engageaient à respecter les traités internationaux conclus par l'URSS (articles 2 et 12). Cela incluait les traités de désarmement et de maîtrise des

¹³ Selon le référendum organisé en Ossétie du Sud le 9 janvier 1992, 98% de la population souhaite un rattachement à l'Ossétie du Nord.

¹⁴ Cf. Aurore Damians : *Etude comparée des politiques nucléaires militaires soviétique et russe*, mémoire de Master 1 Science politique-Relations internationales, CLESID, Faculté de Droit, Université Jean Moulin Lyon III, 2015-2016.

armements, y compris le TNP. Un problème plus précis portait sur la base navale de Sébastopol et la flotte de la mer Noire, entre la Russie et l'Ukraine.

A) La continuation des traités sur les armements

En droit international, la règle généralement admise est celle de la non-transmission des traités militaires aux Etats successeurs - à la différence des traités territoriaux ou humanitaires qui, créant un régime permanent et pas seulement contractuel, sont transmissibles, donc non affectés par une succession d'Etats. Les traités militaires sont trop étroitement fondés sur le principe de la réciprocité entre les contractants pour que l'on puisse affirmer que le régime qu'ils instituent a un caractère permanent et que l'élément contractuel en a disparu. Or, la continuité des traités militaires a été exigée pour *tous* les Etats issus de l'URSS, l'Etat continuateur *et* les quatorze autres Etats, notamment par les Puissances occidentales, qui ont subordonné la reconnaissance des nouveaux Etats à l'acceptation de cette continuité. Cela permettait de poursuivre l'exécution des accords de désarmement et de maîtrise des armements (nucléaires mésologiques, biologiques, chimiques, balistiques et classiques)¹⁵ conclus par l'URSS avec les Etats-Unis ou dans le cadre de la CSCE ou dans celui de l'ONU. C'est ce que voulaient les Etats-Unis et les autres Etats membres de l'OTAN. La reprise des traités militaires est passée par leur multilatéralisation : les traités conclus par l'URSS devinrent des traités conclus par chacun des quinze Etats post-soviétiques. Ainsi, c'est en signant le protocole de Lisbonne le 23 mai 1992 que la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan sont devenus parties au premier traité START, et c'est par un mémorandum adopté le 26 septembre 1997 à New York que ces mêmes Etats ont été désignés comme parties aux accords ABM du 26 mai 1972 et 3 juillet 1974. Quant au traité FCE du 19 novembre 1990, il a été adapté par le document final de la conférence extraordinaire d'Oslo du 5 juin 1992.

¹⁵ En matière nucléaire, les traités sont les suivants : le TNP (traité de Londres, Moscou et Washington du 1er juillet 1968) ; le traité de Moscou du 5 août 1963 sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous les mers, ou traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (TIPEN) ; l'accord soviéto-américain du 12 juillet 1974 sur la limitation partielle des essais nucléaires ; le traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires du 29 septembre 1996 (TICEN) ; les traités ou accords de contrôle, de limitation et de réduction des armements, à savoir 1) les accords soviéto-américains sur la réduction des risques de déclenchement d'une guerre nucléaire du 30 septembre 1971, du 23 juillet 1973 et du 15 septembre 1987, 2) les accords soviéto-américains du 26 mai 1972 et du 18 juin 1979 sur la limitation des armes stratégiques offensives (SALT I et II), 3) les accords du 8 décembre 1987 et du 1er juin 1988 sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée (FNI), l'accord soviéto-américain du 31 juillet 1991 sur la réduction des armes stratégiques offensives (START I), l'accord du 3 janvier 1993 (START II), l'accord du 24 mai 2002 (START III) et l'accord du 8 avril 2010 (START IV). S'ajoutent les traités sur la CEI, la succession de l'ex-URSS, la dénucléarisation de l'Ukraine, du Kazakhstan et de la Biélorussie, le monopole nucléaire de la Russie, à savoir : l'accord d'Alma-Ata du 21 décembre 1991 ; l'accord de Minsk du 30 décembre ; le protocole de Lisbonne du 23 mai 1992 et les accords de New York du 26 septembre 1997. Le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) du 7 juillet 2017 est communément récusé par tous les EDAN. En matière mésologique, biologique et chimique (MBC), il y a, respectivement : la Convention des Nations Unies du 10 décembre 1976 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, dite « Convention ENMOD » ; la Convention de Londres, Moscou et Washington du 10 avril 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ; la Convention de Paris du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Sur les transferts d'armements, mentionnons : le Groupe de Londres sur le contrôle du commerce international des produits nucléaires à double usage, institué le 1er janvier 1975 ; le Groupe de Canberra sur le contrôle du commerce international des produits chimiques et biologiques à double usage, institué le 15 juin 1985 ; le *Missile Technology Control Regime* (MTCR) sur le contrôle des transferts de technologies balistiques, institué le 16 avril 1987, dans le cadre duquel a été signé le Code de conduite de La Haye, le 26 novembre 2002, contre la prolifération des missiles balistiques ; l'Arrangement de Wassenaar du 12 juillet 1996 sur le contrôle des transferts de technologies militaires.

B) L'adhésion spéciale au TNP

Subsistait un énorme problème : le TNP, dont l'URSS était partie en tant qu'EDAN. La transmission du TNP *sans distinction* du continuateur et des autres signifierait qu'il y aurait quatorze EDAN de plus, en tout cas trois, Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan, dont le territoire abritait des armes nucléaires. C'est une telle prolifération que les Puissances occidentales voulaient éviter.

Aussi ont-elles insisté, *primo*, pour que *seule* la Russie continue l'URSS en tant qu'EDAN, donc hérite en exclusivité de l'arsenal nucléaire, *secundo*, pour que les quatorze autres Etats succèdent à l'URSS en tant qu'ENDAN. L'exclusive continuation nucléaire russe a joué le rôle décisif dans le règlement de la succession nucléaire soviétique. L'exigence des Puissances occidentales allait au-delà de la succession : il ne suffisait pas que les Etats nouveaux ou rétablis continuent d'être parties au TNP, il fallait qu'ils le soient en qualité d'ENDAN. Pour les trois Etats qui abritaient des armes nucléaires, cela signifiait les éliminer ou les transférer à la Russie. Après l'accord de Minsk du 30 décembre 1991, le protocole de Lisbonne du 23 mai 1992 et les accords de New York du 26 septembre 1997 ont consacré la dénucléarisation de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan, ainsi que le monopole nucléaire de la Russie dans la CEI. Enfin, le traité de Semipalatinsk du 8 septembre 2006¹⁶ a fait de l'Asie centrale une zone dénucléarisée (ZEAN). Les accords de 1992 et de 1997 furent un remarquable succès pour la politique de non-prolifération... dont le revers fut qu'à peine advenus, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan se voyaient privés du moyen militaire de défendre (par la dissuasion) leur indépendance politique vis-à-vis de la Russie ! En échange de l'adhésion au TNP en qualité d'ENDAN, les trois Etats ont obtenu l'engagement des autres Etats parties, dont la Russie, à reconnaître et à respecter leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leurs frontières (plus des compensations financières russes) ; un tel engagement double la résolution 984 du CSNU du 11 avril 1995, selon laquelle le CSNU doit intervenir immédiatement si un ENDAN partie au TNP est victime d'une attaque ou d'une menace nucléaire¹⁷. Il n'y a certes pas eu une telle attaque ou menace de la part de la Russie sur l'Ukraine ; mais il y a bien, depuis 2014, violation de la souveraineté, de l'intégrité et des frontières de l'Ukraine. La contrepartie de la non-prolifération a donc été battue en brèche... ce qui porte un coup à la non-prolifération ! Or, le pourtour de l'Eurasie, du Proche- à l'Extrême-Orient, est la zone de diffusion politique de l'arme nucléaire, d'une part, autour d'Israël et de l'Iran, avec des possibilités de réaction en chaîne proliférante du côté de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et de l'Egypte, d'autre part, entre les deux Corée et les deux Chine, avec des possibilités de réaction en chaîne proliférante du côté du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan.

Revenons à la CEI en 1992. En attendant l'exclusive continuation nucléaire russe de la succession nucléaire soviétique, les forces nucléaires ex-soviétiques furent soumises à un statut spécial par rapport aux autres forces militaires. Jusqu'à la dénucléarisation des trois Etats successeurs, les armes nucléaires furent maintenues sous un contrôle unique : celui du Président de la Russie. Toutefois, si la décision de déclencher le feu nucléaire appartenait au seul Président russe, celui-ci devait la prendre, d'une part, en concertation avec les chefs d'Etat de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan tant que des armes nucléaires stationneraient sur leur territoire, d'autre part, en consultation avec les chefs d'Etat des autres Etats membres de la CEI. Que signifiait « concertation » ? Pouvoir partagé ? Il y aurait alors eu violation de l'article 2 du TNP. Les autorités russes dénièrent toujours aux trois Présidents un droit de veto. Outre la question du contrôle des armes nucléaires se posait aussi celle de leur propriété. C'est au cours du

¹⁶ Entré en vigueur le 5 janvier 2009.

¹⁷ Il s'agit d'une « garantie de sécurité positive » (PSA), *id est* l'engagement d'un EDAN à ce que le CSNU prenne immédiatement les mesures en vue de porter assistance à un ENDAN qui serait victime d'une attaque ou d'une menace nucléaire. Les « garanties de sécurité négatives » (NSA) désignent, elles, l'engagement d'un EDAN de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser d'armes nucléaires contre un ENDAN.

processus de dénucléarisation des trois Etats que ce dernier problème fut soulevé puis résolu. Les explosifs nucléaires sont délivrés par des missiles ; ceux-ci comprennent trois éléments : la fusée, le composant de l'ogive et l'ogive, où se trouve l'explosif. Il a été convenu que la fusée et le composant appartiendraient à l'Etat sur le territoire duquel les armes étaient déployées, mais que l'ogive serait propriété de la Russie, à lui transférer donc. La déconstruction technique servit ainsi à la répartition politique.

De manière générale, la succession d'Etats, en matière de propriété publique, prévoit le rattachement territorial des biens immeubles et la répartition équitable des biens meubles. Ce double principe ne joua pas dans la succession militaire de l'URSS. Dans l'immédiat, les forces soviétiques furent remplacées par les forces unifiées de la CEI. Il s'avéra que seule la Russie, du fait des réseaux de commandement et de communications centrés sur Moscou, contrôlait ces forces. Puis chaque Etat s'appropriera les unités terre, mer, air stationnées sur son territoire - soit un rattachement territorial de biens meubles et pas seulement immeubles. En revanche, les éléments déployés en dehors de l'ex-URSS, ainsi que toutes les armes nucléaires, furent rattachés uniquement à la Russie - soit une attribution exclusive de certains biens meubles. En même temps, cette attribution facilitait l'évacuation des troupes russes. Quant à la base aérospatiale de Baïkonour et au centre d'essai balistique de Sary Saghan, au Kazakhstan, ils sont sous contrôle extraterritorial russe, par une cession à bail accordée pour 99 ans par l'Etat local (en vertu de l'accord du 28 mars 1994). Du côté des Etats baltes, le double refus du statut de successeurs de l'URSS et de l'adhésion à la CEI impliquait que les forces soviétiques stationnées évacueraient le territoire et seraient transférées à la Russie, sans aucune appropriation balte.

C) Le partage de la flotte de la mer Noire et de la base navale de Sébastopol

Le principal cas litigieux bilatéral (russo-ukrainien) de la succession militaire soviétique a concerné la base navale de Sébastopol et la flotte de la mer Noire. Kiev invoquait le double principe de la succession d'Etats : rattachement territorial de la base et répartition équitable de la flotte ; Moscou revendiquait une nouvelle exclusivité -après celle des unités déployées hors de l'ex-URSS et celle des armes nucléaires- ou un statut extraterritorial pour la base de Sébastopol.

Des traités bilatéraux furent conclus le 28 mai 1997, prévoyant : le partage de la flotte, 80% pour la Russie, 20% pour l'Ukraine, moyennant compensation financière de la Russie à l'Ukraine ; la location par la Russie des installations de Sébastopol pour une durée de vingt ans ; l'usage commun de la mer d'Azov et du détroit de Kertch, considérés comme mers intérieures, donc l'interdiction d'entrées et sorties de bâtiments de guerre sans accord mutuel préalable ; la limitation du personnel russe en Crimée à 25000 hommes ; la réduction de la dette énergétique de l'Ukraine à l'égard de Gazprom, en contrepartie de la location de Sébastopol et du transfert de l'arsenal nucléaire ukrainien à la Russie ; la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée et Sébastopol. Après le partage de la flotte, les marines ukrainienne et russe cohabitèrent dans la même base. Il était également prévu que le port russe de Novorossiisk se substitue un jour à Sébastopol. S'ajouta un traité, conclu le 31 mai, sur « *l'amitié, la coopération et le partenariat entre l'Ukraine et la Russie* ».

Mais en 2004, sous la présidence Koutchma, la « révolution orange », marquée par la chute d'Ianoukovitch, Premier ministre pro-russe, et l'arrivée d'Iouchtchenko, Premier ministre pro-occidental, fit monter les tensions avec la Russie. Celles-ci furent aggravées par le refus de Moscou d'établir une commission de démarcation de la frontière commune, pourtant prévue dans le traité frontalier bilatéral signé par les deux gouvernements le 20 janvier 2003 puis ratifié par les deux parlements le 20 avril 2004. Les régions russophones de l'est du pays n'étaient donc pas démarquées. Le 24 mai 2008, Iouchtchenko, devenu Président de la République, exigea l'évacuation de Sébastopol au 28 mai 2017. Or, Sébastopol est

le grand port militaire de la mer Noire ; c'est de là que partira l'aide à la Syrie baasiste, où la Russie dispose des bases de Tartous et de Lattaquié, en Méditerranée, cependant que la Grèce, Malte, Chypre accordent des facilités portuaires. D'autre part, Sébastopol est une cité chère à l'histoire et à la mémoire russes¹⁸, plus ou moins associée à Byzance, donc à un certain héritage méditerranéen (grec) de la Russie (orthodoxe), qui l'amène à protéger les chrétiens d'Orient. En 2010, Ianoukovitch retrouva le pouvoir. Mais début 2014, le mouvement *Euromaïdan*, semblable à la « révolution orange », chassant Ianoukovitch et amenant Porochenko, fit redouter par Moscou un nouveau basculement de l'Ukraine vers l'Ouest. L'agitation séparatiste redoubla en Crimée. La presque île fut occupée par les troupes russes de Sébastopol, puis rattachée à la Russie. Toute base militaire russe, *a fortiori* toute enclave territoriale, peut donc être considérée comme une menace sur l'Etat limitrophe. D'autre part, l'annexion de la Crimée a un impact énergétique : elle ampute l'Ukraine d'une partie de ses ressources gazières *off shore* ; elle amène Moscou à créer un lien énergétique entre la péninsule et le reste de la Russie ; elle obère les projets de gazoducs trans-mer Noire portés par l'UE et favorise ceux de la Fédération de Russie. Elle crée enfin un différend territorial russo-ukrainien en mer Noire. Soit un quadruple enjeu militaire, culturel, économique et maritime.

En(tre autres) riposte(s), l'Ukraine a quitté la CEI. De son côté, le Président Obama a lancé l'initiative de *réassurance* européenne, confirmée par Trump, visant à garantir la sécurité des pays d'Europe de l'Est, de la mer Baltique à la mer Noire. La *réassurance* se traduit par un triple accroissement : de la présence militaire américaine dans les Etats membres de l'OTAN ; de l'assistance militaire américaine aux Etats hors OTAN (se sentant) menacés par la Russie (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) ; des capacités de réponse immédiate, via le pré-positionnement d'équipements et de matériels dans les Etats membres de l'OTAN. La réaction des PECO a toutefois été contrastée, les uns (Etats baltes, Pologne), critiques, cherchant un contrepois américain, les autres (République tchèque, Hongrie), silencieux, cherchant à éviter l'hostilité russe. Le Kremlin a quoi qu'il en soit répondu par un moratoire sur l'application du traité FCE, *id est* la limitation et le contrôle des forces conventionnelles terre, mer, air en Europe, de l'Atlantique à l'Oural...

4) La Fédération de Russie

La Fédération de Russie, soit l'actuel Etat russe, n'a pas choisi de s'appeler « IIème République », en référence à la Ière, entre le 2 mars et le 7 novembre 1917. Elle continue en effet l'URSS, alors qu'elle en diffère totalement au plan constitutionnel et qu'elle correspond au plan territorial à la RSFSR, république fédérée de l'ex-Union Soviétique. Rappelons-en les caractéristiques géographiques et démographiques (l'immensité et la diversité) ; puis examinons les éléments pertinents de sa Constitution ; enfin tirons les conclusions en politique intérieure et internationale.

A) Caractéristiques géographiques et démographiques

Les chiffres sont les suivants : 17 millions de km², 146 millions d'habitants, 20800 km de frontières et quatorze dyades¹⁹ (deuxième au monde, après la RPC), 32 puis 26 groupes ethno-territoriaux, 150 autres groupes ethniques, 80% de Russes, 5% d'autres Slaves, 15% de non-Slaves, principalement turcophones. Ces derniers se trouvent implantés à la périphérie (Nord Caucase, Sibérie) ou au centre (Idel-Oural) de la Fédération, avec un sous-sol riche en matières premières. Leur taux de fécondité est supérieur à celui des Slaves. D'où la diminution relative des uns et l'augmentation relative des autres. D'autant que

¹⁸ « Pour la Russie, la Crimée, Sébastopol, revêtent une immense signification, comme la Montagne du Temple à Jérusalem pour ceux qui confessent l'islam ou le judaïsme », déclarait Poutine.

¹⁹ Avec la Norvège, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Mongolie extérieure, la RPC, la RPDC.

l'émigration des Russes est à peine compensée par le retour des Russes ethniques des autres Républiques ex-soviétiques. Même si la chute de la natalité et la remontée de la mortalité ont cessé, de vastes espaces sont sous peuplés, ainsi en Sibérie orientale, le long de la frontière avec la RPC. Une immensité sous-peuplée, à la mise en valeur difficile : telle est la Russie. Les turcophones sont musulmans, très majoritairement sunnites, de rite hanafite en Idel-Oural, chaféite au Caucase Nord. L'islam représente la deuxième confession de Russie (24 millions de citoyens, la moitié se déclarent croyants), majoritaire dans huit républiques de la Fédération (Tatarstan, Bachkortostan, Adyghée, Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ingouchie, Tchétchénie, Daghestan). Il s'agit d'une religion autochtone, pas importée par immigration, intégrée, pas dissidente. La radicalisation n'est cependant pas absente, en liaison avec la cause tchéchène, la guerre civile afghane, le salafisme du Golfe ou le jihadisme du Levant...

La Fédération était composée de 89 sujets en 1993, énumérés à l'article 65 de la Constitution, 85 depuis, à savoir : 22 républiques (Carélie, Kalmoukie, Daghestan, Adyghée, Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord, Ingouchie, Tchétchénie, Mordovie, Tchouvachie, Marii, Tatarstan, Bachkortostan, Oudmourtie, Komie, Altaï, Touva, Bouriatie, Khakassie, Sakha, Crimée) ; une région autonome (juive) ; dix (Nenetsie, Yamalo-Nenetsie, Khanty-Mansy, Komie-Permiakie, Evenkie, Taïmyrie, Bouriatie-Oust Orda, Bouriatie-Aga, Koriakie, Tchoukotka) puis quatre districts autonomes (Nenetsie, Yamalo-Nenetsie, Khanty-Mansy, Tchoukotka) ; 49 puis 46 régions administratives (Amour, Arkhangelsk, Astrakhan, Belgorod, Briansk, Irkoutsk, Ivanovo, Kaliningrad, Kalouga, Kemerovo, Kirov, Kostroma, Kourgan, Koursk, Lipetsk, Magadan, Moscou, Mourmansk, Nijni-Novgorod, Novgorod, Novossibirsk, Omsk, Orenbourg, Orel, Oulianovsk, Penza, Pskov, Rostov, Riazan, St-Petersburg, Samara, Saratov, Sakhaline, Sverdlovsk, Smolensk, Tambov, Tver, Tomsk, Toula, Tioumen, Tcheliabinsk, Vladimir, Volgograd, Vologda, Voronej, Yaroslavl) ; six puis neuf territoires administratifs (Altaï, Kamtchatka, Khabarovsk, Krasnodar, Krasnoïarsk, Perm, Primorié, Stavropol, Transbaïkalie), Kamtchatka, Perm et Tchita (devenue Transbaïkalie) étant passés de régions à territoires ; trois villes fédérales (Moscou, Saint-Pétersbourg, Sébastopol)²⁰. 21 républiques et les quatre DA correspondent aux territoires de minorités ethnolinguistiques ; la 22ème république est la Crimée. Dix républiques sont frontalières : Carélie, Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord, Ingouchie, Tchétchénie et Daghestan, Altaï, Touva et Bouriatie. Les autres, ainsi que les quatre DA, sont enclavés : Adyghée, Mordovie, Tchouvachie, Marii, Tatarstan, Bachkortostan, Oudmourtie, Komie, Khanty-Mansy, Khakassie, ou jouxtent la mer Caspienne : Kalmoukie, ou l'océan glacial Arctique : Nenetsie, Yamalo-Nenetsie, Sakha, Tchoukotka. Quant à la région autonome, jouxtant la RPC, elle correspond à une entité hébraïque, à langue yiddish, où ne s'appliquait pas la législation laïque de la RSFSR ni, de nos jours, celle de la Russie. La langue de la Fédération est le russe. Mais chaque république a sa langue (Crimée exceptée), ainsi que la région autonome. Le Daghestan offre un cas particulier car, mosaïque ethnique, il compte neuf langues officielles (avar, lesguien, darguien, lak, tabassaren, tats, nogai, azéri, tchéchène). Soit en tout trente langues fédérées, plus le russe, langue fédérale.

Comme l'Empire russe avant 1917 et l'URSS avant 1991, la Fédération de Russie n'est pas un Etat-nation (elle est trop vaste et trop multiple). Comme ses prédécesseurs, elle est un Etat multinational eurasiatique, russocentré, qui ne refuse certes pas la russification mais qui n'est pas assimilationniste. A la différence de ses prédécesseurs, elle n'est pas un Etat absolutiste orthodoxe panslave et pantouranien, ni un Etat idéocratique à parti unique universaliste ; elle est un Etat « démocratique-autoritaire » panrusse (une « démocratie souveraine », caractérisée par la « verticale du pouvoir », où la rente minière, soit l'essentiel de l'export, demeure propriété de l'Etat). Elle demeure une « grande puissance pauvre » (Georges Sokoloff).

²⁰ Les deux capitales totalisent 15% de la population de la Russie et 26% de la richesse nationale.

B) Les dispositions « géopolitiques » de la Constitution fédérale

La Fédération de Russie a été instituée par le Traité fédéral (initialement refusé par la Tchétchénie et le Tatarstan) du 31 mars 1992 (formellement, il révisé la Constitution de la RSFSR du 12 avril 1978, adoptée après la nouvelle Constitution de l'URSS du 7 octobre 1977), puis par la Constitution fédérale (approuvée par référendum) du 12 décembre 1993 (à laquelle doivent se mettre en conformité les Constitutions des républiques fédérées), celle-ci consolidée par les actes présidentiels du 9 janvier 1996 puis du 30 décembre 2008. Voyons d'abord la pluralité, puis l'unité, propres à toute fédération, enfin comment la dialectique de l'un et du pluriel a penché du côté de l'un.

a) La pluralité

Le préambule de la Constitution commence ainsi : *« nous, peuple multinational de la Fédération de Russie, uni par un destin commun sur notre terre..., conservant l'unité de l'Etat historiquement constitué, nous fondant sur les principes universellement reconnus... d'autodétermination des peuples..., faisant renaître l'Etat souverain de la Russie..., adoptons la Constitution de la Fédération de Russie »*.

L'article 1er énonce que la Russie est un Etat fédéral et que les dénominations « Fédération de Russie » ou « Russie » sont équivalentes. Selon l'article 5, la Fédération de Russie est composée de républiques (21 puis 22), de territoires (6 puis 9), de régions (49 puis 46), de villes d'importance fédérale (3), d'une région autonome et de districts autonomes (10 puis 4), *« sujets égaux en droits de la Fédération de Russie »* ; les républiques ont leur Constitution et leur législation ; les territoires, les régions, les villes d'importance fédérale, la région autonome et les districts autonomes ont leur Statut et leur législation ; la structure fédérale de la Russie est fondée sur son intégrité comme Etat, l'unité du pouvoir d'Etat, la répartition des compétences entre les organes du pouvoir d'Etat de la Fédération et les organes du pouvoir d'Etat des sujets de la Fédération (précisée aux articles 71 à 73, 76 à 78), l'égalité en droits et l'autodétermination des peuples de la Fédération ; dans leurs rapports mutuels avec les organes fédéraux du pouvoir d'Etat, tous les sujets de la Fédération sont égaux entre eux. *L'admission dans la Fédération* (= l'agrandissement de la Fédération, ainsi la Crimée) comme *la formation d'un nouveau sujet de la Fédération* (= le redécoupage de la Fédération) s'effectuent selon la procédure fixée par la loi constitutionnelle fédérale.

L'article 65 énumère les sujets de la Fédération. Selon l'article 66, le statut d'une république est fixé par la Constitution de la Fédération et par la Constitution de la république ; le statut des autres sujets de la Fédération est fixé par la Constitution de la Fédération et par le Statut de chacun des autres sujets de la Fédération. Les frontières entre les sujets de la Fédération de Russie ne peuvent être modifiées qu'avec leur accord mutuel (art.67-3). Selon l'article 68, la langue officielle de la Fédération est le russe ; les républiques ont le droit d'établir leurs langues officielles, celles-ci étant utilisées dans les organes du pouvoir d'Etat et ceux de l'auto-administration locale parallèlement à la langue fédérale ; la Fédération garantit à tous ses peuples le droit au maintien de la langue maternelle. Selon l'article 26, chacun décide de son appartenance nationale (il y a choix individuel, pas seulement héritage familial) ; chacun a le droit d'utiliser sa langue maternelle et de choisir librement sa langue de communication, d'éducation et de création. Selon l'article 29, la Fédération garantit les droits des peuples autochtones peu nombreux, conformément au droit international. La Russie est un Etat laïc (art.14-1), qui reconnaît l'égalité et la liberté religieuses (art.14-2 et 28), ainsi que le pluralisme idéologique et politique (art.13).

b) L'unité

Le détenteur de la souveraineté dans la Fédération de Russie est son peuple multinational (art.3-1), lequel exerce son pouvoir par référendum ou par des élections libres (art.3-2 et 3-3). La souveraineté de la

Fédération s'étend à l'ensemble de son territoire (art.4-1). Les lois et la Constitution fédérales ont primauté sur tout le territoire de la Fédération (art.4-2). Le territoire de la Fédération comprend les territoires de ses sujets, la mer territoriale et l'espace aérien au-dessus (art.67-1). Il n'y a pas de frontières douanières à l'intérieur de la Fédération (art.74-1). La capitale de la Fédération est Moscou (art.70-2). Les emblèmes sont fixés par la loi constitutionnelle fédérale (art.70-1). La monnaie est le rouble (art.75).

Il y a une citoyenneté de la Fédération de Russie (art.6). La défense de la patrie est le devoir de tout citoyen (art.59-1) et tout citoyen est tenu au service militaire (art.59-2), sauf objection de conscience (art.59-3). La Fédération garantit à ses citoyens la défense et la protection *hors de ses frontières* (art.61). Selon l'article 62 paragraphe 1, un citoyen de la Fédération peut avoir la citoyenneté d'un Etat étranger ; la possession par un citoyen de la Fédération de la citoyenneté d'un Etat étranger ne restreint pas ses droits et ne l'exonère pas de ses obligations de citoyen de la Fédération (art.62-2). Or, résident hors de Russie entre quinze et vingt millions de Russes.

Le pouvoir d'Etat dans la Fédération de Russie est exercé sur la base de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire (art.10). Le Président de la Fédération de Russie (élu au suffrage universel direct pour six ans depuis la réforme de 2008, quatre ans auparavant), le Parlement fédéral, le Gouvernement fédéral, les tribunaux fédéraux, exercent le pouvoir d'Etat dans la Fédération de Russie (art.11-1). Le Parlement fédéral est formé de deux chambres : le Conseil fédéral, composé de deux délégués de chacun des sujets de la Fédération, un délégué de l'organe représentatif et un délégué de l'organe exécutif du pouvoir d'Etat de chaque sujet, soit 178 puis 170 délégués ; l'Assemblée fédérale, comptant 450 députés (élus au suffrage universel direct pour cinq ans depuis la réforme de 2008, quatre ans auparavant). Le Conseil représente les entités fédérées ; l'Assemblée, l'ensemble des citoyens ; celle-ci l'emportant sur celui-là en cas de désaccord, pourvu qu'il y ait une majorité qualifiée (les deux tiers des membres de l'Assemblée). Enfin, selon l'article 12, l'auto-administration locale dans la Fédération de Russie est reconnue et garantie ; elle est autonome dans les limites de ses compétences ; elle ne fait pas partie du système du pouvoir d'Etat ; elle est précisée dans le chapitre 8.

c) La tension entre logique centripète et logique centrifuge

Dès le départ, la Fédération a été le théâtre d'un bras de fer entre le pouvoir fédéral moscovite, centripète, et les sujets fédérés, notamment les républiques, les districts autonomes et les régions ou territoires lointains, centrifuges. Cette tension entre logique centripète et logique centrifuge se retrouve à l'échelle de toute l'Eurasie, entre la Fédération de Russie d'une part, les ou certaines Républiques post-soviétiques d'autre part.

Après l'éclatement de l'URSS, on a redouté -ou espéré- l'éclatement de la Russie elle-même. Le séparatisme tchéchène, au long des années 1990, a été le test : il l'eût emporté, la Fédération aurait peut-être disparu, en raison de l'indépendantisme d'autres peuples non slaves (Tatars, Bachkirs, Komis, Nenets, Yakoutes), ou de l'islamisation des causes indépendantistes, ou de l'autonomisme de régions majoritairement russes mais périphériques et rejetant un pouvoir central aussi lointain qu'inefficace (Primorié, Sakhaline). La dissolution de la Fédération n'a pas eu lieu pour deux raisons : il n'y a pas de partis ethniques ou confessionnels ; la prépondérance russe se concilie avec l'autonomie des non-Russes, et vice-versa. « Russie Unie » est le leitmotiv de Poutine ; c'est aussi le nom de son parti, créé en 2001 (un an après son élection à la Présidence de la Fédération), puis vainqueur aux élections de la Douma en 2003, 2007, 2011 et 2016 (343 députés élus, 76% des mandats). Toutefois, au Nord Caucase, les ethno-partis sont influents ; les tensions géo-ethniques sont sensibles ; l'islamisme y persiste ; il apparaît dans l'Idel-Oural. Or, *l'islamisme est ce qui se briserait la symbiose turco-slave eurasienne laïque pour lui substituer la guerre civile* (les attentats ont causé un millier de décès depuis 1999). Par rapport aux Tchétchènes, le

cas des Tatars est différent : la majorité des Tatars vivent en dehors du Tatarstan, et y deviendraient donc des étrangers en cas d'indépendance ; inversement, le Tatarstan est peuplé à 40% de Russes ; le Tatarstan est complètement enclavé dans la Russie, si bien que ses ressources minérales dépendraient de Moscou pour leur évacuation vers le marché mondial. Il en irait de même des Bachkirs, Komis, Nenets ou Yakoutes.

Malgré la résilience de la Fédération, on observait en Russie (sous Eltsine) les mêmes phénomènes que dans la plupart des autres Etats post-soviétiques : la déliquescence de l'appareil administratif et juridictionnel, l'étiollement des forces armées et les trafics d'armes, la montée de la criminalité organisée, y compris l'apparition de groupes mafieux ethniques, la privatisation chaotique de l'économie et la corruption généralisée. *On avait des Etats menaçant ruine*. Or, c'est dans ce contexte là -après la « défaite froide »- qu'un libéralisme à l'occidentale, capitalisme comme démocratie parlementaire, s'est instauré ou a tenté de s'instaurer en Russie, incarné par la figure de l'*oligarque*, le bénéficiaire de la privatisation (plus ou moins délictuelle) des entreprises de l'époque soviétique, notamment dans le secteur énergétique. Il n'y avait pas de bourgeoisie en URSS - ni de tradition d'Etat de droit en Eurasie soviétique, pré-soviétique, post-soviétique. C'est la fraction de la *nomenklatura* convertie à l'entreprise privée qui l'a constituée dans les années 1990, associée aux réformateurs pro-occidentaux. L'expérience a été rejetée par la masse de la population, et avec elle l'*occidentalisation*, synonyme d'appauvrissement économique et de subordination politique à l'Occident. Le « libéralisme » a été frappé de discrédit en Russie, le mot lui-même suggérant être au service, consciemment ou non, des intérêts occidentaux.

C'est Poutine, « l'homme fort » de la Russie depuis le début du XXI^{ème} siècle²¹, qui a mis fin à la fois au nouveau « temps des troubles » et à l'idée du libéralisme comme paradigme alternatif au communisme, le libéralisme se trouvant compromis par le chaos post-soviétique. L'affaire Khodorkovski, en octobre 2003, fut à cet égard hautement significative²². *De manière illibérale*, l'autorité de l'Etat a été restaurée, l'unité de la Fédération, affermie, le secteur énergétique, renationalisé à 50%+1, l'armée, restructurée, la puissance russe, rétablie, avec pour volonté que la Russie soit la gardienne de la paix et de la sécurité dans l'ex-URSS. A cet égard, trois groupes régionaux de forces projetables sont censés pouvoir intervenir dans trois directions stratégiques : vers l'ouest (des pays baltes à la Moldavie en passant par la Biélorussie et l'Ukraine), le sud (Transcaucasie), le sud-est (Asie centrale). La grande réforme territoriale, pour renforcer le pouvoir fédéral, a été d'instituer, par-dessus les sujets de la Fédération, des districts fédéraux, dont les présidents (sorte de « super préfets ») sont nommés par le Président de la Fédération. On en compte neuf : Centre, capitale Moscou ; Sud, capitale Rostov-sur-le-Don ; Nord-Ouest, capitale St-Petersburg ; Volga, capitale Nijni-Novgorod ; Nord Caucase, capitale Piatigorsk ; Oural, capitale Ekaterinbourg ; Sibérie, capitale Novossibirsk ; Extrême-Orient, capitale Khabarovsk ; plus la Crimée, capitale Simféropol.

C) La politique de puissance

Malgré cette reprise en main politique, il n'y a pas eu de reconquête militaire de Républiques ex-soviétiques devenues indépendantes en 1991, même lorsque les nouveaux Etats étaient faibles militairement ou sans alliés et que s'y trouvaient des minorités russes. Le problème de l'évacuation des troupes soviétiques, devenues russes en vertu de la continuation de l'URSS par la Russie, a été résolu : ces troupes sont parties, *sauf* des entités autoproclamées qui appelaient à l'aide Moscou, telles la

²¹ L'URSS avait disparu subitement à Noël 1991. A la Saint-Sylvestre 1999, Eltsine, malade, démissionna non moins subitement et intronisa pour assurer l'intérim son nouveau Premier ministre, Vladimir Poutine, qui sera élu Président en mars 2000. Réélu à 75% des suffrages exprimés, il entame son quatrième mandat depuis mars 2018.

²² Cf. Jean-Robert Raviot : « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, n°166-167, *Géopolitique de la Russie*, 3-4/2017, pp.9-22, pp.12-13.

Transnistrie, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, ou encore l'Arménie et le Tadjikistan. En 2008, l'armée russe n'a pas foncé sur Tbilissi ; elle s'est arrêtée à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud. Depuis 2014, le « précédent de Sébastopol » (l'occupation puis l'annexion de la Crimée depuis une base militaire russe extraterritoriale) fait peser une menace sur les pays voisins. D'autant que, on le constate, les forces séparatistes appuyées par des forces russes l'ont toujours emporté sur les forces étatiques locales, ainsi en Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, Crimée, idem les Arméniens au Haut-Karabagh. Au contraire, les forces séparatistes combattues par les forces russes ont toujours fini par être vaincues, ainsi en Tchétchénie et au Haut Badakchan. Il est clair que jamais la Moldavie, la Géorgie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan ne pourront restaurer leur intégrité territoriale sans l'accord de la Russie, ce qui impliquerait probablement l'alignement sur Moscou, donc l'adhésion à l'Union eurasiennne (CEI, OTSC, UEEA). Pour autant, l'armée russe ne fonce pas sur Kiev. En est-elle dissuadée par les Etats-Unis et l'OTAN ? Non moins probablement.

Le Kremlin n'a pas renoncé à la politique de puissance, et sans doute ne le peut-il pas. Les politiques de puissance sont fondamentales dans l'histoire russe. La géopolitique de l'immensité et de la diversité requiert une puissance aussi bien interne (un régime autoritaire) qu'externe (un dessein impérial). Quand le pouvoir central faiblit, l'Eurasie éclate, ainsi en 1917, en 1991, ou manque d'éclater, ainsi en 1941-1943. L'Etat-continent eurasiennne, devenu Parti-Etat universaliste en 1922, s'est longtemps voulu un « Etat-monde », en tant que « troisième Rome » (dont le tsar était chargé de conduire le peuple chrétien vers la Jérusalem céleste), puis en tant qu'« Etat socialiste » (dont le Parti était chargé de conduire l'humanité prolétarienne vers le communisme)²³. En 1977, le *dominium mundi* est à portée, croyait-on à Moscou : la victoire du socialisme sur le capitalisme était inéluctable. Mais à partir de 1979, s'opère le retournement qui verra le déclin, d'abord idéologique puis géopolitique, enfin la disparition, en 1989-1991, de cet empire idéocratique territorial et transnational qu'était le « système communiste mondial » (Annie Kriegel) soviéto-centré. Celui-ci avait pour composantes : le bloc continental eurasiennne de l'Elbe aux mers de Chine ; l'axe d'expansion le long de la route des hydrocarbures et des minerais à l'ouest de l'océan Indien, avec deux verrous en ligne de mire, l'Iran et l'Afrique du Sud, noyautés par des PC ; la pointe avancée au coeur de l'hémisphère américain, Cuba ; la transversale des pays amis ou alliés, au sein du Mouvement des non-alignés (MNA), de l'Algérie à l'Inde ; les potentiels révolutionnaires en Amérique latine ; les partis et syndicats communistes en Europe occidentale ; la puissance militaire nucléaire, balistique et conventionnelle, terrestre, navale, aérienne et aérospatiale.

Des décombres du « SCM » soviéto-centré ont surgi la Fédération de Russie et la CEI, avec une nouvelle politique de puissance au Kremlin à partir de 2000 : à l'intérieur, le renforcement du pouvoir central moscovite ; dans « l'étranger proche », l'Union eurasiennne, étayée par la CEI, l'OTSC et l'UEEA ; à l'extérieur, la politique eurasiennne. Là où il y avait des RSS, la Russie veut maintenir sa suprématie : on passerait de la souveraineté soviétique à l'hégémonie panrusse. Pas de crainte excessive : en admettant qu'elle se constitue, l'Union eurasiennne demeurerait plus faible que l'URSS, car à la différence de celle-là, celle-ci était un Etat fédéral. A partir du 30 septembre 2015, des forces aéronavales russes sont intervenues, massivement et victorieusement, en Syrie, aux côtés de l'Iran et à la demande du gouvernement de Damas, donc, pour la première fois, au-delà de « l'étranger proche », dans une région extrêmement polémogène, où la Russie doit compter avec la Turquie, l'Arabie Saoudite, Israël, les Etats-Unis. Mais il fut un temps où l'URSS se trouvait à la tête d'un camp qui s'étendait dans le monde entier. Et c'est encore dans le monde entier que se déploie la puissance militaire américaine.

²³ C'est ce que rappelle l'essai de l'amiral Raoul Castex : *De Gengis Khan à Staline, ou les vicissitudes d'une manoeuvre stratégique (1205-1935)*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1935.

II LA RSFSR, L'URSS ET LE « SYSTEME COMMUNISTE MONDIAL » (1917-1991)

Pour comprendre la configuration de l'espace ex-soviétique de nos jours, y compris l'organisation territoriale de la Fédération de Russie et les conflits nationalitaires ou territoriaux en Eurasie, il faut remonter à la création de la RSFSR en 1918 puis de l'URSS en 1922, ensuite à l'expansion soviétique de 1939 à 1949, enfin à l'effondrement du « SCM » en 1989-1991. La disparition de l'Empire tsariste, qui était la forme panrusse d'unité de l'Eurasie, fut suivie d'une reconstitution de cette unité, sous la forme de l'Union Soviétique. Cependant, par son idéologie et son régime, celle-ci était aussi (et surtout) un Parti-Etat universaliste, au centre du « SCM »²⁴. Victorieuse à l'issue de la « Grande Guerre patriotique » (du nom donné à la Seconde Guerre mondiale), l'URSS créa le bloc soviétique et dirigea le camp socialiste, en connivence puis en concurrence avec la République populaire de Chine. Mais elle finit par perdre la Guerre froide, ainsi que le glacis/tremplin en Europe centrale. La défaite entraîna la dissolution de l'URSS elle-même, comme superpuissance planétaire, mais aussi comme forme d'unité de l'Eurasie²⁵. A cet égard, le recul russe et la balkanisation de l'Eurasie contrastent avec l'avancée de l'Occident vers l'Est, attestée par l'élargissement de l'OTAN puis de l'UE jusqu'aux frontières de la CEI. C'est pour contrer cette évolution que le Gouvernement de Poutine veut rétablir ou conserver l'unité panrusse de l'Eurasie et l'identité eurasiennne de la Russie. *Cette politique étrangère obéit moins à des considérations d'intérêt qu'à des considérations d'identité.* De l'URSS, la Fédération de Russie garderait l'héritage eurasiennne, que l'URSS avait déjà hérité de l'Empire russe. Là résiderait la continuité ; pour le reste, il y aurait rupture, la Russie actuelle n'étant ni un Etat monarchique ni un Etat communiste.

1) Les Révolutions de Février puis d'Octobre et l'issue de la guerre civile en Eurasie

Les révolutions russes (eurasiennes) eurent lieu dans le contexte international de la Première Guerre mondiale, alors que l'Allemagne avait un intérêt vital à ce que l'Empire russe cessât le combat, afin de ramener au plus vite et en plus grand nombre ses forces armées sur le front ouest, pour vaincre la France avant l'arrivée des troupes américaines. C'est dans cette optique que les autorités de Berlin permirent à Lénine, exilé en Suisse, de se rendre à Petrograd en traversant le territoire allemand puis la mer Baltique²⁶.

A) Le jeu de dupes entre Lénine et les autorités allemandes

Tout a commencé par un jeu de dupes entre Lénine et le gouvernement allemand²⁷. Pour Lénine, internationaliste convaincu et révolutionnaire professionnel, ce qui comptait, c'était l'Allemagne, car là se tiendrait l'épicentre de la révolution mondiale. Il crut que, après la prise du pouvoir à Petrograd, la conquête de Berlin et de l'Europe serait possible via la Russie révolutionnaire - c'est ce que réalisera en partie Staline en 1945. Pour les autorités allemandes, Lénine n'avait d'intérêt que par sa capacité à mettre la Russie hors de combat. Le pari était risqué, car le communisme pouvait gagner la classe ouvrière allemande. Lénine mit fin à la guerre avec l'Allemagne. Mais il fit traîner en longueur les négociations de paix, jusqu'à début mars 1918, si bien que l'armée allemande manquerait de temps (et d'hommes) avant l'arrivée en masse des troupes américaines. Lénine aurait préféré ne pas signer le traité de paix, mais il ne

²⁴ L'histoire soviétique fut ainsi à la fois une histoire des révolutions, du communisme et de la Russie (de l'Eurasie).

²⁵ C'est sous cet angle qu'il faut comprendre le mot de Poutine sur la dissolution de l'URSS comme « *la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle* ».

²⁶ Trotski, lui, résidait à New York, et Staline se trouvait relégué en Sibérie.

²⁷ Lénine rejoignit Petrograd début avril 1917. Deux mois auparavant, l'Allemagne avait relancé la course sous-marine, précipitant l'entrée en guerre des Etats-Unis. A deux mois près, cette relance était inutile, puisque la Russie s'écroulait et que l'armée allemande n'aurait plus que le front ouest à percer. A l'inverse, si Lénine était resté en Suisse, il aurait pu, lors de la révolution allemande, venir à Berlin et, de là, diriger la révolution mondiale.

put faire autrement, car l'armée allemande avançait et menaçait de s'emparer de Petrograd. Les intérêts de l'Allemagne et de Lénine coïncidaient en 1917-1918 : une fois au pouvoir, Lénine conclurait avec les Centraux la paix qu'il avait promise et à laquelle la population russe aspirait. Mais ensuite, il s'agissait pour l'Allemagne de vaincre à l'Ouest, avant l'arrivée des Américains, et il s'agissait pour Lénine de déchaîner la révolution en Europe, d'abord en Allemagne. Si l'Allemagne était vaincue, c'est pour rien que Berlin aurait favorisé la prise du pouvoir par les bolcheviks ; au contraire, la révolution aurait des chances de l'emporter. Pour Lénine, la paix avec les Centraux devait être suivie de la révolution chez eux, après leur défaite qu'il pronostiquait face à l'Occident. Ainsi, Lénine voulait se servir des Allemands comme eux voulaient se servir de lui ; cette convergence conjoncturelle masquait une divergence structurelle.

B) Du « double pouvoir » au monopole communiste

Depuis la Révolution de Février et l'abdication du tsar le 2 mars 1917, la Russie était une République, laïque, dont la capitale était Petrograd. Y coexistait un « double pouvoir » : la Douma (le parlement), représentant censément la nation, mais dont la composition n'avait pas été renouvelée depuis les élections législatives de 1912, au suffrage restreint, et qui était dominée par les partis libéraux (notamment le parti constitutionnel-démocrate, KD) ; le Soviet (le conseil), représentant prétendument la commune de Petrograd, qui appelait chaque commune de Russie à se doter de son propre Soviet, et qui était dominé par les partis socialistes (les socialistes-révolutionnaires, non marxistes, les mencheviks et les bolcheviks, marxistes, le *Bund*, marxistes juifs). La lutte entre la Douma et le Soviet portait sur l'armée régulière, dont le gros se trouvait sur le front. Le « Décret n°1 » du Comité exécutif du Soviet autorisait l'élection de comités de soldats face aux officiers. Parallèlement, le Soviet entreprit de constituer sa propre formation armée : les Gardes rouges.

Le 3 avril 1917, Lénine arriva à Petrograd. Il avait élaboré les slogans révolutionnaires : la paix, la terre aux paysans, les usines aux ouvriers, l'autodétermination des peuples, « *tout le pouvoir aux soviets* ». Mais la Douma et, au sein du Soviet, les mencheviks et les SR modérés, s'étaient mis d'accord pour soutenir la formation d'un gouvernement provisoire, dirigé par Lvov. Son premier acte de nature législative fut d'abroger toute discrimination entre citoyens russes à raison de la nationalité ou de la religion, puis d'incriminer l'antisémitisme, ainsi que de permettre aux Juifs de quitter l'ancienne « Zone de résidence » à l'ouest du pays. D'autre part, le gouvernement avait déclaré qu'il continuerait la guerre aux côtés des Alliés et qu'il maintiendrait l'intégrité territoriale de la Russie. Or, des mouvements nationaux avaient surgi chez les non-Russes, ne se contentant pas de l'égalité des droits entre citoyens de la nouvelle République de Russie, mais revendiquant l'indépendance politique, ou du moins l'autonomie... Lénine s'opposait au gouvernement ; les bolcheviks avaient un siège sur six au Soviet. Le 4 juillet, ils tentèrent un coup d'Etat, qui échoua ; Lénine s'enfuit en Finlande, et les chefs bolcheviks furent arrêtés ou dispersés. Kerenski, un SR modéré, devint chef du gouvernement, le 5 juillet. Début août, il lança la dernière offensive militaire russe contre les Centraux. Elle échoua. La recherche de la paix, combinée au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, devint prioritaire. Le 27 août, le général Kornilov, commandant en chef de l'armée, tenta un putsch contre-révolutionnaire. Lui aussi échoua, car les Gardes rouges barrèrent l'accès de Petrograd aux troupes de Kornilov. Les bolcheviks apparurent comme les sauveurs de la Révolution. Leurs chefs furent libérés, et Lénine rentra à Petrograd. Le Soviet de Petrograd fut réélu : les bolcheviks emportèrent la majorité absolue, et Trotski fut élu président. Le 27 septembre, la Douma et le Soviet se mirent d'accord sur l'élection au suffrage universel direct, prévue le 25 novembre, d'une assemblée constituante, afin d'élaborer une Constitution démocratique pour la Russie... Dans toute la Russie, des soviets s'étaient constitués dans les communes, *id est* des assemblées autoproclamées de militants des partis socialistes ou de délégués des mouvements nationaux, faisant office de pouvoirs locaux. Fin juin, les Soviets locaux désignèrent des délégués pour

former un Congrès panrusse des Soviets, qui siégerait à Petrograd, qui supplanterait la Douma et qui (c'était envisagé après le 27 septembre) ferait pression sur la Constituante.

Le Congrès panrusse des Soviets devait se réunir à Petrograd le 7 novembre (25 octobre dans le calendrier julien). C'est à ce moment là, dans la nuit du 6 au 7, que se déroula la « Révolution d'Octobre » : le coup d'Etat des Gardes rouges, la formation armée du Soviet de Petrograd, dominée par les bolcheviks et commandée par Trotski, qui s'empara des lieux clés de la capitale. La Douma fut dissoute, le gouvernement provisoire aussi, remplacé par un nouveau gouvernement, appelé Conseil des commissaires du peuple (*Sovnarkom*), s'efforçant d'obtenir la confiance du Congrès, de diriger l'administration et d'utiliser les Soviets locaux comme des relais du gouvernement central. *Tel fut le premier coup de force : la prise du pouvoir gouvernemental.* Les membres du *Sovnarkom* étaient les chefs du parti bolchevik : Lénine refusa une coalition gouvernementale des partis socialistes, c'est-à-dire une participation des mencheviks et des SR modérés ; il n'accepta que l'alliance des SR radicaux, qui s'étaient officiellement séparés des SR modérés après le 7 novembre. Le 25 novembre, se déroulèrent les élections constituintes prévues²⁸. Mais le 10 janvier 1918, l'Assemblée constituante fut dissoute. *Soit un deuxième coup de force : la prise du pouvoir constituant,* toutefois transféré, *de facto,* au Congrès panrusse des Soviets. Le 18 janvier, celui-ci proclamait la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Deux mois auparavant, le 15 novembre, avait été adopté le décret sur les Nationalités, proclamant le droit des peuples de Russie à disposer d'eux-mêmes. En application de ce décret, des assemblées autoproclamèrent l'indépendance de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Ukraine (22 janvier 1918), avec laquelle les Centraux signèrent la paix le 9 février.

Le 5 mars 1918, le parti ouvrier social-démocrate bolchevik prit le nom de « parti communiste ». Un an plus tard, le 3 mars 1919, sera créée la IIIème Internationale : l'Internationale communiste ou *Komintern*, organisation mondiale (non-étatique) centralisée, articulée en sections nationales, chacune d'elle s'engageant (après le IIème Congrès de l'IC, en 1920) à aligner son programme sur celui de l'Internationale, à créer un appareil clandestin à des fins insurrectionnelles et à soutenir tout Etat soviétique²⁹. De la fin 1917 à la fin 1918, fut appliqué le programme révolutionnaire de Lénine, notamment l'expropriation sans indemnisation de l'ensemble des moyens de production, y compris sous propriété étrangère, ainsi que l'annulation de toutes les dettes, y compris extérieures. Toute l'économie fut nationalisée, sauf les terres, redistribuées aux familles paysannes. En résulta l'anéantissement social de toutes les classes (clergé, noblesse, bourgeoise) autres que les ouvriers et les paysans ; c'est pourquoi les partis libéraux, « bourgeois », étaient interdits, pas encore les partis socialistes, « prolétaires ». En résulta aussi la rupture économique avec l'Occident, s'ajoutant à la rupture politique due à la recherche de la paix avec les Empires centraux. Un nouvel Etat fut proclamé, répudiant les accords internationaux conclus par l'ancien, soit un énorme problème de succession d'Etat. Le 2 décembre 1917, fut créé le Conseil suprême de l'économie nationale (l'ancêtre du Gosplan) ; le 7 décembre, la Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation (Tcheka), au sein du commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD) ; le 15 janvier, l'Armée rouge des ouvriers et des paysans, basée sur la conscription de classe, parallèlement à la citoyenneté de classe³⁰.

²⁸ 41 millions d'électeurs, 44% SR, 24,5% bolcheviks, 3,5% mencheviks, autres groupes socialistes 14%, divers groupes nationalistes 9%, 5% KD.

²⁹ Jusqu'en 1925, la langue de l'IC fut l'allemand et il était prévu que son siège soit transféré à Berlin. C'est avec la « construction du socialisme dans un seul pays » -l'URSS- que l'IC tendra à s'aligner sur le PCUS.

³⁰ Les individus qui appartenaient aux classes dépossédées étaient l'objet d'une discrimination juridique, puisqu'ils étaient exclus de la citoyenneté active (droit de suffrage et service militaire), cependant que leurs enfants n'avaient pas droit d'accéder à l'enseignement supérieur. A l'inverse, tout étranger résident, s'il était un travailleur manuel salarié, pouvait demander et obtenir la citoyenneté de la nouvelle Russie.

C) De la paix de Brest-Litovsk à la guerre civile et à la victoire du gouvernement communiste

La Révolution d'Octobre 1) mit fin à la guerre contre les Centraux (au prix de lourdes pertes territoriales). 2) Elle déclencha la guerre civile (huit millions de tués ou disparus). 3) Elle aboutit à la guerre contre les Alliés. C'est en effet la paix avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman et la Bulgarie, signée le 3 mars 1918, à Brest-Litovsk, qui cristallisa les oppositions intérieures et internationales au bolchevisme.

1) Une trêve avait été conclue le 22 novembre 1917 avec les Centraux pour trois semaines, puis un armistice le 15 décembre pour deux mois. Les bolcheviks firent traîner les négociations de paix, invitant les Alliés à y participer ou menaçant les Allemands d'une guerre de partisans (Trotski). Le 16 février 1918, l'armée allemande reprit l'offensive (comme l'armée ottomane au Sud Caucase) et marcha sur Petrograd. En même temps, le gouvernement allemand posa ses exigences territoriales et financières pour la conclusion de la paix. Elles étaient lourdes. Les SR, radicaux comme modérés, et même la majorité des bolcheviks refusaient et voulaient poursuivre les hostilités. Lénine n'était pas pacifiste. Fin 1917, il avait lancé un appel au soulèvement des soldats, des paysans et des ouvriers dans tous les pays belligérants, pour transformer la « guerre impérialiste » en « guerre civile internationale ». Début 1918, il espérait que les deux coalitions s'épuiserait mutuellement, au bénéfice du mouvement révolutionnaire, ou encore que la défaite des Empires centraux face à l'Occident annulerait les clauses du traité de paix. A cet égard, il vit juste : le 11 novembre, l'Allemagne (devenue une république démocratique parlementaire) sera obligée par les Alliés de renoncer au traité de Brest-Litovsk et d'évacuer les territoires occupés à l'Est. Mais début mars 1918, Lénine estimait qu'il n'y avait pas d'autre solution que de signer la paix, *car il ne fallait pas risquer de perdre le pouvoir*. Menaçant de démissionner, il réussit à convaincre le parti. Par le traité de Brest-Litovsk, le gouvernement bolchevik : confirmait la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande ; cédait à l'Allemagne la Courlande (le gros de la Lettonie) et lui reconnaissait un protectorat sur la Pologne, la Lituanie, l'Estonie et la Biélorussie ; reconnaissait à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie un protectorat sur l'Ukraine ; à l'Allemagne et à l'Empire ottoman un protectorat sur la Transcaucasie ; reconnaissait le rattachement de la Bessarabie à la Roumanie (il avait été proclamé par le Conseil national moldave et il sera confirmé par le traité de Bucarest le 7 mai 1918) et lui cédait la Bukovine du Nord (région ukrainienne) ; cédait à l'Empire ottoman Batoum (l'Adjarie géorgienne), Kars et Ardahan (la moitié de l'Arménie russe³¹). *La Russie se retrouvait dans la situation du XVIIème siècle* : sans la Finlande, les pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, le Sud Caucase, conservant toutefois l'Asie centrale et la Sibérie. 2) La signature du traité de paix, contre l'avis des SR radicaux, entraîna la rupture de ces derniers avec Lénine. Les SR radicaux se joignirent aux SR modérés et aux mencheviks pour appeler à lutter contre le gouvernement. Le 14 juin, ils furent exclus du Congrès panrusse des Soviets, si bien que le PC devenait *de facto* titulaire du pouvoir constituant. *Ce fut le troisième coup de force*. Le 10 juillet, fut promulguée la Constitution de la RSFSR, précédée d'une « Déclaration des droits des travailleurs ». Le tsar et sa famille furent exécutés sans jugement : ce meurtre symbolique inaugurerait une *responsabilité pénale familiale extrajudiciaire*. 3) La signature du traité de paix exacerba l'hostilité des Puissances alliées et associées (France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Etats-Unis), qui n'avaient pas reconnu le gouvernement bolchevik et qui considéraient le traité de Brest-Litovsk comme nul. Ils aidèrent à la formation d'armées pour renverser le gouvernement et, jusqu'au 11 novembre 1918, pour rétablir un front oriental contre l'Allemagne, voire, après le 11 novembre, pour se tailler des « zones d'influence » sur le pourtour maritime de la Russie (les Français à Odessa et Sébastopol, les Britanniques en Transcaucasie, les Japonais en Extrême-Orient).

³¹ L'autre moitié correspondait à Erevan, plus le Haut Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan.

A l'été 1918, le gouvernement communiste, dont la capitale était Moscou depuis le 4 mars (Petrograd étant trop excentrée et trop proche de la Finlande ou de l'Estonie), espérait que d'autres Républiques se joindraient à la RSFSR. Mais toute la Russie avait sombré dans la guerre civile. *Le bolchevisme fit éclater l'unité de l'Eurasie*. Le gouvernement était confronté à des armées « blanches » (en Ukraine, au Nord Caucase, en Sibérie), des armées « vertes » (les milices paysannes locales, en Ukraine, au Nord Caucase, au Turkestan), des expéditions alliées (françaises, britanniques, japonaises), cependant que les peuples de l'Idel-Oural, du Nord Caucase et de l'Asie centrale se soulevaient, que la Moldavie avait été rattachée à la Roumanie, que la Courlande avait été cédée à l'Allemagne, que la Finlande, la Pologne, la Lituanie, l'Estonie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan (si important par le pétrole de Bakou) s'étaient constitués en Etats indépendants, sous protection des Empires centraux. A l'automne, le gouvernement ne contrôlait plus qu'un territoire équivalant à la principauté de Moscou au XVIème siècle. Mais au même moment, les Empires centraux s'effondraient. Fin 1918, les Britanniques, depuis l'Irak et la mer Noire, s'efforcèrent, à leur tour, de contrôler la Transcaucasie. L'Allemagne, elle, aux termes de l'armistice de Rethondes, devait renoncer au traité de Brest-Litovsk -dénoncé par le gouvernement russe le 12- et évacuer les territoires qu'elle occupait à l'Est. *Les Alliés firent passer l'antigermanisme avant l'anticommunisme* : dès le début, et jusqu'en 1955, date de la formation de la coalition mondiale antisoviétique (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest dont RFA, Japon) sous leadership américain, c'est la division des Puissances capitalistes qui sauva les bolcheviks puis l'URSS.

Fin décembre 1918, l'armée allemande achevait son retrait. L'Armée rouge, dirigée par Trotski, prit l'offensive début janvier 1919. Des PC furent créés pour chaque territoire à reconquérir. L'Armée rouge l'emporta progressivement, à la faveur de la position centrale de la Moscovie, de la division des forces anticommunistes, du ralliement d'une partie de la paysannerie craignant que la défaite des Rouges ne soit suivie d'une restauration de l'ancien ordre foncier par les Blancs, du soutien du gros de la population juive (instruite) qui fournit des cadres (sûrs) au Gouvernement³², de l'entente avec la Turquie de Kemal (remplaçant l'Empire ottoman) pour réduire les républiques transcaucasiennes. Les Occidentaux rembarquèrent entre avril 1919 et janvier 1920, les Britanniques se retirant du Sud Caucase fin juillet 1919. Puis les Japonais, en février 1922, sous la pression des Etats-Unis, finirent par évacuer l'Extrême-Orient russe (en 1925 seulement, le nord de Sakhaline). Les Polonais furent également battus. Ces derniers avaient recréé un Etat fin décembre 1918 ; leur gouvernement avait pour dessein de reconstituer la « Grande Pologne » du XVIIIème siècle ; d'où les visées sur la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine ; leur armée, commandée par Pilsudski, s'était emparée de Vilnius, de la Biélorussie, de la Volynie et de la Podolie à l'hiver 1919. Au printemps, la République ukrainienne, dirigée par Petlioura, s'associa à la Pologne, face à l'Armée rouge et au pouvoir communiste, qui avait proclamé une RSS d'Ukraine, le 10 mars 1919, après la prise de Kiev. En avril 1920, l'armée polonaise s'empara de Kiev ; l'Armée rouge, s'érigeant en défenseur de « toutes les Russies », réussit à repousser les Polonais, reprit la Biélorussie et l'Ukraine, entra en Pologne, dans l'espoir d'atteindre Berlin et de relancer la révolution en Allemagne ; mais elle fut défaite devant Varsovie, en novembre, grâce à des renforts français commandés par Weygand. En avril-août 1919, une mission militaire française, commandée par Berthelot, avait déjà écrasé le pouvoir communiste hongrois (Bela Kun), avec l'aide de forces tchécoslovaques, roumaines, yougoslaves et de contre-révolutionnaires hongrois. L'Armée rouge, comme le *Komintern*, avait donc

³² Sur la relation entre Juifs et bolchevisme puis soviétisme, à savoir : l'union (le « judéo-bolchevisme ») puis la rupture après 1948, cf. Alexandre Soljénitsyne : *Deux siècles ensemble (1917-1972)*, t.2, *Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003 (2002). On comprend alors pourquoi Yuri Slezkine qualifie l'URSS de « troisième terre promise » pour les Juifs, après la Palestine et l'Amérique : cf. *Le Siècle juif*, Paris, La Découverte, 2009 (2004). Dans un article du 8 février 1920, publié dans l'*Illustrated Sunday Herald*, « Sionisme contre bolchevisme ; un combat pour l'âme du peuple juif », Winston Churchill avait montré comment les Juifs politiquement actifs, en Europe, étaient écartelés entre le communisme international et le sionisme en Palestine. Cf. l'ouvrage monumental de Georges Bensoussan : *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme, 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002.

échoué à diffuser la révolution en Europe. Elle échoua aussi à récupérer tous les territoires perdus à Brest-Litovsk (Finlande, pays baltes, Pologne, Bessarabie et Bukovine du Nord, Kars et Ardahan). Mais, fin 1920, elle réussit à rétablir l'autorité du gouvernement de Moscou sur le gros de l'ancien Empire russe (Biélorussie, Ukraine, Nord et Sud Caucase, Asie centrale, Sibérie). *Le bolchevisme reconstitua l'unité de l'Eurasie.*

La solution militaire pour remporter la guerre civile (le « communisme de guerre ») fut complétée, à l'hiver 1921, par la solution politique pour asseoir le pouvoir du PC en Eurasie et par la solution économique pour reconstruire puis développer l'Eurasie. La solution politique, définitive (jusqu'en 1991), fut le fédéralisme, conçu par Staline³³ (la solution panturque proposée par Soltan-Galiev pour l'Asie centrale étant écartée). La solution économique, provisoire (1921-1928), fut la NEP, théorisée par Boukharine³⁴. Le tout sous un régime à parti unique et, de 1935 à 1953, autocratique, Staline disposant discrétionnairement de l'armée et de la police politique, rattachée au Secrétariat du Parti.

³³ Staline a été le théoricien puis le praticien de la politique soviétique des nationalités. Il en a exposé la conception dans un livre fameux, publié en 1913 : *Le marxisme et la question nationale*, qu'il avait écrit après un séjour à Vienne (son unique séjour à l'étranger) sous l'inspiration de l'austro-marxisme. Le problème était de savoir comment instaurer le socialisme dans des Etats plurinationaux, telle l'Autriche-Hongrie avant 1918, mais aussi l'Empire russe. La solution devait être l'autonomie nationale-territoriale : chaque nationalité aurait sa république ou sa région autonome.

³⁴ La Nouvelle politique économique fut décidée en mars 1921, au Xème Congrès du PC. L'objectif restait la « construction du socialisme », sous l'égide du *Gosplan* (Comité d'Etat pour la planification). Mais celle-ci passait par une phase de « développement » mi-capitaliste mi-socialiste, dans laquelle l'Etat à parti unique disposait des grands secteurs économiques : la propriété de la grande industrie, de la banque, du commerce extérieur et des transports, tandis qu'au-dessous existait un petit capitalisme de commerçants, d'artisans et de paysans, avec droits de succession. Non seulement la propriété privée demeurerait admise dans l'agriculture, mais l'entreprise privée était réintroduite dans le petit commerce et la petite industrie, cependant qu'on invitait le capital étranger à revenir en RSFSR puis en URSS (vaste pays, à bas salaires, riche en ressources naturelles, à régime autoritaire) et qu'on exportait des matières premières (sauf l'or). Fut également organisé un tourisme d'Etat pour les étrangers. Fondamentalement, on comptait sur les investissements occidentaux à la fois pour développer (après le 30 décembre 1922) l'URSS et pour éviter qu'apparaisse en URSS une nouvelle bourgeoisie nationale susceptible de rivaliser avec le PCUS. Mais, au lendemain de la guerre, en raison de la reconstruction, des réparations (allemandes) ou des dettes de guerre (françaises vis-à-vis de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, britanniques vis-à-vis des Etats-Unis), le capital étranger était peu abondant ou peu disponible (au contraire de ce qui se passera pour la RPC à partir des années 1980). Seuls les Etats-Unis disposaient d'amples liquidités, mais ils ne reconnaîtront *de jure* l'Etat soviétique qu'en janvier 1933. D'autre part, le refus du gouvernement soviétique de revenir sur l'annulation des dettes et sur la nationalisation des biens étrangers, n'incitait guère les banques ou les firmes occidentales à prêter ou à investir des capitaux en URSS. Pour justifier ce refus, le Kremlin n'invoquait cependant pas l'idée révolutionnaire, mais le principe de réciprocité en droit international : le propre refus des Puissances occidentales de réparer les dommages causés par les interventions alliées dans la guerre civile russe. Ainsi, la NEP était conçue comme une longue période de coexistence entre les grands secteurs de l'économie publique, le marché libre des produits agricoles, les petites ou moyennes entreprises de l'artisanat, du commerce et de l'industrie privés, les investissements étrangers, le tout sous l'égide du Plan et dans un contexte de paix internationale. Au sein du PCUS, s'opposaient la « droite népiste » (Boukharine, Rykov, Tomski, Staline) et la « gauche ouvriériste » (Trotski, Kamenev, Zinoviev). Cette dernière dénonçait dans la NEP, politique d'économie mixte, un « Brest-Litovsk paysan », une solution « menchevique », un sacrifice de la classe ouvrière et un abandon du socialisme. Elle proposait une autre politique, dont le théoricien fut Préobrajenski : l'industrialisation par un investissement massif et rapide dans le secteur industriel public (« l'accumulation socialiste ») aux dépens des secteurs agraire et privé (l'industrie lourde serait privilégiée par rapport à l'agriculture et aux biens de consommation). La « droite népiste » était accusée de favoriser une nouvelle classe de « paysans capitalistes » (les koulaks) et de « spéculateurs bourgeois » (les nepmen) ; elle accusait la « gauche ouvriériste » de remplacer l'alliance des ouvriers et des paysans par une dictature du prolétariat urbain sur la paysannerie. Chacun des deux groupes en appelait à Lénine et prétendait exprimer la fidélité au léninisme pour développer le pays, les uns en invoquant l'héritage du « communisme de guerre », les autres, celui de la NEP. Par la suite, après la mort de Staline, les différentes initiatives en faveur d'une « économie de marché » prises sous Khrouchtchev, Brejnev ou Gorbatchev, furent interprétées comme des tentatives de retour à la NEP... En 1929, douze ans après la révolution politique, manquait toujours la base économique : il y avait un Etat socialiste sans société socialiste. Une telle société ne pouvait être créée sans développement de l'industrie ; mais l'industrialisation ne pouvait s'effectuer sans modernisation de l'agriculture, *id est* sans excédents alimentaires pour nourrir les ouvriers des villes et sans excédents humains pour aller travailler dans les usines. Au sein du PCUS, les controverses portaient sur la question de savoir comment amener les paysans à fournir ces excédents, soit par des mesures incitatives en leur faveur (augmenter le prix des

2) La création de l'URSS, la limitation de la prépondérance russe et la symbiose turco-slave

En 1918-1921, le pouvoir communiste n'était pas un pouvoir russe, même s'il avait Moscou pour centre et s'il utilisait la langue russe. Au sein de l'URSS, la Russie (la RSFSR) ne sera qu'une république fédérée, elle-même à structure fédérale (comprenant des RSSA, RA et DA). Le pouvoir communiste était minoritaire en 1918 (aux élections du 25 novembre 1917, les bolcheviks n'avaient rallié qu'un quart des suffrages) ; sans doute l'était-il encore en 1921 ; il est significatif qu'au cours de la bataille pour la succession de Lénine, de 1924 à 1929, aucun des leaders, notamment ceux battus par Staline, ne tenta d'en appeler aux masses ; il n'y eut pas d'élections libres en URSS jusqu'en 1991. A l'été 1918, la guerre civile « russe », en vérité « eurasienne » car concernant toutes les régions de l'ancien Empire tsariste, avait un double enjeu : le maintien ou non du gouvernement communiste à Moscou ; le maintien ou non de l'unité politique de l'Eurasie, *id est* l'indépendance des nationalités non russes ou bien leur intégration dans une nouvelle structure eurasienne. La victoire du gouvernement communiste permit la création d'une telle structure : l'URSS.

A) Internationalisme, fédéralisme et « judéo-bolchevisme »

Si Février fut « panrusse », Octobre fut « international ». Les bolcheviks étaient des internationalistes, dont le dessein était universaliste. Leurs cadres n'étaient pas des Russes, mais des juifs (Trotski alias Bronstein, Kamenev alias Rosenfeld, Zinoviev alias Apfelbaum, Iagoda, Litvinov, Kaganovitch...) ou des membres d'autres minorités (Staline, alias Djougatchvili, était Géorgien, Soltan-Galiev, Tatar, Dzerjinski, Polonais...), Lénine (alias Oulianov) étant lui-même, par ses quatre grands-parents, un mixte de Russe, de Kalmouk, d'Allemand et de Juif. Tous se méfiaient du nationalisme grand-russe ; ils connaissaient (et appréciaient) le potentiel révolutionnaire des mouvements nationaux ; ils avaient inscrit dans leur programme l'autodétermination des peuples (peuples « de toutes les Russies » et du monde entier, Europe et outre-mer). Mais à l'automne 1918, ils ne contrôlaient plus que la Moscovie. Ils devaient donc se placer d'un point de vue russe, car la Russie, devenue révolutionnaire, formait l'assise de leur projet. Dans l'immédiat, il fallait recouvrer le pouvoir dans l'espace de l'ancien Empire russe, cependant que le *Komintern* et les PC devaient oeuvrer à la prise du pouvoir dans les pays d'Europe et du monde entier.

Pour l'emporter dans l'ancien Empire russe, les bolcheviks durent à la fois s'appuyer sur le noyau russe prépondérant (géographiquement, démographiquement, linguistiquement) et le lien qu'il crée à l'échelle de toute l'Eurasie, mais aussi sur les populations non russes en leur donnant sinon l'indépendance nationale du moins l'autonomie territoriale, à travers une structure fédérale. Quant aux Juifs, ils leur offraient l'ascension sociale, dans un Etat se réclamant de l'internationalisme, plus attractif que le projet sioniste en Palestine (il ne sera réalisé qu'après la Seconde Guerre mondiale). Les Juifs étant présents dans tout l'ouest de l'ancien Empire tsariste et ayant reçu le droit de quitter l'ancienne zone résidentielle, ils avaient intérêt -comme les Russes- au maintien de l'unité politique de l'Eurasie (sous une forme fédérale) plutôt qu'à son démembrement.

denrées qu'ils produisaient et l'offre à prix réduit des biens manufacturés dont ils avaient besoin pour mécaniser l'agriculture), soit par des mesures coercitives à leur encontre (les obliger à fournir les denrées sans offre de biens manufacturés correspondante). L'alternative était de poursuivre pendant vingt ans la NEP, au détriment de la classe ouvrière (« solution Boukharine »), ou de réutiliser en temps de paix les méthodes du « communisme de guerre », pour soumettre rapidement la paysannerie (« solution Trotski »). Après la crise des approvisionnements alimentaires en 1928, Staline, devenu le n°1 du PCUS, trancha le débat. Il voulait transformer l'URSS en Etat industriel, non pas attendre le lent développement économique issu de la coexistence des secteurs publics et privés. Il reprit le programme de la « gauche ouvriériste » et il décida, avec la majorité du Parti, de rompre avec la NEP, pour mener la collectivisation agricole forcée (« l'Octobre rural ») et l'industrialisation planifiée impérative.

La structure fédérale -déjà expérimentée avec la RSFSR- ferait de l'Union Soviétique non pas un Etat russe mais un Etat eurasiatique, à idéologie révolutionnaire et universaliste. C'est ainsi que, grâce aux victoires de l'Armée rouge en Idel-Oural, Biélorussie, Ukraine, Nord et Sud Caucase, Asie centrale, Sibérie, la création de RSS non russes puis leur agrégation à la RSFSR permirent de constituer l'URSS, le 30 décembre 1922, en pleine NEP. A cette date, il y avait cinq républiques fédérées (RSS) : Russie, Biélorussie, Ukraine, Transcaucasie, Turkestan, et onze républiques autonomes (RSSA). En 1924, six RSS : Russie, Biélorussie, Ukraine, Transcaucasie, Ouzbékistan, Turkménistan. En 1929, sept : Russie, Biélorussie, Ukraine, Transcaucasie, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan. En 1936, onze : Russie, Biélorussie, Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizistan, et 22 RSSA. Quatre dernières RSS seront créées en 1940, à la faveur du partage de l'Europe orientale avec l'Allemagne national-socialiste : Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie (nom donné à la Bessarabie, cédée par la Roumanie, la Bukovine du Nord, elle aussi cédée par la Roumanie, étant rattachée à l'Ukraine). Ce sont ces quinze RSS, ayant chacun leur PC, qui constitueront l'URSS jusqu'à sa dissolution fin 1991.

Les Juifs représentaient un cas particulier. Pour les Juifs sécularisés, le judaïsme s'était mué en judéité. Il y avait une appétence des Juifs laïcs pour les partis marxistes (bolcheviks, mencheviks, *Bund*) et une concurrence des partis marxistes pour attirer les Juifs laïcs. Ceux-ci formaient une « nationalité » (au sens ethnique) à la fois diasporique (mais dont le gros venait de Russie), présente dans tout l'ouest du pays (l'ancienne « Zone de résidence »), mais sans territoire propre (dans les années 1920, le projet d'une implantation juive en Crimée ne recevra pas de réalisation, puis la création de la « région autonome juive » au Birobidjan, simple argument de propagande face au sionisme, rencontrera un succès très limité). Les membres actifs de cette « nationalité », s'installant dans les capitales, étaient instruits et solidaires ; ils avaient su se doter de groupes d'autodéfense face aux pogromistes ; ils étaient favorables au mouvement révolutionnaire, hostiles à l'Ancien Régime et à toute restauration « blanche ». Massivement urbanisés, ils pourraient fournir des cadres au nouvel Etat et à la nouvelle société³⁵. Même d'origine bourgeoise, un Juif, parce qu'il avait fait partie d'un groupe persécuté sous le tsarisme, n'était pas discriminé comme l'était le rejeton d'une couche non prolétaire. Beaucoup de Juifs de l'étranger vinrent en Russie soutenir les partis marxistes, puis participer à la NEP. Le mouvement sioniste lui-même était largement socialiste et beaucoup de ses membres, à gauche, admiraient la Révolution russe puis l'URSS, d'où provenaient la majorité des immigrants juifs (en Europe occidentale, aux Etats-Unis ou en Palestine) et dans laquelle résidaient encore la majorité des Juifs. Les bolcheviks l'emportèrent sur le

³⁵ « Les Juifs étaient de loin... le groupe le plus éduqué d'Union Soviétique... L'accès relativement libre à l'instruction publique, associé à la destruction de l'élite russe prérévolutionnaire et à la discrimination systématique des autorités contre les rejetons de cette élite, créèrent des opportunités sans précédent (et sans comparaison dans aucun autre pays du monde) pour les immigrants juifs dans les villes soviétiques... La conséquence la plus frappante de la migration juive vers les centres urbains fut leur transformation en employés de l'administration soviétique... Dès l'instauration du régime soviétique, grâce à la combinaison unique d'un taux d'alphabétisation exceptionnellement élevé et d'un degré de loyauté politique (de 'conscience') tout à fait remarquable, les fonctionnaires juifs avaient constitué la colonne vertébrale de la... bureaucratie soviétique... La plupart des membres de la nouvelle élite soviétique n'étaient pas juifs, et la plupart des juifs n'étaient pas membres de la nouvelle élite soviétique. Mais... le pourcentage de Juifs parmi les membres de l'élite était beaucoup plus élevé que celui de tous les autres groupes ethniques de l'URSS. En termes absolus, les Juifs occupaient le deuxième rang après les Russes, mais si l'on subdivisait l'élite soviétique en sous-groupes d'individus provenant de la même région, partageant un même arrière-plan social et culturel, se reconnaissant mutuellement comme ayant un passé commun et des liens familiaux, alors on pouvait considérer les Juifs comme le groupe le plus important de la nouvelle élite » (Y. Slezkine, op. cit., pp.240, 241, 254). « Les Juifs étaient passés avec une rapidité spectaculaire du stade de citoyens de deuxième classe dans la Russie tsariste à celui de plénipotentiaires d'une puissance mondiale : Trotski, Litvinov, Kamenev, Zinoviev, Iagoda, Kaganovitch, Lozovsky... ne représentent qu'une poignée des Juifs qui se sont élevés grâce au système et (qui ont exercé) un pouvoir en Union Soviétique plus grand que celui de n'importe quels Juifs ailleurs dans le monde, en deux mille ans d'histoire » (Jonathan Brent, Vladimir P. Naumov : *Le dernier crime de Staline. Retour sur le complot des blouses blanches*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, 2003, p.350).

Bund, interdit en 1921. Jusqu'en 1936 voire 1948, les Juifs formèrent une part substantielle de la *nomenclatura* du Parti-Etat, spécialement l'appareil militaire et sécuritaire. Ils furent peu touchés par les purges des années 1937-1938 (la « Grande Terreur »), au contraire des autres minorités diasporiques ou transfrontières résidant en URSS. De leur côté, les organisations internationales de la diaspora juive, notamment américaines, étaient favorables à l'URSS, dans laquelle les Juifs se trouvaient non seulement protégés mais promus. L'URSS apparaissait aussi comme la plus grande puissance hostile à l'antisémitisme, lui-même considéré comme contre-révolutionnaire par le régime et le *Komintern*. Pour autant, la religion juive, à l'instar des autres religions, était combattue et, avec elle, l'hébreu, cependant qu'étaient interdites les écoles religieuses. Le sionisme, lui, était dénoncé comme un « nationalisme bourgeois » et, depuis la Déclaration Balfour, comme un relais de « l'impérialisme ». Le pouvoir soviétique promouvait donc une culture israélite qui s'exprime en yiddish (langue des masses juives), s'intègre à l'URSS et participe à l'internationalisme. Le sionisme, dominé par des idéaux égalitaires et « progressistes » ou « prométhéens », ne sera toutefois pas hostile à l'Union Soviétique, d'autant moins que la Russie restait le pays d'origine des pionniers et que le monde russe demeurait (avec la Pologne) le réservoir démographique du *Yishouv*. Le tournant n'interviendra qu'après 1948. Staline soutint et reconnut Israël, contre les Anglais ; mais il apparut vite que le nouvel Etat s'orientait vers l'Occident, que les Juifs soviétiques glissaient vers la double allégeance et que le potentiel révolutionnaire se trouvait chez les Arabes...

B) L'intégration des nationalités non russes et l'utilisation de l'irrédentisme

L'intégration des nationalités non russes (celles qui avaient un territoire, à la différence des Juifs) avait une très grande importance aux plans 1) spatial, 2) idéologique et 3) diplomatique.

1) Elle augmentait la superficie de l'Etat socialiste, avec un triple effet sur sa sécurité : « l'encercllement capitaliste » extérieur s'en trouverait atténué ; l'attraction ethnique de part et d'autre des frontières étatiques permettrait d'étendre l'influence soviétique sur les Etats limitrophes ; d'un autre côté, ces derniers pourraient également instrumentaliser l'attraction ethnique pour accroître les tendances centrifuges en URSS. La solution serait donc de consolider et de surveiller particulièrement les zones frontières, à la fois « glacis » ou « tremplins » de l'URSS. Une autre solution serait de déplacer les populations transfrontières ou diasporiques vers l'intérieur de l'Union, Kazakhstan ou Sibérie, et de les remplacer par des Russes. Ainsi en 1936-1938, lors des grandes purges (déportations de Finnois, Polonais, Roumains, Bulgares, Grecs, du côté de l'Europe, de Mongols, Mandchous, Chinois, Coréens, du côté de l'Asie) ; 1939-1940, après l'acquisition de la Pologne orientale, des pays baltes, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, de la Carélie, de Vyborg et de Petsamo (déportations de Polonais, Baltes, Moldaves, Finnois) ; 1941, lors de l'invasion allemande (déportation des Allemands de la Volga) ; 1943-1949, lors de la reconquête de l'ouest de l'URSS et de l'éradication de la résistance antisoviétique (déportation de populations accusées de collaboration avec l'ennemi, Baltes, Ukrainiens, Tatars de Crimée, Meshkets, Karatchaïs, Balkars, Abkhazes, Tchétchènes, Ingouches, Kalmouks, Moldaves). A partir de 1957, les « peuples punis » durant et après la Seconde Guerre mondiale, furent progressivement réhabilités et purent retourner dans leur territoire d'origine. Seuls les Allemands de la Volga et les Tatars de Crimée ne bénéficièrent pas de la restauration de leur autonomie territoriale.

2) L'intégration des nationalités non russes montrait que l'Union Soviétique, si elle n'était pas encore une fédération mondiale, dépassait les limites ethniques de la Russie pour englober d'autres peuples (y compris non-slaves et non-chrétiens), attestant ainsi la vocation universaliste de la Révolution d'Octobre et confirmant l'unité panrusse de l'Eurasie. Malgré la rupture idéologique, il y avait une grande continuité géographique entre la nouvelle URSS et l'ancien Empire russe. Le Turkestan et la Ciscaucasie, comme la Transcaucasie, ainsi que la Biélorussie, l'Ukraine et la Sibérie, avaient été récupérés. Il manquait

cependant Kars et Ardahan³⁶, la Finlande, les pays baltes, la Pologne qui incluait des territoires biélorusse (la Polésie) et ukrainien (la Volynie et la Podolie), la Bukovine du Nord et la Bessarabie³⁷ rattachées à la Roumanie. Vis-à-vis de la Finlande et de la Roumanie, le Kremlin créa dès 1924 une RSSA finnoise de Carélie, au sein de la RSFSR, et une RSSA roumaine de Moldavie (correspondant à l'actuelle Transnistrie), au sein de la RSS d'Ukraine). Elles devaient « préfigurer » ce que seraient un jour « la Finlande soviétique » et « la Roumanie soviétique ». Le pouvoir soviétique créa également en 1932 un DA de Dzerjinsk (en hommage à Dzerjinski, fondateur de la Tcheka) au sein de la RSS de Biélorussie, comme point de départ d'une « Pologne soviétique ». La Géorgie avait recouvré Batoum. Mais l'Arménie était réduite à Erevan, sans Kars et Ardahan, ni, au-delà, les six provinces orientales de l'Empire ottoman à peuplement partiellement arménien avant les massacres de 1915-1917 et les expulsions de 1922-1924 : Van, Bitlis, Erzerum, Diyarbakir, Harput, Sivas. Il y avait de l'autre côté de l'Azerbaïdjan soviétique l'Azerbaïdjan iranien (le fleuve Araxe servant de frontière), également peuplé d'Arméniens ; les Turkmènes se trouvaient des deux côtés de la frontière soviéto-iranienne. Quant à la Biélorussie et à l'Ukraine, non seulement elles n'étaient pas indépendantes, mais elles n'étaient pas unifiées : il manquait à l'une la Polésie ; à l'autre la Volynie et la Podolie, ainsi que la Bukovine du Nord et la Ruthénie (l'Ukraine subcarpatique), qui faisaient partie avant 1918 de l'Autriche-Hongrie et qui avaient été rattachées, l'une, ex-autrichienne, à la Roumanie, l'autre, ex-hongroise, à la Tchécoslovaquie. La RSFSR, par différents traités conclus en 1918-1921³⁸, puis l'URSS, par différents traités conclus en 1932-1934, avaient reconnu toutes ces nouvelles frontières, même si les signes d'irrédentisme étaient sensibles.

3) Après les premiers plans quinquennaux (1929-1934, 1934-1939), l'URSS devint une Puissance industrielle - alors que l'Allemagne était désarmée jusqu'en 1934. A partir de l'été 1939, dans un contexte international favorable -malgré le réarmement allemand- le Kremlin joua la carte de l'irrédentisme et entreprit de récupérer les territoires perdus en 1918-1921 (« effacer Brest-Litovsk »), donc de réunifier, sinon l'Arménie et l'Azerbaïdjan, du moins la Biélorussie et l'Ukraine. Il y réussira presque complètement, comme l'attesteront les traités de paix de 1947. Il ne manquera pas aussi d'utiliser, en 1945-1946, la carte arménienne vis-à-vis de la Turquie comme la carte azérie vis-à-vis de l'Iran. Il y avait et il y aura aussi, vis-à-vis de la Chine, une carte pantouranienne du côté du Sinkiang, de la Mongolie (la création de districts bouriates en RSFSR) et de la Mandchourie, ces deux derniers territoires également disputés par le Japon... Le cas ukrainien montre la nature ambivalente du pouvoir fédéral soviétique : celui-ci a favorisé l'affirmation d'une langue et d'une culture ukrainiennes, dans les années 1920 ; lors de la collectivisation agricole forcée, en 1930-1933, il a écrasé la paysannerie libre ukrainienne, considérée en outre comme la base sociale du nationalisme ukrainien ; après 1944, il a entrepris d'éradiquer l'indépendantisme ukrainien, qui s'était manifesté à la faveur, et à l'encontre, de l'occupation allemande ; il a achevé l'unification de l'Ukraine, en 1947, allant même jusqu'à lui transférer la Crimée en 1954, et obtenant pour elle (ainsi que pour la Biélorussie) une représentation à l'ONU en 1945. Le fédéralisme soviétique, sur la base de la réinterprétation stalinienne du droit des peuples à l'autodétermination, protégeait donc l'identité et l'autonomie des peuples, *sous réserve de la sécurité intérieure et extérieure de l'URSS* ; il refusait leur indépendance, faisant de la sécession un droit purement théorique ; mais il soutenait, *selon l'opportunité*, leur volonté d'unification ou de réunification (ainsi en faveur des Biélorusses et des Ukrainiens, voire des Arméniens, des Azéris et des Turkmènes...), renouant avec le panslavisme, la panorthodoxie et le pantouranisme.

³⁶ Avec le traité de Moscou du 16 mars 1921 entre la RSFSR et la Turquie puis le traité de Kars du 13 octobre 1921 entre les trois RSS de Transcaucasie et la Turquie, un arrangement avait été conclu avec Kemal, qui avait rétrocédé l'Adjarie à la Géorgie soviétique, mais qui avait gardé la moitié de l'ancienne Arménie russe.

³⁷ Traité de Paris du 12 novembre 1920, qui remplaçait le traité de Bucarest du 7 mai 1918.

³⁸ Traité de Tartu du 2 février 1920 avec l'Estonie, traité de Moscou du 12 juillet 1920 avec la Lituanie, traité de Riga du 11 août 1920 avec la Lettonie, traité de Dorpat du 14 octobre 1920 avec la Finlande, traité de Riga du 18 mars 1921 avec la Pologne (également conclu avec la Biélorussie et l'Ukraine soviétiques).

C) La combinaison soviétique (« diviser pour régner »)

Le pouvoir soviétique, dans le cadre du Parti-Etat fédéral multinational, reposait sur une combinaison devant assurer le ralliement des non-Russes et la limitation de la prépondérance russe, pour un équilibre général qui serve le pouvoir fédéral.

1) Les Russes étaient les plus nombreux et les plus étendus ; on encourageait leur installation dans toute l'URSS, spécialement dans les territoires frontaliers, cependant qu'on encourageait la dispersion des non-Russes hors de leur république. Moscou, capitale de la Russie, était aussi la capitale de l'URSS. Il n'y avait qu'un alphabet, cyrillique, l'alphabétisation s'effectuant en cyrillique. Le russe était la langue officielle de l'Union, pas seulement celle de la RSFSR. La russification était favorisée par le statut fédéral de la langue russe : quand un Russe s'installait ailleurs qu'en RSFSR, il amenait avec lui sa langue ; quand un non-Russe s'installait ailleurs que dans son territoire, il était amené à utiliser le russe³⁹. Dans les RSS autres que la Russie et dans les RSSA incluses dans la Russie, il était d'usage que le Premier secrétaire du Parti soit un national et le deuxième, un Russe⁴⁰. La « déjudéisation », entamée après 1936, accélérée après 1948 (création de l'Etat d'Israël), achevée après 1971 (début de l'émigration juive massive), a également favorisé la russification : Staline était Géorgien ; Khrouchtchev, Ukrainien ; Brejnev est le premier Secrétaire général russe, en 1964. D'autre part, les langues turques, très répandues et très parlées en ex-URSS, par des groupes de confession musulmane, avaient été systématiquement différenciées par le pouvoir soviétique dès les années 1930 ; chaque groupe avait son territoire, d'où résultait une division délibérée aux fins d'empêcher la constitution d'une communauté panturque ; de plus, l'alphabet arabe avait été remplacé par l'alphabet cyrillique.

2) La prépondérance russe -sans privilège économique- était cependant limitée, elle aussi systématiquement et délibérément. L'URSS n'était pas un Etat russe ; elle avait créé une citoyenneté soviétique, par-delà les nationalités culturelles ; elle se voulait *l'Etat universel des travailleurs*, comme l'indiquaient son emblème, le drapeau rouge avec le marteau et la faucille, sa devise, *Prolétaires de tous les pays unissez vous !*, cependant que l'hymne du Parti -dirigeant la Fédération- était *L'Internationale*. L'internationalisme était conforté par l'importance des Juifs dans l'appareil du Parti-Etat jusqu'en 1936 voire 1948. Les groupes ethnolinguistiques, y compris au sein de la RSFSR, avaient leur territoire et leurs institutions, avec leur langue et leurs emblèmes officiels, y compris lorsque des Russes y étaient majoritaires. La RSFSR incluait des RSSA, RA et DA. Les RSS et RSSA avaient leur propre PC, sauf la RSFSR, le PCUS étant à la fois le PC de l'URSS et de la RSFSR. D'où le « problème russe » : la Russie était le centre de l'URSS, pour des raisons géographiques, démographiques et linguistiques ; mais ce centre n'avait guère d'autonomie. Ce ne sont pas seulement les langues turques qui ont été différenciées, mais les langues slaves. En créant des RSS de Biélorussie et d'Ukraine, le pouvoir soviétique a cristallisé les identités biélorusse et ukrainienne, comportant la différenciation linguistique par rapport au russe. En détachant le Kazakhstan de la RSFSR, où elle était une RSSA, pour l'ériger en RSS, le pouvoir soviétique a privilégié l'identité kazakhe, alors que 40% de la population, concentrée dans la moitié nord du territoire, était russe.

³⁹ Dans chaque RSS d'URSS, coexistaient deux filières scolaires : l'une où l'enseignement était dispensé en russe mais où l'apprentissage de la langue de la république était obligatoire ; une autre, où c'était l'inverse, enseignement dispensé dans la langue de la république mais où l'apprentissage du russe était obligatoire. Parallèlement, l'enseignement des langues minoritaires était prévu et organisé au sein de chaque république. Les recensements en URSS relevaient le nombre et la proportion des personnes parlant, dans chaque république, soit la langue de la république de résidence, soit la langue de sa nationalité, soit le russe, et cela, aux deux niveaux d'acquisition : langue maternelle (première), langue scolaire (seconde).

⁴⁰ En 1987, sur 24 membres du Politburo, 21 étaient Russes.

3) Le clivage dans l'espace eurasiatique pouvait ou pourrait être celui des slaves orthodoxes et des turcophones musulmans, même s'il y a d'autres peuples, de langues finno-ougrienne, persane ou mongole. Le pouvoir soviétique a neutralisé ce clivage, en systématisant le droit à l'autonomie nationale-territoriale et en évitant toute homogénéisation linguistique. Ni unification slave, ni unification turque, mais création d'une *symbiose turco-slave* laïque (avec citoyenneté soviétique commune), la laïcité prévenant tout exclusivisme religieux, séparant l'Etat et les religions, organisant la coexistence des religions. Les cultes orthodoxes et sunnites ou chiites (au Turkménistan) furent eux-mêmes organisés sur la base des différentes républiques, donc éclatés. « Symbiose » signifiait aussi « diviser pour régner ». On retrouve l'application de cette formule dans le fait qu'aucune entité (RSS, RSSA, RA, DA) n'était homogène au plan ethnolinguistique. Elle incluait toujours des minorités, outre l'installation d'autres citoyens permise par la (relative) libre circulation des personnes. En dehors même des républiques bi-ethniques (Tchéchénie-Ingouchie, Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Komie-Permiakie, Khanty-Mansy, Yamalo-Nenetsie), aucun groupe ethnique ne résidait en entier dans son territoire (critère de la territorialité/dispersion) et aucun territoire n'abritait uniquement son groupe ethnique, cependant qu'on y trouvait toujours des Russes (critère de la diversité/russité). C'est ainsi que furent divisés et subdivisés⁴¹ l'Idel-Oural, la Sibérie, le Nord et le Sud Caucase, l'Asie centrale, pour garantir au pouvoir fédéral un rôle d'arbitre indispensable, dans le cadre d'un Etat-continent eurasiatique et d'un Parti-Etat universaliste. Par là même a été morcelé l'immense arc touranien.

D) Le morcellement de l'arc touranien

Sur le monde turc un double constat s'opère : l'extension spatiale des populations turcophones d'une part, le morcellement politique mais aussi linguistique (et confessionnel) d'autre part.

De la Macédoine à la Sibérie en passant par la Turquie et l'Asie centrale, l'arc touranien s'étend sur plus de 10000 km, à la croisée des mondes linguistiques russe, persan, mongol, chinois. Il comprend cinq groupes : Sud-Ouest (gagaouz, turc, karatchaï, balkar, tchéchéne, azéri, kashkaï), Nord-Ouest (tatar, bachkir, tchouvache, karaïm), Centre (turkmène, karakalpak, ouzbek), Sud-Est (kirghiz, ouïgour, sari-ouïgour), Nord-Est (kazakh, altaïen, khakas, touva, yakoute). Il est partagé en 19 Etats : Macédoine, Bulgarie, Turquie, Syrie, Irak, Iran, Arménie, Azerbaïdjan, Moldavie, Ukraine, Russie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan, Afghanistan, RPC, Mongolie. On peut distinguer les (six) Etats turcophones : Turquie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, réunis dans l'Agence de coopération turcophone (ACT), et les (treize) autres Etats, dans lesquels les turcophones sont minoritaires. Un facteur d'unité réside dans l'islam : les Turcs sont à 98% musulmans, très majoritairement sunnites. Mais l'unité religieuse -relativisée par l'existence de différentes confréries et l'organisation du culte en fonction des diverses républiques- n'empêche pas la cristallisation des constructions étatico-nationales héritées du kémalisme d'une part, du fédéralisme soviétique d'autre part, ni les conflits territoriaux dus à l'enchevêtrement des groupes ethniques en Eurasie.

L'extension s'explique par les conquêtes accomplies par des peuples guerriers, cavaliers des steppes ensuite missionnaires de l'islam, depuis les Seldjoukides jusqu'aux Ottomans. L'éclatement s'explique d'abord par la poussée de l'Empire chinois vers l'ouest et celle de l'Empire russe vers l'est, cependant qu'entraînait en déclin l'Empire ottoman à partir du XVIIIème siècle ; ensuite par la politique soviétique (stalinienne) des nationalités, qui a divisé les populations turcophones de l'Idel-Oural, du Caucase, de la Sibérie et de l'Asie centrale, le Kremlin ne renonçant toutefois pas, jusqu'en 1946, aux desseins pantouraniens du côté de la Chine (Sinkiang, Mongolie, Mandchourie), en concurrence avec le Japon ;

⁴¹ De nouvelles entités administratives furent créées, ainsi que des enclaves, et les limites des entités furent périodiquement modifiées.

enfin par la séparation du principal Etat turc, la Turquie, d'avec la principale région turcophone, l'Eurasie ex-soviétique, de l'Azerbaïdjan à la Yakoutie. La Turquie est membre de l'OTAN ; le gros du monde turc fait partie de la CEI ; l'une est géographiquement coupée de l'autre par l'Arménie (ex-soviétique), qui occupe ainsi une place névralgique et stratégique pour Ankara comme pour Moscou. Soutenue par la Russie, l'Iran et la diaspora en Occident, l'Arménie, enclavée, sépare la Turquie de l'Azerbaïdjan et rompt la continuité transcaspicienne des Etats turcophones.

3) L'expansion de l'URSS et du « Mouvement communiste international », ou la dialectique des frontières

L'URSS non seulement n'était pas un Etat russe, mais encore n'était pas un Etat comme les autres. 1) D'abord par sa dénomination. Elle était le seul Etat⁴² au monde à n'énoncer aucune référence ethnographique mais uniquement des références idéologiques ou institutionnelles : fédéralisme, internationalisme, universalisme, démocratie directe (« soviétique ») politique et économique (« socialiste »). 2) Ensuite par sa structure. Elle était un Parti-Etat (un Etat dont l'organe dirigeant était un parti unique), qui se trouvait au centre d'une idéocratie transnationale : le « SCM », et qui se prétendait le guide de l'humanité, lui promettant la société sans classes ni colonies (le début de réalisation d'une eschatologie terrestre). 3) Enfin par son projet. L'URSS et les PC obéissaient à un projet révolutionnaire universel à fondement philosophico-historique et économique : à l'issue de la « lutte des classes » (moteur de l'histoire) viendrait la fédération socialiste mondiale (sens de l'histoire), avec appropriation collective des moyens de production. Ledit projet articulait quatre axiomes (formulés dès les années 1920) : la « permanence de l'antagonisme entre capitalisme et socialisme », la « progression du socialisme », « l'irréversibilité des conquêtes du socialisme », la guerre comme matrice ou instrument de la révolution. Ce Parti-Etat universaliste était aussi un Etat-continent eurasiatique, héritant plus ou moins, *en les subordonnant*, des projets panslaves, panorthodoxes et pantouraniens de l'ancien Empire russe. Soit un double potentiel d'expansion, eurasiste et révolutionnaire.

A) La dualité de l'Etat soviétique

De la dualité identitaire de l'URSS, découlait une double politique étrangère : classique et révolutionnaire. La nécessité d'établir des relations interétatiques normales avec le reste du monde coexistait avec l'idée d'exporter la révolution ou celle de la forteresse assiégée (Edouard Chevarnadze). Après 1924 et sa reconnaissance internationale, l'URSS était un Etat qui entretenait des relations diplomatiques « normales » avec d'autres Etats, non sans irrédentismes ; elle était aussi un Parti-Etat qui contrôlait, par l'intermédiaire du *Komintern*, l'activité des PC, dont le but était de renverser les gouvernements avec lesquels l'URSS entretenait des relations. La diplomatie soviétique niait ce second aspect, arguant que le *Komintern* était une Organisation internationale non gouvernementale. L'URSS n'en introduisait pas moins dans les relations internationales l'espoir, ou la menace, de la révolution. Après 1947 et l'éclatement de la Guerre froide, l'URSS était un Etat (invoquant le droit international général) au centre du système international bipolaire : elle offrait un contrepoids à l'hégémonie américaine (aspect défensif) ; elle était aussi un Parti-Etat (invoquant un droit international socialiste) au centre du « SCM » : elle appuyait le changement intérieur et international (aspect offensif).

La dualité soviétique se retrouve dans la dialectique des frontières. La frontière a joué un rôle central dans l'histoire du communisme d'Etat en général, de l'URSS en particulier. D'où le paradoxe : immense géographiquement, universaliste idéologiquement, l'URSS était le pays des frontières. La frontière était à

⁴² D'où l'appellation « socialiste », « communiste » renvoyant au stade ultime du dépérissement de l'Etat dans la fédération soviétique mondiale.

la fois idéologiquement dévalorisée, eu égard à l'internationalisme, mais stratégiquement sacralisée, car, d'une part, elle protégeait l'unique Etat socialiste qu'était l'URSS avant 1945 (son « irréversibilité »), puis, d'autre part, elle marquait l'avance du socialisme (sa « progression »). D'un côté, le marxisme-léninisme luttait pour l'abolition des frontières au nom de la révolution universelle. D'un autre côté, une fois au pouvoir, le PC fermait les frontières de l'Etat (« forteresse assiégée »), revendiquait des changements de frontières (la « juste frontière ») ou la reconnaissance des changements de frontières (ainsi en Europe centrale, « les réalités politiques et territoriales issues de la Seconde Guerre mondiale »). S'agissant de l'URSS après 1945, le Kremlin doublait ses frontières par des Etats « glacis » ou « tremplins ». C'est ainsi que l'Union Soviétique eut des frontières externes comme tout Etat, mais aussi des frontières internes, par l'interdiction aux étrangers d'accéder à certaines zones (villes ou régions) au sein même de l'Union Soviétique, et des frontières dédoublées (sur 45% de l'enveloppe totale), par la présence de l'armée soviétique de l'autre côté. La rétrospective de 1912 à 1949 montre l'extraordinaire expansion du communisme russe. En ce qui concerne les tracés frontaliers, ils étaient pour un tiers postérieurs à 1922 et, sauf Kars et Ardahan (gardés par la Turquie), il y avait gain territorial par rapport aux traités de 1918-1921.

Avant d'analyser les résultats territoriaux, il convient d'expliquer la politique étrangère de Staline dans le contexte international des années 1930. Un rappel préalable : les Occidentaux, s'obnubilant sur la (perception d'une) menace germanique, ont constamment négligé le potentiel d'expansion de la Russie, en 1914, de l'URSS, en 1939, le premier certes brisé en 1917, le second pleinement déployé en 1945. Ils ont oublié que l'armée russe se trouvait à Paris en 1814 - et qu'elle était la gardienne de l'ordre monarchique en Europe centrale jusqu'en 1848.

B) La politique étrangère de Staline (un autre « diviser pour régner »)

Très clairement à partir de 1936, il y avait en Europe un *triangle géopolitique interétatique* et un *triangle idéologique transnational*. A des idéologies correspondaient des Etats, et inversement, à des Etats correspondaient des idéologies : France, Grande-Bretagne, libéralisme ; Allemagne, Italie, fascisme ; URSS, communisme. Les Etats-Unis étaient (encore) absents politiquement et militairement. Trois associations étaient possibles pour passer du triangle au duel : démocraties occidentales et URSS, ou coalition antifasciste ; démocraties occidentales et Allemagne, ou coalition anticommuniste ; Allemagne et URSS, ou coalition anti-occidentale. L'hétérogénéité des régimes, interdisant toute communauté internationale, rendait toute coalition précaire et probable la rupture de coalition (ainsi en 1941, l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, et en 1947, l'éclatement de la Guerre froide).

Quelle était la position de Staline, chef du PCUS ? De 1929 à 1939, Staline voulait éviter la guerre, parce que sa priorité était de renforcer l'unique Etat socialiste, par la collectivisation agricole et l'industrialisation planifiée (la « deuxième révolution »), puis d'asseoir sa propre autocratie, par la purge des élites soviétiques (la « troisième révolution »). Conformément à la doctrine marxiste-léniniste, sa conviction était que le capitalisme était condamné à disparaître et le socialisme, à triompher ; sa crainte était la constitution d'une coalition européenne antisoviétique autour de l'Allemagne⁴³. Conformément

⁴³ Une telle coalition parut se réaliser avec les plans Dawes et Young, les accords de Locarno en 1925 et l'entrée du *Reich* dans la SDN en 1926, les projets d'Union européenne en 1928-1930, le Pacte à Quatre en 1933 et le pacte de non agression germano-polonais en 1934, les accords anglo-allemands de 1934 et 1935, l'absence de réaction franco-britannique autre que verbale après la remilitarisation de la Rhénanie en 1936, l'élargissement du pacte anti-komintern en 1937, les accords de Munich, la reconnaissance franco-britannique de l'Empire italien d'Afrique et la déclaration franco-allemande de « bon voisinage » en 1938, la rencontre Chamberlain-Mussolini et la reconnaissance franco-britannique du gouvernement de Franco en 1939. Mais elle se heurta au fait que la France avait intégré l'URSS à son réseau diplomatique, depuis le pacte de non agression franco-soviétique de 1932 : l'URSS avait conclu des pactes de non agression avec tous ses voisins, ainsi qu'avec l'Italie en 1933 ; elle était devenue membre du Conseil de la SDN en septembre 1934, alors que l'Allemagne ne l'était plus

encore à la doctrine marxiste-léniniste, sa vision des rapports entre l'URSS et les Puissances capitalistes était double : d'un côté, les Etats capitalistes tendaient à s'allier contre l'Etat socialiste (soit une vision bipolaire) ; de l'autre, les contradictions internes au monde capitaliste maintenaient les conflits entre Etats capitalistes, empêchant ainsi qu'ils s'allient contre l'Etat socialiste (soit une vision oligopolaire). Suivant la doctrine de la dissociation de la coalition adverse, toute la politique étrangère de l'URSS, avant comme après Staline, visa à empêcher cette alliance et à exploiter ces contradictions, à tenir la balance -jusqu'au 22 juin 1941- entre les deux camps « bourgeois », l'un libéral, l'autre fasciste⁴⁴. Jusqu'à l'automne 1938, Staline était favorable à une association avec les démocraties occidentales ; à l'été 1939, il passa à l'association avec l'Allemagne (pacte du 23 août)⁴⁵. Dans les deux cas, l'idée maîtresse de Staline était de rejeter puis de maintenir le conflit armé à l'Ouest. Cela était possible pour des raisons frontalières : en 1914, il y avait une longue frontière commune germano-russe ; elle n'existait plus en 1919 ; à la place, la Pologne formait un Etat tampon entre l'Allemagne et l'URSS. Mais il y avait toujours une frontière commune franco-allemande. C'est pourquoi une participation de l'URSS à une alliance anti-allemande avec la France et la Grande-Bretagne, pour défendre la Tchécoslovaquie (en 1938), signifierait un conflit armé à l'Ouest, pas en URSS, car celle-ci bénéficiait du glacis polonais (ou roumain) et il n'y avait pas de frontière commune tchéco-soviétique. Après les accords de Munich entre l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, le 30 septembre 1938, Staline redouta une coalition des Puissances capitalistes européennes, à laquelle se serait jointe la Pologne (qui avait participé au partage de la Tchécoslovaquie, en acquérant Teschen). Mais au printemps 1939, c'était le sort de cette dernière qui se trouvait en jeu.

Examinons maintenant les buts d'Hitler en politique étrangère. Après avoir restauré la souveraineté et la puissance militaires de l'Allemagne puis avoir uni au *Reich* l'Autriche et les Sudètes, le grand objectif du *Führer* était de conquérir la Russie d'Europe (le *Lebensraum*), d'en faire une colonie germanique et de détruire l'Etat soviétique (« l'anti-judéo-bolchevisme »). Il fallait pour cela que les Puissances occidentales lui laissent les « mains libres » à l'Est : que l'Allemagne les convainquent ou les y contraignent. Le Japon pouvait aussi servir à faire peser une menace sur l'Extrême-Orient russe. Il fallait également disposer du territoire polonais, soit en le conquérant, soit -mieux- en persuadant la Pologne d'accorder un droit de passage et de stationnement à la *Wehrmacht*. Hitler adressa donc au gouvernement polonais les réclamations suivantes : rattachement au *Reich* de Dantzig avec droit d'accès portuaire à la Pologne ainsi qu'une autoroute+une voie ferrée extraterritoriales traversant le « corridor polonais »⁴⁶ ; garantie de la frontière occidentale polonaise, adhésion de la Pologne au pacte anti-komintern⁴⁷, perspective d'une extension territoriale à l'Est (du côté de la Biélorussie et de l'Ukraine) ; droit de passage et de stationnement de la *Wehrmacht*. L'objectif d'Hitler n'était pas d'éliminer l'Etat polonais, mais de le satelliser, pour le transformer d'espace tampon en espace tremplin vers l'URSS. Le colonel Beck, ministre des Affaires étrangères et homme fort du gouvernement de Varsovie, refusa. Il ne comptait pas sur l'URSS, mais sur les Franco-Britanniques. Depuis l'occupation de la Bohême-Moravie et la satellisation de la Slovaquie en mars 1939, donc la violation des accords de Munich, Chamberlain n'avait plus confiance en Hitler, cependant qu'il croyait en la capacité d'une coalition anti-allemande de dissuader ou, à défaut, de vaincre l'Allemagne à terme. C'est ainsi que Londres, suivi par Paris, donna à la Pologne une garantie d'assistance militaire. Mais, dans l'immédiat, les Franco-Britanniques n'avaient

depuis octobre 1933 ; elle avait conclu des traités d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie en 1935 ; elle participa à la conférence de Montreux sur les détroits turcs en 1936 et à la conférence de Nyon sur la sécurité de la navigation en Méditerranée en 1937.

⁴⁴ Vaincus de la Première Guerre mondiale contre vainqueurs jusqu'en 1932, démocraties occidentales contre Allemagne de 1933 à 1938, Allemagne contre démocraties occidentales de 1939 à 1941, démocraties anglo-américaines contre Allemagne de 1941 à 1945, politique visant la neutralisation de l'Allemagne ou du Japon et le « découplage » Europe/Amérique après 1945.

⁴⁵ La coalition antifasciste ne se réalisa qu'après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne : à ce moment là seulement, le triangle libéralisme/communisme/fascisme devint le duel fascisme/antifascisme.

⁴⁶ L'étroite bande de territoire qui séparait la Prusse orientale, agrandie de Dantzig, du reste de l'Allemagne.

⁴⁷ Conclu par l'Allemagne et le Japon puis l'Italie, la Hongrie et l'Espagne de Franco y avaient adhéré.

guère les moyens de secourir la Pologne, puisqu'ils n'avaient pas de force de projection aéroterrestre offensive et qu'ils s'engageaient (comme Berlin) à respecter la neutralité de la Belgique (donc à ne pas traverser son territoire pour envahir l'Allemagne). Aussi se tournaient-ils -en hésitant- vers l'URSS. Or, les Polonais refusaient toute entrée de l'Armée rouge sur leur territoire. De son côté, Staline n'entendait pas faire la guerre pour le compte des Franco-Britanniques ou des Polonais (« *tirer les marrons du feu pour autrui* »).

Il voulait diviser les Puissances capitalistes pour rejeter le conflit armé à l'Ouest. Il négociait avec les Franco-Britanniques comme avec les Allemands ; inversement, les Franco-Britanniques comme les Allemands négociaient avec Staline⁴⁸. Il était *l'arbitre* des Puissances capitalistes européennes. Finalement, il prit l'initiative d'un pacte avec l'Allemagne, le 21 août (date du télégramme personnel de Staline à Hitler). Il fut signé deux jours plus tard. Sa signification était purement extérieure, pas intérieure : la situation des Juifs en URSS ne fut pas détériorée ; celle des Juifs et des communistes en Allemagne ne fut pas améliorée. Avec le pacte germano-soviétique de non-agression, succédant à divers accords commerciaux de la fin 1938, Hitler voulait obliger les Franco-Britanniques à admettre la vanité de leur garantie militaire à la Pologne, donc isoler cette dernière et la contraindre à se rallier à l'Allemagne. Voilà pourquoi Hitler persista à ne réclamer que Dantzig et les communications extraterritoriales traversant le « corridor ». Beck accepta le rattachement de Dantzig au *Reich*. Mais le 25 août, Londres conclut un traité d'alliance avec Varsovie. Hitler retira son premier ordre d'attaquer la Pologne. Beck recusa sa décision dantzigoise. Hitler ordonna l'invasion de la Pologne, le 1er septembre. Le lendemain, Mussolini proposa une conférence à Cinq (Allemagne, Italie, France, Grande-Bretagne, Pologne) pour résoudre le différend germano-polonais. Chamberlain refusa un nouveau Munich. C'est ainsi qu'Hitler commit une erreur en pensant que les Britanniques, donc les Français, n'appliqueraient pas leur garantie et que les Polonais céderaient : l'opinion publique n'aurait pas permis une nouvelle reculade. Staline, lui, eut raison de prévoir que les Puissances occidentales et la Pologne tiendraient leur position - même si la déclaration de guerre ne fut suivie d'aucune offensive sur le Rhin, les 110 divisions françaises et britanniques, conformément à la stratégie d'usure de Londres et de Paris, restant inactives face aux vingt divisions allemandes derrière la ligne Siegfried. La Grande-Bretagne puis la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre, mais pas à l'URSS lorsque celle-ci envahit à son tour la Pologne le 17 septembre. On peut donc supposer que les Franco-Britanniques comptaient à terme sur Moscou pour encercler l'Allemagne. En attendant, la guerre se trouvait rejetée à l'Ouest, et l'URSS confirmait sa position d'arbitre vis-à-vis des Puissances capitalistes, tout en s'appropriant au partage de l'Europe orientale avec l'Allemagne. Tel fut le succès diplomatique fondamental de Staline, et l'échec diplomatique fondamental d'Hitler - que ne sauraient masquer les spectaculaires victoires militaires de la *Wehrmacht* en 1939-1941.

Vu de Moscou, le pacte germano-soviétique comportait un aspect défensif, dans un premier temps, parce qu'il dissociait les Puissances capitalistes européennes. Il comportait un aspect offensif, dans un deuxième temps, parce que l'URSS interviendrait dans le conflit entre les Puissances capitalistes européennes le moment venu, lorsque celles-ci seraient épuisées. C'était l'opération *Tempête*, prévue au printemps 1942 voire à l'été 1941. Comme les Franco-Britanniques, Staline avait cru que la *Wehrmacht* se briserait devant la Ligne Maginot ; il n'avait pas prévu la rapidité des campagnes militaires allemandes en Pologne, en Norvège, en France, dans les Balkans ; il ne pensait pas non plus qu'Hitler l'attaquerait en premier et

⁴⁸ Si la triple alliance anglo-franco-soviétique qu'appelait de ses vœux Churchill s'était réalisée, et que la Pologne ouvre son territoire à l'Armée rouge, que se serait-il passé ? A l'automne 1943, après presque deux ans et demi de guerre, et d'énormes pertes, l'Armée rouge repartait à l'offensive à plus de 2000 km de Berlin, et elle finissait par s'emparer de la capitale du *Reich*. A l'automne 1939, elle serait partie à l'offensive, intacte, à 300 km de Berlin : où se serait-elle arrêtée ? A la différence de la France et de la Grande-Bretagne, qui avaient opté pour une stratégie défensive d'usure et une offensive à plus long terme, l'URSS avait une doctrine offensive.

prendrait l'initiative d'une guerre sur deux fronts. Il était persuadé, en bon marxiste-léniniste, *que la révolution l'emporterait à la faveur de la guerre*, soit par la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale grâce à l'action des PC (« révolution par l'intérieur »), soit par l'avance de l'Armée rouge permettant « l'écrasement de la bourgeoisie sans guerre civile » (« révolution par l'extérieur »), soit les deux à la fois⁴⁹. Le premier conflit mondial avait vu la Révolution russe et la défaite des Empires germaniques, le second verrait la révolution dans toute l'Europe, parallèlement au recul du germanisme et à l'avancée du slavisme vers l'Oder-Neisse ; c'est ce que pronostiqua Staline le 7 septembre 1939 devant Dimitrov, président du *Komintern*⁵⁰ ; c'est ce qui arriva en 1944-1946, *années guerrières et révolutionnaires*. L'URSS n'attaqua pas l'Allemagne à l'été 1941 ni au printemps 1942 ; c'est l'Allemagne qui envahit l'URSS le 22 juin 1941 (opération *Barbarossa*), et l'URSS faillit s'écrouler. Mais reprenant l'offensive, définitivement à l'automne 1943, alors que l'Allemagne devait lutter à l'Est *et* à l'Ouest (contre les Anglo-Saxons), l'Armée rouge finit par arriver au coeur de l'Europe.

C) La formation des frontières externes de l'URSS (1939-1947)

Les frontières de l'URSS en 1922 procédaient des victoires ou des défaites de l'Armée rouge. Elles avaient néanmoins été fixées par des traités conclus avec les Etats voisins, auxquels s'ajoutait l'adhésion de l'URSS à la SDN en 1934, dont le Pacte (l'article 10) garantissait les frontières contre tout révisionnisme armé. Mais à partir du 17 septembre 1939, date de l'invasion de la Pologne (sans que Londres ni Paris ne déclarent la guerre à l'URSS), Moscou imposa de nouvelles frontières à ses voisins : jusqu'au 22 juin 1941, à la faveur de la complicité avec l'Allemagne national-socialiste ; en 1945-1947, à la faveur de l'alliance avec les Puissances occidentales. Entre ces deux dates, l'URSS fut envahie par l'Allemagne et ses partenaires (Italie, Finlande, Hongrie, Slovaquie, Roumanie, Croatie, mais pas la Bulgarie ni, surtout, le Japon). Puis, usant de la guerre régulière et irrégulière, à la fois patriotique et révolutionnaire, elle les repoussa, et l'Armée rouge finit par s'emparer de Varsovie, Helsinki, Bucarest, Sofia, Belgrade, Budapest, Vienne, Berlin, Prague. Elle discuta avec les Anglo-Américains des frontières en Europe centrale et orientale. D'autres discussions et revendications portèrent sur la Méditerranée et le Proche-Orient d'une part, l'Asie-Pacifique d'autre part, confirmant que l'URSS, mêlant révolution et eurasisme, avait des horizons mondiaux, pas seulement européens.

a) Les acquisitions territoriales à la faveur du pacte germano-soviétique : « effacer Brest-Litovsk »

En 1939-1940, il s'agissait pour Staline de récupérer les territoires de l'ancien Empire russe qui avaient été perdus en 1918-1921 (que Lénine a dû lâcher), de créer un glacis, éventuellement tremplin, et d'y exporter le socialisme.

Ainsi, l'URSS envahit la Pologne orientale et occupa les pays baltes, ceux-ci érigés en républiques soviétiques, mais pas celle-là, la Polésie étant rattachée à la Biélorussie soviétique, la Volynie et la Podolie, à l'Ukraine soviétique. Elle obligea également la Roumanie à lui céder la Bukovine du Nord,

⁴⁹ Comme l'avait dit Otto Bauer en 1914, « *la peur devant la puissance de l'Etat est beaucoup trop grande pour qu'une révolution soit possible tant que cette puissance n'a pas été elle-même ébranlée par la guerre et que le peuple n'a pas l'expérience immédiate des conséquences de la guerre* ».

⁵⁰ Staline expliqua à Dimitrov que la guerre se déroulerait entre deux groupes d'Etats capitalistes : les Etats sans colonies et pauvres en matières premières luttant, pour la répartition du monde, contre les Etats riches en ressources. Dans cette situation, la distinction entre les pays capitalistes à régime démocratique et les pays capitalistes à régime fasciste ne comptait plus, si bien que le concept du « front populaire » était dépassé. « *Nous pouvons nous employer, continuait Staline, à ce qu'ils se battent entre eux et s'affaiblissent mutuellement. Ce ne serait pas si mal si la position des pays capitalistes les plus riches était sapée par l'Allemagne. Sans s'en rendre compte ni le désirer, Hitler lui-même... compromet le système capitaliste* ». Quant à la Pologne, sa destruction signifierait un Etat fasciste de moins. Enfin, Staline proposa d'aligner la position du *Komintern* sur celle du gouvernement soviétique. Chose faite dès le lendemain.

rattachée à l'Ukraine soviétique (Molotov parla du « *dernier élément qui manquait à l'unité de l'Ukraine* »), et la Bessarabie, érigée en RSS de Moldavie (elle correspondait à l'ancienne Moldavie russe). Enfin, l'URSS envahit la Finlande et créa un gouvernement fantoche ; mais celle-ci sauva son indépendance, en contrepartie de la cession de Vyborg et de la Carélie (érigée en RSSA), ainsi que de la concession à bail de la presqu'île de Hanko, à l'entrée du golfe de Finlande (Leningrad était mise à l'abri). Toutes ces acquisitions furent accompagnées de la collectivisation économique et suivies de déportations socio-ethniques à des fins de sécurisation territoriale ou d'intimidation locale, parallèlement à l'installation de Russes et à la russification linguistique.

L'Allemagne avait battu la France, mais pas l'Angleterre. La guerre perdurait donc à l'Ouest. Le 25 novembre 1940, Molotov fut invité à Berlin pour exposer les conditions de l'URSS à sa contribution à la lutte contre la Grande-Bretagne. Parmi ces conditions, figurait pour l'essentiel la délimitation d'une sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est et au Proche-Orient. Cette sphère d'influence devait comprendre : la Finlande, les bouches du Danube (soit le contrôle du commerce fluvial) et la Bulgarie, cependant que le sort de la Hongrie, de la Roumanie, de la Turquie et de l'Iran ne pourrait être réglé sans la participation de l'URSS. Molotov précisa les conditions d'un « pacte à quatre » (l'élargissement à l'URSS du Pacte tripartite Berlin-Rome-Tokyo) : retrait des troupes allemandes de Finlande, intégrée dans la sphère soviétique ; traité d'assistance mutuelle entre l'URSS et la Bulgarie ; bases militaires soviétiques dans le Bosphore et les Dardanelles ; reconnaissance de la région au sud de Batoum et de Bakou en direction du Golfe persique comme zone d'expansion de l'URSS ; abandon par le Japon de ses droits économiques au nord de Sakhaline au profit de l'URSS. D'autres questions restaient en suspens, tels la neutralité de la Suède et les détroits dano-suédois reliant la Baltique à la mer du Nord... Hitler ne répondit pas.

b) Les discussions interalliées sur les frontières à l'Est

En 1941-1945, c'est en tant que Puissance alliée que l'URSS discuta des frontières à l'Est avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

En décembre 1941, lors de sa rencontre avec Eden, Staline formula ses buts de guerre, alors même que la *Wehrmacht* se trouvait devant Moscou. Lui pense à l'après-guerre, bien plus que Roosevelt ou même Churchill, obnubilés par l'idée de vaincre l'Allemagne (et le Japon). Fondamentalement, *il ne voulait pas lâcher ce qu'il avait récupéré dans le cadre de sa politique consistant à effacer « Brest-Litovsk »*. Ainsi, il réclamait : la reconnaissance des frontières soviétiques au 22 juin 1941 (soit l'acquisition forcée de la Pologne orientale, des pays baltes, de Vyborg et de la Carélie, de la Bukovine du Nord et de la Bessarabie) ; le rétablissement de l'indépendance et de l'intégrité des pays conquis par l'Allemagne et l'Italie depuis 1938 (Autriche, Tchécoslovaquie⁵¹, Albanie, Danemark, Norvège, Luxembourg, Pays-Bas, Belgique, France, Yougoslavie, Grèce), la Yougoslavie recevant en outre l'Istrie, y compris Trieste ; la rétrocession par la Hongrie de la Transylvanie occidentale à la Roumanie ; le démembrement de l'Allemagne (la sécession de la Rhénanie voire de la Bavière), qui devrait en outre céder la Prusse orientale à la Pologne, de manière à ce que cette dernière *compense* du côté allemand ses pertes du côté soviétique, la Pologne devant en outre rendre Teschen à la Tchécoslovaquie (la Pologne l'avait annexé en septembre 1938) et Vilnius à la Lituanie (la Pologne l'avait annexé en mars 1938) soviétique ; l'octroi par la Roumanie et la Finlande de bases militaires à l'URSS. La Grande-Bretagne, elle, recevrait des bases militaires sur les littoraux norvégien, danois, néerlandais, belge et français. Il y aurait donc rétablissement de l'URSS dans ses frontières du 22 juin 1941 ; inclusion de la Finlande et de la Roumanie dans la sphère d'influence soviétique ; déplacement à l'ouest des frontières polonaises aux dépens de l'Allemagne,

⁵¹ Soit l'annulation des accords de Munich du 30 septembre 1938.

démembrée ; restauration des pays victimes de « l'agression fasciste », avec agrandissement de la Yougoslavie aux dépens de l'Italie ; reconnaissance d'une sphère d'influence britannique en Europe du Nord-Ouest. Eden ne répondit pas.

Les réclamations de Staline étaient en effet incompatibles avec la Charte de l'Atlantique, signée par Churchill et Roosevelt le 14 août 1941 - l'Amérique n'était pas encore en guerre ouverte que déjà elle formulait des principes de guerre ! Plus encore, en parlant de « compensation », Staline ressuscitait le vieux principe éponyme, propre au droit international d'avant 1789, utilisé pour les ajustements territoriaux entre Etats (dynastiques), antinomique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (dont les peuples vaincus se trouvaient exclus, comme en 1919-1920). La Charte de l'Atlantique stipulait que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne visaient aucun agrandissement territorial, que chaque peuple aurait le droit de choisir librement sa forme de gouvernement, que seraient restaurés les droits souverains des peuples qui en avaient été privés par la force, qu'aucun changement territorial n'aurait lieu sans le consentement des peuples intéressés⁵². *Mais ces principes ne s'appliqu(eraient) pas aux Puissances ennemies*. Les termes de la Charte furent *grosso modo* repris par la Déclaration des Nations Unies du 1er janvier 1942, signée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Chine et l'URSS, plus 22 autres gouvernements⁵³. La Déclaration ajoutait : pas d'armistice ou de paix séparés, guerre totale jusqu'à la victoire, avec pour buts la défense de la liberté, des droits de l'homme et de la justice. *Des Puissances ennemies sera exigée la capitulation sans condition* (déclaration de Roosevelt suivi par Churchill à Casablanca le 23 janvier 1943, à laquelle souscrivit Staline le 1er mai). Les Alliés ne seraient donc liés par aucun engagement, même le régime de l'occupation ne trouvant à s'appliquer que partiellement.

La discussion sur les frontières reprit lors de la visite de Molotov à Londres en mai 1942. Le 26, était signé le traité anglo-soviétique, *id est* une alliance dirigée contre l'Allemagne, pour une durée de vingt ans, donc fixant le principe d'une coopération d'après-guerre, mais ne comportant aucune clause territoriale... Les archives nous apprennent que jusqu'à l'automne 1943, Staline ménageait la possibilité d'une paix séparée avec l'Allemagne, en échange du retour aux frontières du 22 juin 1941 et du retrait allemand de Finlande et des Balkans - soit un retour aux discussions du « pacte à quatre » de novembre 1940. L'avantage d'une nouvelle entente germano-soviétique aurait été double : l'URSS aurait été, cette fois, en position de force par rapport à l'Allemagne ; les Etats-Unis n'auraient pu s'installer sur le continent. Par la même occasion, Staline faisait pression sur les Anglo-Américains, qui avaient besoin des Soviétiques pour remporter une victoire totale, afin d'obtenir d'eux qu'ils acceptent le retour aux frontières du 22 juin 1941. *Churchill et Roosevelt devaient consentir à ce que Staline garde ce qu'il avait obtenu grâce à son partenariat avec Hitler : c'est ce qui adviendra*. A Téhéran, du 28 novembre au 1er décembre 1943, on discuta à nouveau des frontières. Les frontières polonaises étaient le problème essentiel. Pour Staline, « *les terres ukrainiennes doivent passer à l'Ukraine, les terres biélorusses à la Biélorussie, autrement dit, il faut instaurer entre la Pologne et (l'URSS) les frontières de (1941)...* Le

⁵² Soit quatre points. Quatre autres s'ajoutaient, car il était question d'égalité d'accès de tous les Etats au commerce et aux matières premières, de collaboration internationale dans le domaine économique, d'une paix (« *après la destruction définitive de la tyrannie nazie* ») qui permettrait à tous les peuples de vivre en sécurité dans leurs frontières, de liberté des mers, de renonciation à l'emploi de la force. Les Quatorze points de Wilson étaient ainsi devenus les Huit points de Roosevelt-Churchill. Auparavant, Roosevelt avait envoyé au Congrès son célèbre message sur les quatre droits : liberté de parole et d'expression, liberté de prier Dieu de la façon qui convient à chacun, droit d'être à l'abri du besoin, droit de vivre à l'abri de la peur. D'autre part, les Etats-Unis avaient averti qu'ils ne reconnaîtraient aucun « *accord secret* » conclu entre la Grande-Bretagne et l'URSS sur des questions territoriales.

⁵³ Quatre dominions britanniques : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union sud-africaine, plus l'Inde ; huit gouvernements en exil à Londres : Tchécoslovaquie, Pologne, Norvège, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Yougoslavie, Grèce ; neuf pays latino-américains : Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Salvador. Ne figurait pas la « France libre », en raison du refus de Roosevelt, si bien que le GPRF dut attendre janvier 1945 pour faire partie des signataires de la Déclaration.

gouvernement soviétique maintient sa position concernant cette frontière et la croit juste ». L'Etat polonais devait trouver son assise territoriale entre le Boug et l'Oder, soit une compensation des pertes territoriales à l'Est par l'acquisition de territoires allemands à l'Ouest. A l'argumentaire de la « frontière juste » -conforme à la ligne des nationalités biélorusse et ukrainienne- se trouvait donc mêlée l'ancienne notion de « compensation ». Logiquement, l'acceptation de la translation à l'ouest de la Pologne impliquait, selon Staline, l'acceptation anglo-américaine de toutes les acquisitions soviétiques de 1939-1941.

Après l'automne 1943, les archives nous apprennent qu'il n'est plus question de paix séparée, mais que l'Armée rouge avance le plus possible vers l'Ouest -au-delà des frontières du 22 juin 1941- pour créer un glacis d'Etats et instaurer *progressivement* le communisme, sans que les Anglo-Américains ne rompent la Grande Alliance ou ne se retournent militairement contre l'URSS. Le 11 janvier 1944, une note de service du ministère des Affaires étrangères précisait les buts soviétiques : un objectif, la sécurité ; un moyen, des frontières stratégiques favorables. Aux revendications de l'automne 1941 l'URSS ajoutait : l'intégration de Petsamo à l'URSS, soit une frontière avec la Norvège ; l'intégration de la Ruthénie, soit une frontière commune avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie ; des pactes d'assistance mutuelle avec la Finlande et la Roumanie ; des voies de transit vers le Golfe persique à travers l'Iran. On retrouvait pour la Pologne la translation à l'Ouest, accompagnée de l'expulsion des Allemands. Sur les « compensations » se greffait donc *le déplacement forcé des populations*⁵⁴ - déjà pratiqué à l'intérieur de l'URSS, désormais pratiqué à l'extérieur. Le 9 octobre 1944, Churchill et Staline discutèrent des zones d'influence respectives britannique et soviétique. Le fameux « accord des pourcentages » indiquait : Roumanie à 90% pour l'URSS, Grèce à 90% pour la Grande-Bretagne, Yougoslavie et Hongrie, 50-50, Bulgarie à 75% pour l'URSS. Le 15 novembre, une nouvelle note de service des Affaires étrangères élargissait la sphère d'influence soviétique à la Finlande, la Suède, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Turquie, la Grande-Bretagne incluant dans sa sphère de sécurité la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce.

Pour repousser l'armée allemande, Staline avait besoin de l'ouverture ou de la menace d'ouverture d'un second front en France. Cependant, il voulait éviter une présence durable des Etats-Unis en Europe, refuser à la France tout statut de grande puissance à moins qu'elle ne soit gouvernée très à gauche, empêcher toute confédération ouest-européenne ou est-européenne, placer les PC dans les gouvernements des pays du continent afin de prévenir toute coalition antisoviétique (garantir le caractère « progressiste » de leur politique intérieure et extérieure). *Qu'il n'y ait pas de Puissance en Europe face à l'URSS*. Vis-à-vis de l'Allemagne, Staline passa, comme Roosevelt et Churchill, du démembrement à la co-administration, tripartite puis quadripartite. Le découpage des zones d'administration à Yalta rendit inutile aux Anglo-Américains d'avancer le plus à l'est possible et aux Soviétiques d'avancer le plus à l'ouest possible. De fait, les Américains refusèrent de s'emparer de Berlin, donc de se porter sur l'Oder, puis ils se retirèrent de la Saxe⁵⁵.

c) Les acquisitions territoriales à la faveur de la victoire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : vers la soviétisation de l'Europe centrale

En 1945-1947 (des accords de Yalta et de Potsdam aux traités de paix de Paris), il s'agit pour Staline de confirmer ce qui a été obtenu en 1939-1940 et d'aller au-delà : avancer encore les frontières soviétiques vers l'ouest, fixer les frontières (étatiques et ethniques) en Europe centrale, détruire le germanisme à l'est

⁵⁴ Rappelons que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes implique le droit des peuples à rester chez eux (le droit au sol) et à rester eux-mêmes (le droit à l'identité).

⁵⁵ Un accord interallié stipulait que les troupes allemandes devaient être livrées à la Puissance qu'ils avaient combattue en dernier lieu.

de l'Oder-Neisse-Bohême. Au terme d'une série de viols, massacres, expulsions, spoliations ou échanges de populations, il n'y aura plus en Europe centrale ni populations germaniques, ni minorités historiques, exceptés les Hongrois en Transylvanie roumaine, ni Etats pluriethniques, exceptée la Yougoslavie, la Tchéco-Slovaquie étant binationale⁵⁶.

Dès 1945, la Croatie et le Monténégro d'une part, la Slovaquie d'autre part, sont réintégrées *manu militari* à la Yougoslavie d'une part, à la Tchécoslovaquie d'autre part, celle-ci récupérant également l'arc des Sudètes. Les traités de paix signés à Paris le 17 février 1947 avec les partenaires de l'Allemagne fixent les frontières (actuelles) de la Finlande, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de l'Italie, sauf le cas de Trieste, revendiquée par la Yougoslavie, mais internationalisée jusqu'en 1954, date de son retour à l'Italie. Comme l'avaient déjà fait les armistices soviéto-finlandais et soviéto-roumain de 1944 pour Vyborg et la Carélie (à nouveau érigée en RSSA) d'une part, la Bukovine du Nord (à nouveau rattachée à l'Ukraine) et la Bessarabie (à nouveau érigée en RSS de Moldavie) d'autre part, ils confirment la part soviétique dans le partage de l'Europe orientale en 1939-1941. L'URSS renonce à Hanko mais acquiert Petsamo, ce qui lui donne une frontière avec la Norvège et fait perdre à la Finlande l'accès à l'océan Arctique. L'URSS obtient aussi la moitié nord de la Prusse orientale et la Ruthénie. La Ruthénie avait été conservée par la Tchéco-Slovaquie fin 1938, puis rétrocédée à la Hongrie en mars 1939. En obtenant la Ruthénie, Staline parachève l'unification de l'Ukraine, en même temps que l'URSS acquiert une frontière avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie. L'URSS recouvre également les pays baltes -ce qui lui redonne un vaste littoral baltique face à la Suède- et la Pologne orientale. Deux particularités toutefois. 1) La réincorporation des pays baltes continuera à ne pas être reconnue par les Puissances occidentales. 2) La nation polonaise connaîtra un déplacement d'est en ouest, car la perte des territoires orientaux (à l'est du Boug) cédés à la Biélorussie et à l'Ukraine soviétiques sera compensée -sur la base du *fait accompli*, sans traité de paix- par l'acquisition de territoires occidentaux (à l'est de l'Oder-Neisse) : Silésie, Poméranie, Posnanie et la moitié sud de la Prusse orientale, la moitié nord revenant à la RSFSR. Les populations allemandes furent expulsées et spoliées, remplacées par des Polonais, notamment ceux expulsés des territoires acquis par la Biélorussie et l'Ukraine soviétiques.

En URSS même, on retrouva, de 1944 à 1949, les déportations ethniques à des fins de sécurisation territoriale et d'intimidation locale, ainsi que l'installation de Russes dans les territoires recouverts ou acquis. Quant à l'Europe centrale, elle fut soviétisée en 1947-1949 (à savoir la communisation des Etats et des sociétés, l'alignement diplomatico-militaire sur Moscou), puis stalinisée en 1949-1951 (par la purge des PC au pouvoir). Après 1953-1956, la déstalinisation ne s'accompagnera pas de la désatellisation. Cette dernière ne viendra qu'en 1989-1990, avec la décommunisation. En 1945, Staline avait dit à Djilas, l'un des dirigeants communistes yougoslaves : « *cette guerre n'est pas comme celles du passé ; celui qui occupe un territoire impose également son système social ; chacun impose son système aussi loin que son armée peut parvenir ; il ne peut en être autrement* ». Ces propos résumaient parfaitement la situation de l'époque.

d) Les intérêts soviétiques en Méditerranée et au Proche-Orient ainsi qu'en Asie-Pacifique

Dans le reste du monde, Staline partageait l'anticolonialisme de Roosevelt (y compris la restitution de Hong-Kong à la Chine et la mise sous contrôle onusien de Singapour ou de Dakar), ainsi que le projet d'une Organisation des Nations Unies (avec veto au CSNU). En Méditerranée et au Proche-Orient d'une part (zone essentiellement britannique depuis l'automne 1943), en Asie-Pacifique d'autre part (zone essentiellement américaine à partir de l'automne 1945), il était plus précis.

⁵⁶ Quant aux Juifs, ils ont été liquidés ou chassés en 1941-1945, ou ils partiront après.

1) Il appelait au départ de Franco - dans la ligne de l'AGNU, qui recommandait de rompre les relations diplomatiques avec l'Espagne. Il appuyait modérément les revendications de Tito sur Trieste et la Carinthie méridionale. Il demandait le départ des troupes britanniques de la Grèce ; mais, au contraire des Yougoslaves, les Soviétiques ne participaient pas à la guerre civile. Lui même avait ordonné l'évacuation de la Yougoslavie par l'Armée rouge, après le 9 mai 1945, conformément à la promesse qu'il avait faite à Tito lors de la venue de ce dernier à Moscou, en août 1944. Au-delà de l'Europe, ses réclamations à la fois renouaient avec certains irrédentismes ou certains desseins eurasistes et s'inscrivaient partiellement dans la logique de la Charte des Nations Unies. Elles étaient de quatre ordres. A) Il réclamait la participation de l'URSS à l'administration internationale (la tutelle de l'ONU) des ex-colonies italiennes (Somalie, Erythrée, Libye), ainsi que la concomitance entre le transfert des îles italiennes du Dodécanèse à la Grèce et l'obtention par l'URSS d'une base navale à Rhodes. B) Il soutenait la création d'un Etat israélo-palestinien à la place du mandat britannique, ainsi que la « démocratisation » de l'Irak⁵⁷ et de la Jordanie hachémite. C) Du côté de la Turquie, il réclamait la « démocratisation » du régime, le retour de Kars et Ardahan à l'Arménie soviétique, la modification de la convention de Montreux de juillet 1936 sur les détroits, *id est* le contrôle des détroits du Bosphore aux Dardanelles par les Etats de la mer Noire, non plus par la seule Turquie. D) L'armée soviétique était présente au nord de l'Iran depuis fin décembre 1941, l'armée britannique occupant le sud. Staline ordonna d'y créer une république soviétique du Kurdistan (soit aussi une pression sur la Turquie et l'Irak), ainsi qu'une république soviétique d'Azerbaïdjan, qui serait rattachée à l'Azerbaïdjan soviétique. Il n'accepta de retirer les troupes soviétiques que sous la pression américaine à l'ONU, parallèlement au retrait britannique (mai 1946). Somme toute, Staline ne rencontra guère de succès en Méditerranée et au Proche-Orient, pour une raison fondamentale : l'Armée rouge n'était pas présente (sauf au nord de l'Iran).

2) En Asie, Staline entendait jouer un rôle d'arbitre -à nouveau !- entre les Anglo-Américains et les Japonais d'une part, les Chinois et les Japonais d'autre part. A Yalta, l'une des principales préoccupations de Roosevelt fut d'obtenir l'intervention de l'URSS -jusqu'à là neutre- contre le Japon. En contrepartie de son engagement d'intervenir « trois mois » après la capitulation allemande, Staline demanda et obtint les Kouriles (japonaises), le *statu quo* en Mongolie extérieure (c'est-à-dire l'indépendance sous protection soviétique) et la restauration des droits de la Russie antérieurs à 1904 : d'une part, le retour du sud de Sakhaline (japonais), d'autre part, en échange d'un traité d'alliance avec la Chine face au Japon, le retour du bail sur Port-Arthur et Dalian, ainsi que de la propriété du transmandchourien. L'acquisition des Kouriles et la rétrocession du sud de Sakhaline feraient de la mer d'Okhotsk une *mare clausum*. Seule la livraison d'une partie de la marine militaire et marchande japonaise fut refusée par Roosevelt. La République chinoise (Tchang Kaï-chek) dut accepter les clauses chinoises de l'accord de Yalta, dans le traité d'alliance sino-soviétique du 14 août 1945, en contrepartie de l'engagement soviétique à évacuer le Sinkiang, la Mongolie intérieure et la Mandchourie. Ces clauses seront supprimées par la RPC (Mao Tsé-toung) dans le traité d'alliance sino-soviétique du 14 février 1950. Lors de la conférence de Potsdam avec Truman et Attlee, Staline ne croyait pas à une fin rapide des hostilités (l'état-major US avait prévu des débarquements sur Kyushu en novembre 1945, Honshu en mars 1946, cependant que l'*US Air Force* envisageait d'opérer depuis Vladivostok et Petropavlovsk). Le Kremlin espérait ainsi que l'URSS jouerait un rôle important dans la défaite du Japon, ce qui lui permettrait de participer à l'occupation du pays avec les Etats-Unis. Le traité du 14 août s'inscrivait dans cette perspective.

Les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août, mirent fin aux espoirs de Staline, cependant qu'ils lui adressèrent des signaux menaçants sur la puissance aéro-nucléaire américaine⁵⁸. A partir du 9 août, l'Armée rouge (aux côtés de forces mongoles) envahit et occupa la

⁵⁷ En mai 1941, il avait reconnu le gouvernement de Rachid Ali, anti-anglais et pro-allemand.

⁵⁸ S'agissait-il uniquement d'éviter les risques et les pertes d'un débarquement et d'une invasion, outre les craintes que le Japon, s'il était envahi, ne procède à des attaques chimiques et biologiques sur le sol américain, ou bien s'agissait-il d'écarter

Mandchourie, la Mongolie intérieure et le nord de la Corée jusqu'à Séoul. Après le 2 septembre, Moscou demanda que le maréchal Vassilievski soit nommé co-gouverneur du Japon, aux côtés du général Mac Arthur. Washington, dont les troupes avaient commencé à débarquer le 28 août, refusa, accordant cependant à l'URSS le quart de ce qui restait de la flotte japonaise. L'URSS ne parvint donc pas à co-administrer le Japon (seulement la Corée) ni à abolir la monarchie japonaise, que les Américains, sous l'influence des Britanniques, consentirent à préserver, sans abdication d'Hiro-Hito, à la seule condition qu'il renonce à son statut de droit divin. Le Japon garderait donc son unité, un gouvernement et deviendrait une monarchie parlementaire. Voilà comment s'explique le principal contraste nippon-allemand : administration uniquement américaine avec maintien d'un gouvernement japonais sous l'autorité formelle du *Tenno* après une capitulation non inconditionnelle (inviolabilité d'Hiro-Hito) ; administration soviéto-occidentale sans gouvernement allemand après une capitulation inconditionnelle. Dernier problème : les forces japonaises contrôlaient encore beaucoup de territoires au 2 septembre 1945 ; il faudrait donc les désarmer, les rapatrier et administrer provisoirement les territoires concernés. Il y aurait une course pour combler le vide provoqué par la défaite japonaise. Pour la régler, il fut convenu, à Potsdam, que la tâche reviendrait aux Américains en Asie du Nord-Est, jusqu'à la limite du 38ème parallèle en Corée : au nord, la mission reviendrait aux Soviétiques, et aux Britanniques en Asie du Sud-Est, jusqu'à la limite du 16ème parallèle en Indochine : au nord, la mission reviendrait aux Chinois.

S'agissant des Kouriles, qui font toujours l'objet d'un différend territorial entre la Russie et le Japon, rappelons les faits historiques. Le traité de Shimoda du 7 février 1855 avait fixé la première frontière entre la Russie et le Japon : entre les îles Ouroup (russe) et Etorofou (japonaise), Sakhaline demeurant en condominium. Puis en vertu du traité de St-Pétersbourg du 7 mai 1875, toutes les îles Kouriles, donc centrales et septentrionales, pas seulement méridionales, étaient devenues japonaises, en échange de quoi la Russie avait reçu toute l'île Sakhaline. Trente ans plus tard, le traité de Portsmouth du 5 septembre 1905 avait donné la moitié sud de Sakhaline au Japon, sans rien toucher aux Kouriles. A Yalta, il fut déclaré que l'URSS entrerait en guerre contre le Japon en échange des Kouriles et du sud de Sakhaline (selon le protocole de Yalta du 11 février, « *les îles Kouriles seront dévolues à l'Union Soviétique* »). Les Kouriles furent occupées le 4 septembre 1945 ; leurs habitants, expulsés, spoliés et remplacés par des Russes ; les îles furent incorporées à l'URSS, plus précisément à la RSFSR (la province de Sakhaline). Selon le traité de paix de San Francisco du 8 septembre 1951, le Japon renonçait à tout droit, titre ou réclamation sur les îles Kouriles. Mais l'interprétation japonaise entend par « Kouriles » les îles acquises par le Japon en 1875 (les Kouriles centrales et septentrionales), pas les îles méridionales qui étaient japonaise bien avant 1855 et que le traité de Shimoda avait reconnu comme telles. En 1956, l'URSS offrit de rendre les Kouriles du Sud à condition que les Américains évacuent le Japon. La condition ne fut jamais remplie. Le dossier est passé à la Russie depuis le 25 décembre 1991. En Europe comme en Asie, l'URSS hier, la Russie aujourd'hui, refusent toute révision des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale...

l'URSS de la victoire en Extrême-Orient, d'empêcher sa participation à l'administration du Japon, d'intimider le Kremlin et de lui montrer la volonté des Etats-Unis d'arrêter sa progression vers le Pacifique ? Dans cette dernière hypothèse, l'usage de l'arme nucléaire aurait été à la fois l'ultime acte militaire de la Seconde Guerre mondiale et, du côté américain, la première opération politique du conflit Est-Ouest. Les Etats-Unis balançaient entre la nécessité d'une offensive soviétique et la volonté de contraindre le Japon à la capitulation avant que l'URSS n'entre en guerre. Il est significatif que les Soviétiques prirent l'offensive en Mandchourie sans prévenir Washington et que les Américains bombardèrent les villes japonaises sans avertir Moscou. Cf. Barthélémy Courmont : *Pourquoi Hiroshima ? La décision d'utiliser la bombe atomique*, Paris, L'Harmattan, 2007.

D) Les frontières dédoublées de l'URSS

Des conventions d'armistice de 1944-1945 (avec la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie) aux traités de paix de 1947 (avec l'Italie, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie), l'URSS obtint ce qu'elle voulait au plan territorial. Pour une raison très simple. Non pas un *partage politique*, mais 1) une gestion à Quatre, 2) une *démarcation militaire* puis un *contraste militaire*.

1) Il n'y a jamais eu de partage de l'Europe entre Américains et Soviétiques à Yalta ou à Potsdam. Il y a eu une gestion à Quatre de l'Allemagne et de l'Autriche, de Berlin et de Vienne. Sous l'insistance américaine, les deux conférences refusent tout partage de l'Europe, qu'avaient semblé esquissé les discussions anglo-soviétiques ; elles préconisent au contraire la coopération (entre les Trois puis les Quatre) pour l'instauration de régimes démocratiques en Europe. Confirmant la Charte de l'Atlantique et la Déclaration des Nations Unies, la « Déclaration sur l'Europe libérée » de Yalta prévoyait « *l'action commune (des Trois) vis-à-vis... de l'Europe libérée, conformément aux principes démocratiques* » ; elle affirmait que les Trois « *prêteront ensemble assistance aux peuples... européens... en vue... de former des gouvernements intérimaires... représentatifs (des) éléments démocratiques [non fascistes] de la population [première phase], qui s'engageraient à... établir... par des élections libres des gouvernements répondant à la volonté du peuple [seconde phase]* ». Telle était la « procédure de Yalta » : un gouvernement de « front national » d'abord, puis des élections constituintes, une assemblée constituante, une Constitution, des élections législatives et un gouvernement démocratique enfin. Elle fut appliquée à l'Ouest, détournée et truquée à l'Est⁵⁹.

2) Il y a eu, après l'élimination de l'armée allemande, une ligne de démarcation des armées soviétiques et anglo-américaines (donnant l'illusion d'un plan de partage), puis un contraste militaire de part et d'autre de cette ligne de démarcation (qui dura 45 ans). En effet, les Anglo-Américains démobilisent rapidement et massivement⁶⁰. Les Soviétiques démobilisent, mais ils conservent une force armée de trois millions d'hommes en Europe centrale. Tel est le déséquilibre fondamental qui permit à l'URSS d'édifier son empire à l'Est par le *fait accompli*. La présence militaire des Anglo-Américains et des Soviétiques détermina la carte politique de l'Europe : là où les Anglo-Américains étaient encore présents (Ouest Europe), la « procédure de Yalta » se déroula, il y eut des élections libres et le communisme ne put s'instaurer ; là où les Soviétiques étaient toujours présents (Est Europe), la « procédure de Yalta » fut détournée (les communistes s'arrogeant *de facto* le pouvoir constituant), il n'y eut pas d'élections libres et le communisme put s'instaurer. Il s'instaura jusqu'aux limites de l'avance de l'Armée rouge, celle-ci ne se retirant de Finlande et d'Autriche qu'en contrepartie de la « finlandisation » (1948) et de la « neutralisation » (1955).

C'est ainsi qu'à l'avancée des frontières soviétiques vers l'ouest et à l'acquisition de trois dyades, avec la Norvège, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, s'ajouta une frontière impériale, surimposée aux frontières étatiques (et ethniques), l'une comme les autres issues de la victoire militaire soviétique en 1945. Staline a récupéré ce que Lénine avait dû lâcher ; il y a ajouté un empire. En effet, l'URSS procéda, à la faveur de la présence de l'Armée rouge et de la confiscation du pouvoir par les PC locaux, à la soviétisation de l'Europe centrale, à la fondation de la République démocratique allemande et à la création du bloc⁶¹ soviétique, en 1947-1949, outre la « finlandisation » de la Finlande en 1948 (l'alignement diplomatique-

⁵⁹ Au fond, l'Occident livra la Guerre froide pour qu'elle y fût appliquée.

⁶⁰ En 1948, il n'y a plus qu'une seule division américaine en Allemagne, implantée en Bavière, sans armes nucléaires.

⁶¹ Un « bloc » est une association d'Etats homogènes, idéologiquement et constitutionnellement, regroupés dans des organisations économiques et militaires sous l'hégémonie d'une Puissance dominante qui garantit le régime et les frontières des Etats dominés, avec lesquels elle a conclu des traités d'alliance bilatéraux. Il importe de rappeler une telle définition : il y a eu un bloc à l'Est, il n'y a jamais eu qu'une coalition à l'Ouest.

militaire) puis la « neutralisation » de l'Autriche en 1955 (l'Autriche retrouve son indépendance, garde son unité et est évacuée par les troupes des Quatre Puissances administrantes, mais elle se voit interdite d'adhérer à toute organisation militaire ou économique atlantique ou européenne). Ayant sauvegardé leur indépendance diplomatico-militaire, la République fédérale socialiste de Yougoslavie et l'Albanie, dirigés par un PC, parti unique, feront partie du camp socialiste, mais pas du bloc soviétique.

La création de la RDA (la pointe avancée de l'empire), précédée de la destruction du germanisme à l'est de l'Oder-Neisse et dans les Sudètes (l'ancien pourtour germanique de la Bohême-Moravie), formait la clef de voûte de l'empire soviétique en Europe centrale : la présence de l'Armée rouge sur l'Elbe faisait peser une menace militaire directe sur l'Europe occidentale, cependant qu'elle impliquait l'alignement des pays traversés par les lignes de communications des forces soviétiques, *id est* la Pologne et la Tchécoslovaquie, dont l'URSS garantissait les frontières étatiques et ethniques face à tout éventuel retour du germanisme. L'URSS avait acquis l'assurance qu'un différend opposerait la nouvelle Pologne et la nouvelle Tchécoslovaquie à l'Allemagne au sujet des territoires allemands perdus et/ou des populations allemandes expulsées/spoliées, donc que la nouvelle Pologne et la nouvelle Tchécoslovaquie -quel que soit leur régime- dépendraient de l'URSS pour assurer la sécurité de leurs frontières occidentales, aussi longtemps que la RFA ne reconnaîtrait pas la permanence de ces frontières étatiques et ethniques. Or, si la RFA reconnut immédiatement la rétrocession des Sudètes à la Tchécoslovaquie, elle ne reconnut les frontières polonaises qu'en 1970, mais pas pour « l'Allemagne entière » : pour cela, il fallut attendre 1990. Précisément, les alliances bilatérales conclues entre l'URSS d'une part, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie (1943-1948) d'autre part⁶², ainsi que les traités bilatéraux entre chacun des Etats d'Europe de l'Est (1946-1949), étaient dirigées contre « toute menace de répétition d'une agression de la part de l'Allemagne ou de tout autre Etat qui s'allierait avec l'Allemagne » (en l'occurrence, les pays membres de l'OTAN). D'un même mouvement, Staline fit reculer le germanisme et avancer le slavisme, attacha la Pologne et la Tchécoslovaquie à l'URSS, ajouta une cause de conflit entre Allemands d'une part, Polonais et Tchèques d'autre part, fit de ces derniers les complices des Soviétiques en même temps qu'ils leur étaient assujettis. Quant à l'Autriche, elle fut détachée du monde allemand, neutralisée et transformée le plus possible en pays étranger à l'Allemagne.

E) Le cas de la Pologne

Pour que l'URSS avance à l'ouest et que l'Allemagne recule à l'est, il fallait que la Pologne fût déplacée de l'est vers l'ouest. En 1914, la Pologne était partagée entre la Russie, principalement, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, secondairement. A partir de juillet 1916, les Centraux aidèrent à former une force armée polonaise, commandée par Pilsudski, à la fois pour contrôler l'ex-Pologne russe qu'ils occupaient et pour rallier les Polonais contre l'Empire russe. Après mars 1917, les Alliés, eux, avaient reconnu la « nation » polonaise, avec Dmowski pour leader, et ils disposaient de troupes polonaises issues des prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise. Ils étaient décidés à reconstituer une Pologne indépendante, à partir de territoires qui avaient été allemand, autrichien et russe, et qui aurait accès à la mer Baltique, cela impliquant d'amputer la Prusse. Les frontières n'étaient pas précisées.

a) La formation territoriale disputée

Début décembre 1918, l'armée polonaise prit le contrôle de l'ex-Pologne russe qui avait été sous occupation austro-allemande. Des combats s'ensuivirent dans les zones de contact entre peuplement allemand et peuplement polonais : Prusse occidentale, Posnanie, Haute Silésie. Les Alliés ordonnèrent aux Allemands de cesser tout combat, si bien que l'armée polonaise put contrôler ces territoires. Ils furent

⁶² Avant même la création du CAEM en 1949, du PDV et de l'OPDV en 1955.

attribués à la Pologne par le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919. A l'instar des autres traités de paix, il comportait des clauses de protection des minorités (ethniques ou confessionnelles) à la charge des Etats nouveaux ou vaincus (sauf l'Allemagne).

Le dessein de Pilsudski se trouvait à l'Est, vaste et peu peuplé : il voulait reconstituer la grande union polono-lituanou-ukrainienne du XVIIIème siècle. L'armée allemande s'était retirée fin décembre 1918. L'armée polonaise, devançant l'Armée rouge, s'empara de la région de Vilnius, de la Biélorussie, de la Volynie et de la Podolie, à l'hiver 1919. Mais les Puissances occidentales (France, Grande-Bretagne Etats-Unis) désapprouvaient, considérant que les territoires à l'est du fleuve Boug (la ligne Curzon) appartenaient à la Russie. A ce moment, ils escomptaient que les Blancs l'emporteraient sur les Rouges ; la France, notamment, espérait renouer alliance avec une République russe non communiste. Fin 1917, la Lituanie et l'Ukraine avaient proclamé leur indépendance, placée sous protection allemande depuis le 3 mars 1918. Adossée à la Baltique, la Lituanie bénéficiait de l'appui des Alliés après l'armistice de Rethondes, et le retrait allemand avait été plus tardif. L'Ukraine, en revanche, était beaucoup plus exposée à l'offensive de l'Armée rouge, après qu'elle ait battu des armées blanches elles-mêmes hostiles à l'indépendance de l'Ukraine. La République ukrainienne, dirigée par Petlioura, choisit de s'appuyer sur la Pologne, face à l'Armée rouge et au pouvoir communiste, qui avait proclamé une RSS d'Ukraine, le 10 mars 1919, après la prise de Kiev. En avril 1920, sans l'accord des Alliés, l'armée polonaise reprit Kiev. Mais en juin, l'Armée rouge déclencha la contre-offensive, reconquit Minsk et Kiev, avança jusqu'à Varsovie. Les Français dépêchèrent des troupes. L'Armée rouge fut repoussée. Un armistice fut signé, puis un traité de paix, à Riga, le 18 mars 1921, entre la Pologne et les Républiques soviétiques de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine. Lâchée par la Pologne, l'indépendance ukrainienne s'effondrait. La Pologne perdait l'est de la Biélorussie mais gardait l'ouest (la Polésie), ainsi que la Volynie et la Podolie. Elle dépassait donc la ligne Curzon, à laquelle tenaient les Britanniques. Mais il n'y avait pas de fédération avec la Biélorussie et l'Ukraine, devenues républiques soviétiques (intégrées le 30 décembre 1922 dans l'Union éponyme), ni avec la Lituanie, à laquelle la Pologne rendit Vilnius.

Du côté de la frontière occidentale, il y eut un plébiscite en Haute Silésie : les Allemands l'ayant emporté, ils revendiquèrent le maintien dans le *Reich* de l'ensemble de la région, alors que les Polonais, soutenus par la France, proposaient de la partager en fonction des résultats du vote. Finalement, le traité de Genève du 15 mai 1922 décida le partage, ce qui mit un terme aux combats germano-polonais perdurant depuis l'été 1919. Au sud, la Pologne dut s'incliner devant la Tchécoslovaquie sur la question de Teschen, la France donnant son appui à Prague. Les frontières polonaises étaient donc fixées par traité : avec l'URSS, continuateur de la Russie et de l'Ukraine soviétiques, avec la Lituanie, avec la Tchécoslovaquie, avec l'Allemagne. Mais ces frontières avaient été imposées, notamment par l'arbitrage politique de la France ; elles ne correspondaient pas aux limites ethnolinguistiques ; les minorités juive, allemande, biélorusse, ukrainienne, représentaient 30% de la population du pays, cependant que des Polonais vivaient en Biélorussie, en Ukraine, ainsi que dans les régions de Vilnius et de Teschen.

Le gouvernement de Varsovie n'avait pas renoncé au projet d'une « Grande Pologne ». En 1938, il recourut à la force pour obtenir Vilnius (mars) ; il participa à la décomposition de la Tchécoslovaquie en acquérant Teschen et en réclamant la Ruthénie (septembre), que réclamait également la Hongrie, qui avait obtenu la bande frontalière hungarophone sud-slovaque. Depuis le pacte de non-agression de janvier 1934, la Pologne, dont le régime autoritaire et militaire était anticommuniste et antisémite, coopérait avec l'Allemagne. Le 13 septembre, le gouvernement polonais avait dénoncé les dispositions conventionnelles sur la protection des minorités (de langue allemande, ukrainienne, biélorusse, mais aussi de confession juive). On sait qu'Hitler proposa un partenariat (inégal) au colonel Beck pour participer à la conquête de l'URSS. Il fut rejeté. La Pologne fut envahie par l'Allemagne, le 1er septembre 1939, puis par l'URSS, le 17 septembre. Elle fut partagée de part et d'autre de la ligne Narew-Vistule-San. Côté soviétique, la

Biélorussie récupéra la Polésie, l'Ukraine, la Volynie et la Podolie, la Lituanie retrouvant Vilnius. Côté allemand, la Prusse occidentale, la Posnanie et la Haute Silésie (perdus après la Première Guerre mondiale) furent recouvrées et agrandies pour former le Wartheland, promis à expulsion des Polonais et à germanisation intégrale. Le reste de la Pologne fut érigé en Gouvernorat général, où les Polonais seraient concentrés et les Juifs, consignés. Mais le gouvernement légal, exilé à Paris puis, après juin 1940, à Londres, poursuivit la lutte, en maintenant une armée secrète et un appareil d'Etat clandestin, en Pologne occupée, du moins du côté allemand, car du côté soviétique, le gros de la population polonaise fut déporté. Il y eut une forte résistance armée polonaise et, par voie de conséquence, de dures représailles allemandes, d'autant que l'espace polonais, *primo*, était partiellement voué à la colonisation germanique, *secundo*, était traversé par la logistique de la *Wehrmacht* en direction du front russe. En juillet 1941, le gouvernement en exil signa un traité avec l'URSS, pour la lutte commune contre l'Allemagne. Or, l'URSS voulait recouvrer ses frontières du 22 juin 1941. De son côté, la Grande-Bretagne entendait rétablir l'indépendance polonaise, mais pas toutes les anciennes frontières. Les Etats-Unis n'avaient pris aucun engagement.

b) Le déménagement territorial (et démographique) forcé

La discussion interalliée porta sur les frontières polonaises. Mais la question du régime polonais se posa aussi. En 1942, un Parti ouvrier polonais fut créé, puis une Union des patriotes polonais en 1943. En avril, Moscou rompit les relations avec le gouvernement exilé (dirigé par Stanislaw Mikolajczyk) à Londres, et il approuva la formation d'une armée polonaise sous l'égide de l'Union. Comme en 1916, il y avait à nouveau deux Pologne, cette fois, pas entre les deux camps belligérants adverses mais au sein d'un même camp. En juillet 1944, l'Armée rouge atteignit les territoires ethniquement polonais. Fut créé un Comité polonais de libération nationale, qui soutenait le plan soviétique de rétablissement des frontières au 22 juin 1941, en contrepartie du transfert à la Pologne des territoires allemands à l'est de l'Oder-Neisse, accompagné de l'expulsion des Allemands. Le Parti ouvrier et l'Union des patriotes étaient d'accord, non seulement pour complaire à leurs protecteurs soviétiques, mais aussi dans la perspective de la communisation de la Pologne : l'expulsion/spoliation des populations allemandes, organisées par l'appareil d'Etat, communistes en tête, feraient passer sous la propriété de l'Etat l'ensemble des moyens de production situés dans les régions dégermanisées. Il en ira de même dans les Sudètes, du côté de l'Etat tchécoslovaque. Des négociations s'ouvrirent entre les deux autorités polonaises, celles de Londres et celles de Lublin, en octobre 1944. Auparavant, en août-septembre, l'insurrection de Varsovie, menée par l'armée secrète polonaise, avait été brisée par les Allemands, sans que les Soviétiques, non loin, n'interviennent, malgré les objurgations de Churchill sinon de Roosevelt. Le 24 novembre, un nouveau gouvernement fut constitué à Londres, dirigé par un socialiste (Tomas Arcizewski). Il refusait d'abandonner les territoires orientaux (biélorusse ou ukrainien) et d'annexer trop de territoires peuplés d'Allemands. En décembre 1944, le général de Gaulle, à Moscou, signa le traité franco-soviétique et accepta la ligne Oder-Neisse. Staline décida la transformation du Comité polonais de libération nationale en gouvernement provisoire de la République de Pologne, malgré l'opposition de Churchill et de Roosevelt. Il fut proclamé le 1er janvier 1945. La Pologne avait donc deux gouvernements, l'un à Varsovie, reconnu par l'URSS, l'autre à Londres, reconnu par les Anglo-Américains, mais ces derniers n'en approuvaient pas les conceptions géopolitiques.

Les Trois Alliés statuèrent sur les frontières et sur le sort de la Pologne (donc sur les territoires allemands à l'est de l'Oder-Neisse), sans informer aucun des deux gouvernements. A Yalta, il fut décidé de préparer la formation en Pologne d'un gouvernement provisoire d'union nationale sur la base du présent gouvernement provisoire en y intégrant les « milieux démocratiques » de l'intérieur et de l'extérieur (= le gouvernement de Londres). Il fut également décidé que la Pologne céderait ses territoires à l'est du Boug à l'URSS (soit un retour aux frontières du 22 juin 1941, donc à la ligne Curzon) et recevrait *en*

compensation les territoires allemands à l'est de l'Oder-Neisse. Il appartiendrait toutefois à la Conférence de la Paix avec l'Allemagne de fixer les nouvelles frontières allemandes. Ce qui avait été décidé à Yalta fut confirmé à Potsdam. Le 28 juin 1945, le gouvernement d'union nationale fut constitué, et le gouvernement de Londres disparut. Le 16 août, le nouveau gouvernement signa des traités avec l'URSS sur la frontière orientale, les « terres récupérées » (nom donné aux territoires allemands annexés par la Pologne et vidés de ses habitants) et le déplacement des Polonais d'URSS vers la nouvelle Pologne. Mais il n'y eut aucun accord avec l'Allemagne, ni avec les Puissances occidentales. La question de la frontière occidentale de la Pologne demeura donc en suspens. Quant aux populations allemandes, elles furent chassées par la violence, expropriées sans indemnisation, d'où s'ensuivit la dégermanisation de l'ensemble du patrimoine culturel et de la toponymie des territoires à l'est de l'Oder-Neisse.

Après sa fondation, la RDA approuva la ligne Oder-Neisse, par le traité de Zgorzelec en 1950. La RFA, à gouvernement CDU (Konrad Adenauer), protesta en déclarant que la RDA ne représentait pas la nation allemande et n'avait pas le droit de conclure un traité au nom de l'Allemagne. Bonn continua d'affirmer que l'Allemagne existait toujours dans ses frontières de 1937, jusqu'à la conclusion d'un traité de paix. Les « terres récupérées » étaient appelées « terres allemandes sous administration polonaise provisoire ». Dans le cadre de l'*Ostpolitik* mise en place par le gouvernement SPD (Willy Brandt), le traité de Varsovie du 7 décembre 1970 normalisa les relations entre la RFA et la Pologne, qui reconnurent leurs frontières communes. Mais le traité de Varsovie ne valait pas pour « l'Allemagne entière ». C'est le 14 novembre 1990 que l'Allemagne réunifiée, sous l'insistance des Quatre (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS), signa un traité avec la Pologne ratifiant l'existence de la frontière Oder-Neisse. C'est ainsi que le territoire polonais, voulu par Staline et constitué par le *fait accompli* en 1945, fut totalement reconnu. La Pologne avait perdu les territoires orientaux difficilement acquis en 1918-1921 ; elle acquit des territoires occidentaux dans la foulée de la *debellatio* allemande, parallèlement à de violents transferts de populations et de propriétés, de l'est vers l'ouest. De même, les Tchèques remplacèrent dans l'arc des Sudètes, débaptisé, les Allemands expulsés et spoliés. *Une grande partie du peuple polonais et une partie du peuple allemand ont ainsi été démenagés par la force, force essentiellement soviétique.*

F) La « défense de l'avant »

La frontière dédoublée créée en 1945-1949 permit la « défense de l'avant » jusqu'en 1990. Il y avait trois théâtres : Europe, de la Finlande à la Roumanie, entre mer Baltique et mer Noire, 23% des frontières terrestres, 52% des forces armées (en 1987) ; Asie du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Afghanistan, via la mer Caspienne, 24% des frontières, 16,5% des forces ; Asie du Nord-Est, de la RPC à la RPDC, 53% des frontières, 31,5%% des forces. S'ajoutait l'océan glacial Arctique, face à l'Amérique du Nord, de l'autre côté du pôle, voie aérienne et balistique la plus directe et la plus courte, sans autres tampons que le Groenland et le Grand Nord canadien, entre les Etats-Unis et l'URSS. Faisons le tour, de la frontière avec la Norvège à celle avec la Corée du Nord (les deux frontières les plus courtes, 190 et 30 km).

1) La frontière avec la Norvège formait l'une des deux lignes de contact avec l'OTAN, l'autre étant la frontière turque. De nos jours, les autres lignes de contact de la Russie avec l'OTAN sont constituées par les frontières estonienne et lettone, ainsi que, du fait de l'exclave de Kaliningrad, par les frontières lituanienne et polonaise. A l'arrière, se trouvait la presqu'île de Kola, vaste complexe militaro-industriel aéroterrestre et aéronaval, comprenant Mourmansk, la mer Blanche, Arkhangelsk et la mer de Barents, qui était l'équivalent au nord-ouest de l'URSS des Provinces maritimes de l'Extrême-Orient russe, avec Vladivostok, la mer d'Okhotsk, les Kouriles et Petropavlovsk. La Finlande était neutralisée par son statut éponyme. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, faisaient partie du bloc soviétique, ainsi que la RDA et la Bulgarie : bloc constitué, militairement, par le réseau d'alliances bilatérales URSS/pays de l'Est et par la structure multilatérale intégrée qu'était l'OPDV. Entre la RSFSR et l'Europe de

l'Est, il y avait les RSS baltes, biélorusse, ukrainienne et moldave. 2) La frontière avec la Turquie formait l'autre ligne de contact avec l'OTAN. La frontière avec l'Iran n'était plus une ligne de contact Est/Ouest depuis la chute du Shah et la rupture de l'alliance irano-américaine, début 1979. Entre la RSFSR et la Turquie, il y avait les RSS de Géorgie et d'Arménie ; entre la RSFSR et l'Iran, l'Azerbaïdjan et les RSS d'Asie centrale. La frontière avec l'Afghanistan était dédoublée depuis l'intervention soviétique fin 1979 ; mais à la différence des autres secteurs, l'armée soviétique se trouvait en état de guerre contre la rébellion afghane... Entre la RSFSR et l'Afghanistan, il y avait les RSS d'Asie centrale, de même entre le Sinkiang chinois et la RSFSR, sauf une étroite dyade. 3) La frontière avec la RPC comprenait deux parties : centre-asiatique, extrême-orientale ; entre les deux, il y avait la Mongolie, satellisée par l'URSS et abritant des troupes soviétiques (la longue frontière soviéto-mongole était dédoublée). Quant à la RPDC, elle était liée à la fois à l'URSS et à la RPC.

Grande puissance aéroterrestre, l'URSS était également, depuis les années 1970, une grande puissance navale (sous-marine), aérospatiale et nucléaire. Elle et son bloc voisinaient la plupart des grands théâtres du monde : Europe-Méditerranée-Atlantique Nord, Proche-Orient et océan Indien, Extrême-Orient et Pacifique. Il y avait des unités soviétiques, terre, mer, air, au-delà de l'Eurasie, de Cuba au Vietnam, en passant par l'Angola et l'Ethiopie... L'Etat-continent eurasiatique, entraîné par le Parti-Etat universaliste, avait acquis une dimension planétaire.

G) La rétrospective de 1912 à 1949

La rétrospective de 1912 à 1949 est éloquente : *d'un groupuscule à une superpuissance !*

En 1912, était (re)fondé le parti ouvrier social-démocrate bolchevik, qui représentait depuis 1903 une simple fraction du marxisme russe, au sein de l'Internationale socialiste (la IIème Internationale, fondée en 1891, la première en 1864). En 1917, ce parti s'empare de l'ancien Etat russe et en fonde un nouveau (la RSFSR), se rebaptise parti communiste (en 1918), crée une nouvelle Internationale (la IIIème, en 1919), remporte la guerre civile (en 1921) et fonde l'URSS (1922), tisse un réseau de subversion sur tous les continents (de l'Amérique latine à l'Asie orientale), parvient à faire reconnaître l'URSS comme Etat (1924), transforme l'URSS en grande puissance industrielle et militaire (à partir de 1929) -alors que l'Allemagne demeure désarmée, soit un vide militaire au centre de l'Europe-, acquiert un grand prestige dans les pays ou dans les classes désireux de s'émanciper de l'Occident ou du capitalisme, développe ses ambitions révolutionnaires et pantouraniennes en Asie. Durant l'entre-deux-guerres, l'URSS demeure l'unique Etat socialiste ; mais aucune coalition antisoviétique n'est établie entre les Puissances capitalistes. En janvier 1933, l'URSS est reconnue par l'administration Roosevelt. En 1934, l'URSS entre au Conseil de la SDN. En 1939, l'URSS et l'Allemagne national-socialiste se partagent l'Europe orientale. La Grande-Bretagne suivie par la France déclarent la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre, pas à l'URSS, alors qu'elle-même envahit la Pologne, le 17. Le « cordon sanitaire » érigé après 1920 a donc disparu. En 1941, l'URSS est à son tour envahie par l'Allemagne, alors qu'elle préparait une offensive pour 1942 ; les masses laborieuses ne se soulèvent pas -immense déception, qui accrut l'importance accordée aux solutions militaires plutôt que populaires- contre le *Reich* ; mais l'URSS gagne l'alliance de la Grande-Bretagne puis des Etats-Unis, et elle participera aux grandes conférences interalliées. Les Puissances capitalistes restent donc divisées ; l'URSS continue de tenir la balance entre les deux camps « bourgeois », l'un libéral, l'autre fasciste. En mai 1943, le *Komintern* est dissous ; son appareil formera le noyau du département international du PCUS, pour les relations avec tous les PC du monde. En 1945, les Puissances de l'Axe sont écrasées ; l'Allemagne et le Japon ne barrent plus l'accès de l'URSS aux

océans ; l'Europe centrale est conquise⁶³ ; les PC participent au pouvoir dans tous les pays du continent, de Varsovie et Prague à Paris et Rome ; l'anticommunisme, associé au fascisme, est discrédité. En 1949, le PCC, puissamment aidé par l'URSS, conquiert le pouvoir en Chine continentale et Mao proclame la RPC. Pour ses 70 ans, Staline se trouve à la tête d'un bloc de territoires et de populations allant de l'Elbe jusqu'au Tonkin⁶⁴, l'URSS disposant en sus de l'arme nucléaire. Au-delà même de la « Grande Eurasie », des possibilités d'expansion s'ouvrent en Asie et en Afrique à la faveur de la décolonisation - dans les pays asiatiques occupés par le Japon, des mouvements de résistance étaient apparus, animés par les communistes locaux.

En Europe, le scénario du marxisme-léninisme, selon lequel la révolution l'emporterait à la faveur de la guerre, semblait se réaliser : la Première Guerre mondiale avait vu la révolution russe et la défaite des Empires germaniques ; la Seconde voyait la révolution dans toute l'Europe (de l'est à l'ouest, le continent était rempli de proclamations anticapitalistes, de « fronts nationaux » et de partis communistes), parallèlement au recul du germanisme et à l'avancée du slavisme. *L'Europe hitlérienne à peine détruite, s'ouvrait la perspective d'une Europe stalinienne.* A l'ouest comme à l'est de la ligne de démarcation militaire du 9 mai 1945 (armées anglo-américaines d'un côté, armée soviétique de l'autre), on retrouvait des « fronts nationaux » (coalitions étendant le modèle des « fronts populaires », c'est-à-dire les accords PC-PS, à la droite antifasciste), des politiques de socialisation des moyens de production, des alliances avec l'URSS (mai 1942 avec la Grande-Bretagne, décembre 1943 avec la Tchécoslovaquie, décembre 1944 avec la France, avril 1945 avec la Yougoslavie et la Pologne, les autres pays étant soit ennemis, soit dépourvus de gouvernement, soit neutres), la même instrumentalisation de « l'antifascisme » à des fins de conquête du pouvoir idéologique cooptant la gauche et excluant la droite. La guerre a donc abouti au résultat que Staline avait pronostiqué devant Dimitrov le 7 septembre 1939 : l'expansion du communisme. Arrive, pensait-on, la crise finale du capitalisme, après l'écrasement de son rempart, le fascisme. L'URSS ne l'aurait emporté que si le drapeau rouge avait flotté sur Paris, réalisant l'unité eurasiatique sous l'égide de Moscou, du Pacifique à l'Atlantique : elle n'en était pas si loin, d'autant que le PCF participait au pouvoir en France en 1945-1947. Lors de sa rencontre avec Thorez, le 18 novembre 1947, Staline regretta que le débarquement allié en Normandie -qu'il avait pourtant réclamé- ait empêché d'aller jusqu'à Paris.

La comparaison de la position russe puis soviétique au début et à la fin des deux guerres mondiales est instructive. Avant 1914, les ambitions panslaves (autour de la Serbie et de son « yougoslavisme »), panorthodoxes (autour de l'indépendantisme arménien et de l'*enosis* grecque) et pantouraniennes (de l'Azerbaïdjan iranien à la Mandchourie chinoise en passant par le Sinkiang et la Mongolie) de l'Empire russe étaient réelles, encore que sous-estimées à l'Ouest. Après 1939, elles furent intégrées, notamment l'irrédentisme biélorusse, ukrainien, arménien ou azéri, dans la politique étrangère consistant à « effacer Brest-Litovsk », puis après 1945, dans l'édification du bloc soviétique en Europe centrale. En 1914, l'armée russe, alliée à la France, s'apprêtait à l'offensive sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. En 1941, l'armée soviétique s'apprêtait à nouveau à l'offensive⁶⁵ sur l'Allemagne, en guerre à l'Ouest et en Méditerranée. En 1918, après la disparition de l'Autriche-Hongrie, il ne restait, malgré leur défaite entérinée à Brest-Litovsk (mars) et à Rethondes (novembre), que deux Puissances en Europe centrale et orientale : la Russie devenue bolchevique et l'Allemagne devenue républicaine, chacune ayant eu sa révolution, radicale la première, modérée la seconde. En 1945, il ne reste qu'une seule Puissance : l'URSS était hégémonique à l'Est de l'Europe. *Après avoir été hitlérienne, cette partie du continent deviendra*

⁶³ L'Armée rouge occupe également le nord de la Norvège, le nord de l'Iran, la Mandchourie, la Mongolie intérieure chinoise, le nord de la Corée.

⁶⁴ Tenu *de facto* par le Vietminh, Ligue pour l'indépendance du Vietnam, créée par le PC indochinois.

⁶⁵ Thèse de Souvorov contre Gorodetski. Cf. Victor Souvorov : *Le brise-glace*, Paris, O. Orban, 1989, Gabriel Gorodetsky : *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Belles Lettres, 2000.

stalinienne. Le rêve hitlérien d'un empire allemand en Europe orientale et le rêve japonais d'un empire en Asie orientale se sont inversés dans la réalité stalinienne d'un empire soviétique eurasiatique. Le seul obstacle à l'hégémonie soviétique dans toute l'Europe était, à l'ouest, la présence des Etats-Unis, l'autre grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. D'où la Guerre froide : entre autres, pour savoir qui serait le vainqueur, donc pour terminer le règlement de la Seconde Guerre mondiale, notamment la question de la réunification de l'Allemagne, divisée en quatre zones d'administration (comme Berlin, l'Autriche et Vienne) en 1945, puis en deux Etats en 1949...

4) L'apogée du « SCM », son effondrement et la situation russe

En 1939, l'URSS n'était que l'une des sept Puissances de l'époque⁶⁶ ; elle était l'unique Etat socialiste. En 1945, elle est l'une des deux superpuissances ; elle est au centre du « SCM » en formation. En 1991, tout s'effondre. Renaît une Russie vulnérable.

A) Le « SCM » et ses composantes

A son apogée, dans les années 1970, le « SCM » comprenait : les Partis-Etats, ou le « camp socialiste », à sa tête l'URSS ; les partis-mouvements (avec leurs alliés, satellites et « compagnons de route »), ou le « mouvement communiste international » (soit une confrérie idéologique trans- et supra-nationale, dont les congrès fonctionnaient au principe majoritaire, dont les entités s'appelaient « *partis frères* » et dont les relations étaient coordonnées par le département international du PCUS après la dissolution du *Komintern* puis du *Kominform*), ayant vocation à devenir des Partis-Etats après la conquête, et à travers l'exercice, du pouvoir ; les alliances, principalement la Fédération syndicale mondiale (l'ancienne Internationale syndicale rouge), le « Mouvement de la paix » (Mouvement des combattants de la liberté en mars 1948 devenu Mouvement des combattants de la liberté et de la paix en novembre, Conseils nationaux et Conseil mondial de la paix), les mouvements de libération nationale (au sens anticolonial, post-colonial, anti-apartheid et antisioniste) et le « Mouvement des non alignés ». Ces trois cercles correspondaient aux trois composantes de la doctrine internationaliste : la défense des patries socialistes ; la révolution mondiale ; les grandes causes « progressistes » (contre l'exploitation, la guerre ou le colonialisme). S'ajoutaient les dissidences du système, mais gardant en commun la matrice idéologique du marxisme-léninisme : les partis trotskistes, regroupés dans la IVème Internationale après 1933, qui dénonçaient la « trahison » de la révolution par Staline et ses successeurs.

Chaque pays devait avoir son parti. En 1979, le « camp socialiste », ou la « Communauté socialiste », comprenait les Etats socialistes (les « sociétés socialistes développées ») et les Etats à orientation socialiste (les « sociétés ayant opté pour la voie du développement socialiste »).

1) Les Etats socialistes partageaient un modèle constitutionnel commun (en gros, le modèle soviétique) : parti unique dirigeant, collectivisation des moyens de production, planification impérative dans un cadre national (doublé par un cadre supranational dans le bloc soviétique). Il s'agissait des Etats suivants : URSS, Albanie, Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, RDA, RFSY, RPC, RPDC, RSV, Roumanie, Tchécoslovaquie. Les Etats membres du CAEM (URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, Cuba, Mongolie, Vietnam) et de l'OPDV (URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie) appartenaient au bloc soviétique. Les rapports entre Etats socialistes étaient régis par le principe du règlement pacifique des différends et par le principe (issu de l'une des 21 conditions d'adhésion au *Komintern*, à savoir l'engagement à soutenir tout Etat soviétique) de « l'internationalisme socialiste », de la « solidarité socialiste » ou de « l'unité du camp socialiste »,

⁶⁶ Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Japon, Italie, URSS.

valable même après l'acceptation du « polycentrisme » (c'est-à-dire la pluralité des voies au socialisme et l'égalité des formes de socialisme, yougoslave, chinois, albanais, polonais, hongrois, roumain...). Les pays d'Europe de l'Est étaient assujettis à la « doctrine Brejnev », qualifiée, à l'Ouest, de « souveraineté limitée » des Etats du bloc en raison des interventions soviétiques (1956, 1968), à l'Est, de « double responsabilité » des Etats socialistes en raison de la responsabilité de chacun d'eux vis-à-vis de l'ensemble, puisque tout changement de régime local porterait atteinte à l'intégrité de la communauté globale.

2) Les Etats à orientation socialiste partageaient deux caractéristiques interne et externe : l'institution d'un parti unique dirigeant se réclamant du marxisme-léninisme et oeuvrant à la construction d'une économie au moins partiellement collectivisée et planifiée ; la conclusion d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS comportant une clause militaire. Il s'agissait des Etats suivants : Afghanistan, Angola, Bénin, Cambodge, Cap-Vert, Ethiopie, Guinée-Bissau, Laos, Madagascar, Mozambique, Nicaragua, RDPY, Sao Tomé et Principe, Somalie (jusqu'en 1977). D'autres Etats se réclamaient d'autres socialismes : Algérie, Birmanie, Congo-Brazzaville, Egypte, Ghana, Guinée-Conakry, Indonésie (jusqu'en 1965), Irak, Libye, Mali, Somalie, Syrie, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe. Parmi eux, certains avaient conclu un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS : Algérie, Congo-Brazzaville, Egypte (jusqu'en 1973), Guinée-Conakry, Irak, Libye, Mali, Syrie, Tanzanie. Enfin, l'Inde, *leader* du MNA, était très proche de l'URSS.

B) La défaite et la disparition de l'URSS à l'issue de la Guerre froide

Au terme de la gigantesque lutte qu'a été la Guerre froide, avec le péril immense créé par un gigantesque surarmement, le « SCM » s'est effondré en 1989-1991, notamment la RFSY et l'URSS.

1) Moscou n'a pu éviter la formation, au tournant des années 1940-1950 (plan Marshall et création de l'UEO en 1948, création de l'Alliance atlantique en 1949, alliance nippo-américaine, ANZUS et création de l'OTAN en 1951, adhésion de la RFA à l'OTAN en 1955), d'une coalition mondiale antisoviétique, associant autour des Etats-Unis, les Etats ouest-européens dont la RFA et le Japon, soit toutes les Puissances industrielles capitalistes. Cette coalition d'Etats souverains, dont la plupart étaient des démocraties, était fragile ; elle fut néanmoins résiliente à toutes les tentatives soviétiques de « neutralisation » ou de « découplage » euro-américain, nippo-américain ou germano-occidental. 2) Le projet soviétique reposait sur une philosophie matérialiste de l'histoire : l'épuisement économique, partiellement dû à la course aux armements (relancée par Reagan), l'épuisement idéologique, partiellement dû à l'aspiration nationale-démocratique (la « politique des droits de l'homme »), et la montée de l'islamisme comme nouveau mouvement « révolutionnaire » mondial (l'alliance islamo-américaine), lui ont été fatals. Du communisme d'Etat (le camp socialiste), il ne reste que la RPC, la RPDC, le Vietnam et Cuba, cultivant tous le nationalisme. Quant au communisme de mouvement (le MCI), il a probablement trouvé sa métamorphose dans les différentes et successives variantes de « l'altermondialisme ».

3) En 1990, s'enchainèrent : la réunification allemande par l'absorption de la RDA, sans neutralisation de l'Allemagne, autrement dit, sans qu'elle quitte les CE ni l'OTAN ; le changement de régime dans les pays d'Europe de l'Est, à savoir la « décommunisation » politique (= démocratie pluraliste) et économique (= économie de marché et privatisation des moyens de production, avec émergence d'une couche d'entrepreneurs privés issus d'une partie de la *nomenklatura*), sans qu'il leur soit interdit d'adhérer aux CE ni à l'OTAN ; le changement de régime en URSS, en voie de devenir une démocratie libérale avec

projet⁶⁷ de transformation en URS (rendu caduc par la sécession russe). 1991 fut l'année de la dissolution des *institutions internationalistes* : disparaissent l'OPDV, le CAEM, les alliances bilatérales avec l'URSS, la RFSY, le PCUS⁶⁸, l'URSS elle-même, remplacée par la CEI. Avec l'URSS, ont également éclaté l'arsenal nucléaire, les forces armées et le complexe militaro-industriel soviétiques, créant un autre très grand danger (dissémination des technologies, des matériels, des armes et munitions, ou leur vente à vil prix, ou l'exode des ingénieurs)⁶⁹.

C) La résurrection problématique de la Russie

Avec l'URSS, ont disparu l'*homo sovieticus* et l'unité politique de l'Eurasie, mais a ressuscité la Russie. Une Russie exposée tout en étant reconnue comme grande puissance, puisque continuateur de l'URSS. Avec Poutine, le Kremlin entendra restaurer une « souveraineté monétaire » et « militaire » russe dans « l'étranger proche ». Mais à la chute de l'URSS, la Russie se retrouvait faible militairement, car le gros des infrastructures et des forces étaient déployées dans les républiques frontalières ou à l'étranger (dans le bloc soviétique), la RSFSR (comme l'Asie centrale) ne constituant qu'une zone militaire de réserve. C'est après le rapatriement des forces consécutif à la succession militaire de l'ex-URSS puis la modernisation de l'armée russe que Moscou a recouvré sa puissance militaire. La comparaison géographique avec l'URSS et la comparaison historique avec l'Allemagne montrent cependant un affaïssissement.

1) A la suite de la Première Guerre mondiale, il y a eu un recul territorial russe ; à la suite de la Seconde Guerre mondiale, une considérable avancée. Mais la Russie, en tant qu'Etat, avait disparu : vaincue par les Empires centraux en 1917, métamorphosée en RSFSR en 1918, membre de l'URSS en 1922. On avait : une république fédérée russe comprenant des républiques autonomes, un Etat fédéral soviétique et, après 1949, un bloc pluri-étatique soviétique. Le bloc a disparu en 1990 ; l'Etat, en 1991 ; la république fédérée est devenue Etat fédéral et les républiques autonomes, des républiques fédérées, certaines proclamant leur indépendance. La sécession de la Russie vis-à-vis de l'URSS était suivie de sécessions vis-à-vis de la Russie ! Après 1949, la Russie disposait d'un double glacis, interne : les RSS baltes, biélorusse, ukrainienne, moldave, transcaucasiennes et centrasiatiques, et externe : le bloc soviétique, y compris la Mongolie, ainsi que la Finlande. La Russie avait des *frontières triplées* ! Plus les positions mondiales d'une superpuissance révolutionnaire. La Russie (la RSFSR) n'avait de frontières terrestres directes qu'avec la Norvège, à l'extrême nord-ouest, la RPC et la RPDC, en Extrême-Orient, plus une étroite dyade avec la RPC à l'ouest de la Mongolie. Depuis 1991, le glacis externe a laissé place à des Etats indépendants, membres de l'OTAN et de l'UE (seule la Finlande n'est membre que de l'UE) ; quant à la Mongolie, elle est devenue un Etat tampon entre la Russie et la RPC, puis elle a adopté le statut d'EEAN (Etat exempt d'armes nucléaires)⁷⁰. *Il n'y a plus de frontières dédoublées*, si ce n'est la présence de troupes russes en Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, ainsi qu'en Arménie et au Tadjikistan, outre Kaliningrad. Le glacis interne a laissé place à des Etats indépendants, dont trois sont membres de l'OTAN et de l'UE (les pays baltes), trois autres tentés de rejoindre l'Occident (la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie). Des millions de Russes sont devenus des étrangers dans l'espace ex-soviétique. D'anciennes RSSA, devenues républiques fédérées, se trouvent aux frontières de la Fédération de Russie : Carélie

⁶⁷ Rendu public le 24 novembre 1990 et approuvé par référendum le 17 mars 1991, 70% en Russie et en Ukraine, 80% en Biélorussie, 90% en Asie centrale.

⁶⁸ Dont les activités sur le territoire sont interdites le 29 août, soit huit jours après la tentative de coup d'Etat des conservateurs du Parti.

⁶⁹ La dissolution politique de l'URSS était la dislocation d'un système territorial, monétaire, économique, militaire. Le devenir des forces armées, notamment de l'arsenal nucléaire, fut le problème le plus urgent, auquel s'attela la « communauté internationale », qui veilla à la continuité des traités de désarmement, à l'adhésion spéciale au TNP des Etats successeurs ou restaurés et au monopole nucléaire de la Russie, Etat continuateur.

⁷⁰ Il est néanmoins significatif qu'elle utilise l'alphabet cyrillique et qu'elle ait un statut d'observateur au sein de la CEI.

(Finlande), Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord, Ingouchie, Tchétchénie (Géorgie), Daghestan (Géorgie et Azerbaïdjan), Altaï (RPC et Mongolie), Touva et Bouriatie (Mongolie).

2) Vaincue et divisée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, intégrée à l'Occident et réunifiée, fait partie des vainqueurs du conflit Est-Ouest. L'URSS, maîtresse d'un empire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, disparaît au terme du conflit Est-Ouest. Le dispositif de Guerre froide en Europe combinait division du monde germanique (trois Etats avec trois statuts différents, RFA occidentale, RDA orientale, Autriche neutre, plus Berlin-Ouest) et rassemblement panslave (le bloc communiste). Le dispositif post-Guerre froide en Europe combine réunification germanique et désagrégation du monde slave (non seulement les alliances bilatérales, le CAEM et l'OPDV ont disparu, mais encore la RFSY, l'URSS et la Tchécoslovaquie) ; les Slaves de l'Ouest adhèrent à l'OTAN et à l'UE ; les Slaves de l'Est demeurent dans la CEI ou en sortent (l'Ukraine), mais sans (encore) devenir membres de l'OTAN ou de l'UE ; les Slaves du Sud sont écartelés entre Occident et Russie. Il reste de l'ordre territorial institué en 1945-1947 la ligne Oder-Neisse (confirmée par l'accord germano-polonais de Bonn du 17 juin 1991, après le traité de Moscou, dit « 2+4 », du 12 septembre 1990), la séparation de l'Autriche et de l'Allemagne, les frontières italiennes, finlandaises, hongroises, roumaines, bulgares, polonaises. Mais la Yougoslavie, l'URSS, la Tchécoslovaquie, toutes trois créées après 1918, n'existent plus. 1990-1991 marquent donc le troisième bouleversement géopolitique en Europe, après ceux de 1945-1947 et de 1918-1921.

III LES PROBLEMES NATIONALITAIRES ET TERRITORIAUX A L'INTERIEUR ET AUTOUR DE L'ESPACE EX-SOVIETIQUE

Sur les quinze Etats issus de la dissolution de l'URSS, un seul, la Russie, a une longue histoire. Aucun des quatorze autres pays n'a eu d'existence étatique, exceptés, mais jusqu'au XVIème siècle seulement, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les trois pays -les deux premiers divisés en principautés (orthodoxes), le dernier en khanats (chiites)- avaient été conquis par les Empires ottoman et perse, puis acquis par l'Empire russe au début du XIXème siècle. Les pays baltes, acquis par l'Empire russe au XVIIIème siècle au détriment de la Suède et de la Pologne, étaient advenus à l'existence étatique en 1918, puis ils avaient été incorporés à l'URSS en 1940. La Biélorussie comme l'Ukraine étaient partagées entre le royaume de Pologne et l'Empire russe jusqu'au XVIIIème siècle. Les indépendances biélorusse, ukrainienne, géorgienne, arménienne et azerbaïdjanaise ont été précaires et éphémères en 1918-1920. La Moldavie faisait partie de la Roumanie ottomane ; elle avait été acquise par la Russie en 1812 puis en 1878, rattachée à la Roumanie en 1918, récupérée par l'URSS en 1940 puis en 1947. Il y avait des émirats au sud de l'Asie centrale avant la conquête russe : Khiva, Boukhara, Kokand, mais pas d'Etats, encore moins d'Etats correspondant aux frontières actuelles. L'accession à l'indépendance étatique fin 1991 est donc une nouveauté pour la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ; un renouvellement radical pour la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; une restauration pour les pays baltes. *Ces quatorze Etats doivent beaucoup à la politique soviétique des nationalités, fixant les langues (en cyrillique) et les territoires, tout en favorisant l'installation de Russes et la création d'un homo sovieticus.* Parallèlement, le pouvoir moscovite cultivait, et cultive, la mémoire de la « Grande Guerre patriotique », que tous les peuples de l'Union Soviétique (de l'Eurasie) auraient unanimement livrée contre « l'envahisseur germano-fasciste » ; mais une telle mémoire n'est pas seulement sujette à caution historiquement, elle est très disputée politiquement... Quant au quinzième Etat, ancien, lui : la Russie, on peut parler de résurrection en 1991, même si la Fédération russe continue l'ex-Fédération soviétique internationalement.

Quel que soit leur statut en droit international, les Etats post-soviétiques ont hérité de l'URSS 1) des minorités, 2) des frontières, qui étaient soit des limites internationales de l'URSS soit des limites intérieures à l'URSS, 3) des réseaux de transports et de communications russocentrés. Le premier héritage renvoie à la problématique des nationalités dans un espace qui a perdu son unité politique antérieure ; le deuxième, à la problématique de la reconnaissance ou non de la continuité des anciens tracés territoriaux ; le troisième, à la problématique de l'enclavement et du désenclavement des Républiques ex-soviétiques.

1) La problématique des nationalités

De 1989 à 1991, la puissance mobilisatrice de l'idée nationale a fait éclater la construction multinationale qu'était l'URSS. C'est ainsi que 26700 km de nouvelles frontières terrestres ont été créées en Europe post-soviétique⁷¹ et qu'on a recensé en 1993 à l'intérieur et autour de la Russie 173 conflits nationalitaires ou territoriaux, réels ou potentiels⁷². La Russie ou d'autres Républiques ex-soviétiques allaient-elles

⁷¹ Il y a en tout 250000 km de frontières et 323 dyades dans le monde. On en compte 89 en Europe, soit 27% du total, pour 23% du nombre des Etats, 8% de la population et 3,3% de la superficie des terres émergées. Une dyade européenne ne dépasse pas 420 km en moyenne. Sur les 26681 km de frontières nouvelles, il y en a 2800 pour les Etats d'ex-Yougoslavie, 1007 en Europe centrale (Slovaquie) et baltique (Kaliningrad), 1377 entre les pays baltes et leurs voisins russe et biélorusse, 4365 entre Russie, Biélorussie, Ukraine et Moldavie, 2280 au Sud Caucase, 14851 en Asie centrale. Près de la moitié du kilométrage des frontières date d'après 1945, plus du quart après 1991. Cf. Michel Foucher : *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin Tempus, 2007.

⁷² Cf. Michel Foucher (dir.) : *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard, 1993, pp.222-225 et 264. Sur la bellicité en ex-URSS, cf. aussi Jean-Marc Balancié, Arnaud de la Grange : *Mondes rebelles. Acteurs, conflits et violences politiques*, Paris, Michalon, 1ère éd., 1996, vol.2 *Asie, Maghreb, Proche et Moyen-Orient, Europe*, présenté par Jean-Christophe Rufin, 4ème éd., 2005,

éclater à leur tour ? La plupart des 173 conflits recensés procèdent d'aspirations à l'indépendance, ou à la réunion des différentes parties d'un peuple, ou à la modification des limites territoriales. Comme ailleurs dans le monde, le problème géopolitique fondamental est celui de la non-coïncidence entre la carte des territoires officiels (Etats, républiques fédérées, autres entités administratives) et la carte des groupes ethnolinguistiques, qui explique les revendications indépendantistes, unionistes, rattachistes, irrédentistes. Comment cette non-coïncidence a-t-elle évolué en Eurasie ? Durant la période soviétique, on observait une tendance à la diversification ethnique des entités fédérées, due à la (relative) libre circulation des citoyens soviétiques dans la Fédération, notamment l'installation de Russes (ceux-ci se sentaient et se considéraient « chez eux » n'importe où en URSS) ; les RSSA, RA et DA de la RSFSR, l'Estonie, la Lettonie, l'est de l'Ukraine, le nord du Kazakhstan connaissaient un processus de russification, en contiguïté territoriale avec la RSFSR. Depuis 1991, on observe, au contraire, un processus de consolidation nationale, notamment due au départ d'une partie des Russes (des Juifs aussi, après 1988) ou à leur réduction au statut d'étrangers : ainsi au Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Moldavie, Lituanie, Kazakhstan méridional, Ukraine occidentale. Pour autant, aucun groupe ethnique ne réside en entier dans sa République et aucune République n'abrite uniquement son groupe ethnique, cependant qu'on y trouve toujours des Russes.

A) Les conflits géo-ethniques entre Etats post-soviétiques

Les conflits géo-ethniques entre Etats post-soviétiques portent 1) sur le Haut-Karabagh, entre Arménie et Azerbaïdjan ; l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, entre Russie et Géorgie ; la Transnistrie, entre Russie et Moldavie ; la Crimée d'une part (autoproclamée le 16 mars 2014 puis rattachée à la Russie le 18 mars), Donetsk (la « République populaire de Donetsk », autoproclamée le 7 avril 2014) et Lougansk (la « République populaire de Lougansk », autoproclamée le 24 mai 2014) d'autre part, entre Russie et Ukraine ; le Haut Badakchan. 2) Ils portent sur le tracé des frontières : au long des pays baltes, autour du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. 3) Ils portent sur le statut des « Russes ethniques » (nombreux à l'est de l'Estonie, en Ukraine orientale, au nord du Kazakhstan, en Lettonie et au Kirghizistan, où ils représentaient respectivement 22, 38, 30, 34 et 21% de la population en 1991, moins nombreux ailleurs, 12% en Biélorussie, 9% en Lituanie, 13% en Moldavie, 7,5% en Géorgie, 2% en Arménie, 4,5% en Azerbaïdjan, 9,5% en Turkménistan, 8% en Ouzbékistan, 7,5% au Tadjikistan) dans les nouveaux Etats indépendants : étrangers ou binationaux ? 4) Ils portent sur le statut de la langue russe : officielle ? langue d'enseignement ? langue enseignée ? 5) L'islamisme crée un autre type de sécessionnisme, socioreligieux quoiqu'à dimension territoriale, visant à retrancher les musulmans, à les rassembler et à les dresser contre tout pouvoir « non islamique », notamment le pouvoir fédéral (laïc) moscovite. D'autre part, nombreux sont les conflits, au sein de la Fédération de Russie, issus de la contestation par les autorités locales ou les populations locales de l'organisation territoriale de la Fédération, avec deux types de revendication, l'une sur les limites de telle ou telle entité, l'autre sur le statut de telle ou telle entité. Sur ce plan, les revendications portent sur la création d'une république fédérée (Nenetsie, Khanty-Mansy, Yamalo-Nenetsie), ou sur l'accession au rang de république fédérée par la scission d'une république existante (Karatchaïvo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Komie-Permiakie), ou sur l'accession à l'indépendance (ainsi des Tchétchènes, Tatars, Bachkirs, Komis, Nenets, Yakoutes).

Des conflits géo-ethniques peuvent également opposer des Etats post-soviétiques à d'autres Etats voisins ; ou encore, même en l'absence de contestation interétatique, un problème peut consister en la présence, de part et d'autre de la frontière, d'une population ethniquement similaire mais divisée par la frontière. Globalement, la complication géopolitique due à la non-coïncidence entre les territoires officiels et les

« Ex-Union Soviétique », pp.567-663, pays baltes, Ukraine, Moldavie et, surtout, Caucase Nord et Sud, au-dedans et au-dehors de la Fédération de Russie.

groupes culturels est désignée par le terme de « balkanisation ». Celui-ci indique à la fois le morcellement des Etats ou des entités, la contestation des frontières ou des limites administratives, l'enchevêtrement des revendications territoriales de la part des Etats ou entités ou de la part de mouvements nationalistes, l'interférence de Puissances extérieures dans l'imbroglia local. En « divisant pour régner », le pouvoir soviétique a favorisé la « balkanisation » de l'espace eurasiatique, notamment au Caucase, dans l'Idel-Oural, au long du Dniestr, dans la vallée du Ferghana ; mais par dessus ces divisions et subdivisions, il y avait l'unité politique qu'était l'URSS. La dissolution de cette dernière a aggravé la « balkanisation » de l'Eurasie. Celle-ci est entretenue par les nationalismes locaux, d'Etats ou de mouvements, et leurs diverses revendications, certains exigeant l'inclusion de territoires ou de populations présentés comme « nationaux » et d'autres exigeant l'expulsion de territoires ou de populations présentés comme « étrangers ». Elle est également soutenue par les Puissances étrangères qui poussent au *roll back* de la Russie. Cette dernière tente au contraire de rétablir l'unité panrusse de l'Eurasie, y compris en doublant sa politique « eurasiatique » d'une politique « eurasiatique ».

B) Un levier panrusse : la « politique des compatriotes »

Au-delà des conflits territoriaux précis, les différends entre Etats post-soviétiques portent sur le transit commercial (énergétique), soit le problème de l'enclavement et du désenclavement (intéressant directement l'UE), et sur l'orientation diplomatico-militaire des Etats ex-soviétiques, soit le problème du maintien ou non de l'hégémonie russe. Aux fins de maintenir l'enclavement et l'hégémonie russe, donc l'unité de l'Eurasie, Moscou s'appuie sur les réseaux de transports et de communications⁷³, sur une certaine politique frontalière⁷⁴, ainsi que sur les minorités russes, outre l'héritage du statut fédéral de la langue russe en URSS.

Officiellement, la « politique des compatriotes », fondée sur l'article 61 de la Constitution, vise la protection des Russes dans « l'étranger proche » ou, à défaut, leur rapatriement. Mais elle est probablement aussi un levier, sinon pour la reconquête militaire, du moins pour l'influence politique, au service de la confirmation ou la restauration de la suprématie russe dans l'espace ex-soviétique. Le risque est alors de susciter, de la part des autorités ou des populations locales, l'hostilité envers les minorités russes, dont une première conséquence serait la dénaturalisation des individus (au cas où ils auraient la citoyenneté locale) ou le refus de leur naturalisation (au cas où ils n'auraient pas la citoyenneté locale) et l'ultime, leur expulsion. A cela Moscou réagirait, et du côté des minorités russes résidant le long ou à proximité des frontières de la Russie (ainsi à l'est de Estonie, en Ukraine orientale, au nord du Kazakhstan), il y aurait la menace, ou l'opportunité, de la sécession-rattachement, donc la modification du tracé frontalier. Se pose donc bien un problème de souveraineté, de sécurité et de défense. En 1992-1993⁷⁵, Yves Lacoste comparait l'ancienne question allemande, l'actuelle question serbe et la future

⁷³ Cf. le chapitre 3.

⁷⁴ Cf. le chapitre 2.

⁷⁵ « La question serbe et la question allemande », *Hérodote*, n°67, *La question serbe*, 4/1992, pp.3-48, « La question allemande », idem, n°68, *La question allemande*, 1/1993, pp.3-17. La question allemande et la question serbe ont ceci en commun qu'elles correspondent à deux ensembles géolinguistiques, germanique et serbo-croate, recouvrant des clivages religieux (catholique et protestant, catholique et orthodoxe), que des Etats rivaux (Prusse protestante et Autriche catholique, Serbie orthodoxe et Croatie catholique) ont cherché à unifier politiquement, malgré les interventions de Puissances étrangères. L'Allemagne s'est unifiée en 1871 et a conservé son unité jusqu'en 1945, date à laquelle l'espace germanique a été divisé en trois Etats : RFA, RDA, Autriche. Mais en 1990, la nation allemande s'est réunifiée, puis l'Autriche est entrée dans l'UE en 1995. Au contraire, ce n'est qu'en 1918 que la Yougoslavie s'est constituée, sans résoudre les clivages internes, qui éclatent entre 1941 et 1945. Elle se reconstitua en 1945 sous l'égide de Tito, du PC puis (à partir de 1955) du non-alignement. La fédération éclata à nouveau en 1991. Depuis cette date, la fin du yougoslavisme se confond avec la partition chez les Serbes, désormais divisés entre ceux qui vivent en Serbie et au Monténégro, et ceux qui vivent, minoritaires, ou qui vivaient, avant d'être expulsés, dans des Républiques devenues indépendantes, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Kosovo.

question russe : la dispersion des groupes allemands, serbes ou russes, réduits à l'état de minorités, dans des espaces (germanique, sud-slave ou panrusse) autrefois unifiés ou dominés par les nations allemande, serbe ou russe, et qui sont désormais divisés entre plusieurs Etats plus ou moins hostiles à ces nations naguère dominantes⁷⁶. 25 millions de Russes résidaient hors de la RSFSR en 1991. Leur nombre a diminué de 35% depuis, soit par émigration, soit par changement de citoyenneté, c'est-à-dire adoption de la citoyenneté locale et répudiation de la citoyenneté russe.

Il y a des citoyens russes (*Rossiskii*) qui ne sont pas des « Russes ethniques » (*Rousskii*). A l'inverse, les « Russes ethniques » résidant à l'étranger ou les citoyens ex-soviétiques qui ont choisi la citoyenneté russe sont des citoyens de la Fédération de Russie ; ils sont étrangers dans leur pays de résidence, à moins qu'ils en aient la citoyenneté ; en ce cas, ils ont la double citoyenneté, russe et locale. L'une des premières questions qui s'est posée aux Etats successeurs de l'URSS était celle de l'accès à la citoyenneté locale des personnes ayant la nationalité russe. Ils avaient le choix entre : la naturalisation exclusive, rejetant la double nationalité (choix du Kazakhstan ou du Kirghizistan) ; l'examen au cas par cas ou par catégories des demandes de naturalisation (choix balte) ; la naturalisation admettant la double nationalité (choix des neuf autres Républiques) ; ou le refus de la naturalisation, faisant des Russes (ou autres) des étrangers (choix d'aucune République). Les trois Etats baltes, au nom de leur restauration, ont distingué entre les Russes selon l'ancienneté de leur présence : ceux qui résidaient avant le 17 juin 1940, date de la prise du pouvoir communiste, pouvaient être naturalisés (considérés comme des minorités historiques), pas les autres (considérés comme des expatriés). En face, Moscou réclame la double citoyenneté, locale *et* russe, pour les « Russes ethniques » -soit une double allégeance- ainsi que le maintien du russe comme langue officielle ou langue d'enseignement ou langue enseignée. La double allégeance est la preuve même de la politique eurasiennne de la Russie, car pour être non contradictoire la double allégeance suppose que les Etats post-soviétiques concernés *suivent* Moscou.

2) La problématique de la continuité ou non des anciens tracés territoriaux, externes et internes

Les frontières correspondant 1) aux limites internationales de l'ex-URSS, donc relevant du droit international public, résultent, d'une part, de l'expansion russe avant 1917 et des accords conclus entre les Empires se disputant leurs marges spatiales au XIX^{ème} siècle, à savoir : l'Empire russe et l'Empire ottoman (Sud Caucase), au détriment du second ; l'Empire russe et l'Empire perse (Sud Caucase et Asie centrale), également au détriment du second ; l'Empire russe et l'Empire chinois (Asie centrale et

⁷⁶ « Dans les Balkans, la carte des territoires nationaux est... compliquée, d'abord parce qu'une douzaine de nationalités se répartissent sur une superficie qui, au total, est seulement celle de la France. Cela est la conséquence d'une géo-histoire particulière : les cinq siècles de domination ottomane... ont... empêché le développement... d'un ou deux grands Etats qui auraient pu, comme en Europe occidentale, progressivement unifier les diversités culturelles des peuples slaves. De surcroît, dans certaines régions... qui ont été particulièrement disputées, mais qui n'ont... pas subi de transferts... de population..., ces différentes nationalités sont... enchevêtrées les unes dans les autres ». Les guerres de 1991-1999 ont simplifié cette carte en provoquant des déplacements forcés, donc un ajustement des limites ethno-confessionnelles aux nouvelles frontières étatiques ou aux anciennes limites intra-étatiques : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine dans sa double partie musulmane et serbe, Macédoine, Serbie, Monténégro, Kosovo. « Mais ce sont des drames d'une toute autre ampleur qui risquent d'éclater du fait de la balkanisation de l'ex-Union Soviétique, en raison de l'importance du nombre des Russes qui se trouvent... minoritaires dans les nouvelles républiques indépendantes... : au total, 25 millions d'entre eux se trouvent hors de Russie », cependant que des millions de non Russes se trouvent en Fédération de Russie (dans des républiques fédérées). « Dans chacune de ces républiques, le problème des Russes interfère avec ceux des autres minorités, cet enchevêtrement étant la caractéristique des situations de balkanisation... Ce problème des Russes obligés de vivre avec des droits désormais amoindris... peut avoir de graves répercussions... En effet, dans telle ou telle des nouvelles républiques, la minorité russe se trouve victime... d'ostracisme, et en appelle à la Russie... Une intervention militaire russe... pour venir à l'aide de compatriotes... peut déboucher sur une grave crise... si tel ou tel de ces nouveaux Etats, s'estimant agressé, fait appel aux Puissances occidentales ». Y. Lacoste : « Editorial : Balkans et balkanisation », *Hérodote*, n°63, *Balkans & balkanisation*, pp.3-13, pp.10-11.

Extrême-Orient), encore au détriment du second ; l'Empire russe et l'Empire britannique des Indes, qui s'entendirent pour ériger l'Afghanistan en Etat tampon, évitant à l'émirat de Kaboul le sort des émirats de Khiva, Boukhara et Kokand, *id est* la conquête russe. D'autre part, elles résultent de l'expansion soviétique entre 1939 et 1947, reconnue internationalement, sauf l'annexion des pays baltes. Les frontières correspondant 2) aux limites intérieures à l'ex-URSS ont été tracées par le pouvoir fédéral soviétique : elles relevaient du droit public interne. Qu'est-il advenu de ces deux types de frontières après 1991 ?

A) L'*uti possidetis* post-soviétique

Les frontières internationales de l'ex-URSS étaient démarquées et délimitées. Elles n'ont pas bougé depuis 1945-1947. Il a simplement fallu les confirmer en appliquant la règle de la continuation, de la succession ou de la restauration d'Etats en la matière, à savoir l'*uti possidetis juris*, ou « *respect des limites territoriales au moment de l'accession à l'indépendance* », dit la CIJ. Les frontières soviétiques sont alors devenues celles des Etats post-soviétiques. L'*uti possidetis* a cependant besoin d'être renforcé par l'accord bilatéral des Etats concernés, notamment si la frontière de l'Etat prédécesseur était contestée. Il en allait ainsi des frontières de l'URSS avec la RPC : celles-ci ont été agréées par des traités conclus entre 1994 et 2004 par la RPC d'une part, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan d'autre part, dans le cadre du « Groupe de Shanghai » puis de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En revanche, la question des Kouriles reste toujours pendante entre la Russie et le Japon. Le cas de l'Estonie est particulier, car l'URSS ne l'a pas seulement annexée, elle en a transféré une étroite bande territoriale à la RSFSR. Après 1991, le problème était donc de savoir quelle frontière avec la Russie prendre en considération : celle de 1920 (thèse de l'Etat « restauré », favorable à Tallinn), celle de 1940-1945 (thèse de l'Etat « successeur », favorable à Moscou) ; malgré son statut, le gouvernement (sinon le parlement) estonien a fini par accepter les limites de 1940-1945.

Les frontières intérieures à l'ex-URSS, elles, n'étaient que délimitées *selon le droit interne*, exceptées celles des pays baltes ; elles ont souvent été modifiées. Il a donc fallu les démarquer (c'est-à-dire les signaler, les équiper, les surveiller par des moyens matériels, organisationnels, humains), ainsi que les confirmer *en droit international*, soit par des accords bilatéraux (frontières « agréées »), soit en transposant l'*uti possidetis* issu du droit fédéral soviétique (frontières « héritées ») en attendant un éventuel agrément bilatéral. L'article 78 de la Constitution soviétique de 1977 énonçait que « *le territoire de la république fédérée ne peut être modifié sans son consentement* » et que « *les frontières entre républiques fédérées peuvent être modifiées par consentement mutuel des républiques concernées, cette décision devant être entérinée par l'Union* ». Les nouveaux Etats issus de la dissolution de l'URSS ont invoqué le principe de l'intégrité territoriale. L'accord de Minsk du 8 décembre 1991 entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie a stipulé le respect de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières « *existant actuellement* » ; le même principe a été affirmé par l'accord d'Alma-Ata du 21 décembre entre les Républiques ex-soviétiques, qui déclarent reconnaître et respecter « *l'intégrité territoriale et l'immutabilité des frontières existantes des unes et des autres* ».

Un autre principe a été proclamé à la dissolution de l'URSS : outre l'intégrité, la « transparence » des frontières, c'est-à-dire la libre circulation des personnes à l'intérieur de la CEI. Mais les nouveaux Etats, inévitablement, ont entrepris de démarquer leurs frontières, anciennes limites internationales mais aussi anciennes limites intérieures de l'URSS. On a alors assisté à l'émergence de nombreux différends territoriaux entre Etats post-soviétiques -malgré l'*uti possidetis*- aggravés par les proclamations d'indépendance d'anciennes RSSA ou RA.

B) Les frontières russes et la « politique des frontières »

S'agissant de la Russie, pourtant moins vaste que l'URSS, son enveloppe frontalière est de 10% plus longue que celle de l'URSS. Sur 44% de sa longueur, elle suit les limites internationales de l'ex-URSS : la même dyade avec la Norvège, la Finlande, la Pologne (du fait de l'exclave de Kaliningrad) et la Mongolie ; une dyade beaucoup moins longue avec la RPC (3645 km contre 6450). La Russie compte donc 56% de frontières nouvelles, correspondant aux limites des ex-RSS : avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie (du fait de l'exclave de Kaliningrad), la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan (la deuxième dyade au monde par sa longueur, 6846 km, après celle entre les Etats-Unis et le Canada, 9000 km)⁷⁷. La Russie n'a pas de frontière avec la Moldavie, l'Arménie, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Turkménistan et le Tadjikistan ; mais elle a des troupes en Transnistrie, à la frontière moldave et ukrainienne, en Arménie, à la frontière turque et iranienne, au Tadjikistan, à la frontière afghane et chinoise ; elle dispose de la base de Baïkonour et du centre d'essai de Sary Saghan, en plein Kazakhstan ; la Biélorussie est alignée sur la Russie, si bien qu'un traité de délimitation et de démarcation de la frontière commune a été jugée inutile.

Moscou a tardé à entamer des négociations aux fins de signer des traités bilatéraux sur les limites territoriales (années 1990-2000) ; puis il a fait tarder leur ratification (années 2000-2010) ; ou encore, après entrée en vigueur, il a tardé voire refusé (Ukraine) la mise en place de commissions de démarcation. Il n'a toutefois pas formellement remis en cause les frontières, *sauf* du côté de la Moldavie (Transnistrie) et de la Géorgie (Abkhazie, Sud-Ossétie), d'où l'absence de traité frontalier bilatéral, puis du côté de l'Ukraine (Crimée, Donetsk et Lougansk), d'où la caducité du traité frontalier de 2003. Il soutient également le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie contre l'Azerbaïdjan. Il joue ainsi sur l'archipel des enclaves et exclaves post-soviétiques, de Kaliningrad au Nakhitchevan en passant par les entités sécessionnistes. Les cas de la Transnistrie, de Donetsk et de Lougansk sont particulièrement graves, car ces trois entités n'étaient pas des DA, RA ou RSSA du temps de l'URSS. L'objectif est moins d'obtenir des changements territoriaux que de contraindre les Etats concernés à demeurer dans l'orbite panrusse, ce qui signifierait adhérer à l'OTSC et à l'UEEA, ou du moins revenir dans la CEI (Géorgie, Ukraine). Début 1993, avait été créé un Service des frontières pour la CEI. Moscou comptait sur la réussite d'accords économiques, douaniers, monétaires et militaires entre les Etats membres pour maintenir le système frontalier soviétique. Mais la formation en mai 1996 du GUAM, OIG réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, soit les pays subissant les sécessionnismes soutenus par Moscou⁷⁸, marqua la fin de la gestion unifiée de l'enveloppe frontalière ex-soviétique par la CEI. En riposte, Moscou établit à l'encontre des pays du GUAM un régime de visas, à partir du 30 août 2000, mettant fin à l'accord de libre circulation des personnes du 21 décembre 1991 (la « transparence » des frontières). Le Kremlin n'a cependant pas renoncé à l'unité panrusse de l'Eurasie, à preuve sa politique frontalière.

Les réclamations russes à l'égard des pays de la CEI portent sur trois points : présence militaire russe aux frontières extérieures, bases militaires russes à l'intérieur⁷⁹, accords de défense. S'ajoutent les projets d'union douanière pour un marché commun et d'union monétaire pour une zone rouble, qui ont trouvé une réalisation dans la CEEA puis l'UEEA. La CEI continue d'être considérée comme faisant partie du périmètre de sécurité de la Fédération de Russie ; les frontières des membres de la CEI continuent d'être

⁷⁷ Après de longues négociations, le traité frontalier entre la Russie et le Kazakhstan a été signé en 2005, incluant un accord sur la frontière maritime dans le nord de la Caspienne qui partage un vaste champ gazier, des accords de transit pétrolier, la prolongation de la location de la base de Baïkonour jusqu'en 2050, la réactivation de structures d'intégration Russie-Ukraine-Biélorussie-Kazakhstan.

⁷⁸ Ils ont été rejoints par l'Ouzbékistan, retiré en 2005, si bien que le GUUAM est redevenu le GUAM.

⁷⁹ Or, on sait ce qu'il est advenu en 2014 depuis Sébastopol...

considérées comme la première ligne de défense de la Russie. On retrouve l'idée, et la pratique, qu'*une frontière sûre est une frontière dédoublée*, contrôlée derrière et devant, comme à l'époque de l'URSS. Aux frontières de l'Etat russe (avec ses dix républiques fédérées frontalières) s'ajoutent donc celles des intérêts stratégiques de l'Etat russe, c'est-à-dire la CEI, qui doit former une ceinture d'Etats amis autour de la Fédération de Russie. Pour créer ou garder ce « bloc stratégique uni », Moscou compte sur l'enclavement des Etats post-soviétiques, c'est-à-dire les réseaux russocentrés de transports et de communications hérités de l'ex-URSS. D'où la lutte pour conserver voire accroître la prépondérance de ces réseaux, du côté de la Russie, pour en créer d'autres, du côté des Gouvernements locaux et des Puissances étrangères, dont l'UE, recherchant le désenclavement.

3) La problématique de l'enclavement et du désenclavement

En 1990, on comptait trente Etats sans littoral, donc sans accès direct à l'espace-monde, puisque le grand large forme le lien planétaire ; 41 en 1993. Parmi eux, nombre sont issus de la dissolution de la RFSY et de l'URSS ou bien étaient membres du camp socialiste⁸⁰ : Biélorussie, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan (la Caspienne est une mer fermée), Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan, Bosnie-Herzégovine, Serbie (après la sécession du Monténégro en 2006), Kosovo, Macédoine, plus la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, l'Afghanistan, la Mongolie, le Laos et l'Ethiopie (après la sécession de l'Erythrée en 1991). La Slovénie a un minuscule accès à l'Adriatique ; l'Ukraine, la Géorgie, la Roumanie, la Bulgarie n'ont accès qu'à la mer Noire, verrouillée par les détroits turcs ; la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande, qu'à la mer Baltique, verrouillée par les détroits dano-suédois. Par rapport à l'URSS et à ses cinq façades maritimes, la Russie a perdu la plus grande partie des littoraux de la Baltique (devenus estonien, letton et lituanien) et de la mer Noire (devenus ukrainien et géorgien). Elle n'a qu'un accès réduit au grand large : océan glacial Arctique où elle émet des revendications, Pacifique nord-ouest via Petropavlovsk (sans liaisons terrestres avec le reste de la Russie), à proximité des Aléoutiennes américaines ; pour le reste, elle doit se contenter de la mer Blanche (Arkhangelsk) et de la mer d'Okhotsk (russes), de la mer de Barents (Mourmansk), à proximité de la Norvège, de la mer du Japon (Vladivostok), verrouillée par les détroits nippon-coréens, de la Baltique (St-Petersburg), verrouillée par les détroits dano-suédois, et de la mer Noire (elle a gardé Sébastopol et récupéré la Crimée), verrouillée par les détroits turcs.

A) La bataille sur l'itinéraire des réseaux énergétiques

Les Etats enclavés ont un droit d'accès à la haute mer via le transit par les territoires terrestres et maritimes et aériens enclavants ; mais l'exercice de ce droit international dépend de la conclusion d'une convention avec le ou les Etats transitaires... Depuis 25 ans, se déroule une immense bataille dans l'espace ex-soviétique : la bataille sur la configuration des transports et des communications (réseaux routiers, ferroviaires, fluviaux, maritimes, aériens, mais aussi oléoducs, gazoducs, lignes électriques, réseaux téléphoniques, radiophoniques, télévisuels, télématiques, liaisons satellitaires, autrement dit, les moyens de transport des personnes et des biens, mais aussi les moyens de distribution de l'énergie et les moyens de communication de l'information). La bataille sur leur appropriation s'est terminée en 1992 : lors de la dissolution de l'URSS, les nouveaux Etats ont déclaré leur pleine souveraineté sur les infrastructures (gares, ports, aéroports, mines, raffineries, centrales électriques) et réseaux (routes, chemins de fer, canaux, oléoducs et gazoducs, lignes électriques) immobiliers de transports ou de communications, cependant qu'une âpre négociation s'engageait sur le partage des équipements mobiliers (parc de véhicules, wagons et locomotives, flottes fluviale, maritime, aérienne). Seuls certains sites stratégiques

⁸⁰ Il est frappant de constater à quel point le camp socialiste s'identifiait à la continentalité, facilitant la fermeture politique, par opposition à la maritimité, facilitant l'ouverture.

continuèrent de relever de la souveraineté -extraterritoriale- de la Russie, continuatrice de l'URSS, telles la base navale de Sébastopol et la base aérospatiale de Baïkonour.

L'enjeu de la bataille sur la configuration des réseaux est la préservation de l'hégémonie russe en Eurasie ou bien le désenclavement des Etats post-soviétiques. Le désenclavement est activement soutenu par certaines Puissances étrangères : Etats-Unis, Turquie, RFA, Japon, Iran, Inde, RPC. C'est pourquoi Moscou dénonce -lorsqu'il s'agit de Puissances occidentales- une politique de refoulement de la Russie et de désagrégation de l'espace eurasiatique. Le cœur de cette bataille est constitué par l'énergie, fondement de l'économie : 1) les lignes électriques d'une part, 2) les « tubes », oléoducs et gazoducs, d'autre part. S'agissant de la production d'électricité ou de l'extraction des hydrocarbures, elles sont assurées par des entreprises publiques ou privées locales ou bien par des entreprises privées ou publiques étrangères. *Stricto sensu*, la géopolitique de l'énergie ne concerne pas l'appropriation des matières premières utiles ; elle porte sur la localisation des zones de production et de consommation, ainsi que sur les itinéraires de transport entre clients et fournisseurs. La sécurisation de l'import concerne les espaces d'extraction et les espaces d'acheminement. Le pétrole et le gaz s'exportent par navires ou par tubes, soit des itinéraires maritimes dont les goulets sont les détroits ou les canaux internationaux, soit des itinéraires terrestres principalement, maritimes secondairement, qui traversent des frontières. Apparaissent ainsi trois types d'Etats : les Etats producteurs/exportateurs, les Etats consommateurs/importateurs et, entre les deux, les Etats transitaires. La géopolitique de l'énergie intéresse à la fois le marché mondial de l'énergie (gaz en voie d'être dissocié du pétrole, ce qui déconnectera les prix de « l'or gris » de ceux de « l'or noir »), l'éventuelle mutation d'une offre ou d'une demande marchande en pouvoir politique (embargo ou boycott) et la géopolitique de l'ex-URSS. Sur ce dernier point, s'opposent la logique centripète de l'unité eurasiatique panrusse et la logique centrifuge des attractions ciscausiennes ou centrasiatiques vers l'espace-monde (la recherche d'alternatives à/hors de l'emprise russe, Turquie, Iran, RPC, dont les frontières côté soviétique étaient autrefois hermétiques).

1) L'énergie sert, entre autres choses, à produire de l'électricité. Or, on assiste fondamentalement à l'électrification de l'énergie : l'utilisation directe des différentes matières (bois, charbon, gaz, pétrole, uranium) à des fins énergétiques est remplacée par l'utilisation de ces matières pour produire de l'électricité, et c'est elle qui sert d'énergie. L'électrification est également renforcée par le fait que les sources renouvelables (hydraulique, éolienne, solaire) servent essentiellement à générer de l'électricité. Seuls les transports routiers, fluviaux, maritimes et aériens (pas ferroviaires, électrifiés) continuent de fonctionner au carburant, en attendant l'électrification des moteurs. La distribution de l'électricité, comme celle de l'eau, s'effectue par des réseaux interconnectés (lignes ou canalisations). Au contraire, le charbon, solide, ne peut être acheminé que par des véhicules (navires, trains, camions). Le gaz et le pétrole sont eux aussi acheminables par des véhicules ; mais ils peuvent être distribués (comme le charbon liquéfié) par des tubes, qui aboutissent à des terminaux ; le gazoduc et l'oléoduc obéissent à la même structure en réseau que la ligne électrique ou la canalisation d'eau. L'uranium représente un cas à part, puisqu'il s'agit d'un minerai dont la radioactivité exige un transport spécial -par véhicules- puis un traitement spécial. La distribution de l'électricité, de l'eau, du gaz, du pétrole par réseaux, interconnectée, favorise l'exercice d'une *solidarité régionale transétatique*, par la réversibilité des flux dans un sens ou dans l'autre. Ainsi en Europe ou en Eurasie. L'électrification de l'énergie donne une importance croissante aux réseaux électriques. En ce domaine, la « Grande Europe » (de l'Islande à Sakhaline) connaît deux grands systèmes : celui de l'Europe occidentale, élargi aux PECO (par la « synchronisation électrique ») après 1991 (géré par l'Union pour la coordination du transport de l'électricité, ou *European network of transmission system operators for electricity*) ; celui de l'URSS et de ses satellites est-européens (l'*Integrated Power System*), réduit après 1991 à la Russie et aux autres membres de la CEI (l'*Unified Power System*). Mais la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie, sont tentées par la connexion avec l'Ouest...

2) S'agissant des gazoducs et des oléoducs, l'enjeu géopolitique et géoéconomique porte sur l'acheminement et l'export sur le marché mondial des hydrocarbures de Russie, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan. Cela renvoie à l'itinéraire des tubes et leurs terminaux (propriété des entreprises pétrolières ou gazières), au coût de leur construction et entretien, à l'accord des Etats territorialement concernés et à la sécurisation des territoires traversés, aux tarifs de transit, à l'amortissement et à la rentabilisation escomptés. Le désenclavement de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan dépend de l'intérêt des pays importateurs d'hydrocarbures à diversifier leurs sources d'approvisionnement, y compris vis-à-vis de la Russie. Il dépend aussi des capacités d'investissement des entreprises pétrolières ou gazières en concurrence, et des profits qu'elles attendent, compte tenu des cours sur un marché qui demeure très « politique ». Les Etats de l'UE sont spécialement intéressés. L'UE importe plus de la moitié de l'énergie qu'elle consomme : 90% du pétrole brut, 66% du gaz naturel. Les hydrocarbures conserveront longtemps une très grande importance. Ils proviennent de la mer du Nord, de l'Afrique du Nord et du golfe de Guinée, ainsi que de deux zones critiques : le Proche-Orient, l'ex-URSS, le dilemme étant de dépendre d'un espace hautement conflictuel (dont le marché pétro-gazier est libellé en dollars) et/ou d'une grande puissance (dont le marché pétro-gazier est libellé en euros) avec laquelle les relations se sont détériorées.

B) Les relations pétro-gazières russo-européennes

Dans le domaine pétro-gazier, l'Europe occidentale (RFA en tête) et l'URSS avaient développé des relations clients-fournisseurs stables, malgré le conflit Est-Ouest. La disparition du bloc soviétique et la dissolution de l'URSS ont eu deux conséquences directes : de nouvelles relations commerciales et de nouveaux tarifs (plus élevés) entre la Russie et les PECO, ces derniers devant assumer les prix du marché mondial à la place des tarifs préférentiels accordés aux « pays frères » ; l'augmentation du nombre des Etats de transit, donc des péages, avec la nécessité d'autant d'accords politiques. Ces accords concernent les Etats européens importateurs (dont la facture est alourdie par le coût des péages), mais aussi l'Etat russe exportateur (qui doit acquitter des péages pour écouler ses produits) : celui-là comme ceux-ci dépendent de l'agrément des Etats transitaires. L'Ukraine était le principal : 90% du gaz soviétique exporté y transitaient en 1991. Mais les tensions ont monté entre Kiev et Moscou, notamment après 2004 ; l'UE, avec l'OTAN, a pris le parti de Kiev contre Moscou. L'objectif du Kremlin fut donc de contourner le territoire ukrainien, à la fois pour réduire l'importance de l'Ukraine, l'affaiblir économiquement et la maintenir dans le monde panrusse. Désormais, moins de 50% du gaz russe exporté y transite, grâce à deux gazoducs alternatifs : *Jamal*, traversant la Biélorussie (celle-ci a été récompensée de son alignement sur Moscou) ; *North Stream* (reliant directement la Russie à l'Allemagne via la Baltique) ; le doublement de *North Stream* (octobre 2017), à la place de *South Stream* (reliant la Russie aux Balkans via la mer Noire), abandonné, fera tomber la part ukrainienne à 25%. Du côté de l'(ancien) oléoduc *Droujba*, le tronçon nord, traversant la Biélorussie, est privilégié par rapport au tronçon sud, traversant l'Ukraine.

L'UE et la Russie ont multiplié les différends, sur la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine, la Crimée, la Syrie... Aux actions militaires russes locales, l'UE répond par des mesures économiques, sans toutefois boycotter les hydrocarbures russes ; de son côté, Moscou réoriente les flux pétro-gaziers vers l'Asie en général, la RPC en particulier, sans toutefois mettre l'embargo sur ses hydrocarbures à destination de l'Europe. L'Accord de partenariat et de coopération (APC) conclu en 1994 entre l'UE et la Russie a été préservé, cependant que l'UE a soutenu l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2012. Néanmoins, le différend euro-russe a touché le secteur énergétique. Celui-ci relève de l'économie. Or, *les relations économiques*, même dans un tel secteur, *ne constituent pas un jeu à somme nulle* : la dépendance des uns vis-à-vis des autres est rarement *unilatérale*, car si le client dépend de son fournisseur pour lui procurer des biens ou services, le fournisseur dépend aussi du client pour assurer un

débouché à ses biens ou services. Toutefois, l'interdépendance peut être *asymétrique*, 1) selon que le fournisseur s'approche d'une position de monopole au niveau de l'offre ou selon que le client s'approche d'une position de monopole au niveau de la demande, 2) selon que le client a un besoin critique ou non d'acheter ou selon que le fournisseur a un besoin critique ou non de vendre. 1) Le fournisseur a-t-il des concurrents, peut-il diversifier ses ventes et/ou ses clients, dispose-t-il de réserves de devises ? Inversement, le client a-t-il des stocks, peut-il compter sur des biens ou services de substitution, dispose-t-il de fournisseurs alternatifs ? 2) Le fournisseur peut-il se passer de vendre ? Inversement, le client peut-il se passer d'acheter ?

Concrètement, la Russie offre-t-elle d'autres produits que des hydrocarbures ? Peut-elle se priver de cet export ? Peut-elle vendre hors d'Europe ? Réponses : la Russie a peu d'autres articles d'exportation, elle a besoin des devises que lui rapportent les hydrocarbures, l'UE représente l'un de ses principaux débouchés. De son côté, l'UE peut-elle se procurer d'autres produits énergétiques que les hydrocarbures ? Oui. Peut-elle importer des hydrocarbures hors de Russie ? Oui. Peut-elle se passer des hydrocarbures russes ? Sans doute pas, à moins éventuellement de les remplacer par les hydrocarbures d'Azerbaïdjan, de Kazakhstan et de Turkménistan, qu'il faut alors désenclaver via le « corridor sud » (turc). Sur quinze ans, les chiffres sont les suivants. L'UE dépend de la Russie pour le tiers du pétrole et le quart du gaz qu'elle consomme (plus de la moitié pour la Turquie)⁸¹. Inversement, la Russie dépend du marché européen pour 60% de ses exportations de pétrole et 80% de ses exportations de gaz, soit 15% du PIB russe. L'UE représente la moitié de l'ensemble de l'export russe ; la Russie, seulement 8% de l'export européen. Le pétrole, le gaz et le charbon totalisent 70% des exportations russes, 90% avec les minerais. La moitié des ressources fiscales de l'Etat russe est liée aux débouchés extérieurs du secteur énergétique. La Russie demeure une « Puissance pauvre », n'ayant pas grand-chose d'autre à exporter que des produits de base, des armements et son savoir-faire nucléaire ou aérospatial ; son économie, malgré un énorme potentiel agricole et industriel, ne représente que 2-3% de l'économie mondiale (Amérique du Nord, UE, Japon-RPC, 15% chacun) ; sa croissance est largement indexée sur le cours des hydrocarbures.

Si l'on compare les « BRICS », la Russie, malgré son haut niveau technologique dans certains domaines, n'est pas une économie émergente style RPC ou Inde, fondée sur l'export de biens industriels ou de services ; elle est une économie fondée sur la rente minière, comme l'Afrique du Sud, à cette différence que le secteur minier sud-africain est majoritairement privé alors que le russe est majoritairement public ; le Brésil forme un cas intermédiaire. Or, le marché mondial des hydrocarbures a connu un bouleversement qui favorise les clients au détriment des fournisseurs : la révolution du pétrole et du gaz non conventionnels nord-américains (le pétrole et le gaz de schiste), dont la conséquence est que les Etats-Unis ont retrouvé l'autosuffisance, n'ont plus besoin d'importer, exportent au contraire du gaz naturel liquéfié (GNL). Il serait donc difficile pour le fournisseur russe de manier « l'arme énergétique » (l'embargo) vis-à-vis du client européen. A l'inverse, il serait délicat pour le client européen de manier « l'arme financière » (le boycott) vis-à-vis du fournisseur russe, car cela accroîtrait l'importance du Proche-Orient (Iran compris depuis la levée du boycott européen sur les hydrocarbures iraniens). On retrouve le jeu à somme non nulle.

Pourtant, sur le statut de l'énergie dans les relations internationales, l'UE et la Russie sont aux antipodes. L'UE voudrait dépolitiser le secteur énergétique, dans une logique de marché, avec démantèlement des monopoles, libre concurrence et fixation des prix par le jeu de l'offre et de la demande, réserve faite du soutien public aux énergies renouvelables. La Russie (premier producteur mondial de gaz, deuxième de pétrole) fait de l'énergie un secteur dominé par l'Etat (50%+1 du gaz et du pétrole, avec de gros

⁸¹ Il existe plus de fournisseurs de pétrole que de gaz. Le gaz est d'autant plus névralgique qu'il dépend pour son transport d'infrastructures fixes (les gazoducs), alors que le pétrole est fongible, changeant vingt fois de mains avant d'arriver à destination.

investissements sur l'extraction et la distribution) ainsi qu'un vecteur de pouvoir, aussi bien à l'intérieur qu'à l'international⁸². C'est ce que montre la participation russe à la création, à Téhéran, en 2001, du Forum des pays exportateurs de gaz, dont le siège a été transféré à Doha, au Qatar, en 2011⁸³. Cette divergence d'approche est aggravée par les différends euro-russes. De l'irruption ou de la persistance de considérations politiques dans les relations marchandes, résulte une perte de confiance réciproque, chacun redoutant que la relation économique serve de levier stratégique à l'autre. Aussi 1) l'UE cherche-t-elle à moins dépendre des fournitures russes et 2) la Russie, à moins dépendre des débouchés européens.

1) La politique de l'énergie dans l'UE relève des Etats plus que de l'Union, et les politiques nationales sont plus divergentes que convergentes. La Commission européenne a néanmoins élaboré un plan d'action sur la sécurité énergétique de l'UE⁸⁴ : renforcer les mécanismes d'urgence et de solidarité entre les Etats membres ; améliorer la coordination des politiques nationales et créer un marché européen intégré ; limiter la demande et accroître l'offre énergétiques dans l'UE, tout en développant les énergies renouvelables ; diversifier les sources d'approvisionnement extérieures, leurs itinéraires et les infrastructures correspondantes. Dans le premier volet, figure l'inversion des flux grâce aux infrastructures réticulaires : en cas d'embargo russe sur tel pays, membre ou non de l'UE, la fourniture à ce pays d'hydrocarbures russes destinés à d'autres pays de l'UE, réorientés grâce à la réversibilité des flux. Le procédé est techniquement possible ; il est juridiquement risqué, car les contrats avec la Russie contiennent des clauses de destination spécifique et interdisent la réexportation. Dans le dernier volet, figurent les sources alternatives au Proche-Orient et à la Russie : mer du Nord (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Norvège), Afrique du Nord (Algérie, Libye), golfe de Guinée (Nigéria), Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis), mais aussi mer Caspienne (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan), qu'il s'agit de désenclaver. 2) La Russie, elle, entend demeurer le principal fournisseur de l'UE, tout en diversifiant ses clients, notamment en vendant à la RPC et à l'Inde, soit une base énergétique à la politique eurasiatique. Vis-à-vis de l'Europe comme vis-à-vis de l'Asie, l'intérêt (politique mais aussi économique, à savoir rentabiliser les réseaux hérités ou non de l'ex-URSS) de la Russie est de continuer à être LE pays de transit des hydrocarbures de la mer Caspienne, donc l'intermédiaire obligé entre les exportateurs azéri, kazakh et turkmène d'une part, les importateurs européens ou asiatiques d'autre part, alors qu'elle-même ne veut pas dépendre, en Europe, d'un pays transitaire tel que l'Ukraine. Pour les clients européens, la dissolution de l'URSS avait permis une diversification, puisqu'un Etat exportateur se trouvait remplacé par quatre autres. Mais les réseaux de transports étaient (sont) russocentrés. L'alternative à la Russie est la Turquie. S'opposent alors l'emprise russe sur l'Eurasie et l'attraction turque sur les Etats turcophones de la Caspienne (membres de l'ACT).

C) La bataille autour du « pouvoir de désenclavement » (et la situation de la mer Caspienne)

Sur les quinze Etats post-soviétiques, six sont riverains de mers ouvertes et ont donc un accès direct au commerce mondial : la Russie, l'Ukraine et la Géorgie (encore que la mer Noire soit verrouillable par les détroits turcs), les pays baltes (encore que la Baltique soit verrouillable par les détroits dano-suédois). Neuf sont enclavés : les cinq d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Moldavie et la Biélorussie n'ont accès aux mers ouvertes que par l'intermédiaire d'un ou plusieurs Etats tiers.

⁸² Les hydrocarbures sont l'un des sommets du triangle de puissance formé par l'export, les rentrées financières qu'il procure et la force militaire.

⁸³ La Russie est l'un des douze Etats membres, avec l'Iran (à eux deux 25% des réserves mondiales de pétrole, 40% des réserves mondiales de gaz) ; l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan sont observateurs. En revanche, l'URSS ni aucun Etat post-soviétique n'est ou n'a jamais été membre de l'OPEP.

⁸⁴ Précédé d'un état des lieux complet sur la sécurité énergétique de l'UE et celle de chaque Etat membre.

Sur la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et les Etats centrasiatiques, la Russie dispose, comme pays de transit, d'un *pouvoir de désenclavement* ; entre la Russie d'une part, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan d'autre part, le Kazakhstan sert d'intermédiaire géographique. Cependant, d'autres Etats ont un pouvoir de désenclavement et contrebalancent la Russie : Pologne, Lituanie, Lettonie et Ukraine, pour la Biélorussie ; Géorgie et Iran, pour l'Azerbaïdjan ; Iran, Afghanistan-Pakistan et RPC, pour les Etats centrasiatiques. S'agissant de l'Arménie, le désenclavement procède de l'Iran, car la Turquie et la Géorgie lui ont fermé leurs frontières. D'autre part, Moscou a perdu le contrôle exclusif de la mer Caspienne, celui des ports baltes et des terminaux biélorusses, ukrainiens ou géorgiens, ainsi que l'accès (terrestre) à l'Europe centrale, à la Turquie, à l'Iran, à l'Afghanistan et au Sinkiang chinois. Pour y exporter, les entreprises russes doivent négocier des droits de transit avec les nouveaux Etats : Biélorussie et Ukraine (pour l'Europe centrale), Géorgie (pour la Turquie), Azerbaïdjan (pour l'Iran occidental), Etats centrasiatiques (pour l'Iran oriental, l'Afghanistan et le Sinkiang). En direction de l'Europe, la plaque tournante était l'Ukraine ; la Biélorussie tend à la remplacer. S'agissant des hydrocarbures extraits d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan ou du Turkménistan, la configuration des tubes hérités de l'ex-URSS fait que la Russie en autorise les exportations, qu'ils soient destinés au marché mondial ou à d'autres Etats ex-soviétiques. Soit elle leur achète les hydrocarbures pour les revendre elle-même, soit elle leur fait payer des droits de transit, éventuellement à un coût tel qu'il leur fait perdre leur compétitivité par rapport aux hydrocarbures russes. La Russie est elle-même le principal fournisseur d'hydrocarbures de plusieurs Etats post-soviétiques : pays baltes, Biélorussie, Ukraine. La question qui se posait aux entreprises russes était de savoir comment contourner le territoire ukrainien. La question qui se pose aux entreprises occidentales, azérie, kazakhe et turkmène, est de savoir comment contourner le territoire russe. Cette question amène à examiner la situation géopolitique de la mer Caspienne (370000 km²).

Autour de celle-ci, confluent trois ensembles politiques et culturels : le monde russe, le monde turc, le monde persan. La Caspienne est un Golfe inversé : c'est une mer qu'il faut désenclaver, pas seulement exploiter, à la différence du golfe Persique dont le pétrole et le gaz accèdent directement, par le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman, à l'océan Indien puis à l'Atlantique ou au Pacifique, à moins qu'ils ne soient acheminés par oléoducs ou gazoducs vers les ports de la mer Rouge ou de la Méditerranée orientale. Jusqu'à la fin de l'URSS, le problème du désenclavement de la Caspienne n'existait pas, car cette mer, sauf le sud à l'Iran, était une mer soviétique (reliée à la mer Baltique et à la mer Blanche par les canaux de la Volga et les lacs Rybinsk, Ladoga et Onega), si bien que les hydrocarbures de la région étaient soviétiques. Depuis 1991, la dissolution de l'URSS, remplacée par quatre Etats (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Russie, dont la Kalmoukie et le Daghestan), ainsi que la confirmation de considérables réserves d'hydrocarbures, ont poussé à l'irruption de nouveaux projets d'exploitation, impliquant 1) répartition des gisements et 2) évacuation de la production.

1) Le premier problème est de savoir comment répartir les prolongements marins des réserves terrestres, presque île d'Apchéron pour l'Azerbaïdjan, estuaire de Tengiz pour le Kazakhstan, presque île de Turkmenbaschi pour le Turkménistan. Pour résoudre ce problème, qui équivaut à la délimitation de frontières marines en prolongements de frontières terrestres, il importe de discerner le statut juridique de la Caspienne. Trois options sont possibles, concernant moins la navigation en surface que le sous-sol marin : la Caspienne peut être considérée comme une mer fermée, une mer ouverte ou un lac frontalier. Le condominium irano-russe hérité des accords irano-soviétiques de 1921 ne liait pas les trois Etats successeurs de l'URSS. A) Le statut de mer fermée permet une exploitation commune des fonds sans délimitation préalable entre les Etats riverains ; c'est la solution défendue par la Russie et l'Iran, qui possèdent un littoral caspien sans grandes réserves pétro-gazières. B) Le statut de mer ouverte implique la délimitation d'eaux territoriales et de zones économiques exclusives (ZEE), le reste formant un espace international commun ; c'est la solution défendue par l'Azerbaïdjan, qui lui donnerait le contrôle des plus grosses réserves. C) Le statut de lac frontalier permet le partage de la totalité des fonds de la Caspienne en

zones exclusives à partir d'une ligne médiane établie en son milieu ; c'est la solution défendue par le Kazakhstan et le Turkménistan. La tension est vive entre l'Azerbaïdjan et l'Iran autour d'Araz-Charg-Alov, entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan autour de Kyapaz-Serdari. La répartition des gisements est un premier problème : celui de la délimitation. Différents accords ont été conclus depuis 1991. Mais il semble que résolution soit intervenue avec la convention du 12 août 2018 entre les cinq Etats riverains, réunis dans le « Groupe de travail sur la Caspienne », selon laquelle celle-ci est une « mer commune », n'appartenant qu'aux Etats riverains, qui peuvent ainsi se partager les fonds marins et les ressources sous-marines. Il a également été convenu qu'aucun pays tiers ne disposerait de base militaire sur la Caspienne, soit un succès du projet irano-russe de Force Caspienne opposé au concept américain de *Caspian Guard*.

2) Mais arrive un second problème : celui du désenclavement, autrement dit, l'acheminement des ressources extraites et exportées vers l'Europe de l'Ouest, l'Asie de l'Est ou l'Asie du Sud. Le réseau d'évacuation des hydrocarbures était caucasien, soit ciscaucasien, *id est* azéro-russe via le Daghestan et la Tchétchénie (Bakou-Makhatchkala-Grozny-Novorossiisk), soit transcaucasien, *id est* azéro-géorgien (Bakou-Tbilissi-Batoum). Les alternatives au contrôle russe étaient et demeurent, avec le raccordement des productions kazakhe et turkmène, les voies turques jusqu'à Sansun en mer Noire ou Ceyhan en Méditerranée, iranienne jusqu'à Busher dans le Golfe, afghano-pakistanaïses jusqu'à Gwadar ou Karachi en mer d'Arabie⁸⁵. La Russie avait et a un projet concurrent : le Tengouiz-Astrakhan-Novorossiisk, évitant le turbulent Caucase Nord. S'ajoutait la volonté chinoise -qui a trouvé concrétisation- d'avoir accès aux hydrocarbures de la mer Caspienne.

En dehors de la Russie, les gisements de la Caspienne ont donc quatre itinéraires de sortie pour que leur production arrive en Europe : la RPC, l'Afghanistan et le Pakistan, l'Iran, la Turquie. L'import chinois sur 6000 km n'a pas vocation à être réexporté vers l'Europe. L'Afghanistan est en guerre civile, et le Pakistan, peu sûr. L'Iran est ou était sous « sanctions » ; le Turkménistan a cependant conclu des accords avec lui. Reste la Turquie, entre Europe, Proche-Orient et Asie centrale. La normalisation des relations avec l'Iran permettra(it) d'élargir le débouché des hydrocarbures des Etats azéri et centrasiatiques ; mais le transit turc demeurera(it) plus compétitif que le transit iranien, le premier aboutissant directement vers les ports ou terminaux d'Europe du Sud-Est, alors que le second, aboutissant sur le golfe Persique ou le golfe d'Oman, obligerait à faire le tour, soit de la péninsule arabique jusqu'à Suez, soit de l'Afrique par le Cap de Bonne Espérance. De même, la pacification de l'Afghanistan et la stabilisation du Pakistan permettraient, elles aussi, d'élargir le débouché des hydrocarbures de la Caspienne ; mais le transit afghano-pakistanaïse aboutirait à la mer d'Arabie, avec à nouveau à l'horizon les deux contournements arabique ou africain. Le transit turc demeurerait donc primordial. D'autant que la guerre civile en Syrie (la Russie soutenant le Gouvernement, la Turquie, les insurgés) rend inutilisables les terminaux syriens à l'ouest. D'autant que l'itinéraire jordanien mène à l'impasse israélienne, l'Arabie Saoudite et l'Irak refusant d'écouler leurs hydrocarbures par les ports israéliens et Israël refusant de laisser écouler les hydrocarbures saoudiens ou irakiens par ses propres ports⁸⁶.

Celle-ci joue(rait) donc un rôle transitaire irremplaçable. Elle a pour atouts sa position géographique, la sécurisation de son territoire et sa qualité de membre de l'Alliance atlantique. Elle a été à l'initiative de la création de l'OCE⁸⁷, sorte de versant économique (plus large) de l'ACT. Elle seule peut désenclaver la

⁸⁵ Les Etats-Unis défendaient le projet d'un oléoduc partant de Mary, à l'est d'Achgabat, au Turkménistan, qui amènerait le pétrole turkmène et ouzbèke aux ports de Gwadar et de Karachi au Pakistan, via Hérat en Afghanistan, cependant qu'un gazoduc acheminerait le gaz kazakh et turkmène, via Mary et Hérat puis Kandahar, jusqu'à Multan au Pakistan, où il rejoindrait le gazoduc Islamabad-Karachi.

⁸⁶ Le pétrole arabe exporté emprunte donc, soit le golfe Persique, soit le territoire turc, ou bien il traverse l'Arabie Saoudite pour aboutir à la mer Rouge et au canal de Suez ou au détroit de Bab-el-Manded.

⁸⁷ Organisation de la coopération économique, regroupant la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Iran, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan.

mer Caspienne. Le transit par la Russie garde son importance ; s'est ajouté pour les hydrocarbures kazakhs le débouché chinois. Mais existent depuis 2006 l'oléoduc et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum-Ceyhan en Turquie. Sont en cours de réalisation ou en projet, dans le cadre du « corridor » gazier sud-européen, le TPC (*Trans-Caspian Pipeline*), le SCPX (*South Caspase Pipeline Extension*), le TANAP (*Trans-Anatolian Pipeline*) et le TAP (*Trans-Adriatic Pipeline*). Toutefois, la Turquie est aussi un gros consommateur/importateur (le deuxième importateur de gaz russe après la RFA), cependant que sa stabilité est fragilisée par le séparatisme kurde, l'islamisme, l'irréductibilisme arménien⁸⁸ ou les réfugiés syriens. De plus, il existe un grand projet russe, lui-même lié au giga-projet chinois des *Nouvelles routes de la soie* (la BRI), de créer un transport routier et ferroviaire international reliant l'Europe du Nord à l'Asie du Sud via l'Asie centrale et la Russie, permettant d'éviter la Turquie, Ormuz, Bab-el-Manded, Suez ou le Cap de Bonne Espérance. Une telle liaison transcontinentale⁸⁹ réduirait considérablement le pouvoir transitaire turc et le pouvoir maritime américain...

D) Le rapport de force russo-occidental (au-delà des hydrocarbures de la Caspienne)

Même si elle fait partie d'un nouveau groupe de Puissances émergentes : les « MINT »⁹⁰, la Turquie ne peut s'ériger seule en adversaire n°1 de l'hégémonie russe en Eurasie. Il y a derrière elle, secondairement, la « nouvelle *Ostpolitik* » allemande, principalement, la politique américaine de *roll back* de la Russie, à laquelle Moscou oppose sa politique eurasiennne et eurasiatique. En arrière-plan de l'alternative turque, se trouvent, d'un côté, la révolution du schiste américain, de l'autre, la décision russe (septembre 2008), succédant à la décision iranienne (avril 2008), de ne plus facturer les ventes d'hydrocarbures en dollars. L'une fait chuter le cours des hydrocarbures, donc amenuise le ressort financier de la puissance militaire russe ; mais elle prolonge l'ère pétro-gazière. L'autre affaiblit le rôle de la monnaie américaine, clef de voûte de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis, celle-ci se trouvant de plus en plus liée à la préservation saoudienne du commerce pétro-gazier en dollars. L'URSS mettait en cause le capitalisme mondial ; la Russie, l'hégémonie du dollar. Il y a ainsi un gigantesque bras de fer russo-américain, au centre d'un clivage plus large, entre Puissances eurasiatiques (Russie, RPC, Inde, Iran) et Puissances atlantiques (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, RFA).

Le rapport de force russo-américain n'est pourtant pas de même nature que le rapport de force russo-européen. Celui-ci a pour noyau le commerce pétro-gazier, donc une relation économique -dans un voisinage continental- qui n'est pas un *jeu à somme nulle* comme l'illustre l'interdépendance entre le fournisseur russe d'hydrocarbures et le client européen pourvoyeur de devises. Celui-là a pour noyau, évidemment pas la compétition du rouble et du dollar, mais la maîtrise des armements nucléaires, donc une relation militaire -caractérisée par l'éloignement maritime- qui peut être un *jeu à somme nulle*, l'insécurité de l'un signifiant la sécurité de l'autre. La problématique ne porte pas sur l'exécution ou la rupture de contrats commerciaux, mais sur l'application ou la dénonciation de traités de désarmement (notamment les traités START). L'OTAN forme le lien entre l'Amérique et l'Europe. Elle associe, de par ses Etats membres à la fois de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne, les deux relations américano-russe, militaire et transocéanique, et euro-russe, économique et continentale⁹¹.

⁸⁸ La reconnaissance du génocide -crime imprescriptible- entrainerait-elle un « droit au retour » à Kars et Ardahan, à Van, Bitlis, Erzurum, Diyarbakir, Harput, Sivas ?

⁸⁹ Projet « haushoférien » qui aurait alarmé Mackinder ! Cf. Pierre Dhomps, Henri Tsiang : *Le Big Bang des Nouvelles Routes de la soie*, Paris, L'Harmattan, 2017, préf. J.-P. Raffarin.

⁹⁰ Mexique, Indonésie, Nigéria, Turquie.

⁹¹ Au plan militaire, la relation Russie-OTAN porte à la fois sur les armements nucléaires (traité FNI) et sur les armements classiques (traité FCE). Quant aux armes mésologiques, biologiques et chimiques, elles relèvent de conventions conclues dans le cadre de l'ONU, auxquelles la Russie est partie (cf. note 15).

IV LA POLITIQUE « EURASIENNE » ET « EURASIATIQUE » DE MOSCOU FACE AU *ROLL BACK* TURCO-OCIDENTAL

S'orientent-elles vers la balkanisation de l'Eurasie et la consolidation des Républiques ex-soviétiques, ou bien, au contraire, vers l'Union eurasiennne et le maintien de l'hégémonie russe ? Pour réussir sa politique eurasiennne face à l'Occident ou à la Turquie, la Russie mène simultanément une politique eurasiennne. D'où une deuxième question : la Russie s'éloigne-t-elle toujours plus de l'Europe pour se tourner toujours plus vers l'Asie ? Telles sont les questions de politique étrangère, et d'identité politique, que l'on traitera dans cette partie. Elles amèneront à examiner la position géopolitique de la Russie, l'eurasisme, l'inversion de la dynamique géopolitique du *containment* au *roll back*, l'association des Puissances eurasiennnes. Deux autres questions se posent, elles aussi à portée identitaire, mais concernant davantage la politique intérieure, malgré leur dimension internationale. Depuis la dissolution de l'URSS, la Russie en a-t-elle fini avec les sécessionnismes, autrement dit, le territoire de la Fédération est-il stabilisé ? Qu'en est-il des quatorze autres Etats, de leur indépendance politique et de leur intégrité territoriale ? On les traitera dans la partie suivante, à travers le tour d'horizon géopolitique et historique de(s) différentes régions de l'Eurasie.

1) La position géopolitique de la Russie

Sous Eltsine, la Russie, affaiblie, suivait l'Occident, ainsi au CSNU, cependant que, cooptée (dès Gorbatchev) au G7⁹² devenu le G8, elle avait intégré le FMI et la Banque mondiale, adhéré au Conseil de l'Europe (soit un partenariat paneuropéen)⁹³, conclu un APC avec l'UE, participé à la création de l'OSCE, du PPP et du CPEA (soit un partenariat panoccidental)⁹⁴, poursuivi le désarmement NBC (traités START, CAC) comme classique (traité FCE), envisagé la création d'un système de défenses antimissiles devant couvrir l'hémisphère nord contre les *rogue States* (le *Global Protection Against Limited Strikes*, qui devait concilier la dissuasion mutuelle américano-russe et la capacité d'intercepter les missiles des

⁹² Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Japon.

⁹³ Créé par le traité de Strasbourg du 5 mai 1949, comprenant 47 membres : les 28 de l'UE, les trois de l'AELE, plus Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Liechtenstein, Macédoine, Moldavie, Monaco, Monténégro, Russie, San Marin, Serbie, Turquie, Ukraine. Les Etats membres de l'UE sont : Belgique, France, Luxembourg, Italie, Pays-Bas, RFA (depuis 1951 et 1957), Danemark, Grande-Bretagne, Irlande (depuis 1973), Grèce (depuis 1981), Espagne, Portugal (depuis 1986), Autriche, Finlande, Suède (depuis 1995), Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Tchèque (depuis 2004), Roumanie et Bulgarie (depuis 2007), Croatie (depuis 2013). Six autres Etats sont candidats : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie, Turquie. 19 Etats appartiennent à la zone euro : Autriche, Belgique, Finlande, France, Espagne, Grèce, Luxembourg, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, RFA (depuis 2002), Slovénie (depuis 2007), Chypre et Malte (depuis 2008), Slovaquie (depuis 2009), Estonie (depuis 2011), Lettonie (depuis 2014), Lituanie (depuis 2015). L'Association européenne de libre échange, créée par le traité du 3 mai 1960, comprenait initialement huit Etats membres : Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Islande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse ; trois aujourd'hui : Islande, Norvège, Suisse.

⁹⁴ L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, créée en 1995 (elle remplace la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), comprend 56 membres : les 47 membres du Conseil de l'Europe, six Etats issus de l'ex-URSS (Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan), le Canada, les Etats-Unis et le Vatican. Le Partenariat pour la Paix, créé en 1994, comprend 46 membres : les 28 de l'Alliance atlantique et 18 « partenaires », soit 12 Etats issus de l'ex-URSS (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine) et l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, la Macédoine, la Suède, la Suisse. Le Conseil du Partenariat Euro-Atlantique, créé en 1997, comprend les 28 de l'Alliance atlantique et les 18 « partenaires » du PPP plus sept « pays du dialogue méditerranéen » : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Maroc, Mauritanie, Tunisie. L'Alliance atlantique, créée par le traité de Washington du 4 avril 1949 (la convention d'Ottawa du 20 septembre 1951 a créé l'OTAN) a pour Etats membres : Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal (depuis 1949), Grèce et Turquie (depuis 1952), RFA (depuis 1955), Espagne (depuis 1982), Hongrie, Pologne, Tchèque (depuis 1997), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie (depuis 2002), Albanie, Croatie (depuis 2009), Monténégro (depuis 2017). Les quatrième et cinquième élargissements ont chacun été précédés d'un accord avec la Russie, en mai 1997 puis en mai 2002, instituant le COR (Conseil OTAN-Russie).

« proliférateurs », donc éviter que les défenses « tactiques » ne se transforment en défenses « stratégiques », comme l'avait souligné la Déclaration commune américano-russe du 23 septembre 1996 sur la démarcation entre les défenses antimissiles « stratégiques » et « tactiques ». Le tournant (la fin de l'après-Guerre froide) est intervenu en 1998, avec la double crise kosovare et irakienne, Moscou appuyant la Serbie, face au sécessionnisme albanais (l'UCK) soutenu par les Puissances occidentales, ainsi que la levée des « sanctions » sur l'Irak baasiste, face aux Anglo-Américains. En mars 1999, la Russie s'opposait -diplomatiquement- à l'intervention de l'OTAN au Kosovo et en mars 2003, à l'intervention des Etats-Unis en Irak -sans envoyer de troupes. En 2001, Poutine avait assuré Bush de son soutien après les attaques du 11 septembre ; à l'automne-hiver 2002-2003, la France et l'Allemagne s'étaient rangées aux côtés de la Russie face aux Anglo-Américains dans l'affaire irakienne. Mais l'entente américano-russe contre le « terrorisme islamique » ou l'axe Paris-Berlin-Moscou contre « l'unilatéralisme américain » n'ont été que conjoncturels. Un clivage est apparu, paralysant le CSNU, supprimant le G8 (la Russie en a été suspendue), empêchant toute « gouvernance globale » : celui des Puissances atlantiques, Turquie comprise, et des Puissances eurasiatiques. La crise puis la guerre civile syriennes le confirment nettement, les uns soutenant les (des) insurgés, les autres, le gouvernement de Damas. Même contre *Daesh* -groupe jihadiste dont le contrôle a échappé aux partenaires arabes (Qatar, Arabie Saoudite) de l'Occident, comme autrefois *Al Qaïda* échappa au contrôle des Etats-Unis dans leur lutte contre les Soviétiques en Afghanistan- il n'y eut pas de coalition russo-occidentale. Il y eut toutefois entente pour le désarmement chimique de la Syrie, du moins intimé au Gouvernement, via le CSNU, d'adhérer à la CAC, en 2013.

A) Le clivage des Puissances atlantiques et des Puissances eurasiatiques

Le clivage des Puissances atlantiques et des Puissances eurasiatiques est géopolitique. Il est fluctuant, du fait des divergences, parfois, entre Paris et Washington, et des tensions, souvent, entre Delhi et Pékin.

Surtout, il n'est pas économique et social. Toutes les Puissances eurasiatiques participent de/à la mondialisation marchande (aux échanges de biens, services, capitaux, informations), sans qu'il y ait de fermeture territoriale et commerciale (l'Inde est membre de l'OMC depuis 1995, la RPC, depuis 2001, la Russie, depuis 2012). Il y a certes un conflit montant autour du statut du dollar, monnaie mondiale, que les Puissances eurasiatiques souhaitent remplacer à terme par une devise internationale formée d'un panier de monnaies (dollar, livre sterling, euro, yen, yuan, rouble, roupie, real, rand), cependant que les échanges entre les BRICS s'effectueraient avec leur monnaie respective ou seraient libellés par une devise issue de leurs cinq monnaies. Il est également notoire que la Russie et la RPC produisent de l'or et achètent de l'or, dans une perspective de « dé-dollarisation ». Mais la Russie, l'Inde, la RPC depuis 1979, ne sont pas *face* aux Etats-Unis comme l'étaient l'URSS et la RPC avant 1979, opposant au capitalisme un autre système économique et social ; de même, la Russie n'est pas une superpuissance comme l'était l'URSS, dirigeant un groupe d'Etats (le « camp socialiste » ou, du moins, le « bloc soviétique »). La Russie comme l'Inde pratiquent une forme de capitalisme, plus ou moins étatisé ; depuis 1979, la RPC, toujours dirigée par un parti communiste, pratique un « néo-capitalisme d'Etat », via une « néo-NEP ». Tout compte fait, la Russie, l'Inde et la RPC ne sont pas *aux côtés* des Etats-Unis ; elles sont *à côté*, autrement dit, leur rivalité, géopolitique, étendue au cyberspace, ne s'accompagne d'une opposition de modèles économiques et sociaux.

Pour autant, la rivalité géopolitique, à l'ombre de l'armement nucléaire et de sa portée dissuasive, s'exprime aussi par un conflit sur les idéaux politiques et les standards juridiques. Les Etats-Unis et les Puissances occidentales mettent volontiers en avant l'universalisme des droits de l'homme et, au nom des droits de l'homme, invoquent, selon l'opportunité, un « droit d'ingérence » (années 1990) ou une « responsabilité de protéger » (années 2000-2010). Du Kosovo à la Syrie en passant par l'Irak et la Libye,

la Russie, la RPC, l'Inde s'en tiennent aux « cinq principes »⁹⁵, autrement dit, à la souveraineté de l'Etat, contre tout interventionnisme extérieur, *a fortiori* s'il appuie une insurrection ou une sécession intérieure. Mais en même temps, les trois Puissances, au passé impérial⁹⁶, ont des ambitions régionales : respectivement, l'hégémonie en Eurasie, en Extrême-Orient et mers de Chine, en Asie du Sud et océan Indien, qui les amènent à relativiser la souveraineté des Etats locaux, dont certains se tournent vers les Etats-Unis, l'UE ou la Turquie. L'ingérence pratiquée par les trois Puissances et l'ingérence pratiquée par les Etats-Unis ou les Puissances occidentales obéissent à des ressorts différents : l'une est spatialement délimitée par des desseins régionaux, l'autre est idéologiquement déterminée par des considérations universalistes.

Il y a donc un choc des impérialismes (qui se déroule après la « victoire froide » des Etats-Unis). Il n'y a pas une « Guerre froide » (concept historiographique lié au conflit Est-Ouest) au sens de l'opposition de deux systèmes sociaux ou de deux camps ayant chacun leur superpuissance ; il y a une « guerre froide » (concept purement polémologique) au sens d'une mise en oeuvre de l'hostilité par des moyens autres que la violence armée ou la coercition militaire directe (dissuasion nucléaire oblige). L'enjeu serait 1) le maintien des ex-républiques soviétiques dans l'orbite panrusse ou leur attraction turco-occidentale, 2) le maintien du régime à Moscou ou son changement, 3) le maintien de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie ou son éclatement. Or, croit-on au Kremlin, une Russie qui ne serait pas implicitement hégémonique en Eurasie serait une Russie en proie à des tendances centrifuges.

B) La politique mondiale eurasiatique au service de la politique régionale eurasienne

Par sa dimension géographique (immense) et sa composition culturelle (diverse), la Russie ne peut être qu'un empire ou (sécularisation) une fédération, pas un Etat-nation. C'est pourquoi son « nationalisme » est eurasien. L'Empire russe était panorthodoxe, panslave et pantouranien ; son universalisme était limité à l'orthodoxie chrétienne (la « Troisième Rome »). L'Union Soviétique était universaliste par son caractère idéocratique (marxiste-léniniste) ; elle savait instrumentaliser l'irrédentisme, ainsi que le panslavisme, la panorthodoxie et le pantouranisme. La Fédération de Russie, elle, n'est pas universaliste ; ses ambitions, eurasiennes, s'arrêtent aux frontières de l'ex-URSS ; mais pour les réaliser, elle doit développer une politique mondiale, eurasiatique.

La politique eurasiatique -c'est-à-dire l'association avec la RPC, l'Inde, l'Iran, la Syrie baasiste- *est au service de la politique eurasienne* -c'est-à-dire l'unité panrusse de l'Eurasie. Dans ce qui est perçu comme « l'étranger proche », le Kremlin ne reconnaît pas la complète indépendance des Etats, car il n'en reconnaît pas la complète égalité. En effet, il y revendique, parallèlement à la protection des Russes (les citoyens russes) et des russophones (les « Russes ethniques »), une « souveraineté militaire » et « monétaire », soit un alignement des Etats ex-soviétiques qui aurait pour cadres l'OTSC et l'UEEA⁹⁷. Les ambitions russes se heurtent, d'une part, au souverainisme de certains Etats ex-soviétiques, d'autre part, à la poussée vers l'Est des Puissances occidentales⁹⁸ ou de la Turquie ou à l'attraction vers l'Ouest ou vers la Turquie de certains Etats ex-soviétiques. Contre ce qui est perçu comme un *roll back* turco-occidental, le Kremlin cherche un contrepoids ; il le trouve dans la politique eurasiatique, outre quelques

⁹⁵ Les principes indo-sino-soviétiques de 1954-1955, devenus principes indo-sino-russes, en vertu de la continuation russe de l'URSS et de la confirmation russe desdits principes : respect mutuel de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de la souveraineté, non agression mutuelle, non ingérence mutuelle, égalité et avantage mutuels, coexistence pacifique. Ils furent initialement formulés dans le traité sino-indien du 29 avril 1954, repris dans la déclaration sino-soviétique du 12 octobre 1954, enfin dans la déclaration indo-soviétique du 22 juin 1955. Cf. Lazare Focsaneanu : « Les 'cinq principes' de coexistence et le droit international », *AFDI*, 1956, pp.150-180.

⁹⁶ L'Empire russe, l'Empire chinois, l'Empire des Indes au temps des Moghols puis des Britanniques.

⁹⁷ Certains parlent d'une « néo-doctrine Brejnev » sur les pays de « l'étranger proche ».

⁹⁸ Etats-Unis militairement, RFA économiquement.

(anciennes) amitiés ultramarines : Cuba, le Venezuela de Chavez, la Bolivie de Morales, la Libye de Kadhafi... Autant de dirigeants qui sont sautés ! La Russie a toutefois repris pied en Libye, en Irak, en Egypte, en Algérie (par le biais de ventes d'armes).

La politique eurasiatique, mondiale, face à l'Occident, est au service d'*intérêts* ; la politique eurasienne, régionale, contre la balkanisation de l'Eurasie, est conforme à une *identité* ; toutes deux s'expriment par des *idées*, en l'occurrence l'eurasisme. Moscou a toujours représenté une Idée : au XIX^{ème} siècle, l'Empire russe fut la grande puissance légitimiste, chrétienne et contre-révolutionnaire (la grande ennemie du marxisme) ; au XX^{ème} siècle, l'URSS fut la grande puissance révolutionnaire, communiste et athée. La Fédération de Russie, elle, promeut le souverainisme (les « cinq principes »), mais aussi le régionalisme (l'unité panrusse de l'Eurasie), et cela, face à l'ingérisme et à l'universalisme de l'Occident, cependant qu'avec les BRICS elle se pose en fer de lance du « monde des émergents ». Sans doute y a-t-il une contradiction entre la souveraineté de l'Etat et le suprémacisme eurasien. La contradiction est surmontée par la division du monde en deux : d'une part, la Russie et « l'étranger proche » ou l'Eurasie, dont l'unité panrusse doit être conservée ; d'autre part, le reste du monde, composé d'Etats également souverains, dont l'indépendance politique et l'intégrité territoriale doivent être préservées face à tout interventionnisme ou sécessionnisme.

Cette division du monde aboutit aux quatre cercles concentriques de la politique du Kremlin : russe, eurasien, eurasiatique, mondial. Ils correspondent respectivement aux éléments suivants : 1) la Fédération de Russie et la russophonie ; 2) les Etats ex-soviétiques, la CEI et les partenariats au sein de la CEI (l'Union Biélorussie-Russie, l'OTSC, la CEEA puis l'UEEA, les cessions à bail au Kazakhstan, les accords de stationnement de forces russes avec l'Arménie et le Tadjikistan) ; 3) le partenariat avec la RPC, l'Inde, l'Iran et la Syrie baasiste, ainsi que l'OCS⁹⁹ et les BRICS¹⁰⁰ ; 4) les partenariats paneuropéen (l'APC, le Conseil de l'Europe) et panoccidental (l'OSCE, le PPP, le CPEA), qui permettent d'imaginer une « grande Europe », de l'Atlantique au Pacifique (de Brest à Vladivostok), ou un « grand Occident », du Pacifique au Pacifique (de Vancouver à Vladivostok). Le monde slave, le monde touranien et le monde orthodoxe se situeraient entre le premier et le deuxième cercles ou entre le deuxième et le troisième cercles si la Russie pouvaient ou savaient les rassembler. Mais ce n'est pas le cas : ces mondes sont coupés en deux, entre les Etats qui sont membres de la CEI (Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan) ou qui sont proches de la Russie (Serbie, Chypre) et ceux qui ne sont pas ou plus membres de la CEI ni proches de la Russie (Géorgie, Ukraine, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Turquie). Même au sein de la CEI, il y a un contraste entre les Etats membres de l'OTSC (Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan) ou de l'UEEA (Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan) et ceux qui n'en sont pas membres (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie, Turkménistan).

2) L'eurasisme

Le Kremlin a renouvelé les ambitions eurasiennes, afin de surmonter la balkanisation de l'espace post-soviétique et de restaurer une position de grande puissance face à l'Occident. L'URSS récusait la

⁹⁹ Créée par le traité du 26 avril 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai réunit huit Etats membres : RPC, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Inde et Pakistan (tous deux naguère observateurs), quatre Etats observateurs : Biélorussie, Mongolie, Afghanistan, Iran, six Etats partenaires : Arménie, Azerbaïdjan, Népal, Sri Lanka, Cambodge, Turquie. Le Turkménistan est « Etat invité ».

¹⁰⁰ L'acte de naissance des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine populaire, auxquels s'est ajoutée l'Afrique du Sud) a eu lieu lors de la déclaration d'Ekaterinbourg le 14 août 2008, puis lors du premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des « BRIC » le 16 juin 2009 à Ekaterinbourg.

« géopolitique », en l'associant à la « réaction ». La politique étrangère russe obéit à une *idée géopolitique* : l'eurasisme. Celui-ci n'est plus au service du Parti-Etat, du communisme et de la révolution mondiale. Il est autonome, voire directeur. Il renvoie à l'identité eurasiennne de la Russie et à l'unité panrusse de l'Eurasie, donc à la symbiose turco-slave, ainsi qu'à l'opposition à l'Occident et à l'alliance avec l'Orient, pas à une « troisième voie » entre l'Europe et l'Asie. Telle serait « l'Idée russe » conforme à l'originalité de la « terre russe » (immense, diverse, mais aussi singulière par rapport à l'Europe maritime, au Proche-Orient et à l'Asie des moussons, tout en étant orientée à l'Est).

A) La Russie, de l'Europe à l'Asie

L'eurasisme mène un débat géopolitique, inspiré par la « Révolution conservatrice » allemande des années 1918-1933. Les débats géopolitiques, sur l'orientation de la politique étrangère, donc le rapport avec l'Autre, sont aussi des débats identitaires, sur Soi. Les théoriciens eurasistes se demandent ce qu'est la Russie et ce que sont les Russes, tout comme les néo-conservateurs d'outre-Rhin se demandaient ce qu'était l'Allemagne et ce qu'étaient les Allemands. L'eurasisme aime à comparer la Russie en Eurasie et l'Allemagne en Europe. La Russie reproduit à l'échelle de l'Eurasie la situation de l'Allemagne à l'échelle de l'Europe : elle est le pays du milieu, aux longues frontières exposées, potentiellement hégémonique si elle est forte, menacée de toutes parts si elle est faible, hésitant entre l'Est et l'Ouest. Que dit l'eurasisme sur l'identité russe ?

Que les Russes sont des Européens (de langue slave et de religion chrétienne). Toutefois, l'histoire comme la géographie soulignent la dimension asiatique de la Russie, notamment l'importance du contact avec les peuples de la steppe turco-mongols. Centrée sur le Dniepr, la première Russie (*Rous*), celle de Kiev, participait de la chrétienté grecque (byzantine) et entretenait des liens étroits avec l'Occident (via les fleuves de la mer Noire à la Baltique jusqu'à la mer du Nord). Elle faisait partie de l'Europe. Mais la destruction de la Kiévie par les Mongols (1240) puis leur domination pendant 240 ans ont fait basculer le centre de gravité de l'espace russe vers la Moscovie et ont rattaché la Russie à l'Asie. Après la rupture du lien de vassalité en 1480 (Ivan III cesse de verser le tribut au Khan), l'histoire de la Russie fut celle de la formation d'un Empire (alors qu'en Europe apparaîtront des Etats). L'expansion se déploie d'abord vers la Volga (Ivan IV dit le Terrible s'empare de Kazan en 1552 et d'Astrakhan en 1556), puis vers la Sibérie jusqu'en Extrême-Orient (aux dépens de l'Empire chinois) et même au-delà du détroit de Béring (de l'Alaska à la Californie), puis à l'ouest, vers la Baltique (aux dépens de la Suède), l'Europe centrale (aux dépens de la Pologne) et la mer Noire (aux dépens de l'Empire ottoman), enfin au sud et au sud-est, vers le Caucase et l'Asie centrale (aux dépens des Empires ottoman et perse). L'extension territoriale de la Russie s'effectua donc d'abord du côté de l'Asie, ensuite du côté de l'Europe. Les conquêtes ultramarines ouest-européennes ont pour pendant la conquête russe de la steppe, de la plaine du Don à la mer d'Okhotsk, qui permit de dominer/rassembler les différents peuples de l'Eurasie en créant l'unité panrusse de l'Eurasie (avec une forte dimension pantouranienne). La maîtrise européenne des mers a ainsi pour équivalent la maîtrise russe de la steppe. Après 1991, la dissolution de l'URSS a fait perdre à Moscou des territoires à l'ouest et au sud, mais pas la Sibérie. Si l'on se base sur la ligne de l'Oural, le quart du territoire russe est en Europe, les trois-quarts en Asie.

D'autre part, l'Empire russe faisait figure de Puissance européenne en Asie. Mais le régime tsariste, hérité des Byzantins¹⁰¹ puis des Mongols¹⁰², était très différent des régimes politiques européens, la monarchie russe combinant autocratie et « césaro-papisme ». On parlait de « despotisme oriental » en Europe, soit

¹⁰¹ Cf. Gilbert Dagron : *Empereur et prêtre. Etude sur le « césaropapisme » byzantin*, Paris, Gallimard, 1996.

¹⁰² Cf. Jean-Paul Roux : « Sacerdoce et empire universels chez les Turco-Mongols », *Revue de l'histoire des religions*, t.204, n°2, 1987, pp.151-174. Du chamanisme à l'islam des steppes, on retrouve, de Gengis Kahn à Soliman, la formule : « *il ne peut exister qu'un seul empereur sur la terre comme il n'y a qu'un Dieu dans le Ciel* ».

une pratique « asiatique » du pouvoir, plus ou moins similaire aux Empires ottoman, perse ou chinois (ou moghol avant les Britanniques). Après 1917-1922, le régime soviétique était encore très différent des régimes européens, cependant que le pouvoir soviétique se dressait face à l'Occident et cherchait à rallier l'Orient (exemple du fameux Congrès de Bakou en 1920). Les eurasistes insistent sur la différence entre la Russie et l'Europe. Aussi considèrent-ils les Russes comme des Européens dont l'expansion en Asie, l'influence de l'Asie et l'orientation vers l'Asie ont imprimé une marque asiatique (pantouranienne) à leur identité.

B) L'unité eurasiennne, l'opposition à l'Occident et l'alliance avec l'Orient

D'où vient l'idée eurasiste ? Du refus de l'occidentalisation de la Russie, donc de la critique du pétrinisme (Pierre le Grand, qui s'efforça de mettre l'Empire russe à l'école de l'Europe) et de tout néo-pétrinisme (de Gorbatchev à Eltsine). Mentionnons quelques grands penseurs, au XIX^{ème} siècle, renouvelant l'opposition des slavophiles aux occidentalistes : Danilevski, Léontieff, Soloviev (l'auteur de la formule nationale-chrétienne : « *aime tous les peuples comme le tien propre* »). Une figure de proue : Alexandre Douguine, qui a créé, après un épisode « national-bolchevik », le « Mouvement eurasiste international », très influent dans les milieux des services de renseignement et de l'armée russes.

1- Les fondements de l'eurasisme

L'eurasisme a pour origine une réflexion identitaire sur la Russie entre l'Europe et l'Asie.

Les années 1920 et 1930 virent un renouvellement de la réflexion. Paradoxe : celle-ci est de moins en moins menée en URSS, du fait de l'exclusivisme idéologique croissant du régime, mais de plus en plus en Occident, par des réfugiés russes ayant fui la révolution d'Octobre ou le stalinisme. Ces intellectuels sont plus ou moins : inspirés par la géopolitique de Mackinder à Haushofer et Schmitt (notamment la théorie du *Heartland* et celle des *Pan-Ideen* ou des *Grossräume*)¹⁰³ ; influencés par les interrogations des néo-conservateurs allemands sur l'Allemagne entre l'Est et l'Ouest ; divisés sur la perception de l'URSS, Puissance eurasiennne pour les uns, malgré le marxisme-léninisme, Puissance trahissant l'identité eurasiennne pour les autres, à cause du marxisme-léninisme et de son universalisme issu des Lumières occidentales. Compromis par sa proximité avec la droite allemande, l'eurasisme disparaît après la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle l'Allemagne a manqué de détruire l'Etat soviétique, *id est* une certaine forme d'unité de l'Eurasie. Il renaît dans les années 1970, dans le contexte -paradoxal vu l'anti-occidentalisme du mouvement- des Suites de la CSCE (la « troisième corbeille », sur les droits de l'homme et le suivi des droits de l'homme). Dans les années 1990, il représentait une force d'opposition au pouvoir eltsinien, accusé de suivre l'Occident, comme le pouvoir gorbatchévien après 1986 à l'échelle de l'URSS. Soutenus par Primakov, on trouvait les eurasistes aux deux ailes de l'échiquier politique : à droite, chez le parti libéral-démocrate de Russie, dirigé par Jirinovski ; à gauche, chez le parti communiste de Russie, dirigé par Ziouganov. Puis le parti présidentiel Russie-Unie reprit certains éléments du programme eurasiste et, inversement, certains éléments du mouvement eurasiste investirent le parti Russie-Unie. L'eurasisme devint ainsi, semble-t-il, une forte composante doctrinale du gouvernement Poutine ou de la politique étrangère de Poutine.

Du XIX^{ème} au XXI^{ème} siècles, il y a une grande continuité de l'eurasisme. Une rupture cependant concerne la Turquie. L'eurasisme originel (avant 1914) se plaçait au croisement de quatre projets : la panorthodoxie, le panslavisme et le pantouranisme, *id est* le rassemblement des peuples orthodoxes,

¹⁰³ « L'Heartland, c'est pour Mackinder le 'pivot géographique de l'histoire', c'est-à-dire la zone inaccessible aux instruments de mobilité dont disposent les puissances thalassocratiques. Pour nous, l'Heartland, la 'Terre du Milieu', c'est le coeur de notre Empire, le bloc continental eurasiatique qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique » (A. Douguine).

slaves et turco-mongols sous la direction du tsar, ainsi que « l'asiatisme », *id est* l'association de la Russie aux Empires d'Orient, ottoman, perse, chinois, pour contrer l'Occident. Rappelons qu'avant 1918, les peuples turco-mongols étaient dépourvus d'Etats et se trouvaient partagés entre des Empires, russe d'une part, ottoman, perse, chinois d'autre part. Le pantouranisme (de l'Azerbaïdjan iranien à la Mandchourie chinoise en passant par le Sinkiang et la Mongolie) aurait servi, côté russe, à peser sur les trois autres Empires et à les rallier. L'eurasisme contemporain renouvelle les quatre projets. 1) Il part d'une opposition, 2) il dresse un constat, 3) il en tire une déduction, 4) il prône une ambition.

1) L'Eurasie était impériale, l'Europe de l'Ouest était nationale. Elle est devenue, comme l'Amérique du Nord, cosmopolite. L'eurasisme oppose alors le multiculturalisme « enraciné » des peuples de l'Eurasie, au sein de l'Empire russe, de l'URSS ou de la Fédération de Russie, au multiculturalisme « artificiel », « extérieur » ou « imposé » des Etats d'Europe occidentale ou des Etats-Unis d'Amérique, qui ont perdu leur cohésion nationale au fil d'une immigration de masse légale ou illégale inassimilée ou désassimilée. 2) L'eurasisme constate, *primo*, l'imbrication, principalement, des peuples slaves et turcophones, secondairement, des peuples finno-ougriens, persans et mongols, depuis l'Idel-Oural et le Caucase jusqu'à la Sibérie, qu'ils soient chrétiens ou musulmans ; *secundo*, l'extension du peuplement russe, de la Baltique et de la mer Noire à la mer d'Okhotsk, se mêlant à d'autres peuplements et les recouvrant ; *tertio*, le morcellement de l'immense arc touranien, de la Macédoine à la Sibérie, en plusieurs peuples de langue turque ; *quarto*, l'échec des indépendances sur les marches ouest et sud de l'ancien Empire russe après 1918-1920. 3) Il en déduit que la Russie se confond avec l'Eurasie et qu'elle ne peut être qu'une fédération, pas un Etat-nation ni une « nation ethnique ». Cette fédération, conciliant l'autonomie des peuples et leur unité de direction (depuis Moscou), peut assumer les desseins panorthodoxes (vers la Méditerranée), panslaves (vers l'Europe) et pantouraniens (vers l'Asie). Au contraire, la Turquie moderne est un Etat-nation, qui a rejoint l'Occident via l'OTAN et qui s'est coupé de l'Eurasie, donc qui a renoncé au pantouranisme ou qui l'a trahi, malgré l'ACT. 4) Fédérant l'Eurasie, la Russie est à même de se hisser à la tête d'un quadrangle continental eurasiatique (avec l'Iran, l'Inde, la Chine), face aux Puissances maritimes occidentales. L'eurasisme est donc une géopolitique qui prône l'unité panrusse de l'Eurasie et l'association des Puissances eurasiatiques. Ouvrant à la « voie initiatique » et à la « géographie sacrée », il est une géosophie, *id est* une philosophie qui, d'une part, articule le rapport entre une terre et une culture (l'espace eurasiatique, socle d'une identité eurasiatique), d'autre part, oppose cette culture (*Kultur*) continentale singulière à la civilisation (*Zivilisation*) occidentale moderne.

Il y aurait ainsi 1) une unité naturelle, délimitée, et 2) une unité spirituelle, polémique, de l'Eurasie (pour immense et diverse qu'elle soit) à la fois attestées et garanties par l'unité du peuplement russe de l'ouest à l'est. 3) En découleraient une idéologie politique et une politique étrangère pour la Fédération de Russie.

2- La géographie de l'eurasisme

L'eurasisme découpe l'Eurasie en trois zones pédologiques et botaniques (le sol et la flore) étirées d'ouest en est selon un étagement nord-sud : la plus septentrionale est la toundra, qui borde l'océan Arctique ; puis vient la taïga ; enfin la steppe, de l'Ukraine à la Mongolie. Ces trois zones sont reliées entre elles par les grands fleuves de l'Eurasie et leurs affluents : Volga (le long de la plaine de la mer Blanche à la Caspienne), Irtych et Ob (le long de la plaine de Sibérie occidentale), Ienisseï et Lena (le long de la plaine de Sibérie centrale), auxquels s'ajoutent l'Amou Darya et le Syr Daria (en Asie centrale), l'Amour (en Extrême-Orient). Au plan économique, l'Eurasie « utile », celle des forêts de la taïga et des plaines de la steppe, combine les trois types d'échanges historiques : la « route des Varègues aux Grecs », de la mer Baltique à la mer Noire ; la « route de la soie », de la Méditerranée à la Chine via l'Asie centrale ; la « route des trappeurs », de l'Oural à la Sibérie.

L'eurasisme donne quatre limites géographiques à l'Eurasie : au nord, à l'ouest, au sud, à l'est. La limite nord correspond à l'Arctique, jusqu'au pôle, à atteindre. La limite, ouest, entre Eurasie et Europe correspond à l'isthme mer Baltique-mer Noire. Le monde slave s'en trouve divisé en trois : slaves orientaux (russes, biélorusses, ukrainiens), occidentaux (polonais, tchèques, slovaques), méridionaux (slovènes, croates, serbes, macédoniens, bulgares), ces derniers coupés des deux autres par les pays germanique, hongrois et roumain. La limite, sud, entre Eurasie et Asie occidentale correspond au grand arc des montagnes depuis le Caucase jusqu'au Tian Chan. Le monde turc s'en trouve, lui aussi, divisé en trois : Turquie, Asie centrale, Sinkiang. La limite, est, entre Asie orientale et Eurasie, est moins nette, de la Mongolie à la Mandchourie. Du point de vue de l'eurasisme, l'adhésion à l'UE ou à l'OTAN des pays orthodoxes, des Etats slaves ou de la Turquie aboutit à briser l'unité panorthodoxe, panslave ou pantouranienne. L'unité naturelle, prédestinée, appelle une unité politique.

3- L'eurasisme comme « front spirituel »

Si l'Eurasie a quatre limites géographiques, elle n'a qu'une frontière spirituelle, pas au nord, ni au sud, avec Turcs et Iraniens, ni à l'est, avec Mongols et Chinois, mais à l'ouest, avec l'Occident (« l'ennemi extérieur »), associé à la figure détesté de l'*oligarque* et au concept discrédité du *libéralisme* (« l'ennemi intérieur »)¹⁰⁴. L'idée fondatrice de l'eurasisme est en effet le rejet de l'Occident libéral, matérialiste, individualiste et universaliste, auquel s'oppose l'Eurasie, synonyme d'autorité, de spiritualité, d'holisme et de relativisme culturel. En découlent un double clivage, « géopolitique » et « théologico-politique », ainsi que le choix de l'alliance avec l'Orient (pour une « *renaissance du Touran* », dit Douguine).

1) L'eurasisme renouvelle, dans la ligne d'Harold Mackinder et Friedrich Ratzel ou de Karl Haushofer, l'opposition de la « thalassocratie » (la Puissance maritime, anglo-saxonne, mais aussi le déracinement ou le détachement par rapport à la terre) et de la « tellurocratie » (la Puissance continentale, panrusse, mais aussi l'enracinement ou l'attachement à la terre). La première l'a emporté en 1991 ; la seconde a ré-émergé à partir de 2000. 2) L'eurasisme renouvelle, dans la ligne de Carl Schmitt et de René Guénon ou de Julius Evola, l'opposition de la modernité et de la tradition. Chez Alexandre Douguine, le retour à la Tradition est érigé en « quatrième théorie », la première étant le libéralisme, la deuxième, le communisme, la troisième, le fascisme¹⁰⁵ : trois théories « modernes » à rejeter également, parce qu'elles entendent détruire les religions traditionnelles dans le but d'imposer leur propre « pseudo-religion », *parodique* (assimilable à l'Antéchrist, au *Dajjal* ou au *kali-yuga*). L'eurasisme, participant à la « dé-sécularisation », aboutit au pérennialisme, selon lequel toutes les religions *authentiques* ont un fond commun (ésotérique) et une unité transcendante. Ainsi, le christianisme orthodoxe et l'islam sunnite sont des formes (exotériques) de la Tradition, supra-ethnique, à la fois commune aux peuples eurasiens et permettant l'unité de ces peuples. La traduction politique doit être l'alliance des religions traditionnelles face à la modernité occidentale, agnostique (« *le front de la tradition* »)¹⁰⁶. L'Eglise orthodoxe russe (elle aussi plurinationale, pas ethno-nationale) est célébrée (elle est la seule, avec le Patriarcat de Constantinople, qui ne corresponde pas à une paroisse ethnique), de même que le dialogue des religions ; l'eurasisme comme le Kremlin se félicite de la réunification de l'orthodoxie russe et de l'orthodoxie à l'étranger, autrement dit, la fin du schisme ecclésiastique consécutif à la création de l'URSS ; ils souhaitent que l'Eglise orthodoxe, la plus conservatrice des Eglises chrétiennes et le noyau spirituel de l'identité russe, soit représentée dans les forums des religions mondiales. Le christianisme orthodoxe n'est pas tourné contre

¹⁰⁴ Aux élections présidentielles de mars 2018, l'unique candidat(e) libéral(e) a réuni 1,6% des voix.

¹⁰⁵ « Pour combattre le libéralisme, comme l'essence même de la modernité, ... ni l'homme nouveau soviétique, ni le surhomme fasciste... ne suffisent », d'autant que l'essentiel du communisme réside dans l'antifascisme et l'essentiel du fascisme, dans l'anticommunisme, soit le primat du négatif (A. Douguine).

¹⁰⁶ Selon Douguine, « ceux qui croient en Dieu se retrouvent dans le même camp, et quand notre foi en Dieu est agressée, nous devenons solidaires les uns des autres ».

l'islam, il est tourné contre l'athéisme. Il est conçu de manière compatible avec la laïcité constitutionnelle de la Fédération de Russie, qui garantit non pas la neutralité de l'Etat vis-à-vis des cultes (à la française), mais la coexistence pacifique des religions. Le pérennialisme, ou la laïcité à la russe, permet un « retour au religieux » qui ne débouche pas sur une « guerre de religions », mais sur une harmonie des religions. Le pérennialisme pourrait ainsi être considéré comme le fondement philosophique de la laïcité à la russe, ou la laïcité à la russe, comme la traduction juridique du pérennialisme.

3) L'eurasisme ne perçoit pas la Russie comme une « troisième voie » entre Europe et Asie : c'est une différence sensible par rapport à la « Révolution conservatrice » allemande, qui plaçait l'Allemagne au « Centre » (*Zentral-Nation* en *Mittleuropa*) et qui hésitait entre s'appuyer sur l'Occident face à l'URSS ou bien s'appuyer sur l'URSS face à l'Occident. L'eurasisme incline la Russie vers l'Orient contre l'Occident, au plan diplomatique comme au plan commercial. Les théoriciens distinguent trois Orient : « intérieur », c'est-à-dire les peuples finno-ougriens, persans, turcs ou mongols inclus dans la Fédération de Russie (la « petite Eurasie ») ; « proche », c'est-à-dire les Etats turcophones ou persanophones membres de la CEI (« l'Eurasie ») ; « extérieur », c'est-à-dire les Puissances (RPC, Inde, Iran, Syrie) avec lesquelles la Russie doit s'associer (la « grande Eurasie »). En Orient, ne sont ennemis de la Russie que l'islamisme, qui pervertit l'islam et qui brise la symbiose des peuples d'Eurasie quelle que soit leur religion, ainsi que la Turquie membre de l'OTAN, participant au *roll back* et à la désagrégation de l'unité eurasiennne. L'islamisme sunnite et la Turquie sont dénoncés comme étant manipulés par les Etats-Unis. Au contraire, seraient approuvés un islamisme tourné contre les Etats-Unis et une Turquie quittant l'OTAN puis s'associant à l'Union eurasiennne. C'est ainsi que l'opposition de « *l'Eurasie et de l'Atlantide* » inclut celle de « *l'islam eurasiennne* » et de « *l'islam atlantiste* » (A. Douguine).

4- L'eurasisme comme « idéologie géopolitique »

L'Eurasie, en tant qu'unité supranationale par-delà la diversité nationale, a pour forme politique l'Empire avant 1917, la Fédération depuis 1991, l'URSS (Etat-continent eurasiennne mais aussi Parti-Etat universaliste) faisant l'objet d'appréciations divergentes. La Fédération de Russie peut fédérer toute l'Eurasie, car elle est ouverte à l'adhésion des peuples eurasiens, donc à l'agrégation des Etats post-soviétiques, qui peuvent devenir de nouveaux sujets de la Fédération tout comme leurs ressortissants peuvent recevoir la citoyenneté fédérale. En même temps, par son refus de l'*unipolarité*, elle offre au monde un *contrepoids* à l'impérialisme occidental et une *alternative* à la modernité occidentale, à savoir le retour à la Tradition, qui est simultanément un retour à la foi, à la communauté, aux racines.

L'eurasisme apporterait ainsi à Moscou une politique étrangère et une idéologie politique conformes non seulement à l'intérêt et à l'identité de la Russie, mais aussi à l'intérêt et à l'identité de tous les peuples de l'Eurasie. Selon la perspective eurasiennne, l'immensité, la diversité, la singularité et la panrussité du continent entre Arctique, Europe, Asie occidentale et Asie orientale interdisent aussi bien l'Etat-nation et le nationalisme ethnique que l'individualisme ou l'universalisme à l'occidental ; au contraire, elles justifient un « patriotisme continental » sur la base d'une « unité de civilisation » (naturelle et spirituelle). Celui-ci combinerait, à l'échelle de la Fédération de Russie, l'attachement des citoyens à leur petite patrie locale, autonome, et l'attachement à la grande patrie russe, souveraine ; à l'échelle de la CEI, l'attachement des citoyens à leur république, nationale, et l'attachement à l'Union eurasiennne, supranationale, sous la direction de Moscou (défense, diplomatie, douanes, monnaie). Face à l'Occident, cette Union eurasiennne serait complétée par l'alliance avec les Puissances d'Orient. L'eurasisme se place ainsi à quatre niveaux géopolitiques : local (les petites patries), fédéral (la grande patrie russe), régional (l'espace eurasiennne post-soviétique), mondial (la politique eurasiennne). Au plan régional, les Etats post-soviétiques -qui doivent tant à la politique soviétique des nationalités- sont dénoncés comme *artificiels*,

contraire à l'unité naturelle et spirituelle (« civilisationnelle ») de l'Eurasie. Cette unité a ou doit avoir pour forme politique idoine l'Union eurasiennne.

C) La Paneurope : alternative à la politique eurasiatique ?

L'eurasisme a un postulat : l'ennemi de l'unité panrusse de l'Eurasie se trouve en Occident, tandis que l'ami se trouve en Orient.

Toutefois, l'eurasisme ne rejette pas la Paneurope (la « grande Europe » de Brest à Vladivostok), *id est* le Conseil de l'Europe (siège Strasbourg), même s'il réproouve l'individualisme et l'universalisme de la Convention EDH (de même que certains eurasistes appréciaient l'URSS malgré le marxisme-léninisme, d'autres eurasistes apprécieraient le Conseil de l'Europe malgré la Convention EDH). L'eurasisme prône la rupture de « l'Europe continentale », franco-allemande, avec les Puissances maritimes anglo-saxonnes, ou encore la formation d'un axe « Paris-Berlin-Moscou ». Mais il ne peut que constater, et déplorer, l'échec du paneuropéisme : en poursuivant et en élargissant l'OTAN, donc l'alliance avec les Etats-Unis, les chancelleries européennes ont préféré « l'Occident » ou « l'Europe atlantique », en dépit de la complémentarité économique euro-russe. L'entente américano-russe en 2001-2002 et l'entente franco-germano-russe en 2002-2003 ont été éphémères. « L'Europe atlantique » a pour forme l'Union européenne (siège Bruxelles). Ce que l'eurasisme critique dans l'UE n'est pas le regroupement régional (l'eurasisme pense que l'Etat-nation est dépassé), c'est le mondialisme (le libre-échange) et l'atlantisme (la subordination aux Etats-Unis), outre l'absence d'unité de direction (ni Paris ni Berlin) qui fait de l'UE une masse plutôt qu'une Puissance. En écho, on sait le soutien de Poutine aux forces politiques anti-Bruxelles, ainsi que, plus largement, aux forces « illibérales » (« droite populiste » voire « gauche alternative »). Cela fait partie du *soft power* de la Russie.

La Paneurope pourrait-elle être une alternative à la politique eurasiatique ? Tournons vers Yves Lacoste¹⁰⁷. Les Russes sont des Européens. Il y a un peuplement européen (slave et chrétien) jusqu'à Vladivostok. L'eurasisme insiste sur ce peuplement russe. Or, il s'agit d'un *sous-peuplement* (30 millions d'habitants) non seulement eu égard à l'immensité de l'espace sibérien (12 millions de km²), mais aussi par rapport au niveau démographique des peuples asiatiques, des Turcs aux Chinois (le contraste de part et d'autre de la frontière sino-russe est aigu, quelques millions de Russes, plusieurs dizaines de millions de Chinois). La Russie est confrontée : à la croissance des Chinois à l'est, dont l'immigration légale ou illégale aboutirait à une sinisation de l'Extrême-Orient russe (rappelons que les Provinces maritimes russes, au sud du fleuve Amour, faisaient autrefois partie de la Mandchourie chinoise) ; à la montée de l'islamisme au sud (depuis le Caucase), qui serait susceptible de briser la symbiose turco-slave laïque. Il y a deux points névralgiques, chacun à un bout de la Sibérie : au terminus est, le port de Vladivostok, à proximité de la RPC ; au départ ouest, le couloir d'Orenbourg, entre Idel-Oural et Kazakhstan. Entre les Russes d'Europe et les Russes d'Asie, la jonction est établie par ce couloir, au nord duquel se trouvent les Tatars et les Bachkirs, au sud duquel se trouvent les Kazakhs. Son islamisation romprait la continuité de peuplement russe de l'Europe à l'Asie¹⁰⁸.

¹⁰⁷ « Dans l'avenir, une très grande Europe de l'Atlantique au Pacifique ? », *Hérodote*, n°118, *L'Europe et ses limites*, 3/2005, pp.202-212.

¹⁰⁸ Les « républiques musulmanes turcophones (de l'Idel-Oural) forment un ensemble... dont la limite méridionale... se trouve très proche des frontières du Kazakhstan. Cet Etat... est de plus en plus musulman et turcophone... Entre la frontière sud (du Bachkortostan) et celle (nord) du Kazakhstan, il y a... dans la vallée du fleuve Oural un couloir russe d'une cinquantaine de kilomètres de largeur, le couloir d'Orenbourg, tenu depuis des siècles par les Cosaques et... leurs villages fortifiés. Un scénario catastrophe pour les Russes, ...que caressent les islamistes, serait la formation d'une vaste république musulmane... rassemblant les républiques d'Asie centrale et celles de (l'Idel-Oural). Cela couperait la Russie 'd'Europe', d'une Sibérie plus ou moins vide et de plus en plus grignotée par les Chinois, avant que la Chine n'en fasse l'annexion. Ainsi les Russes et la

Si la Fédération de Russie se trouvait menacée par l'islamisme (en particulier sur le couloir d'Orenbourg) et/ou par la RPC (en particulier sur les Provinces maritimes), une autre « union » qu'eurasienne pourrait se constituer en cas d'accord euro-russe (souhaité par des fractions de la droite et de la gauche en Europe) : « l'union paneuropéenne » (sur la base du Conseil de l'Europe), voire une « union panoccidentale » (sur la base de l'OSCE, du PPP, du CPEA) en cas d'accord euro-russo-américain. Mais à ce jour, c'est le *roll back* qui a succédé au *containment*. A cet égard, Trump n'a guère infléchi, ou pu infléchir, la politique (le logiciel militaro-industriel) de ses prédécesseurs. L'eurasisme peut donc continuer d'affirmer que l'ennemi est en Occident, et l'ami, en Orient.

3) L'inversion de la géopolitique : de la pression du *Heartland* sur le *Rimland* à l'avancée de l'Ouest vers l'Est ou à l'attraction de l'Ouest sur l'Est

La perception d'un *roll back* inverse l'ancienne géopolitique, notamment la *Geopolitics* anglo-saxonne. Cette dernière raisonnait en termes de pression exercée par le *Heartland* (la masse continentale panrusse) sur le *Rimland* (la périphérie côtière de l'Europe occidentale à l'Asie orientale). Mais la coalition maritime occidentale l'a emporté sur le bloc continental soviétique. Depuis 1991, la pression s'exerce du *Rimland* au *Heartland*, comme en témoigne la poussée à l'Est de l'OTAN et de l'UE après la dissolution du bloc soviétique, de la RFSY et de l'URSS. Territorialement, la Russie se retrouve dans la situation du XVII^{ème} siècle : sans les pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, le Sud Caucase, l'Asie centrale, ne conservant que la Sibérie jusqu'à l'Extrême-Orient, malgré la faible emprise au sol d'une population russe clairsemée. *Un super Brest-Litovsk !* La comparaison de la « géopolitique de la Guerre froide », axée sur le *containment* antisoviétique, et de la « géopolitique de l'après-Guerre froide », axée sur le *roll back* antirusse, est significative du renversement des postures, l'Amérique devenant objectivement offensive et la Russie, défensive.

A) La « géopolitique de la Guerre froide » : l'URSS barrée

Dans *Les empires et la puissance* (1985), Jordis von Lohausen, en héritier de l'ancienne *Geopolitik* (Ratzel, Haushofer), a résumé l'histoire de la Guerre froide, en procédant à un comparatisme géographique systématique¹⁰⁹.

Le coeur de sa comparaison porte sur la stratégie américaine d'endiguement de l'URSS au milieu du XX^{ème} siècle et la stratégie britannique d'endiguement de la Russie au milieu du XIX^{ème}. « *Les temps modernes ne connaissent qu'une seule puissance [purement] maritime..., la britannique, et une seule... puissance [purement] continentale, (la russe). La lutte de ces deux puissances dure depuis (le) Congrès de Vienne (jusqu'à) la Seconde Guerre mondiale. (Mais cette lutte) ne fut qu'une seule fois un duel déclaré : ce fut la guerre de Crimée [en 1854-1856]. Celle-ci débute par un encerclement à l'échelle*

Russie se trouveraient dans cette 'Europe de l'Atlantique à l'Oural', comme disait... de Gaulle... La Russie, par une nouvelle catastrophe géopolitique, pourrait donc, un jour, se retrouver en Occident » (Y. Lacoste).

¹⁰⁹ Europe/Asie, Allemagne/Russie, Amériques/Eurasie, Etats-Unis/URSS. Sa démarche purement géopolitique (cartographiée et cartographiable) fait qu'il ne s'intéresse pas (probablement à tort) aux régimes ni aux idéologies : c'est pourquoi il n'écrit pas « URSS » ou « RPC », mais « Russie » ou « Chine ». Yves Lacoste a lui aussi proposé un résumé de la représentation géopolitique du conflit Est-Ouest : « *la masse... des territoires qu'ils dominent sur le continent eurasiatique et la croyance à une idéologie messianique d'envergure planétaire font que les dirigeants de l'Union Soviétique considèrent leur Etat comme le centre du monde, comme ce Heartland si cher aux émules de Mackinder, dont les thèses... sont pourtant proscrites à Moscou... Pour les dirigeants américains, influencés par les thèses... de l'amiral Mahan, la représentation du monde qu'ils privilégient est celle de l'affrontement d'un... ensemble continental et d'un ensemble océanique, l'Occident, qui englobe la Grande Ile qu'est l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, façade maritime de l'Eurasie » (« En guise d'éditorial. Géopolitiques de la France », *Hérodote*, n°40, 1/1986, pp.5-31, pp.6-7).*

mondiale. Un réseau de colonies et de comptoirs complété par des traités passés avec des Etats à demi... dépendants entoure le continent eurasiatique de la mer du Nord à la mer du Japon... Il est renforcé par une chaîne ininterrompue de bases navales britanniques qui enferme... la Russie »¹¹⁰. En 1917, l'Empire russe s'effondre. En 1945, l'URSS est victorieuse. La Grande-Bretagne ne l'est qu'en apparence. Les Etats-Unis prennent le relais. Ils renouvellent la stratégie du réseau insulaire et péninsulaire autour de l'Eurasie, de la Norvège au Japon, et ils la doublent par un dispositif océanique mondial, à travers leur système de bases dans l'Atlantique, l'océan Indien (Diego Garcia) et le Pacifique. Ils contrôlent ainsi le *Rimland* pour endiguer le *Heartland*, c'est-à-dire interdire l'accès soviétique à la mer libre.

La confrontation américano-soviétique reproduit *partiellement* l'opposition Puissance maritime/Puissance continentale, dont l'enjeu est la maîtrise des côtes. Ne s'opposent pas un continent (la Russie) et une île à la tête d'un empire colonial (l'Angleterre). Les Etats-Unis ne sont pas une Puissance maritime comme l'était la Grande-Bretagne : ils ne sont pas un Etat insulaire tourné vers l'outre-mer, ils ont une dimension continentale, doublée par leur hégémonie panaméricaine (de la doctrine Monroe à l'OEA en passant par la doctrine Grant). S'opposent donc deux Etats-continentaux. Mais au contraire des Etats-Unis, ouverts sur deux océans et dominant les Amériques, l'URSS n'a pas d'accès direct aux océans et elle ne domine pas l'Europe ni l'Asie, puisqu'elle ne contrôle pas le pourtour eurasiatique de la Norvège au Japon¹¹¹. « *En 1945, (Moscou) gagna Berlin, (Varsovie), Prague, Budapest, Bucarest et Sofia, mais (les détroits danois et turcs), c'est-à-dire l'accès au grand large, restèrent hors de portée* »¹¹². L'état géographique rendit vaine la tentative d'affronter la coalition maritime occidentale dans son élément, par la constitution d'une flotte de guerre (sans flotte de commerce correspondante) et la quête de bases dans le tiers monde : n'en résulta qu'une « surcharge navale » (alors que le système économique soviétique montrait des signes d'épuisement).

B) La « géopolitique de l'après-Guerre froide » : l'Amérique intrusive (le « modèle Brzezinski »)

Dans *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde* (1997), Zbigniew Brzezinski a renouvelé l'ancienne *Geopolitics* (Mackinder, Spykman) pour analyser à la fois le *roll back* de la Russie et la

¹¹⁰ Jordis von Lohausen : *Les empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui*, Paris, Labyrinthe, 1985, p.96. Dans la 2ème édition, en 1996, l'auteur concluait en appelant à une alliance euro-russe, d'où résulteraient large ouverture maritime et technologies pour la Russie, grand espace continental et matières premières pour l'Europe.

¹¹¹ « *Avant comme après 1945, les Américains sont les maîtres... du continent... américain. La Russie, elle, n'est pas maîtresse du... continent (eurasiatique). Elle doit partager la puissance avec des Européens et des Asiatiques. Premier handicap stratégique... Deuxième handicap : la Russie appartient aussi au monde arctique. En ce sens, elle est le pendant du Canada, et non des Etats-Unis... A cela s'ajoute un autre inconvénient : la partie habitée de l'Amérique du Nord forme un rectangle compact de 4000 kilomètres de long sur 2000 de large. En revanche, la surface... habitable de la Russie forme une bande de 7000 kilomètres de long mais dont la largeur, supérieure à 1000 kilomètres à hauteur de Moscou, n'atteint pas la centaine de kilomètres sur les rives de l'Amour. A ce handicap s'ajoute un quatrième... : l'Amérique est flanquée de deux océans, et sa façade méridionale est bordée par le golfe du Mexique. Les flancs de la Russie s'appellent l'Europe... la Chine, (le Proche-Orient). Ces trois masses... isolent la Russie des trois océans... Conséquence : Mourmansk mis à part, les rares ports russes non bloqués par les glaces sont tous situés dans des mers secondaires... mer Baltique, mer Noire, mer du Japon, contrôlées par des puissances étrangères :... Danemark, Turquie, Japon... Cinquième... handicap : la Russie possède les frontières terrestres les plus nombreuses et les plus longues du monde... Les Etats-Unis, eux, n'ont de frontière commune qu'avec le Canada et le Mexique. Or,... le Canada n'est que le glaciaire arctique des (Etats-Unis)... Quant au Mexique, il (est) incapable de servir... de tremplin à une... puissance hostile aux Etats-Unis. A l'opposé,... le territoire contrôlé par les Soviétiques se voit toujours cerné, de la Corée... à la Norvège, par un cordon... d'Etats non inféodés à Moscou* ». Ainsi, « *l'Amérique a les deux bras libres : un sur chaque océan. La Russie voudrait la même chose* » (op. cit., pp.272-273). Toute Puissance eurasiatique, quel que soit son nom, Empire russe, URSS ou Fédération de Russie, aspire aux portes de sortie que sont la mer du Nord, la Méditerranée, la mer d'Arabie et la mer de Chine orientale. Peu importe les justifications avancées : « libération des frères slaves ou orthodoxes », « révolution mondiale », « étranger proche », car sur la carte, les objectifs restent les mêmes.

¹¹² Ibid., p.235.

balkanisation de l'Eurasie¹¹³. On sait ce que signifie « balkanisation » de l'Eurasie, de la dissolution de l'URSS au risque d'éclatement de la Fédération de Russie en passant par le délitement éventuel de la CEI.

Le *roll back*, lui, revêt quatre aspects : l'élargissement de l'OTAN et de l'UE aux PECO, pays baltes compris, auxquels s'ajoutent les candidatures de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie, ainsi que l'implantation de bases militaires américaines en Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan, un moment) ; la formation du GUAM (1996), les « révolutions colorées » (les « roses » en Géorgie 2003, « orange » en Ukraine 2004, les « tulipes » au Kirghizistan 2005) soutenues par les Etats-Unis et l'UE, la « nouvelle *Ostpolitik* » de la RFA (depuis 2006) relayée par la « politique européenne de voisinage », avec ses trois volets, Partenariat oriental, Forum de la mer Noire, Initiative pour l'Asie centrale¹¹⁴ ; le retrait unilatéral des Etats-Unis du traité ABM de 1972 (annoncé en décembre 2001, devenu effectif en juin 2002) et le projet otanien d'un bouclier antimissiles en Europe (accords de Prague 2002, Bucarest 2008, Lisbonne 2010), qui menacent la capacité dissuasive donc la défense russes ; la perte par la Russie de ses alliés au-delà de « l'étranger proche »¹¹⁵, pour l'isoler mondialement. Contrastant avec le morcellement de l'Eurasie, l'élargissement et l'attraction de l'OTAN et de l'UE jusqu'aux marches de la Russie ont pour conséquences la création d'une « grande OTAN » et d'une « grande UE ».

Brzezinski brosse la géopolitique du *roll back*, qui a succédé à celle du *containment*. Entre l'Europe occidentale et l'Asie orientale (le *Rimland* ouest et le *Rimland* est), s'étend l'espace continental eurasiatique, dominé par la Russie et la Chine (le *Heartland* ouest et le *Heartland* est), bordé au sud par l'Inde. Les Etats-Unis, Puissance maritime extérieure à l'Ancien Monde, se sont élevés au rang de Puissance globale hégémonique. Deux compétiteurs ont prétendu dominer l'Ancien Monde au XXème siècle : l'Allemagne de 1914 à 1945, l'URSS de 1945 à 1990, le Japon et la Chine jouant un rôle plus secondaire en Asie. L'ordre mondial était en effet centré sur l'Atlantique au XXème siècle, pas sur le Pacifique ; c'est pourquoi l'Amérique, pour succéder à la Grande-Bretagne à l'hégémonie mondiale, a dû s'impliquer en Europe (en 1917, en 1941, en 1947) au rebours de sa tradition « isolationniste » et de son inclinaison vers l'Asie-Pacifique. En 1945, l'Amérique a vaincu l'Allemagne et le Japon grâce à l'alliance avec l'URSS et la République chinoise. En 1990, elle a vaincu l'URSS grâce à l'alliance avec la RFA et le Japon. Subsistent trois Puissances en Eurasie : la RPC, l'Inde et la Russie, ayant chacune des ambitions régionales, plus ou moins héritées d'un passé impérial. Ces ambitions les amènent, d'une part, à s'associer, d'autre part, à vouloir rassembler et diriger leurs régions respectives.

Brzezinski appelle les Etats-Unis à contrecarrer de tels projets. Avant d'exposer ses recommandations, voyons ses adversaires intellectuels posthumes : Haushofer et Schmitt, repris par Douguine. Haushofer militait pour un « bloc continental » Allemagne-URSS-Japon face aux Puissances maritimes anglo-saxonnes et pour des regroupements régionaux. Cette doctrine des « Pan-Idées », formulée par un géographe, fut récupérée par un juriste, Schmitt, qui la métamorphosa en doctrine des « grands espaces », soit des regroupements régionaux autour de Puissances régionales excluant les Puissances « étrangères » au « grand espace ». Le rassemblement doit en effet être directif et exclusif, sinon il ne crée que du quantitatif, pas du qualitatif. En économie, c'est le modèle de « l'autarcie des grands espaces » (F. List)

¹¹³ Il propose un modèle explicatif du comportement international des Etats-Unis, qui fut à la fois repris et contesté par Emmanuel Todd dans *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.

¹¹⁴ Respectivement avec la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, l'Arménie et la Biélorussie ; la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, l'Arménie ; le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan.

¹¹⁵ La Serbie de Milosevic, contre laquelle l'OTAN est intervenue en soutien à l'UCK ; l'Irak baasiste, envahi par les Anglo-Américains, qui ont renversé le régime ; la Lybie de Kadhafi, contre laquelle les Franco-Anglo-Américains sont intervenus en soutien aux insurgés ; la Syrie baasiste, en proie à la guerre civile et dont les insurgés sont soutenus par les Puissances occidentales ou par les partenaires turc et arabes des Puissances occidentales. Il y a aussi Cuba, dont le régime n'est plus assuré. La Corée du Nord, elle, est garantie par son armement nucléaire et la RPC.

qui se trouve invoqué. L'idée est que l'Etat-nation est dépassé et doit être dépassé, car il ne suffit plus pour constituer un pôle souverain dans le monde multipolaire ; seul un « grand espace », autrement dit, une union régionale hégémonisée (sous l'autorité d'une capitale), peut l'être. Selon Douguine, la France ou l'Allemagne ne peuvent plus être souveraines ; l'Union européenne, si (à la double condition qu'elle se débarrasse du mondialisme comme de l'atlantisme et qu'elle se dote d'une unité de direction). Quant à la Russie, elle ne peut être souveraine sans l'Union eurasienne (le budget de la défense russe atteignait 70 milliards de dollars en 2016, 5,3% du PIB, 600 milliards aux Etats-Unis, 3,3%). Revenons à Brzezinski. Il compare l'Amérique à l'Angleterre. Pour lui, l'Amérique est face à l'Eurasie comme autrefois l'Angleterre face à l'Europe. Elle doit diviser pour régner (« équilibrer »), tout en gardant la maîtrise des espaces internationaux¹¹⁶ et en s'efforçant de préserver le panaméricanisme. Les Etats-Unis combineront ainsi les deux paradigmes du régionalisme (dans le Nouveau Monde) et de l'universalisme (vis-à-vis de l'Ancien Monde), de la direction régionale et de l'hégémonie globale¹¹⁷. Washington doit par conséquent, *primo*, s'opposer à la réalisation, dans l'Ancien Monde, de toute « Pan-Idee » (paneuropéenne, eurasienne, panchinoise, panindienne, panarabe), autrement dit, favoriser le morcellement étatique ou sub-étatique contre tout « grand espace », *secundo*, s'opposer à la formation de toute association germano- ou euro-russe et nippo- ou asio-chinoise, autrement dit, favoriser la division des pays du *Rimland* (le pourtour eurasiatique) et des pays du *Heartland* (la Russie et la RPC).

La politique étrangère des Etats-Unis a-t-elle suivi le « modèle Brzezinski » ou du moins lui a-t-elle correspondu ? Il semble que oui. La politique étrangère américaine -sauf la période de la « guerre au terrorisme » (I) en 2001-2008, centrée sur le « Grand Moyen-Orient », pour le pétrole et contre l'islamisme ?- consiste bien dans le refoulement de la Russie et l'endigement de la RPC, cependant que le maintien des alliances (multilatérales en Europe, bilatérales en Asie) avec les pays du pourtour eurasiatique (de la Norvège au Japon) empêche toute association euro-russe ou asio-chinoise. Telle est la fonction cachée desdites alliances. Le *roll back* de la Russie, et de son allié serbe¹¹⁸, se traduit par le soutien à l'indépendance des républiques ex-soviétiques, et ex-yougoslaves, ainsi que par l'extension à l'est de l'OTAN et de l'UE, afin de soustraire à l'influence russe les pays de l'ancien bloc soviétique et de l'ancienne URSS, et de soustraire à l'influence serbe les pays de l'ancienne RFSY. Le *containment* de la RPC, et de son allié nord-coréen, se traduit par la préservation de l'ANZUS, la poursuite des alliances avec les Etats insulaires et péninsulaires de l'Extrême-Orient (du Japon à Singapour en passant la Corée du Sud, Taïwan, les Philippines et la Thaïlande), ainsi que par le rapprochement avec le Vietnam¹¹⁹. L'Amérique s'avance ainsi jusqu'aux marches continentales de la Russie et se trouve présente aux

¹¹⁶ Mer, ciel, exo-atmosphère, cyber, avec l'*US Navy*, l'*US Air Force*, le *Space Command*, le *Cyber Command*.

¹¹⁷ Comme l'attestent les commandements militaires américains Amérique du Nord (*Northcom*) et Amérique du Sud (*Southcom*), Europe (*Eucom*), Asie-Pacifique (*Pacom*), Moyen-Orient (*Centcom*) et Afrique (*Africom*).

¹¹⁸ L'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie et le refoulement des Serbes auraient préfiguré l'éclatement de la Fédération de Russie et le refoulement des Russes si la Russie n'avait pas été une grande puissance nucléaire.

¹¹⁹ Le *roll back* de la Russie signifie aussi désenclaver le Sud Caucase et l'Asie centrale. C'est ici que le « modèle Brzezinski » combine géopolitique antirusse et géo-économie pétro-gazière, avec le pivot turc (l'Etat transitaire) et l'alliance saoudienne. Si le pétrole et le gaz de la mer Caspienne sont écoulés par la Russie, celle-ci continuera à dominer le Sud Caucase et l'Asie centrale ; s'ils passent par la Turquie, sinon l'Iran ou le Pakistan, la Russie perdra son pouvoir exclusif de désenclavement régional. En écho à Brzezinski (et contre lui), Alexandre Del Valle compare la rivalité américano-russe à l'ancienne rivalité anglo-russe : « *durant la seconde moitié du XIXème siècle, on désignait par l'expression le 'grand jeu' les luttes... britannique et russe à propos... de la Caspienne... La mer Caspienne est redevenue un enjeu stratégique en raison des rivalités pour le contrôle des richesses pétrolières (ou) gazières et des canalisations les transportant vers les marchés occidentaux (ou) asiatiques... Qui exportera (les hydrocarbures) gisant sous la mer Caspienne et que se disputent les Puissances riveraines ? Telle est la question centrale du nouveau 'grand jeu' » (Guerres contre l'Europe. Bosnie-Kosovo-Tchéchénie..., Paris, Syrtès, 2000, p.179). Le coeur énergétique du monde se situe entre Egypte et Ouzbékistan, Turquie et Iran. Le coeur minéralier se situe en Afrique australe. Ainsi, observe cette fois Jordis von Lohausen, « la route qui va du golfe Persique au Cap est celle (du) monopole (sur les) matières premières » (ibid., p.289). Cette route, à l'ouest de l'océan Indien, est encore dominée par les Puissances occidentales, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France. Mais l'Inde, la RPC et la Russie y sont présentes ou y ont fait irruption.*

marches maritimes de la RPC. *N'y a-t-il pas là surexpansion*, alors que s'accroît l'effet de ciseau entre surarmement et surendettement, finissant par menacer le statut du dollar ?

Il ne suffit pas de séparer le *Rimland* ouest du *Heartland* ouest et le *Rimland* est du *Heartland* est, il faut séparer le *Heartland* ouest et le *Heartland* est. Des deux Puissances eurasiatiques, la Russie est la plus faible et la Chine, la plus forte (en 2016, 210 milliards de budget militaire, contre 70). La pression doit donc s'exercer sur la première. Selon le « modèle Brzezinski », les États-Unis resteront la superpuissance unique s'ils parviennent à isoler la Russie, à la refouler de ses marches, à pousser au maximum la logique centrifuge post-soviétique, jusqu'à l'éclatement de la Fédération. Soit une application du paradigme du « chaos contrôlé », aux fins de briser l'association eurasiatique. En effet, une Russie affaiblie ne constituerait plus un réel partenaire pour l'Inde ni, surtout, pour la RPC ; comme sous Eltsine, elle suivrait l'Amérique ; à son tour, l'Inde pencherait vers l'Amérique ; la RPC -le rival n°1- s'en trouverait isolée, coupée de l'océan Indien et encerclée, entre la Russie, l'Inde, le réseau insulaire et péninsulaire américain en Extrême-Orient. Le pivot de la « politique Brzezinski » est la *Turquie*, outre la préservation saoudienne du dollar comme monnaie du commerce pétro-gazier. La Turquie est non seulement le pays qui permet de désenclaver les républiques turcophones du Sud Caucase et de l'Asie centrale ; elle est aussi le pays, très majoritairement sunnite, membre de l'OTAN, qui contrôle la sortie de la mer Noire, soutient le basculement à l'Ouest de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie, barre l'Iran et pèse sur le gouvernement de Damas.

Un très grave problème apparaît : en s'appuyant sur l'Arabie Saoudite et la Turquie (d'Erdogan), la « politique Brzezinski » fait le lit de l'islamisme sunnite. Du point de vue du *roll back*, celui-ci présente la « vertu » de briser la symbiose turco-slave eurasiatique (accessoirement, de menacer l'Inde, aux fortes minorités musulmanes, et la RPC, au Sinkiang) ; il a aussi le « vice » de déstabiliser l'Europe occidentale, aux communautés musulmanes inassimilées ou désassimilées ; enfin, en ses multiples avatars non étatiques radicalisés, il est incontrôlable, d'*Al Qaïda* à *Daesh*. Le « chaos contrôlé » se mue en « chaos incontrôlé » ! Même au stade du « chaos contrôlé », *quid* de l'arsenal nucléaire russe en cas d'éclatement de la Fédération de Russie ? La succession nucléaire de l'ex-URSS ne s'est pas trop mal passée, mais la prochaine fois ? D'autre part, il se pourrait que la RPC parvienne à contrôler la Sibérie, avec ses immenses ressources minières, et que l'Inde renoue l'association avec la RPC face à l'hégémonie américaine, Pékin et Delhi s'accordant pour un partage régional Extrême-Orient d'un côté, Asie du Sud de l'autre¹²⁰ ...

4) L'association de la Russie avec les États d'Orient

La fin du communisme d'État en Europe de l'Est et la disparition de l'URSS avaient levé l'obstacle à une association paneuropéenne de Brest à Vladivostok -déjà invoquée par le thème gorbatchévien de la « Maison commune européenne », renouvelée par la proposition de Medvedev d'un traité de sécurité européen en 2008- voire à une association panoccidentale de Vancouver à Vladivostok. L'ancien arc de tension créé par le *rideau de fer* au centre de l'Europe avait disparu. Mais la dynamique du rapprochement euro-russe et russo-occidental¹²¹ (couronnée par l'entrée au Conseil de l'Europe, l'APC, la création du G8, de l'OSCE, du PPP et du CPEA, la conclusion de traités de désarmement) a été brisée par la double crise irakienne et kosovare en 1998. Elle n'a pas été reconstituée après 2003, même si un nouveau traité

¹²⁰ La politique étrangère de Trump, si elle avait tenu, ou pu tenir, ses promesses de campagne électorale, autrement dit, se concentrer sur l'intérêt national à la place du « mondialisme », aurait pu rompre avec le « modèle Brzezinski » : reconnaître la Puissance russe, s'associer avec elle, ainsi qu'avec l'Europe, le Japon, l'Inde et l'Iran, pour isoler la RPC et/ou s'opposer à l'islamisme sunnite. Ce choix n'est pas celui d'Israël ni du lobby juif aux États-Unis. Sinon, un axe sino-sunnite, avec une alliance Pékin-Islamabad-Riyad-Ankara, aurait-il été constitué en réponse ?

¹²¹ Qu'aurait pu servir la diaspora arménienne.

START a été signé en 2010 à Prague par Washington et Moscou (conformément à l'optique anti-nucléaire d'Obama). La perception d'un *roll back* turco-occidental antithétique de l'unité panrusse de l'Eurasie a eu pour conséquence, au Kremlin, de substituer la politique eurasiatique (l'OCS) à la politique paneuropéenne (le Conseil de l'Europe) ou panoccidentale (le G8, l'OSCE, le PPP, le CPEA)¹²².

A) Le conflit russo-occidental

L'isthme mer Baltique-mer Noire jusqu'à la mer Blanche d'une part, la Méditerranée orientale d'autre part, est devenu le nouvel arc de tension entre les Puissances turco-occidentales et la Russie : des différends sur l'Arctique à la guerre civile en Syrie, en passant par (côté occidental) les défenses antimissiles, l'élargissement à l'Est de l'OTAN et de l'UE, les « révolutions colorées », (côté russe) la fortification de Kaliningrad, l'annexion de la Crimée, les sécessionnismes en Ukraine orientale ou, plus avant, en Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut-Karabagh, qui génèrent autant de conflits sur l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan. Le bras de fer se déroule également dans l'espace extra-atmosphérique et dans le cyberspace. A cet égard, l'affaire Snowden -rappelant aussi l'absence persistante de traité d'extradition entre les Etats-Unis et la Russie- illustre un aspect de la bataille cybernétique dont l'enjeu porte sur le renseignement, la souveraineté numérique, la gouvernance du Web et le contrôle des données¹²³.

Les crises nucléaires et balistiques nord-coréenne et iranienne ont encore opposé les Puissances occidentales d'un côté, la Russie et la RPC de l'autre¹²⁴. Sur *l'Iran*, le tournant est intervenu avec le « pacte de coopération civile et militaire » du 16 mars 2001 -portant sur des transferts de technologies nucléaires et des ventes d'armes, notamment des systèmes antiaériens- qui a mis fin à l'accord américano-russe du 23 septembre 1996 interdisant la livraison d'armements à Téhéran. Jusqu'à l'accord nucléaire du 14 juillet 2015, auquel elle a participé, la Russie a plutôt couvert l'Iran au CSNU, empêchant des « sanctions collectives » (onusiennes) ou limitant les « sanctions unilatérales » des Etats-Unis et de l'UE. L'anti-américanisme et l'antisionisme irréductibles de la République islamique font que celle-ci a besoin de l'appui russe. Même s'ils sont concurrents sur les marchés pétro-gaziers, les deux pays s'entendent sur la facturation hors dollar du pétrole et du gaz, le statut de la mer Caspienne, le refus de l'élargissement de l'OTAN vers le Caucase ou de l'implantation de bases américaines en Asie centrale, l'aide au Tadjikistan, la lutte contre les Talibans (antirusses et anti-chiites), le soutien à l'Arménie, la défense du régime syrien. Tous deux récusent « l'hégémonie » occidentale et prônent aussi bien la multipolarité que le « dialogue *des cultures* ». Tous deux s'étaient opposés au sécessionnisme kosovar, et l'Iran avait rejeté le sécessionnisme tchéchène (alors qu'il s'était engagé aux côtés de la Bosnie musulmane contre la Serbie en 1992-1995). En 2005, la Russie a accueilli l'Iran comme observateur à l'OCS (pas membre à part entière, il est vrai). La même année, elle a lancé, depuis la base de Plessetsk, le satellite iranien *Sinah 1*. Moscou et Téhéran s'entendent aussi *grosso modo* vis-à-vis de *l'Arabie Saoudite*, elle-même très liée aux Etats-Unis : l'antagonisme irano-saoudien est connu, du Golfe à l'Afghanistan, en passant par Bahreïn, l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen, ainsi qu'au sein de l'OPEP. Pour contrer le radicalisme sunnite qui, depuis le Levant ou le Golfe, pourrait déstabiliser les régions musulmanes de la Fédération de Russie (Caucase Nord et Idel-Oural), Moscou soutient « l'arc chiite », perçu comme un « bouclier chiite ». Celui-ci, constitué par l'Iran, l'Irak (depuis 2005), la Syrie, le *Hezbollah* (libanais) et les Hazaras (afghans), sépare la Turquie (qui comprend la minorité chiite des Alévites) de la péninsule arabique, donc coupe le

¹²² Un signe : aux cérémonies du 9 mai 2015, il y avait le Premier Chinois et le Premier Indien aux côtés de Poutine, mais pas de hauts responsables politiques nord-américains ou ouest-européens.

¹²³ On connaît les accusations d'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines (pour Trump) puis françaises (contre Macron), ou encore le soutien du Kremlin aux mouvements politiques anti-européistes.

¹²⁴ Celle-ci est depuis longtemps un fournisseur d'armes de celle-là, Moscou permettant ainsi à Pékin de neutraliser l'embargo occidental depuis juin 1989. Le deuxième importateur d'armes russes est l'Inde et le troisième, l'Iran.

« bloc sunnite » en deux - au contraire, une Syrie à régime sunnite casserait « l'axe chiite », en isolant le *Hezbollah* et en repoussant l'Iran. L'Irak aurait pu servir de lien entre les Etats-Unis et la Russie. Mais les deux coalitions en lutte contre *Daesh* ne se sont pas unies, se bornant à coopérer dans l'espace aérien régional : d'un côté, la coalition russo-chiite, favorable à Damas ; de l'autre, la coalition turco-arabe sunnite, soutenue par les Puissances occidentales, hostile à Damas. *Israël*, voyant dans l'Iran son ennemi n°1 et refusant l'irruption de l'Iran à ses frontières, est hostile à la première coalition et lui préfère la seconde. C'est ainsi que l'Arabie Saoudite et Israël, qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques, ont un allié commun, les Etats-Unis, et un adversaire commun, l'Iran, lui-même partenaire de la Russie.

La coopération euro-russe et russo-occidentale des années 1990 a donc fait place au conflit depuis les années 2000. Sous le couvercle de la dissuasion nucléaire (et avec opprobre partagé sur les armes NBC), le conflit se manifeste par des mesures d'embargo ou de boycott, la gesticulation militaire, les incidents navals et aériens (la violation d'espaces de souveraineté), les cyber-attaques, les luttes d'influence informationnelle, les opérations secrètes, les actions par pays ou partis interposés, le soutien d'alliés, les crises diplomatiques (rappels d'ambassadeurs ou fermetures de consulats), la suspension de traités de désarmement (le traité FCE), la reprise de la course aux armements (y compris dans l'EEA) et la compétition en matière d'armements. Celles-ci pourraient finir par remettre en cause l'équilibre nucléaire - alors même que tous les EDAN, d'Occident comme d'Eurasie, s'entendent pour récuser le TIAN de 2017. Le *modus operandi* du néo-conflit russo-occidental rappelle la guerre froide au sens polémologique du terme - une « guerre hybride », dit-on aujourd'hui, une « guerre couverte », disait-on autrefois. Une dimension idéologique l'accompagne : « *l'affrontement entre (la Russie de) Poutine et l'Occident, qui connaît des hauts et des bas à la faveur d'une actualité... géopolitique... changeante, n'est pleinement compréhensible que dans sa dimension idéologique* » (Mathieu Slama).

On le sait, dans « l'étranger proche », le Kremlin veut restaurer ou préserver la suprématie russe, au nom et au travers du règlement régional des problèmes régionaux. Mais dans le reste du monde, la Russie est favorable au *statu quo*, conformément aux « cinq principes » indo-sino-russes, sans référence aux droits de l'homme ni à la démocratie. La Russie est certes membre du Conseil de l'Europe (même si elle en a été suspendue) et partie à la Convention EDH ; mais il ne fait pas de doute que la primauté est donnée aux standards eurasiatiques, pas aux standards paneuropéens. La prise de distance par rapport aux normes d'inspiration occidentale (libérales) ne se situe pas seulement au niveau du droit international, mais aussi du droit constitutionnel. Dans les années 1990, on disait que la Russie, comme les autres Républiques ex-soviétiques, était en « transition vers la démocratie », ce qui sous-entendait le ralliement au modèle occidental, qui paraissait triompher. Mais à part les trois pays baltes (qui ont rejoint l'OTAN et l'UE), les Républiques ex-soviétiques ne sont pas devenues des démocraties à l'occidentale. Il est question à Moscou, et chez d'autres capitales de l'Eurasie, d'une « démocratie souveraine », caractérisée par la « verticale du pouvoir », opposée à « l'impérialisme libéral » de l'Occident. Soit une disjonction de la démocratie et du libéralisme. Ainsi, l'Europe *lato sensu* (donc le Conseil de l'Europe) est de nouveau divisée en deux modèles constitutionnels, l'un, « illibéral », promu par Moscou, l'autre, « libéral », promu par Bruxelles (double capitale de l'OTAN et de l'UE, rejetée par la « droite populiste » et la « gauche alternative » en Europe). A l'instar du clivage géopolitique, le clivage idéologique est à la fois moins aigu (moins grave que l'opposition libéralisme/communisme) et déplacé vers l'Est (non plus au centre de l'Europe). Il existe néanmoins - même si existe aussi l'entente sur le contrôle des armes NBC. La politique étrangère eurasiatique possède donc un fondement idéologique. Elle a développé une coopération sécuritaire. En a résulté la création d'une communauté eurasiatique, institutionnalisée par l'OCS.

B) La solidarité politique eurasiatique (face aux « révolutions colorées »)

Vu de Moscou et de ses partenaires, le *roll back* s'appuie sur le *hard power* : l'OTAN, mais aussi sur le *soft power* : les ONG ; à cheval sur les deux registres, se tiennent les services secrets américains et les *mass media* occidentaux, soutenant les « révolutions démo-libérales » (les « révolutions colorées »). C'est face à cette « subversion *soft* » qu'une solidarité intergouvernementale s'est développée entre les (des) États d'Eurasie, dont les cadres procèdent largement de l'ancienne *nomenklatura* soviétique. Lorsque celle-ci ne s'est pas convertie à l'entreprise privée, c'est sur elle que s'appuie Moscou.

La « révolution des roses » en Géorgie 2003, la « révolution orange » en Ukraine 2004, la « révolution des tulipes » au Kirghizistan 2005, se ressemblent. Idem en 2014 le mouvement *Euromaïdan* en Ukraine (appelée *Brzezinskimaïdan* par les pro-russes). Elles se déroulent au moment d'élections contestées qui voient la confrontation entre le gouvernement d'un côté, divers opposants de l'autre : coalitions de partis, d'ONG et d'OIG (nord-américaines ou ouest-européennes), aimant se référer à *La politique de l'action non-violente* de Gene Sharp et cultivant l'audience médiatique internationale. Les gouvernements en place ainsi que Moscou ont dénoncé une ingérence occulte des États-Unis et de leurs alliés, ainsi qu'une compromission de la contestation locale avec des Puissances étrangères. Depuis le *FREEDOM*¹²⁵ *Support Act* de 1992, les États-Unis (avant Trump) entend(ai)ent « exporter la démocratie », associée à l'économie de marché, en combinant le soutien à des opposants locaux, le *soft power* (c'est-à-dire une technique d'influence fondée sur la capacité d'attraction d'un modèle politique) et l'action d'ONG ou d'OIG promouvant la « bonne gouvernance » (libérale). Précisément, le *National Endowment for Democracy*, institution publique américaine, a financé les fondations des Partis démocrate (le *National Democratic Institute*) et républicain (l'*International Republican Institute*), qui ont été très actives dans la formation de coalitions politiques lors des « révolutions colorées ».

Celles-ci se sont produites dans des pays où des dirigeants politiques de l'époque soviétique : Chevarnadze en Géorgie, Kouchma en Ukraine, Akaev au Kirghizistan, incarnaient un pouvoir plus ou moins usé, autoritaire et corrompu. Ils avaient cependant entamé des réformes plus ou moins libérales. Ces réformes avaient été précédées et accompagnées par un sensible retrait de l'État de nombreux domaines (économie, solidarité, éducation, médias), laissant place de nouveaux acteurs et aggravant les inégalités sociales. Parallèlement, la politique étrangère adoptée par les Présidents misant sur un équilibre entre Russes et Occidentaux, se trouvait frappée de caducité par la montée des tensions entre la Russie et l'Occident. C'est dans ce double contexte intérieur et international que les « révolutions colorées » ont éclaté¹²⁶. On constate qu'elles ont entraîné de nouvelles transitions politiques, pas une stabilisation de la démocratie locale ni des régimes politiques locaux. De nouvelles rivalités sont apparues au sein des coalitions politiques, à l'issue desquelles un nouveau pouvoir plus ou moins autoritaire et plus ou moins corrompu s'est instauré. Puis on a retrouvé le même écartèlement entre prépondérance russe et attraction occidentale. Le clivage interne et le bras de fer externe se nourrissent l'un l'autre.

Les « révolutions colorées » ont suscité des réactions de défense du côté des autres Républiques ex-soviétiques (hors pays baltes) : Russie, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, ainsi qu'en Iran et en RPC. Les régimes locaux (des « démocraties » ?) ont relevé le défi en s'affirmant comme des alternatives à (la promotion de) la démocratie à l'occidentale.

¹²⁵ Acronyme de « *Freedom for Russia and Emerging Eurasian Democracies and Open Markets Support Act* ».

¹²⁶ Il y a un paradoxe dans « l'exportation de la démocratie » : l'action étrangère favorise le sentiment d'une opinion considérant avec dépit que la démocratie relève de moins en moins d'une souveraineté populaire locale et de plus en plus de l'influence d'organisations internationales publiques ou privées (OIG, ONG). L'internationalisation de « l'assistance à la démocratie » ne contribuerait donc pas à l'universalisation de la démocratie, mais à la dilution de la souveraineté du peuple dans la « société civile internationale » et sa « gouvernance globale ».

Promoting democracy -posture « idéaliste »- a finalement nuï au *roll back* -posture « réaliste »- en recréant une solidarité politique entre Gouvernements autoritaires. Ainsi l'Ouzbékistan. Il avait accueilli l'*US Air Force* et il avait adhéré au GUAM, devenu le GGUAM. Fin 2005, il a demandé la fermeture de la base aérienne américaine et il a quitté le GGUAM, redevenu le GUAM, désormais dénommé « Organisation pour la démocratie et le développement », avec la Turquie et la Lettonie comme observateurs. Quant au Kirghizistan, c'est en 2014 qu'il a réclaté et obtenu la fermeture de la très importante base aérienne américaine de Manas... Face aux « révolutions colorées », les (des) Gouvernements eurasiatiques ont trouvé dans la « démocratie souveraine », les « cinq principes » et l'OCS respectivement la formule constitutionnelle, les standards juridiques internationaux et l'OIG à même de barrer « l'ingérisme occidental ». Poutine aime à déclarer que la Russie entend protéger la « diversité du monde » face à « l'universalisme occidental » ; il l'érige ainsi en championne du « droit à la différence » des Etats non occidentaux vis-à-vis des standards occidentaux, dont le caractère de paradigme universel s'en trouve récuse¹²⁷. A cet égard, même la Turquie d'Erdogan -dénoncée en Occident au nom des droits de l'homme- s'est rapprochée de Moscou après la reprise en mains musclée consécutive à la tentative de putsch en juillet 2016¹²⁸.

C) La coopération stratégique eurasiatique (l'OCS)

Dès 1993, l'armée russe, appelée par le Tadjikistan, a participé à l'étouffement de la sécession du Haut Badakchan, avec l'approbation des autres Etats centrasiatiques, y compris le gouvernement ouzbèke, inquiet d'un éventuel précédent vis-à-vis de la Karakalpakie. Mais la coopération eurasiatique a commencé avec le « Groupe de Shanghai », créé pour régler la question des frontières entre la RPC et ses voisins ex-soviétiques. La coopération a trouvé à s'institutionnaliser avec la création de « l'Organisation de coopération de Shanghai ». On est alors passé du règlement frontalier et militaire à la lutte contre l'islamisme et à une « Sainte Alliance » face au *regime change* à l'occidentale.

Au départ, il s'agissait de prévenir ou de résoudre les différends frontaliers entre la RPC d'un côté, les Etats issus de la dissolution de l'URSS de l'autre, Russie (dont l'Altaï et la RA juive), Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan. Les enjeux frontaliers (8000 km de frontières) ont amené les cinq Etats à conclure un traité de sécurité régionale, le 26 avril 1996, à Shanghai. Un traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération a été signé avec la RPC le 16 juillet 2001 ; il a été précédé par un accord de délimitation/démarcation des frontières communes sur le secteur occidental (centrasiatique), conclu le 3 septembre 1994 ; il a été suivi par un accord sur le secteur oriental (russe), conclu le 14 octobre 2004¹²⁹. D'autre part, la RPC et ses partenaires (formule « 1+4 ») ont signé un traité sur l'établissement de mesures de confiance militaire (MDCM) dans les zones frontalières en avril 1996 (dit traité de Shanghai), puis un second traité sur la réduction des forces armées dans les zones frontalières en avril 1997 (dit traité de Moscou). Outre la question des frontières, la prise du pouvoir à Kaboul par les Talibans, en avril 1996, puis l'apparition du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) ont amené le Groupe de Shanghai vers d'autres préoccupations.

¹²⁷ L'idée, exprimée par l'eurasisme, est qu'à la pluralité irréductible des peuples répond la pluralité irréductible des valeurs, sans qu'il y ait aucune hiérarchie entre des « modèles » et des « réfractaires », des « avancés » et des « attardés ». La diversité est associée à l'égalité, à l'encontre de « l'exceptionnalisme » américain (à Obama invoquant « l'élection divine » des Américains, Poutine répondait par la « vérité divine » de l'égalité entre les nations).

¹²⁸ La Turquie ne peut rester pays « pivot » que si l'on s'en tient à une posture « réaliste », pas si l'on adopte la posture « idéaliste » de la « promotion de la démocratie », car vis-à-vis de « l'ingérisme occidental », Erdogan et Poutine se trouvent sur la même ligne. Idem l'Arabie Saoudite.

¹²⁹ Le pantouranisme a achevé d'être brisé par ces frontières interétatiques.

L'essor du sunnisme radical¹³⁰ menace de déstabiliser les Républiques d'Asie centrale, vulnérables sur le plan sécuritaire vu la faiblesse (héritée de l'URSS) de leurs forces armées, notamment les trois Républiques (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan) ayant une frontière commune avec l'Afghanistan. Cette situation a amené -contrainte ou opportunité?- la Russie et la RPC, beaucoup plus puissantes militairement et elles aussi, comme l'Inde, menacées par l'islamisme (Caucase Nord et Idel-Oural, Sinkiang), à resserrer les liens avec ces pays (membres de l'OCI) situés dans leur arrière-cour, et à barrer « l'intrusion étrangère » (occidentale, turque ou saoudienne). L'accent a été mis sur la lutte contre « l'extrémisme religieux », le « séparatisme ethnique » (après l'alerte badakchane) et le « terrorisme », ainsi que le trafic de drogue et d'armes, la criminalité organisée et l'immigration illégale. A ces préoccupations régionales s'ajoutait en 1999 le contexte mondial marqué par l'opposition entre Moscou et Pékin d'un côté, Washington et ses alliés de l'autre, lors du conflit du Kosovo. L'intervention de certaines Puissances de l'OTAN, au nom d'un « droit d'ingérence humanitaire », concrètement aux côtés d'un mouvement sécessionniste (l'UCK) contre l'Etat yougoslave, sans l'autorisation préalable du CSNU, a inquiété la Russie, aux prises avec l'indépendantisme tchéchène au Nord Caucase, et la RPC, confrontée à la menace de l'indépendantisme ouïgour au Sinkiang. Face à « l'interventionnisme occidental » motivé par les droits de l'homme, les Puissances eurasiatiques ont réaffirmé les « cinq principes », tout en appelant à la « multipolarité » contre « l'unipolarité » et à la primauté du CSNU contre l'unilatéralisme des Etats-Unis ou de l'OTAN. On a retrouvé cette position en 2003, 2011 et 2012 lors des affaires irakienne, libyenne et syrienne¹³¹, dont l'enjeu final portait sur des changements de régimes *manu militari*.

En avril 2001, l'OCS, dont le siège est à Pékin, a marqué l'institutionnalisation de la coopération entre les Cinq, rejoints par l'Ouzbékistan (pourtant membre du GUUAM, avant son retrait en 2005). OIG à part entière, l'OCS marque aussi la tentative sino-russe d'établir un condominium afin de marginaliser la Turquie, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis ou la RFA, « Puissances étrangères » à l'Asie centrale. Mais après les attentats du 11 septembre, une nouvelle guerre d'Afghanistan et le renversement des Talibans, les forces américaines s'implantent dans la région, parallèlement à l'entente russo-sino-américaine sur la lutte contre le terrorisme islamique et les talibans. Moscou et Pékin ne veulent pas laisser à Washington le monopole de cette lutte. Aux fins d'offrir une protection aux Etats d'Asie centrale, ils consolident l'OCS, l'OIG régionale à même de permettre à la Russie et à la RPC de remporter la concurrence sécuritaire avec les Etats-Unis. Ainsi, l'OCS étoffe ses structures, multiplie ses protocoles, étend ses domaines et accroît ses fonctions, notamment stratégiques, hydriques et énergétiques (le commerce pétro-gazier vers la RPC). D'autant que la crise irakienne de l'automne-hiver 2002-2003 voit le retour du dissensus au sein du CSNU, ainsi que l'opposition entre Puissances atlantiques et Puissances eurasiatiques (comme lors de l'affaire du Kosovo, mais cette fois la France et l'Allemagne se trouvent du côté de Moscou). Survenues après le renversement du régime baasiste en Irak, les « révolutions colorées » de 2003 à 2005 aggravent l'opposition. Elles perturbent les milieux dirigeants centrasiatiques, largement issus de la *nomenklatura* soviétique locale¹³². Elles sont présentées par les Russes et les Chinois (ou les Iraniens) comme des mouvements subversifs pilotés par les Américains et leurs alliés. Elles amènent les gouvernements en place à se rapprocher de la Russie et de la RPC, aussi bien au plan bilatéral que multilatéral (au sein de l'OCS), sous le couvert de la lutte contre les « trois forces » : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme (tous trois définis dans l'article 1er de la Convention de Shanghai du 15 juin 2001). Le libéralisme à l'occidentale (décidément discrédité) est accusé de faire le jeu de l'islamisme - s'engouffrant dans la brèche créée par la critique des régimes autoritaires au nom des droits de l'homme. Le renforcement de la coopération militaire, policière et judiciaire¹³³ a achevé de donner à l'OCS¹³⁴ le caractère d'un « club »

¹³⁰ Le MIO a rejoint les Talibans, puis a fait allégeance à *Daesh* en 2015.

¹³¹ On remarque que la RFA s'est trouvée à chaque fois du côté des Puissances eurasiatiques, la France seulement en 2003.

¹³² Islam Karimov a dirigé l'Ouzbékistan de 1989 à son décès en septembre 2016 ; lui a succédé son ancien Premier ministre, Chavkat Mirzoïev.

¹³³ Une « structure anti-terroriste régionale » siège à Tachkent et supervise des exercices militaires conjoints.

rassemblant des Etats autoritaires, désireux de contrer l'islamisme, mais aussi d'étouffer le libéralisme et de barrer l'Occident. Le *leadership* sino-russe en a été confirmé.

Il y a donc une solidarité politique et une coopération stratégique des Puissances eurasiatiques, étayées par des intérêts énergétiques communs, attestées par des standards juridiques communs. Il n'y a toutefois pas d'alliance militaire à proprement parler, même si a été créé, l'année des « révolutions arabes », dix ans après le traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération de juillet 2001, un « Partenariat stratégique global »¹³⁵. La priorité officielle est de contrer l'islamisme sunnite (5000 ressortissants des Etats centrasiatiques ont rejoint *Daesh*). La priorité officieuse est de barrer les Américains, secondairement les Turcs, les Saoudiens et les Allemands (dont les motivations respectives sont sécuritaires, linguistiques, religieuses et commerciales). Mais les deux priorités (l'islamisme et les Américains) dépendent du devenir de l'Afghanistan, dont le gouvernement est assisté par une coalition internationale où prédomin(ai)ent les Etats-Unis et l'OTAN. Tant que l'islamisme sunnite menace en Afghanistan, les Etats-Unis justifient leur présence dans la région... Pour le reste, la Russie comme la RPC ont refusé d'associer les structures de l'OCS (eurasiatique) et celles de la CEI, de l'OTSC ou de l'UEEA (eurasiennes), les deux Puissances s'accommodant d'un condominium en Asie centrale. D'un côté, la RPC ne reconnaît pas les sécessionnismes soutenus par Moscou en Eurasie, y voyant un risque pour le Sinkiang (comme en 1999, le Kosovo) ; d'un autre côté, elle s'est montrée discrète sur le rattachement de la Crimée en 2014, la Crimée équivalant possiblement à Formose ; ainsi Pékin est-il hostile à l'indépendantisme, pas au rattachisme.

¹³⁴ Elargie par l'adhésion pleine et entière de l'Inde et du Pakistan en 2017, ainsi que par les statuts d'observateur, de partenaire et d'invité.

¹³⁵ « *Fondé sur l'égalité, la confiance mutuelle, le soutien mutuel, une prospérité et une amitié conjointe de génération en génération* ». On retrouve le style des « cinq principes ».

V TOUR D'HORIZON GEOPOLITIQUE ET HISTORIQUE DE L'EURASIE

Pour ce tour d'horizon, on ira du coeur de la Fédération de Russie : l'Idel-Oural, aux pourtours (marches de la Russie ou hors Russie) européen (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, pays baltes, Kaliningrad), caucasien, centrasiatique et sibéro-arctique. Une question centrale sera de savoir si les indépendances post-soviétiques auront plus de succès que les indépendances de 1918-1920, largement échouées : la Biélorussie, l'Ukraine, le Nord et le Sud Caucase, le Turkestan furent réintégrés dans l'URSS fin 1922, l'est de la Pologne, les pays baltes, la Moldavie, recouverts en 1939-1940 puis 1944-1947, la Finlande, alignée en 1948, et l'Europe centrale, soviétisée en 1949. L'autre question, inverse, sera de savoir si la Fédération de Russie maintiendra non seulement son unité et son intégrité, mais aussi son hégémonie dans l'espace ex-soviétique, via la CEI, l'OTSC et l'UEEA¹³⁶.

1) L'Idel-Oural (diversité géo-ethnique et symbiose eurasiennne)

L'Idel-Oural est le coeur de la Russie, non seulement géographiquement mais identitairement, car, habité par diverses populations, notamment des peuples de langues slave et turque, de religions orthodoxe et sunnite, il illustre la *symbiose turco-slave* eurasiennne. L'harmonie dans la région est donc vitale pour la Fédération de Russie, car elle atteste et doit attester l'identité eurasiennne de la Russie et l'unité panrusse de l'Eurasie. Fondamentalement, cette harmonie des peuples dans un ensemble fédéral, équilibrant autonomie locale et unité globale, ne serait menacée que par des nationalismes ethniques d'une part, l'islamisme d'autre part, qui unifierait les groupes ethniques de confession musulmane (majoritaire au Tatarstan et au Bachkortostan), mais qui briserait la symbiose turco-slave (sur laquelle repose, et que prône, l'eurasisme). Comment se présente cette région hyper-continentale, entre le fleuve Volga et le massif de l'Oural ?

L'Idel-Oural (12,5 millions d'habitants fin 1991) est un très grand bassin minier, industriel et militaro-industriel (le centre de l'industrie militaire soviétique durant la Seconde Guerre mondiale). La région est habitée par des Russes et des Ukrainiens, ainsi que par trois peuples de langue finno-ougrienne ou ouralienne : les Oudmourtes, les Mariis, les Mordves, et par trois peuples de langue turco-tatare ou altaïque : les Tatars¹³⁷, les Bachkirs, les Tchouvaches. Il y avait autrefois les Allemands de la Volga ; mais ils ont été déportés au Kazakhstan en août 1941, et ils n'ont jamais pu revenir. Les six peuples de l'Idel-Oural ont chacun leur territoire (critère de la territorialité), même si tous ne résident pas dans leur territoire (critère de la dispersion) et même si leur territoire accueille d'autres peuples (critère de la diversité), notamment des Russes (critère de la russité), dont la langue a statut fédéral. Tels sont les quatre éléments ou critères de la géopolitique des groupes ethnolinguistiques, valables pour l'ensemble de la Fédération de la Russie ou même de l'espace ex-soviétique : la territorialité du groupe, sa dispersion dans la Fédération de Russie ou dans l'espace ex-soviétique, la diversité de peuplement du territoire, le nombre de « Russes ethniques » résidants en chiffres absolu et relatif, auxquels s'ajoute le statut de la langue russe.

Les six peuples de l'Idel-Oural, à la fois bien identifiés mais aussi entremêlés et recouverts par le peuplement russe, sont appelés ouralo-altaïques, pour montrer leur parenté géographique et culturelle. Ils étaient dotés chacun d'une république autonome (RSSA) au sein de la RSFSR, avec son PC et sa langue ; ils n'avaient pu obtenir le statut de république fédérée (RSS) de l'URSS, du fait de leur enclavement (une république fédérée devait avoir accès à la mer ou à une frontière extérieure de l'URSS, l'Ouzbékistan formant une exception), si bien qu'ils n'avaient pas de droit de sécession (celui-ci n'existait que pour les

¹³⁶ On ne traitera pas -mais rappelons les néanmoins- des graves et énormes problèmes écologiques qui se posent à chacune des régions de l'ex-URSS.

¹³⁷ Dits de la Volga ou de Kazan, pour les différencier de ceux de Crimée.

RSS). Les Tatars, pourtant plus nombreux que les Géorgiens, Arméniens, Azéris, Estoniens, Lettons, Lituaniens ou Moldaves, n'avaient donc qu'une république de second rang, pas de premier. Les six RSSA sont devenues en 1992 six républiques au sein de la Fédération de Russie : l'Oudmourtie (1,6 million d'habitants, dont 461000 Oudmourtes, soit 29% de la population, et 950000 Russes, soit 60%, 637000 Oudmourtes en tout en Fédération de Russie, dont 72% dans leur république) ; la Marii (730000 habitants, dont 383000 Mariis, soit 52,5%, et 345000 Russes, soit 47%, 680000 Mariis en Russie, dont 56% dans leur république) ; la Mordovie (un million d'habitants, dont 400000 Mordves, soit 40%, et 500000 Russes, soit 50%, 950000 Mordves en Russie, dont 42% dans leur république) ; le Tatarstan (3,8 millions d'habitants, dont 2 millions de Tatars, soit 52,5%, et 1,5 million de Russes, soit 39,5%, 5,6 millions de Tatars en Russie, dont 35,5% dans leur république) ; le Bachkortostan (4,1 millions d'habitants, dont 1,2 million de Bachkirs, soit 29%, et 1,5 million de Russes, soit 36,5%, 1,68 million de Bachkirs en Russie, dont 72% dans leur république) ; la Tchouvachie (1,3 millions d'habitants, dont 900000 Tchouvaches, soit 69%, et 350000 Russes, soit 27%, 1,6 million de Tchouvaches en Russie, dont 56% dans leur république).

La région Volga-Oural se situe au carrefour des mondes finno-ougrien, turc et slave, orthodoxe et sunnite. La diversité, ancienne, est grande ; mais l'unité, tout aussi ancienne, est tangible, par la russité d'une part, la laïcité d'autre part. A l'époque soviétique, l'autonomie territoriale des groupes ethniques était combinée à la (relative) liberté de circulation des citoyens de la Fédération, ainsi qu'à l'acculturation en russe, langue de l'URSS et de la RSFSR, seconde langue des RSSA. Les peuples de l'Idel-Oural ont connu une russification intense, dont le premier élément fut l'imposition de l'alphabet cyrillique, le dernier, la submersion démographique, entre les deux, une industrialisation massive, créant un prolétariat transethnique dont la conscience de classe (athée) était cultivée par le régime soviétique. Le découpage territorial a été effectué par le pouvoir soviétique -dont a hérité le pouvoir russe- selon le principe du « diviser pour régner », sans unification panturque, mais création d'une harmonie slavo-ouralo-altaïque. Le groupe ethnique n'est pas majoritaire dans sa république (ainsi les Oudmourtes, les Mordves, les Bachkirs), ou qu'à peine (les Mariis, les Tatars) ; seuls les Tchouvaches le sont. De nombreux membres du groupe ethnique vivent à l'extérieur de leur république, parfois la majorité (ainsi les Mordves, les Tatars). De nombreux Russes résident dans les républiques, jusqu'à être majoritaires (ainsi en Oudmourtie et en Mordovie, absolument, au Bachkortostan, relativement). Historiquement, la russification se heurtait aux Tatars, groupe le plus nombreux, au centre de la région. En 1917, lors de l'effondrement de l'Empire russe, en 1991, lors de la dissolution de l'URSS, certains Tatars ont manifesté l'intention de créer, en 1917, un « Etat de l'Idel-Oural », fédérant les peuples de la région autour d'un noyau tatar, en 1991, un Etat tatar indépendant, associé à d'autres Etats locaux indépendants (tel le Bachkortostan). Mais les Tatars ne résident qu'à 35,5% dans leur république et celle-ci contient 39,5% de Russes... L'islam est intégré et modéré. Le vrai péril serait l'islamisme. Il apparaît : l'attentat commis à Kazan en juillet 2012 contre le mufti du Tatarstan a révélé la violence des luttes pour le contrôle des mosquées...

2) Le Caucase

A la différence de l'Idel-Oural, en pleine Russie continentale, qui est resté en paix, le Caucase, entre Russie, mer Noire, Turquie, Iran et mer Caspienne, est une zone de conflits depuis 1988. On y a retrouvé, beaucoup plus marqué qu'en Idel-Oural, les quatre phases de la dissolution de l'URSS après 1988 : démocratique, identitaire, souverainiste, indépendantiste. Sur les six entités sécessionnistes depuis 1990-1992, quatre se situ(ai)ent dans la région : Haut-Karabagh, Tchétchénie, Ossétie du Sud, Abkhazie, les deux autres étant la Transnistrie et le Haut Badakchan. L'industrialisation, brassant les groupes ethniques et créant l'*homo sovieticus*, a été basée sur le charbon dans l'Idel-Oural, sur le pétrole dans le Caucase. Or, le pétrole a été plus névralgique que le charbon, car Bakou (capitale azérie) puis, à un moindre degré, Grozny (capitale tchéchène) ont longtemps été les seules zones de production pétrolière d'URSS,

auparavant de l'Empire tsariste, avec une classe ouvrière ancienne. Si le Sud ou Transcaucasie (15 millions d'habitants fin 1991) est un « étranger proche » pour la Russie, le Nord ou Ciscaucasie (5 millions d'habitants) est une « marche turbulente ». Le nord est partagé entre huit républiques de la Fédération de Russie (ex-RSSA ou ex-RA de l'ex-RSFSR) : Adyghée, Karatchaïvo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ingouchie, Tchétchénie, Daghestan, Ossétie du Nord, Kalmoukie, les six premières à majorité musulmane. Le sud est partagé entre trois Etats (ex-RSS de l'ex-URSS) : Géorgie (fin 1991, 70% Géorgiens, 8% Arméniens, 6% Azéris, 3% Ossètes, 2% Abkhazes, 7,5% Russes), incluant trois régions autonomes, Abkhazie (à la frontière russe), Ossétie du Sud (face à l'Ossétie du Nord), Adjarie (à la frontière turque) ; Arménie (93% Arméniens, 3% Azéris, 2% Russes), plus l'exclave du Haut-Karabagh en Azerbaïdjan (derrière le couloir de Latchine) ; Azerbaïdjan (90% Azéris, 2% Arméniens, 4,5% Russes, 1% Turkmènes), plus l'exclave du Nakhitchevan, entre Arménie (derrière le couloir de Zanguezour) et Iran. Le Nord utilise l'alphabet cyrillique ; ce n'est plus le cas du Sud.

A) La diversité géo-ethnique, la symbiose eurasiennne et la conflictualité locale

Le Caucase est caractérisé par une très grande diversité géo-ethnique. La cohabitation de tant de peuples peut être interprétée comme la preuve de la symbiose eurasiennne. Il y a (eu) pourtant des conflits, provoqués par le nationalisme ethnique, ou bien dus au choc entre des impérialismes étrangers et le suprémacisme russe. L'histoire de la région confirme à quel point l'unité de l'Eurasie requiert la puissance de Moscou, dont la souveraineté a été remise en cause aussi bien après 1917 qu'après 1991, voire en 1942.

Le Caucase a été un lieu de refuge. Les vallées qui se creusent au nord de la grande chaîne de montagne abritent autant de petits peuples, soumis à la poussée russe, dont le peuplement s'étend sur toute la Ciscaucasie et déborde même en Transcaucasie. Au sud-ouest du massif, se trouvent les Géorgiens, plus les Abkhazes, les Ossètes et les Adjars ; au sud-est, les Azéris, également présents en Géorgie et au Daghestan, plus encore en Iran ; à l'extrême sud, au centre, les Arméniens, autrefois nombreux entre l'Empire ottoman et l'Empire perse, puis réduits à Erevan, au Zanguezour et au Haut-Karabagh, entre Turquie et Azerbaïdjan. A l'extrême nord, entre la steppe et la Volga, il y a les Kalmouks et les Nogaïs, eux aussi présents au Daghestan. Adossés aux contreforts septentrionaux du Caucase et orientés vers la mer Noire, habitent les Adyghéens, les Meshkets et les Tcherkesses (ou Circassiens). On trouve ensuite, en longeant vers l'est les pentes du Caucase, les Karatchaïs, les Balkars, les Kabardes et les Ossètes, qui débordent sur le versant méridional de la chaîne. Puis viennent les Ingouches et les Tchétchènes. On arrive alors au Daghestan, qui borde la mer Caspienne, et dont la composition ethnique est réputée l'une des plus complexes du monde, puisqu'on y trouve Nogaïs (56000), Avars (600000), Lesguiens (380000), Darguiens (353000), Laks (100000), Tabassarens (78000), Tats (13000), plus les Tsakours (18000), Routouls (15000), Agouls (14000), Chapsougues (7500), ainsi que des Tchétchènes, Azéris et Turkmènes. En tout, trois groupes linguistiques principaux : caucasique ouest, caucasique est, turcique, plus deux groupes persan et mongol, les Ossètes et les Kalmouks étant respectivement les seuls groupes ethniques persan (majoritairement orthodoxe) et mongol (majoritairement bouddhiste) d'Europe. D'autre part, l'islam domine la région, sunnisme et chiisme (azéri) ; mais on y compte aussi de fortes poches chrétiennes : Géorgie, Arménie, d'autres peuples, les Russes. L'islam sunnite, intégré, y est divisé en diverses confréries. Il connaît cependant une montée du salafisme. L'Arabie Saoudite et la Turquie se sont implantées, outre l'Iran. On a observé des départs pour s'enrôler chez *Al Qaïda* puis *Daesh* (3000 ressortissants russes, dont de nombreux Tchétchènes). Des attentats ont été commis...

Les peuples du Caucase sont de petite taille démographique (difficile à estimer), dispersés, y compris dans toute la Fédération de Russie, en ex-URSS ou au-delà, notamment en Turquie, Syrie, Iran. Certains n'ont pas de république ; d'autres en ont (les Adyghéens, les Ingouches, les Tchétchènes, les Kalmouks), ou se

partagent une république bi-ethnique (les Ingouches et les Tchétchènes autrefois, aujourd'hui encore les Karatchaïs et les Tcherkesses, les Kabardes et les Balkars), ou sont séparés en deux Etats (les Ossètes, entre le Nord, de souveraineté russe, et le Sud, de souveraineté géorgienne). Même dans leurs républiques, de petite superficie, ils ne constituent qu'une minorité : ainsi les Adyghéens (105000 dans le Nord Caucase, 95000 dans leur république, ils y forment 22% de la population), Tcherkesses (42000, 40000, 10%), Karatchaïs (142000, 129000, 31%), Balkars (72000, 71000, 9,5%), Kabardes (386000, 363000, 48%), Ingouches (228000, 196000, 13%). Les Ossètes et les Tchétchènes font exception : les premiers sont 600000, dont 450000 dans leur république (65000 en Ossétie du Sud), où ils forment 63% de la population¹³⁸ ; les seconds sont un million, dont 800000 dans leur république, où ils forment 72% de la population. A défaut d'une république, certains peuples ont une langue officielle ; ainsi, au Daghestan, les Nogais, Avars, Lesguines, Darguines, Laks, Tabassarans, Tats, plus les Tchétchènes et les Azéris, mais pas les Tsakours, Routouls, Agouls, Chapsougues. L'existence de ces petits peuples sur de petits espaces, même recouverts par le vaste peuplement russe, prouve que le Caucase Nord, comme l'Idel-Oural, est un *conservatoire culturel*, dont l'harmonie (la symbiose slavo-turco-caucasique) est revendiquée par l'eurasisme. Sauf en Tchétchénie durant les années 1990, les élites au pouvoir dans toutes les républiques sont loyales à Moscou, d'autant que toutes dépendent des subventions fédérales.

Les entités ciscausiennes ont pourtant connu diverses dynamiques conflictuelles, autour des Tchétchènes (la tentative de sécession vis-à-vis de la Russie puis l'islamisation de la cause indépendantiste), des Ingouches (la séparation d'avec la Tchétchénie et la tentative de rattachement du district de Prigorodny, en Ossétie du Nord mais de peuplement ingouche, à l'Ingouchie), des Ossètes (la recherche de l'union de l'Ossétie par le rattachement du Sud au Nord). Le conflit ossète est à la jonction du Nord et du Sud Caucase. Il fait partie des conflits irrédentistes que connaissent les Etats transcaucasiens, telle la revendication arménienne sur le Haut-Karabagh, et des conflits sécessionnistes, telle l'Abkhazie (à la frontière russe) sinon l'Adjarie (à la frontière turque) en Géorgie. Sur les deux versants du Caucase, on rencontre, et on continue de rencontrer, trois problèmes communs : celui de la délimitation et de la démarcation des frontières, aussi bien les entités du Nord que les Etats du Sud ; celui de l'enchevêtrement des groupes ethniques et du statut des minorités ; celui de l'évacuation des hydrocarbures. En Ciscaucasie, c'est le cas tchéchène qui a été le plus épineux. En Transcaucasie, les conflits entre Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie s'entremêlent. Avant de les examiner, il est nécessaire de retracer l'histoire générale de la région, notamment les années 1917-1922, soit la période d'effondrement puis de reconstitution de l'unité de l'Eurasie, après les tentatives d'indépendances cis- et trans-caucasiques.

B) Rétrospective depuis la conquête russe jusqu'à mars 1917

La percée russe vers le Caucase devint possible avec la disparition des khanats mongols, héritiers de la Horde d'Or, descendants de Gengis Khan. Après la conquête du khanat de Kazan, celle du khanat d'Astrakhan, au milieu du XVIème siècle, donna à la Russie accès à la mer Caspienne. La frontière russo-persane s'établit pour longtemps sur le fleuve Terek, au nord du Daghestan actuel. A l'ouest, le khanat des Tatars de Crimée, vassal de l'Empire ottoman, barrait aux Russes la mer Noire. Mais les Ottomans durent renoncer à cette vassalité en 1774, puis la Crimée fut annexée par la Russie en 1783. A la fin du XVIIIème siècle, avant la conquête russe, la situation se présentait de la façon suivante dans le Caucase. L'Empire ottoman contrôlait les provinces ouest de l'Arménie (Van, Bitlis, Erzerum, Diyarbakir, Harput, Sivas, Kars et Ardahan), la Géorgie intérieure (orientale), divisée en trois principautés (Imérethie, Kartli, Kakhétie), ainsi que la Géorgie côtière (occidentale), elle aussi divisée en trois principautés (Mingrélie, Abkhazie, Adjarie), ces deux dernières islamisées. Le reste, *id est* l'Arménie et l'Azerbaïdjan actuels,

¹³⁸ Au Nord, il y a également 160000 Russes, 21000 Ingouches et 17000 Arméniens ; au Sud, 28000 Géorgiens.

dépendait de l'Empire perse : Erevan, Zanguezour et Nakhitchevan d'une part, khanats de Gandja, Cheki, Chirva, Latchine, Karabagh et Bakou d'autre part.

Les Russes étaient établis au Kouban à l'ouest, au débouché du Terek à l'est. En 1785, ils s'installèrent sur le versant nord de l'Ossétie et fondèrent Vladicaucase, au milieu du massif (actuelle capitale de l'Ossétie du Nord). De là, ils construisirent la route du col de Daryal, seule voie de communication directe avec la Géorgie et, au-delà, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à l'exception des itinéraires côtiers longeant les littoraux de la mer Noire et de la mer Caspienne. De 1802 à 1810, ils s'emparèrent du versant sud de l'Ossétie, puis des principautés de Géorgie (sauf l'Adjarie), enfin des khanats d'Azerbaïdjan. En 1828-1829, ce fut le tour d'Erevan, du Zanguezour et du Nakhitchevan. Restaient les petits peuples montagnards, qui furent soumis après de longues luttes : Adyghéens, Meshkets, Tcherkesses, Karatchaïs, Balkares, Kabardes, Ingouches, Tchétchènes. En 1877-1878, une nouvelle guerre russo-ottomane permit à la Russie de s'emparer de l'Adjarie (Batoum), ainsi que de Kars et Ardahan. Le Caucase fut relié à la Russie par une voie ferrée qui longe le piémont septentrional du massif jusqu'à Vladicaucase, avec trois embranchements : vers Batoum sur la mer Noire ; vers Bakou sur la Caspienne ; vers Erevan ; au-delà, elle se dirige, d'une part, jusqu'à Erzerum en Turquie, d'autre part, jusqu'à Tabriz en Iran. Des années 1880 à 1914, l'histoire du Caucase fut dominée par le conflit des Turcs et des Arméniens, ceux-ci aspirant à l'indépendance nationale, comme les autres peuples chrétiens (orthodoxes) de l'Empire ottoman, et s'appuyant, comme les autres peuples chrétiens, sur l'Empire russe. Poursuivant sa double lutte contre les Empires ottoman (sunnite) et perse (chiite), eux-mêmes rivaux, la Russie voulait rattacher l'Arménie ottomane, au sud-ouest, autour d'Erzeroum, à l'Arménie russe, et rattacher l'Azerbaïdjan perse, au sud-est, autour de Tabriz, à l'Azerbaïdjan russe. Il y avait (il y a) aussi des Arméniens au nord-ouest de l'Iran, plus ou moins mêlés aux Azéris. En 1907, l'accord anglo-russe découpa la Perse en deux zones d'influence, britannique au sud, russe au nord. En 1914, les six provinces orientales de l'Empire ottoman : Van, Bitlis, Erzerum, Diyarbakir, Harput et Sivas, soit tout le « plateau arménien », évoluaient vers un statut d'autonomie, sous la pression de la Russie et d'autres Puissances européennes sur Istanbul¹³⁹. Aussi bien du côté azéri que du côté arménien, il y avait donc l'amorce d'une union nationale sous l'égide de Moscou, au nom du pantouranisme ou de la panorthodoxie.

Fin octobre 1914, il n'y eut pas de guerre entre les Empires russe et perse, mais entre les Empires russe et ottoman, le premier allié à la France et à la Grande-Bretagne, le second à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Ce furent donc les Arméniens qui furent concernés, pas les Azéris. Le nationalisme arménien était partagé en deux pôles, l'un moderniste, le parti *Dachnak*, qui était membre de l'Internationale socialiste, l'autre traditionaliste, l'Eglise arménienne. L'Empire russe était une monarchie de droit divin, à faible parlementarisation ; l'Empire ottoman avait à sa tête un Sultan-et-Calife, mais le gouvernement du « Comité Union et Progrès », d'obédience « jeune-turque », était modernisateur. Toutefois, les orthodoxes de l'Empire ottoman, *dhimmi*, demeuraient organisés en *millet*, sous leur Eglise nationale, avec à leur tête un Patriarche. Ainsi les Arméniens. A l'éclatement de la guerre, le *Dachnak*, hostile au tsarisme, proclama sa neutralité. Pas l'Eglise. Celle-ci appela le gouverneur du Caucase à protéger les Arméniens et à créer un Etat autonome d'Arménie réunissant tous les Arméniens, de l'est (russe) comme de l'ouest (ottoman). Le gouverneur, en accord avec le Conseil national arménien de Russie, promit un tel statut si une légion arménienne était constituée et s'emparait des six provinces orientales, à peuplement majoritairement arménien, mais où vivaient aussi des Turcs et des Kurdes. L'axe de l'offensive russe était le lac de Van. Les Britanniques, depuis le Koweït, visaient Bagdad. Une jonction anglo-russe était prévue à Mossoul, en plein pays kurde. De leur côté, les Ottomans visaient Bakou. De part et d'autre, les offensives échouèrent et les fronts s'enlisèrent. L'épicentre du front turco-russe se trouvait en Arménie ottomane, dans une

¹³⁹ Accord du 8 février entre la Porte et les six Puissances tutélaires (Grande-Bretagne, France, Russie, Italie, Autriche-Hongrie, Allemagne).

région montagneuse, au climat rigoureux, aux conditions sanitaires précaires, à l'extrémité -mal desservie- des deux Empires, dont les armées, mal approvisionnées, étaient touchées par les désertions et vivaient plus ou moins sur l'habitant. Le parti *Dachnak* finit par se rallier à la Russie. Les Arméniens soutenaient plus ou moins l'armée russe, au contraire des Turcs et des Kurdes, qui soutenaient l'armée ottomane. Au printemps 1915, le gouvernement ottoman ordonna le déplacement (forcé) des Arméniens et la mise sous séquestre de leurs biens. Il en résulta des massacres et des spoliations plus ou moins systématiques, des convois de déplacés, frappés par les mauvais traitements, la famine, les épidémies. Sur une population de deux millions de personnes, 60% périrent. 300000 Arméniens se réfugièrent en Arménie russe, 100000 en Azerbaïdjan perse. A l'hiver 1917, l'arrière-pays était dépeuplé à 70%. On y comptait moins d'un tiers d'Arméniens, plus d'un tiers de Turcs et un tiers de Kurdes. Mais Erzerum avait été conquise par l'armée russe.

C) Des indépendances (ou tentatives d'indépendance) caucasiennes aux républiques soviétiques

Début mars 1917, éclata la première Révolution russe. L'unité de l'Eurasie commença à vaciller. Elle reçut un coup décisif après la seconde Révolution, début novembre. Elle s'écroula au printemps 1918, après le traité de Brest-Litovsk. Les effets s'en firent ressentir jusque dans l'Idel-Oural, mais surtout aux marges spatiales de l'ancien Empire russe : la Finlande, les territoires occupés par les Austro-Allemands (Pologne, pays baltes, Biélorussie, Moldavie, Ukraine), le sud du Turkestan, l'Extrême-Orient (occupé par les Japonais de 1918 à 1922), et bien sûr, le Caucase.

Le 22 mars 1917, un gouvernement provisoire transcaucasien (l'*Ozakom*) fut constitué par les mencheviks géorgiens, le parti *Dachnak* arménien et le parti *Moussavat* azéri, trois partis socialistes qui avaient pris le pouvoir à Tbilissi, Erevan et Bakou. De l'autre côté du massif, une Assemblée, convoquée par des socialistes de divers groupes ethniques, proclama « l'Union des peuples du Nord Caucase et du Daghestan » (la « République des Montagnards »). Ni au Sud ni au Nord, il n'y avait de rupture formelle avec Petrograd. L'armée russe se désintégra à l'automne. Des milices locales se constituèrent avec l'armement abandonné. Tout le Caucase sombra dans le chaos. Les Britanniques redoutaient que les Ottomans, suivis par les Allemands, ne s'emparent de Bakou et de son pétrole (ce qui aurait permis la motorisation de l'armée allemande et lui aurait donné la victoire, avant l'arrivée des troupes américaines en France). La Révolution d'Octobre, *id est* la prise du pouvoir par les bolcheviks à Petrograd, fut rejetée par l'*Ozakom* et les capitales du Sud Caucase, à l'exception de la commune de Bakou, contrôlée par les bolcheviks locaux. L'union ciscaucasienne comme la fédération transcaucasienne ne proclamèrent toutefois pas leur indépendance. De leur côté, les bolcheviks tenaient Terek, et ils proclamèrent une RSS du Daghestan. Staline, commissaire aux Nationalités, appelait les Géorgiens, Arméniens et Azéris à former des Républiques soviétiques qui s'agrègeraient à la RSFSR.

A l'expiration de l'armistice de Brest-Litovsk, conclu le 15 décembre pour deux mois, l'armée ottomane reprit l'offensive le 16 février 1918 (comme l'armée allemande), récupéra Erzerum puis s'empara de Kars, Ardahan et Batoum ; ne lui échappèrent qu'Erevan, le Zanguezour, le Nakhitchevan et le Haut-Karabagh. Dans sa partie ottomane, le traité de paix de Brest-Litovsk, signé le 3 mars, prévit le retour de Batoum, Kars et Ardahan à l'Empire ottoman. Mais localement, le gouvernement de Petrograd n'avait pas d'effectivité. Il fallait un interlocuteur aux Empires centraux. Aussi poussèrent-ils l'*Ozakom* à faire sécession de la Russie (à rompre avec l'Eurasie) et reconnurent-ils la République de Transcaucasie, proclamée le 24 avril. Allemands et Ottomans se disputaient l'hégémonie au Sud Caucase. Les Géorgiens préféraient un protectorat allemand ; il fallait pour cela que la Géorgie se sépare du reste de la Transcaucasie. Chose faite le 26 mai, ce qui précipita la proclamation des Républiques d'Azerbaïdjan, le 28, et d'Arménie, le 30. Ainsi, trois traités séparés furent signés le 4 juin à Batoum : le traité germano-géorgien, les traités turco-azéri et turco-arménien, qui faisaient de la Géorgie un protectorat allemand, de

l'Azerbaïdjan et de l'Arménie des protectorats ottomans. Ce furent les premiers actes internationaux conclus par les trois Etats. L'armée ottomane s'empara de Bakou le 15 septembre, et de là, visa à rallier le Turkestan au soulèvement contre la Russie (bolchevique). Mais le 30 octobre, l'armistice de Moudros sanctionnait la défaite de l'Empire ottoman face aux Alliés, plus précisément les Britanniques, qui occupaient Alep et Mossoul. Après le vide créé par la disparition de l'Empire russe en mars 1917, un deuxième vide fut créé un an et demi plus tard par l'effondrement de l'Empire ottoman. Celui-ci, comme l'Allemagne, était vainqueur face à la Russie, mais vaincue face aux Occidentaux. Après l'armistice de Rethondes, le 11 novembre 1918, l'armée allemande dut évacuer les territoires qu'elle contrôlait à l'Est, ainsi en Géorgie dès la fin du mois. Une autre Puissance extérieure s'installa, depuis l'Irak, l'Iran (accordant un droit de passage) et la mer Noire (les détroits turcs étaient ouverts) : la Grande-Bretagne, intéressée elle aussi par le pétrole de Bakou (les Français, eux, débarquaient à Odessa et à Sébastopol).

Les trois Républiques n'avaient plus leurs protecteurs allemand ou ottoman. La plus favorisée était l'Azerbaïdjan, détentrice du pétrole ; la seconde était la Géorgie, dont le chemin de fer et le port de Batoum permettaient d'évacuer le pétrole azéri ; la moins favorisée était l'Arménie, enclavée et sans gisement. Un grand Etat arménien indépendant avait cependant été promis par les Alliés ; il sera consacré dans le traité de paix de Sèvres conclu avec l'Empire ottoman (réduit à ses provinces turques) le 10 août 1920. Les trois Républiques étaient menacées par deux pouvoirs révolutionnaires, celui des bolcheviks à Moscou, celui des kémalistes à Erzeroum, puis Sivas, enfin Ankara. La Russie comme la Turquie étaient en guerre civile, à cette différence que Lénine avait pris le pouvoir, alors que Kemal était encore un rebelle face au gouvernement d'Istanbul. Les trois républiques transcaucasiennes comptaient sur la présence militaire des Britanniques. Ces derniers avaient des troupes à Istanbul, auprès du gouvernement de Mehemet VI, à Batoum et à Bakou ; ils avaient également pris sous leur protection l'Union du Nord Caucase ; ils soutenaient l'armée blanche de Denikine (comme les Japonais, celle de Koltchak, en Sibérie). Mais ils devaient faire face à l'imbroglio local : les pressions contradictoires des Géorgiens, des Arméniens et des Azéris, se disputant divers territoires ; les affrontements entre Rouges, Blancs, Verts ; les sécessionnismes adjar, abkhaze, ossète, en Géorgie ; le noyau bolchevik à Bakou. En Angleterre même, l'opinion exigeait la démobilisation et le rapatriement des troupes. Le gouvernement britannique envisageait de défendre ses intérêts sur une ligne Istanbul-Batoum-Bakou-Téhéran ; cela impliquait le contrôle de la mer Noire, des gouvernements amis en Turquie et en Iran, ainsi qu'une Transcaucasie indépendante. Mais les républiques du Sud Caucase, par leur irrédentisme potentiel, heurtaient les nationalismes turc (sur le « plateau arménien ») et iranien (au sud de l'Araxe), cependant qu'Arméniens et Azéris se disputaient le Haut-Karabagh et le Nakhitchevan. Les Britanniques ne parvinrent pas à unifier les peuples du Caucase face à la double menace turco-kémaliste et russo-soviétique. En juillet 1919 (comme les Allemands en décembre 1918), ils se retirèrent, se contentant d'une présence militaire sur un double arc Suez-Koweït (via les mandats palestinien, jordanien, irakien) et Aden-Koweït (via les protectorats sur l'Oman, le Trucial Oman¹⁴⁰, Bahreïn), soit un triangle Suez-Koweït-Aden, avec contrôle de la mer Rouge et du golfe Persique, encerclant l'Arabie Saoudite mais excluant la Turquie et l'Iran. C'est en vain que, début 1920, les gouvernements géorgien et azerbaïdjanais réclamèrent à la SDN un mandat britannique, et le gouvernement arménien un mandat américain.

Le retrait britannique laissait les précaires républiques du Nord et du Sud Caucase sans défense face au retour des Russes et des Turcs. Début avril 1920, l'Armée rouge, ayant battu Denikine, tenait la ligne Novorossiisk-Vladicaucase-Derbent, soit à peu près le point de départ de la conquête russe fin XVIIIème siècle. Elle visait la ligne Bakou-Batoum : elle entendait fonder une République soviétique transcaucasienne, en s'appuyant sur les bolcheviks locaux (chaque république avait son PC) et en jouant

¹⁴⁰ Les anciens émirats de la Côte de la Trêve, les actuels Emirats arabes unis : Abu Dhabi, Dubaï, Chargah, Ras-el-Khaima, Ajman, Oumm-al-Kaiwain, Khalba, plus le Qatar.

des rivalités entre les nationalismes géorgien, arménien, azéri ou autres. Du côté turc, il y avait une lutte, ancienne, sur le « plateau d'Arménie ». La Turquie intérieure comprend deux hauts plateaux : le plateau d'Anatolie, berceau du peuplement turc, le plateau d'Arménie, zone d'expansion du peuplement turc. La poussée turque, plus rurale, heurtait l'implantation arménienne, plus urbaine. Par sa structure et son idéologie, l'Empire ottoman faisait coexister les deux peuples, les uns comme musulmans, les autres comme *dhimmi* organisés en *millet*. Le choc de deux nationalismes, turc et arménien, brisa cette coexistence. On sait les massacres et déportations commis en 1915-1917. En juillet 1919, le premier congrès du mouvement national turc, dirigé par Kemal, se tint précisément à Erzeroum, afin de s'opposer à la création d'une Grande Arménie, c'est-à-dire la réunion de l'Arménie russe et de l'Arménie ottomane. L'objectif du mouvement était de former un Etat national turc dont les limites méridionales seraient celles de l'armistice de Moudros du 30 octobre 1918 et dont les limites orientales seraient celles du traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, donc englobant l'Adjarie, Kars et Ardahan, réduisant l'Arménie à Erevan et au Zanguezour. La volonté kémaliste d'étouffer les républiques transcaucasiennes rencontra la volonté léniniste de rattacher le Sud Caucase à la fédération soviétique. La seule divergence pouvait concerner l'Adjarie, Kars et Ardahan¹⁴¹. Le 26 avril 1920, Kemal adressa sa première lettre à Lénine : en contrepartie d'une attaque soviétique sur la Géorgie, il proposait d'attaquer l'Arménie et de faire rentrer l'Azerbaïdjan dans la sphère soviétique. L'offensive turque et l'offensive soviétique firent jonction. Grâce à l'Armée rouge, les bolcheviks prirent le pouvoir à Bakou, Erevan et Tbilissi. Furent instaurées trois RSS d'Azerbaïdjan (28 avril 1920), d'Arménie (29 novembre), de Géorgie (25 février 1921). Restait à négocier les frontières.

La question arménienne était centrale, vu le différend avec l'Azerbaïdjan d'une part sur le Haut-Karabagh et le Nakhitchevan, avec la Turquie d'autre part sur Kars et Ardahan. Le 12 juin, Kemal accepta la médiation soviétique pour résoudre le conflit turco-arménien. Moscou utilisa l'irrédentisme arménien pour faire pression sur Ankara, car les Britanniques essayaient désormais de s'appuyer sur la Turquie pour contenir le bolchevisme russe. Lloyd George proposait à Kemal la création d'une Confédération du Caucase, face à la Russie. De son côté, Lénine promettait à l'Arménie Kars et Ardahan, en contrepartie de la rupture du parti Dachnak avec Londres. Aux termes des négociations soviéto-turques, deux traités furent conclus : celui de Moscou, le 28 février 1921, entre la RSFSR et la Turquie¹⁴² ; celui de Kars, le 13 octobre 1921, entre les trois RSS de Transcaucasie et la Turquie. Par ce traité, la Turquie reconnaissait les trois RSS ; il fixait les frontières entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie soviétiques, ainsi qu'avec la Turquie ; il prévoyait l'autonomie du Nakhitchevan (à peuplement azéri, mais séparé par le couloir arménien de Zanguezour) dans le cadre de la RSS d'Azerbaïdjan, l'autonomie du Haut-Karabagh (à peuplement arménien, mais séparé par le couloir azerbaïdjanais de Latchine) dans le cadre de la RSS d'Azerbaïdjan, l'autonomie de l'Adjarie dans le cadre de la RSS de Géorgie. C'est ainsi que des limites intérieures à l'URSS¹⁴³ se trouvèrent garanties par un traité international conclu avec la République turque. L'Adjarie revenait à la Géorgie, avec un statut d'autonomie, de même que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ; mais la Turquie gardait Kars et Ardahan, et l'Arménie était réduite à Erevan et au Zanguezour ; par le traité de Kars, l'Arménie soviétique ne reconnaissait plus le traité de Sèvres. Celui-ci sera remplacé par le traité de Lausanne, conclu le 24 juillet 1923 entre les Alliés¹⁴⁴ et la Turquie, dont les frontières actuelles étaient fixées. *Elles correspondent bien aux limites établies par les accords de Moudros et de Brest-Litovsk* (sauf l'Adjarie). Kemal aida aussi l'Azerbaïdjan. Au 28 avril 1920, l'Azerbaïdjan soviétique comprenait le Haut-Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan. Mais le 29 novembre 1920, il avait dû

¹⁴¹ Le traité de Brest-Litovsk chassait la Russie du Sud Caucase ; le traité de Sèvres chassait la Turquie d'Arménie ; tous deux furent annulés, pas seulement frappés de caducité, l'un par l'armistice de Rethondes, l'autre par la victoire des kémalistes sur le gouvernement ottoman ; ils furent remplacés par les traités de Moscou et de Kars d'une part, le traité de Lausanne d'autre part.

¹⁴² Successeurs l'un de l'Empire russe, l'autre de l'Empire ottoman, deux Empires qui étaient en guerre jusqu'au 3 mars 1918.

¹⁴³ Lorsque celle-ci sera constituée le 30 décembre 1922.

¹⁴⁴ Grande-Bretagne, France, Italie, Grèce.

remettre ces trois territoires à l'Arménie soviétique. La pression de la Turquie, soutenue par l'Iran, et la politique de Lénine à l'égard des « peuples d'Orient », après la conférence de Bakou du 1er au 8 septembre 1920, amenèrent une révision, comme le montrèrent les traités de Moscou et de Kars : le 5 juillet 1921, le Haut-Karabagh fut replacé sous l'autorité de l'Azerbaïdjan (il sera érigé en RA le 7 juillet 1923), cependant que le Nakhitchevan était rattaché à l'Azerbaïdjan (en tant que RSSA) tout en étant séparé géographiquement par le couloir du Zanguezour, demeuré arménien.

Le conflit arméno-azéri, et plus largement, l'imbroglio géo-ethnique de la région, permirent au pouvoir fédéral soviétique de s'ériger en arbitre incontournable. Les trois RSS furent réunies dans la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie, agrégée à l'URSS le 30 décembre 1922¹⁴⁵, puis à nouveau séparées le 5 décembre 1936. Au Nord, des RSSA ou RA furent créées en 1922-1924 au sein de la RSFSR : Kalmoukie, Daghestan, Adyguée, Ossétie du Nord (face à l'Ossétie du Sud), Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Tchétchénie-Ingouchie (soit six peuples associés en trois entités). A l'été 1942, les populations du Nord Caucase se soulèveront pour une indépendance sous protection allemande. Mais la contre-offensive de l'Armée rouge rétablira l'ordre soviétique à l'hiver 1943 ; rétablissement suivi d'une répression massive, de déportations en Asie centrale et de l'installation de Russes. Les Tchétchènes furent particulièrement touchés.

D) Le cas tchéchène

Après 1991, la crise tchéchène, combinant nationalisme ethnique, dispersion relative et islamisation, a été l'abcès de fixation de la nouvelle Fédération de Russie. Côté tchéchène, la crise s'inscrit dans une longue tradition de résistance au pouvoir moscovite : la grande insurrection dirigée par Chamyl de 1824 à 1859 ; les insurrections liées à un état de guerre, celle de 1877-1878 (guerre russo-ottomane), celle de 1942 (guerre germano-soviétique) ; les insurrections liées à l'effondrement du pouvoir central à Moscou, celle de 1917-1921, celle de 1991 à 2004. A la dissolution de l'URSS, les Tchétchènes demeurent une société clanique, sunnite, martiale, d'un million de personnes, dont 800000 vivent dans leur république, 60000 au Daghestan, 50000 au Kazakhstan (les descendants des déportés de 1944 qui ne sont pas rentrés en 1957), 90000 en Russie, plus une diaspora de deux millions de personnes résidant en Turquie et en Syrie. La Tchétchénie est riche de son pétrole, avec les puits de Grozny, des raffineries, le carrefour d'oléoducs acheminant le pétrole depuis les gisements d'Azerbaïdjan jusqu'au port de Novorossiisk sur la mer Noire (Bakou-Makhatchkala-Grozny-Novorossiisk).

Comme les autres peuples punis par Staline, en 1943-1949, pour « collaboration avec l'ennemi », les Tchétchènes et les Ingouches ont été réhabilités par Khrouchtchev en 1957 ; ils ont donc pu regagner leur territoire d'origine. La politique soviétique savait « diviser pour régner », mais aussi « associer pour neutraliser ». Une telle pratique existait en Sibérie occidentale (Komie-Permiakie, Yamalo-Nenetsie, Khanty-Mansy) ainsi qu'au Nord Caucase : Kabardino-Balkarie, Karatchaïevo-Tcherkessie, Tchétchénie-Ingouchie. Le regroupement de ces peuples « peu sûrs », donc leur mise en concurrence pour les postes et les ressources, visait à garantir au pouvoir fédéral un rôle d'arbitre indispensable. De plus, les autorités soviétiques avaient maintenu le district ingouche de Prigorodny en Ossétie du Nord, ce qui créait un différend entre Ingouches et Ossètes. En 1991, la Tchétchénie-Ingouchie était l'une des RSSA de la RSFSR ; elle ne bénéficiait donc pas d'un droit de sécession, réservé aux RSS selon le droit constitutionnel soviétique. Or, le gouvernement tchéchène, présidé par Doudaïev, avait proclamé la souveraineté, le 26 septembre 1990, puis l'indépendance, le 1er novembre 1991, de la République bi-ethnique ; logiquement, il avait refusé d'adhérer au Traité fédéral du 31 mars 1992. Il y avait là le risque d'un dangereux précédent pour l'unité et l'intégrité de la Russie, donc pour la fiabilité de Moscou comme

¹⁴⁵ Il y avait de même une République socialiste fédérative soviétique du Turkestan, outre la RSFSR.

partenaire de politique étrangère. Les gouvernements du Tatarstan et du Bachkortostan avaient également refusé de signer le Traité. Accepter la sécession des Tchétchènes aurait peut-être amené celle des Tatars, des Bachkirs, malgré la différence de situation géo-démographique, ou encouragé celle du Haut Badakchan¹⁴⁶... La guerre de sécession éclata en Tchétchénie, simultanément guerre civile entre séparatistes et loyalistes tchétchènes, conflit entre Tchétchènes et Ingouches. Les autorités ingouches refusèrent de suivre l'indépendantisme tchétchène ; ils se séparèrent de la Tchétchénie, eurent leur république et réclamèrent le rattachement du district de Prigorodny. Un conflit armé éclata entre Ingouches et Ossètes, arbitré par les troupes russes, qui penchèrent du côté de l'Ossétie, celle-ci conservant alors le district. Du côté de la Tchétchénie, le conflit armé connut une métamorphose : la cause nationale céda à une poussée mafieuse et à une montée islamiste, dans la république, au Daghestan, dans tout le Nord Caucase, avec arrivée de volontaires étrangers musulmans, soutien géorgien, turc et saoudien, dérive terroriste (y compris plusieurs attentats à Moscou). Les insurgés passèrent de l'indépendantisme localisé au jihadisme globalisé (également combattu par les Etats-Unis après 2001), proclamant un « Emirats du Caucase ». Le conflit armé dura de 1991 à 2004, avec deux tournants, 1994-1996, l'échec de l'armée russe, 1999-2002, le retour de l'armée russe et la victoire, avec le ralliement de Kadirov à Poutine.

L'enjeu de l'affaire tchétchène était sextuple : intégrité ou éclatement de la Fédération de Russie ? réplique géorgienne à la mainmise russe sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ? pénétration ou non de la Turquie dans l'espace turcophone ex-soviétique ? islamisation ou non des clivages identitaires, sous l'influence saoudienne ? maintien ou perte du contrôle russe sur l'acheminement des hydrocarbures azéris ? capacité ou non de la Russie à demeurer l'arbitre des conflits régionaux en barrant l'intervention de Puissances étrangères ? La réponse à ces questions dépendait du pouvoir de l'armée russe à vaincre l'insurrection tchétchène (de plus en plus délocalisée, internationalisée et islamisée), comme elle avait étouffé l'insurrection badakchane au Tadjikistan. La tentative d'indépendance tchétchène fut écrasée. La Ciscaucasie demeura partie intégrante de la Fédération. Ayant préservé son unité et son intégrité, la Russie pouvait continuer à exercer son influence en Transcaucasie, y compris maintenir la pression sur la Géorgie, évacuer les hydrocarbures d'Azerbaïdjan, barrer la Turquie et l'Arabie Saoudite. Demeurant une grande puissance, elle pouvait développer sa double politique eurasiennne et eurasiatique, notamment la protection de l'Arménie, l'association avec l'Iran et la présence en Syrie. La guerre civile en Syrie a une « dimension tchétchène » : Moscou y voit les mêmes militants islamistes hostiles à sa souveraineté en Ciscaucasie (4500 ressortissants russes ont rejoint *Daesh*), soit une sorte de continuation syrienne de la guerre de Tchétchénie. D'où, aussi, l'intervention en faveur d'Assad et du « bouclier chiite », motivée par la crainte que la chute du gouvernement à Damas et la victoire du sunnisme radical ne déstabilise à nouveau violemment le Caucase Nord puis l'Idel-Oural.

E) Les conflits au Sud Caucase

Les conflits en Transcaucasie s'entremêlent : conflit arméno-azéri d'une part, conflits sécessionnistes géorgiens d'autre part, avec l'implication russe et l'extension régionale. L'Arménie ne risque pas l'éclatement, au contraire de la Géorgie. Son intégrité territoriale n'est pas en cause, contrairement à l'Azerbaïdjan. Plus encore que ce dernier, elle est très homogène ethniquement. Elle occupe cependant la position la plus névralgique, car le pays, dont une très grande partie de la population a subi massacres et expulsions entre 1915 et 1924 et dont le territoire est réduit aux anciennes provinces d'Erevan et du Zanguezour, coupe le principal Etat turc de la principale zone turcophone. On comprend qu'elle soit

¹⁴⁶ Dans le même temps, Moscou soutenait -et continue de soutenir- les sécessionnistes tournés contre l'Azerbaïdjan (Haut Karabagh), la Géorgie (Ossétie du Sud, Abkhazie), la Moldavie (Transnistrie) et l'Ukraine (Crimée) !

membre, non seulement de la CEI, mais de l'OTSC et de l'UEA, au contraire de ses deux voisins, cofondateurs du GUAM, la Géorgie ayant même quitté la CEI.

a) Le conflit arméno-azéri et son extension régionale

Le conflit arméno-azéri se trouve au centre de relations régionales tendues et compliquées.

En 1988, la revendication du rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, refusé par l'Azerbaïdjan et le pouvoir fédéral soviétique, fut le premier conflit qui éclata en URSS même. La dissolution de l'URSS le transforma en conflit international, jusqu'au cessez-le-feu de 1994. Le conflit perdure cependant, depuis la déclaration d'indépendance du 10 décembre 1991, prélude à un rattachement à l'Arménie. Les Russes et les Iraniens soutiennent les Arméniens contre les Azéris et les Turcs ; ces derniers ne sont pas soutenus par l'Occident, qui se souvient du génocide arménien et qui compte une diaspora arménienne ainsi qu'un lobby arménien (aux Etats-Unis). L'Azerbaïdjan a instauré le blocus du Haut-Karabagh ; l'Arménie a fermé sa frontière avec le Nakhitchevan ; la Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie. Celle-ci est enclavée entre Azerbaïdjan, Turquie, Géorgie et Iran ; c'est grâce au partenariat avec l'Iran, dont le nord-ouest comprend beaucoup d'Arméniens plus ou moins mêlés aux Azéris, qu'elle peut accueillir des troupes russes ; quant au Nakhitchevan, c'est grâce au partenariat avec la Géorgie et la Turquie que l'Azerbaïdjan peut y maintenir sa présence. Le conflit arméno-azéri a rebondi début avril 2016 ; le Kremlin a réussi à imposer un cessez-le-feu le 5 avril ; le Haut-Karabagh est *de facto* arménien...

La Géorgie compte de nombreux Arméniens et Azéris. Elle a soutenu le sécessionnisme tchéchène ; elle peut désenclaver les hydrocarbures de Bakou (sinon ils doivent traverser le territoire russe) ; en appui, la Turquie ne cherche pas à transformer l'autonomie de l'Adjarie sunnite (capitale Batoum) en sécessionnisme¹⁴⁷. Il y a aussi des Azéris et des Arméniens en Iran. L'Iran et l'Azerbaïdjan, en contiguïté territoriale, sont tous deux très majoritairement chiites ; mais les Azéris sont de langue turque, quoique de culture persane ; ils forment la première minorité de l'Iran, où ils représentent 22% de la population et où ils sont trois fois plus nombreux qu'en Azerbaïdjan ; aussi l'irrédentisme azéri ou le « Grand Azerbaïdjan » constitue-t-il une menace sur l'intégrité de l'Iran. Celui-ci comprend d'autres minorités frontalières : arménienne (8%), près de l'Arménie ; kurde (10%), près du Kurdistan turc et irakien ; arabe (3%) au Khouzistan, près du sud de l'Irak ; baloutche (2%), près du Baloutchistan pakistanais et afghan ; turkmène (2%), près du Turkménistan. Aussi la République islamique d'Iran est-elle hostile au séparatisme comme à l'ingérisme. Surtout, elle cultive le chiisme, pas seulement comme identité officielle, mais comme facteur d'unité (80% de la population), au-delà du noyau persan (52% de la population). Sa politique étrangère est passée du monde musulman au monde chiite : Irak, Bahreïn, province du Hasa (Arabie Saoudite), Syrie, Sud Liban, Nord Yémen, province d'Herat (Afghanistan), Inde. Elle se heurte alors à l'Arabie Saoudite et, à un moindre degré, à la Turquie d'Erdogan. En même temps, l'Iran chiite se trouve en porte-à-faux dans le conflit arméno-azéri, qui peut déborder au nord-ouest de son territoire, aux confins de la Turquie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. L'Iran a fait passer ici l'intérêt national avant la solidarité islamique, car les Arméniens, représentés au Parlement iranien, servent à la fois au dialogue des religions ou des civilisations promu par Téhéran, au partenariat avec Moscou et au contournement des « sanctions » américaines ou européennes.

¹⁴⁷ On observe ainsi un double axe -paradoxal au plan religieux- Russie (chrétienne) / Arménie (chrétienne) / Iran (chiite) et Turquie (sunnite) / Azerbaïdjan (chiite) / Géorgie (chrétienne).

b) Les conflits géorgiens (Adjarie, Abkhazie, Ossétie)

La Géorgie possède les caractéristiques géopolitiques suivantes. 1) Elle est un Etat-tampon qui sépare la Russie de la Turquie. Elle fait partie, avec l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, des Etats post-soviétiques qui constituent les enjeux du bras de fer entre l'Occident et la Russie. Elle (aussi) subit la double politique russe « des compatriotes » et « des frontières » menée dans « l'étranger proche » au nom de l'unité panrusse de l'Eurasie. Un traité frontalier a été conclu avec l'Azerbaïdjan (signé en 1996, il est entré en vigueur en 2006), mais pas avec la Géorgie (le projet de 2003 a été enterré). Le gouvernement de Tbilissi a choisi de s'émanciper de Moscou ; il a cofondé le GUAM ; il bénéficie du soutien turc, européen et américain, malgré l'instabilité du régime, gangréné par la corruption et la criminalité organisée. La Russie, elle, pour maintenir la pression sur la Géorgie, soutient deux petits groupes minoritaires : les Abkhazes et les Ossètes, cependant qu'elle exerce son « droit de protection » des Russes locaux, dont une grande partie réside en Abkhazie (les ports de Sotchi et de Soukhoumi). 2) La Géorgie est bien moins homogène ethniquement que l'Arménie ou l'Azerbaïdjan. Lorsque les autorités géorgiennes ont proclamé l'indépendance le 9 avril 1991, les autorités sud-ossètes les avaient précédées pour l'Ossétie du Sud le 20 septembre 1990, puis les autorités abkhazes les imitèrent pour l'Abkhazie le 23 juillet 1992. Parallèlement, l'Ingouchie se séparait de la Tchétchénie, indépendantiste, et revendiquait Prigorodny à l'encontre de l'Ossétie du Nord. D'autre part, la Géorgie est vulnérable à un débordement du conflit arméno-azéri sur son territoire, puisqu'y résident de nombreux Arméniens et Azéris. Les Géorgiens eux-mêmes sont clivés entre Géorgiens de l'Est, les Kartliens et les Kakhétiens, et Géorgiens de l'Ouest, les Mingréliens et les Adjars, ces derniers sunnites. Le pays n'est donc pas à l'abri de l'éclatement. 3) La Géorgie n'a pas de pétrole ni de gaz comme l'Azerbaïdjan. Mais, avec Batoum, elle possède l'un des deux débouchés portuaires des hydrocarbures de la Caspienne, l'autre étant Novorossiisk en Russie. Toutefois, Batoum se situe en territoire adjar, à la frontière turque, cependant que le port de Soukhoumi se trouve, lui, en territoire abkhaze, à la frontière russe. Privée de l'Adjarie et de l'Abkhazie, la Géorgie serait quasiment enclavée ; elle ne pourrait donc plus désenclaver l'Azerbaïdjan ; les deux Etats retourneraient alors probablement dans le giron de Moscou. *Ainsi, les ports adjar et abkhaze ont une importance stratégique cruciale.*

Or, l'Abkhazie a échappé à la Géorgie, de même que l'Ossétie du Sud. Pourquoi Abkhazes et Ossètes se sont-ils tournés vers Moscou ? Le gouvernement géorgien pratique le nationalisme d'Etat, ne serait-ce que pour unifier Géorgiens de l'Est et Géorgiens de l'Ouest. La Russie, elle, pratique le fédéralisme multiethnique, propice au *conservatoire culturel* cher à l'eurasisme. Face à la « géorgisation », Abkhazes et Ossètes luttent pour leur survie en tant que peuples ; ils pensent la trouver dans la sécession puis l'association avec la Fédération de Russie. Présentons ces deux groupes ethniques. 1) Comme les Adjars, les Abkhazes sont sunnites, mais ils ne parlent pas la même langue que les Géorgiens. En 1991, ils formaient 50% de la population de leur territoire, les Géorgiens 20%, les Arméniens 17%, les Russes 10%. A l'époque ottomane (du XVIème au XIXème siècles), ils jouèrent le même rôle vis-à-vis des Géorgiens que les Albanais vis-à-vis des Serbes. Au XIXème siècle, les Géorgiens étaient favorables à la poussée de l'Empire russe en Transcaucasie, alors que les Abkhazes étaient du côté des Ottomans. Après la conquête russe, beaucoup émigrèrent en Turquie ; ils devinrent minoritaires du fait de l'implantation de Géorgiens, Russes, Arméniens. En 1922, l'Abkhazie, comme l'Adjarie, devint une RSSA au sein de la Géorgie. A partir de 1988, les tensions nationalistes s'aggravèrent. En 1992, l'indépendance fut proclamée. De ce fait, la Géorgie, ayant perdu les ports abkhazes, dépend économiquement de Batoum, donc de l'Adjarie et de la Turquie. Soit un renversement de situation par rapport au XIXème siècle, lorsque les Géorgiens étaient favorables à la poussée russe (par solidarité chrétienne) et les Abkhazes favorables au maintien ottoman (par solidarité musulmane). 2) Les Ossètes, eux, étaient liés aux Russes. Comme les Géorgiens, ils appuyaient l'avancée russe dans le Caucase contre l'Empire ottoman. L'Ossétie représentait, et continue de représenter, un enjeu majeur pour Moscou, car située à cheval entre la

Ciscaucasie et la Transcaucasie, au milieu de la région, elle abrite la passe de Daryal, qui constitue l'unique voie de pénétration nord-sud de la chaîne montagneuse, d'où résulte le contrôle de la route militaire conduisant à Tbilissi, Erevan ou Bakou. L'ancienne place forte de Vladicaucase est l'actuelle capitale de l'Ossétie du Nord. Le partage de la communauté ossète entre les versants nord et sud de la chaîne caucasienne a conduit à la formation de deux Ossétie : en 1922, une RA d'Ossétie du Sud rattachée à la RSS de Géorgie ; en 1924, une RSSA d'Ossétie du Nord rattachée à la RSFSR. Depuis 1990, les deux Ossétie recherchent l'union dans le cadre du fédéralisme russe. En 1991, les Ossètes formaient 65% de la population de leur territoire, les Géorgiens 26%, les Russes 5%, les Arméniens 1%.

Comme en Tchétchénie, une guerre de sécession a donc éclaté en Ossétie du Sud et en Abkhazie¹⁴⁸. Avec l'appui de l'ONU et de la CSCE puis de l'OSCE, des accords de cessez-le-feu ont été conclus, du côté sud-ossète, le 24 juin 1992, du côté abkhaze, le 14 mai 1994, avec dans les deux cas création d'une force de maintien de la paix de la CEI. Les sécessions l'ont emporté, grâce à l'armée russe. Mais la Géorgie n'a pas renoncé à recouvrer son intégrité territoriale. C'est la tentative de l'armée géorgienne de reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud qui a précipité un nouveau conflit armé le 8 août 2008, puis qui a relancé les hostilités en Abkhazie. La Russie est intervenue et son armée a envahi la Géorgie, au nom de la légitime défense et de la mission régionale de maintien de la paix. En a résulté la rupture définitive entre les deux entités sécessionnistes et Tbilissi. La médiation française a permis de mettre fin aux opérations militaires. Un protocole a été signé le 12 août prévoyant la cessation des hostilités, l'aide humanitaire, le retour des forces géorgiennes et russes derrière les lignes de cessez-le-feu de 1992 et 1994, « *l'ouverture de négociations sur le statut futur et les modalités de sécurité durable en Abkhazie et en Ossétie du Sud* ». Un accord a été conclu le 8 septembre afin d'assurer la mise en oeuvre du protocole. En même temps, les deux conflits sécessionnistes étaient des conflits interethniques : à l'expulsion/spoliation de Géorgiens par les autorités ossètes et abkhazes, a répondu celle d'Ossètes et d'Abkhazes par les autorités géorgiennes. D'où la consolidation ethnique des entités sécessionnistes et de la Géorgie. Ainsi, depuis la fin 2008, il existe en territoire géorgien un Etat *de jure*, la Géorgie, dont la capacité à gouverner est territorialement amoindrie, et deux Etats *de facto*, l'Ossétie du Sud rattachée à l'Ossétie du Nord et l'Abkhazie associée à la Russie. En riposte, la Géorgie a quitté la CEI. Elle est de plus en plus dépendante de la Turquie : le nationalisme d'Etat aboutit à cette incongruité historique de rompre le lien traditionnel avec Moscou pour nouer un lien paradoxal avec Ankara.

3) La Biélorussie

Un Etat biélorusse sous protectorat allemand fut créé le 25 mars 1918, à la suite du traité de Brest-Litovsk. Il disparut avec le retrait de l'armée allemande après le 11 novembre, pour être remplacé par une RSS de Biélorussie, fondée le 1er janvier 1919 (100000 km²) sur la partie est du territoire que n'avait pas occupée l'armée polonaise. Cette RSS fut pleinement constituée après le traité de Riga du 18 mars 1921 mettant fin à la guerre polono-russe, puis agrégée à l'URSS le 30 décembre 1922. Elle atteignit ses limites actuelles en 1945 (207000 km², 40% boisé) au détriment de la Pologne.

L'actuelle Biélorussie est un Etat nouveau (10,1 millions d'habitants fin 1991), assez homogène ethniquement (79% de Biélorusses en 2014), même si l'on y trouve des Russes (12%), des Ukrainiens (4%) et des Polonais (3%). Son territoire doit beaucoup à la victoire de l'Armée rouge à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Son identité doit beaucoup à la politique soviétique des nationalités, qui a favorisé l'affirmation d'une langue biélorusse, comme en Ukraine celle d'une langue ukrainienne. Toute unification panslave en fut brisée, celle des « grands russiens », « blancs russiens » et « petits russiens »,

¹⁴⁸ Il y a un parallèle évident entre l'indépendantisme abkhaze et l'indépendantisme tchetchène : dans les deux cas, une ex-RSSA a voulu s'ériger en Etat indépendant, sans se contenter d'un statut de république fédérée. Mais la Russie a écrasé l'indépendantisme tchetchène, alors que la Géorgie a échoué en Abkhazie.

même si la plupart des Biélorusses et des Ukrainiens parlent le russe. Les Eglises orthodoxes russe, biélorusse et ukrainienne furent également séparées. Le cas biélorusse rappelle que la politique soviétique n'a jamais été, et ne pouvait pas être, une politique russe, ni à l'international, ni à l'intérieur. La contestation du régime soviétique était faible, même après 1988.

La Biélorussie est néanmoins devenue indépendante en 1991. Enclavée, membre de la CEI, ainsi que des organisations panoccidentales, mais pas du Conseil de l'Europe, elle est demeurée dans le giron russe, malgré la progression de la langue biélorusse dans l'enseignement. La Communauté (2 avril 1996) puis l'Union (2 novembre 1997) Biélorussie-Russie (renforcée le 8 décembre 1999) le confirme pleinement¹⁴⁹, tout comme l'adhésion immédiate à l'OTSC et à la CEEA puis l'UEEA, la facilité de la succession militaire du pays, y compris la dénucléarisation, l'absence de traité frontalier bilatéral, estimé inutile, remplacé par un traité bilatéral de surveillance de la frontière, la construction du gazoduc *Jamal* (doublant le tronçon nord du vieil oléoduc *Droujba*) enfin, récompense de Moscou à la fidélité biélorusse, contrastant avec le conflit ukrainien. Il est également significatif que la Biélorussie ait été, et demeure, le seul Etat post-soviétique à reconnaître la Crimée comme un sujet de la Fédération de Russie.

4) L'Ukraine

L'Ukraine est une vaste plaine coupée en deux par le Dniepr, dont Kiev est l'un des deux grands ports fluviaux, avec Dniepropetrovsk. Elle représente la pièce maîtresse du bras de fer Occident/Russie, en raison de l'envergure géographique, démographique, économique et militaire du pays d'une part, de la proximité culturelle des Ukrainiens avec les Russes d'autre part. En témoignent les multiples programmes d'aide américains. Du côté de l'eurasisme, l'Union eurasiennne a pour noyau la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. *A contrario*, une Ukraine basculant à l'Ouest (sous l'influence des Etats-Unis, de la RFA, de la Pologne, de la Turquie) serait une catastrophe : elle achèverait le processus de désagrégation de l'espace post-soviétique, elle relancerait le processus de désagrégation de la Fédération de Russie elle-même. Comme la Biélorussie, l'Ukraine faisait partie de l'ancienne « Zone de résidence » juive à l'époque tsariste. Elle aussi doit beaucoup à la politique soviétique des nationalités. Mais elle a connu une période d'indépendance plus longue en 1918-1920, un nationalisme plus vigoureux dans les années 1930-1933, durant la Seconde Guerre mondiale (où elle fut un enjeu central de la lutte entre le pouvoir soviétique et le pouvoir allemand), à nouveau après 1988. Marqué par une histoire extrêmement violente durant le premier XXème siècle, le pays a une « double identité » : aussi pose-t-il problème, représente-t-il le maillon faible de l'espace eurasiennne. Il connaît en effet un clivage entre la partie orientale, autour de Kharkov, plus industrielle et « russophone », proche de la Russie, où dominait la religion orthodoxe¹⁵⁰ et où résident de nombreux Russes, et la partie occidentale, autour de Lvov, plus agraire et « ukrainienne », proche de la Pologne, où dominait la religion uniaste et où résidaient des Polonais. La capitale, Kiev, se situe entre les deux. Le nationalisme ukrainien a pour double fondement, à l'ouest, la paysannerie et « l'uniatisme », *id est* l'Eglise gréco-catholique née d'un accord de « réunion » d'une partie de l'Eglise orthodoxe avec l'Eglise romaine, conclu en 1596 à Brest-Litovsk. Dans les années 1970-1980, c'est par le biais de la liberté religieuse (dans le cadre de la CSCE) puis de l'écologie (la défense de la terre, après l'accident de Tchernobyl) que le régime soviétique fut contesté dans l'ouest du pays. On retrouva pleinement les quatre phases, démocratique, identitaire, souverainiste, indépendantiste, de la dissolution de l'URSS.

A) De l'indépendance (ou tentative d'indépendance) ukrainienne à la république soviétique

¹⁴⁹ Malgré des opposants au Président Loukachenko.

¹⁵⁰ Avec deux Eglises, ukrainienne et russe.

Jusqu'au milieu du XVII^{ème} siècle, l'Ukraine faisait partie du royaume polono-lituanien, qui dominait l'isthme mer Baltique-mer Noire. A la fin du XVIII^{ème} siècle, elle faisait partie de l'Empire russe. Le 8 janvier 1654, un traité fut conclu à Pereyaslav entre les Cosaques du Don et l'Empire russe, appelé « traité d'indépendance » (vis-à-vis de la Pologne) par les Cosaques, « traité d'union » (avec la Russie) par le Kremlin. En 1667, à la suite de la défaite de la Pologne, l'Ukraine orientale devint russe. En 1772, à la suite du premier partage de la Pologne (avec la Prusse et l'Autriche), et en 1774, à la suite du traité de Kainardji (qui sanctionne la défaite ottomane), ce fut le tour de l'Ukraine occidentale, y compris le littoral de la mer Noire (les embouchures du Dniepr et du Boug, Azov et Kertch), cependant que la Crimée, dominée par les Tatars, vassaux de l'Empire ottoman, passait sous protection russe. La Crimée fut annexée par la Russie en 1783, ce qu'Istanbul reconnut par les traités d'Edirne en 1784 puis de Jassy en 1792.

C'est l'effondrement de l'Empire russe, en 1917, mettant en péril l'unité de l'Eurasie, qui vit la naissance (plus que la résurrection) d'un Etat ukrainien, extrêmement précaire, dans un contexte extrêmement troublé. En juin 1917, à Kiev, un conseil national (*rada*), emmené par Mikhaïl Hruchevski, proclama l'autonomie de l'Ukraine. Le 4 décembre, quelques semaines après la prise du pouvoir par Lénine à Petrograd, les bolcheviks ukrainiens proclamèrent, à Kharkov, une RSS d'Ukraine. Le 9 janvier 1918, la *rada* répondit par une déclaration d'indépendance, avec Hruchevski comme Président de la République. Les Austro-Allemands occupaient l'ouest du pays. Le 9 février, les bolcheviks s'emparèrent de Kiev. Le même jour, était signé un traité d'assistance entre l'Allemagne et la République ukrainienne. Le 2 mars, Kiev était prise par l'armée allemande. Le lendemain, selon le traité de Brest-Litovsk, le gouvernement bolchevik, reconnu par les Centraux mais pas par les Alliés, abandonnait ou confirmait l'abandon de la Finlande, de la Pologne, des pays baltes, de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Transcaucasie, dont il reconnaissait les indépendances sous protection des Centraux, ainsi que le rattachement à la Roumanie de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord. Mais à l'été 1918, des armées blanches, avec le soutien des Alliés, se constituèrent en Ukraine, hostiles au pouvoir bolchevik ainsi qu'à la République ukrainienne, donc à l'armée allemande. Depuis l'automne 1917, des milices paysannes (Makhno) s'étaient levées, pour préserver la redistribution foncière. L'Ukraine, riche terre agricole, se trouvait plongée en pleine anarchie, théâtre des armées austro-allemande, rouge, blanches, vertes ! Les Alliés n'avaient pas l'intention de reconnaître les nouveaux Etats issus de la victoire allemande. Ils espéraient néanmoins que le gouvernement de Kiev pourrait conserver les ressources de l'Ukraine en empêchant qu'elles soient exploitées par les Centraux ou par les bolcheviks. Mais ni les Austro-Allemands ni le gouvernement bolchevik ne pouvaient tolérer que les Ukrainiens disposent souverainement de leurs réserves de céréales : l'Ukraine était le nerf de la guerre pour les uns, le nerf de la révolution pour les autres (Petrograd et Moscou avaient reçu 2000 wagons de blé entre juillet et décembre 1917).

Le lendemain de l'armistice de Rethondes, qui obligeait l'armée allemande à évacuer les territoires à l'Est, le gouvernement bolchevik dénonça le traité de Brest-Litovsk et résolut de reconquérir les territoires perdus. Le retrait allemand se termina en décembre. En Finlande, dans les pays baltes et en Pologne, des armées et des Etats s'étaient formés. Pas vraiment en Ukraine : la République ukrainienne, désormais présidée par Simon Petlioura, était faible face à l'Armée rouge et même face à l'armée blanche de Denikine, appuyée par des contingents français débarqués à Odessa et à Sébastopol (les Britanniques, eux, se déployaient dans le Sud Caucase). Elle avait besoin d'un nouveau protecteur. L'adversaire était l'Armée rouge, bientôt victorieuse des armées blanches, celles-ci n'ayant su rallier les milices vertes. Dès le 1er janvier 1919, une RSS de Biélorussie était proclamée. Le 10 mars, une RSS d'Ukraine, après la prise de Kiev par l'Armée rouge. La République ukrainienne se tourna vers la Pologne de Pilsudski, qui contrôlait Vilnius, la Biélorussie, la Volynie et la Podolie, et qui ambitionnait de reconstituer l'union polono-lituanien-ukrainienne du XVIII^{ème} siècle. Kiev fut repris en avril 1920, et la République ukrainienne retrouva sa capitale ; mais l'Armée rouge repoussa l'armée polonaise jusqu'à Varsovie, où

elle échoua finalement, en novembre. La paix entre la Pologne et les RSS de Russie, Biélorussie et Ukraine fut signée à Riga le 18 mars 1921. Les frontières polono-soviétiques étaient fixées. La RSS d'Ukraine fut agrégée à l'URSS le 30 décembre 1922. Privée de protecteurs, « l'indépendance » ukrainienne avait vécu.

Néanmoins, toute l'Ukraine n'était pas incluse dans la RSS (donc dans l'URSS). Il manquait la Volynie et la Podolie, à la Pologne, la Bukovine du Nord, à la Roumanie, la Ruthénie, à la Tchécoslovaquie. L'Ukraine incluait une RSSA de Moldavie (créée en 1924), correspondant à l'actuelle Transnistrie. La Ruthénie présentait un intérêt particulier : les Alliés n'avaient pas favorisé l'indépendance ukrainienne sous égide allemande ni même sous égide polonaise ; mais dans le traité du 10 septembre 1919 sur l'indépendance de la Tchécoslovaquie et la protection des minorités, ils veillèrent à ce que la Ruthénie, ou « Ukraine subcarpatique », ait un statut d'autonomie dans l'Etat tchéco-slovaque (au contraire des Allemands des Sudètes, des Hongrois de la bande frontalière sud-slovaque et des Polonais de Teschen). Il y avait ainsi une entité ukrainienne hors de l'Ukraine soviétique et hors des territoires ukrainiens incorporés à la Pologne ou à la Roumanie, donc l'éventuel embryon d'une Ukraine libre.

B) La répression du nationalisme ukrainien et l'unification de l'Ukraine

L'Ukraine n'était ainsi ni indépendante ni unifiée, écartelée qu'elle était entre URSS, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. Son identité (linguistique et religieuse) fut cristallisée par le pouvoir soviétique, et celui-ci endossa l'irrédentisme ukrainien. Le PC ukrainien, au sein du PCUS, s'appuyait sur les secteurs industriels et urbains, russes ou juifs, donc l'est du pays, si bien que l'ouest, plus agraire, plus « ukrainien », uniàte, était peu représenté dans le Parti (les Ukrainiens formaient moins du tiers de la population urbaine). A partir de 1929, la collectivisation forcée de l'agriculture, avec la réquisition des céréales, entraîna famines, épidémies, résistance et répression. Une Organisation nationale ukrainienne (OUN), anti-« judéo-bolchevique », fut créée, à l'ouest de l'Ukraine, ayant son siège à Vienne. Le pouvoir fédéral soviétique dénonça un danger sécessionniste, qui l'amena à lier la collectivisation agricole à l'élimination de la « déviation nationaliste-bourgeoise » (la collectivisation accomplirait « *la destruction de la base sociale du nationalisme ukrainien, la propriété foncière familiale* », disait Staline). L'appareil du Parti et de l'Etat fédéré ukrainiens fut repris en main, purgé, par le pouvoir moscovite, avec pour maître d'oeuvre Khrouchtchev ; l'OUN, brisée ; l'ordre soviétique, rétabli, avec déportation d'Ukrainiens et installation de Russes. Il y eut cinq millions de tués ou disparus, soit le quart de la paysannerie ukrainienne (« l'Holodomor »). A l'est du pays, en revanche, le Donbass, avec ses mines de charbon, de fer et de manganèse, devint l'une des plus importantes régions industrielles d'URSS, connaissant une intense russification.

Le nationalisme ukrainien fut donc écrasé. Mais Staline donna à l'Ukraine son unité. Après les accords de Munich du 30 septembre 1938, qui transféraient les Sudètes à l'Allemagne, il restait à régler les frontières du nouvel Etat fédéral tchéco-slovaque avec la Pologne et la Hongrie. La Pologne avait obtenu Teschen et elle réclamait la Ruthénie. La Hongrie la réclamait aussi, ainsi que la bande frontalière hungarophone sud-slovaque. Dans les deux cas, au lieu d'une frontière tchécoslovaquo-roumaine, il y aurait une frontière polono-hongroise, et aurait disparu l'entité ukrainienne autonome. La Hongrie fit appel à l'arbitrage de l'Allemagne et de l'Italie ; la Pologne accepta. Il fut rendu à Vienne le 2 novembre par Ribbentrop et Ciano. La Ruthénie demeura une région autonome du nouvel Etat tchéco-slovaque ; une « carte ukrainienne » était donc conservée. Mais après le coup de Prague du 14 mars 1939, qui transforma la Bohême-Moravie en Protectorat du *Reich* et la Slovaquie en Etat satellite, la Ruthénie fut attribuée à la Hongrie, pas à la Pologne, car celle-ci avait adhéré au pacte anti-komintern, pas celle-là. L'OUN gardait son siège à Vienne (allemande). L'Ukraine demeurerait partagée en quatre Etats : URSS, Pologne, Roumanie, Hongrie. Après le pacte germano-soviétique du 23 août et la double invasion de la Pologne, le

1er septembre par l'Allemagne puis le 17 par l'URSS, la Biélorussie soviétique récupéra la Polésie et l'Ukraine soviétique, la Volynie et la Podolie. Le 26 juin 1940, ce fut le tour de la Roumanie de rétrocéder la Bukovine du Nord et la Bessarabie, érigée le 29 en RSS de Moldavie, sans la Transnistrie, demeurée ukrainienne. Ne manquait que la Ruthénie : le traité de Paris du 17 février 1947 ne la rendit pas à la Tchécoslovaquie, mais l'attribua à l'URSS (à l'Ukraine soviétique). Au sein de l'URSS, l'Ukraine reçut la région de Belgorod, *id est* le sud de la Moldavie, reconstituée en 1944 ; mais elle perdit la Transnistrie, transférée à la Moldavie. Au plan international, la RSS d'Ukraine atteignit donc ses limites au détriment de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et/ou de la Hongrie. Elle obtint même un siège à l'AGNU en 1946, puis la Crimée en 1954.

Auparavant, l'Ukraine avait été l'un des principaux théâtres de la guerre germano-soviétique¹⁵¹ - après avoir été l'un des principaux théâtres de la guerre civile en Eurasie et l'un des principaux théâtres de la « dékoulakisation ». A la faveur de l'occupation allemande, l'OUN, anticommuniste et antisémite, s'était réimplantée à l'été 1941 (Stepan Bandera). Mais l'Allemagne d'Hitler, avec ses partenaires hongrois et roumain, était plus conquérante que libératrice, même si elle finit (à l'automne 1942) par reconstituer une autonomie ukrainienne (comme en 1918), accompagnée de la dé-collectivisation des terres et du rétablissement des cultes. La Hongrie gardait la Ruthénie. La Roumanie avait dû céder la Transylvanie occidentale à la Hongrie et la Dobroudja méridionale à la Bulgarie par le second arbitrage de Vienne le 30 août 1940 ; en compensation, Hitler permit à Antonescu de récupérer la Bukovine du Nord et la Bessarabie puis d'annexer la Transnistrie élargie du Dniestr au Boug, Odessa comprise. Au printemps 1943, la majorité de l'OUN passa, à l'ouest, à la résistance anti-allemande, anti-roumaine et anti-hongroise. Elle créa l'UPA (l'Armée insurrectionnelle ukrainienne) ; mais elle avait aussi pour ennemis le pouvoir soviétique et ses partisans, ainsi que l'armée secrète polonaise, car elle voulait fonder une Ukraine indépendante et unifiée. Il y eut ainsi, au sein de la guerre germano-soviétique, une guerre civile entre Ukrainiens : pro-soviétiques, indépendantistes, pro-Axe. L'Armée rouge reconquit l'Ukraine en 1944 ; mais la résistance antisoviétique, à l'ouest surtout, se poursuivit jusqu'en 1949. Pour l'éradiquer, et punir la « collaboration avec l'ennemi », le pouvoir soviétique procéda à nouveau à des déportations et à une répression massive, ainsi qu'à l'installation de Russes, parallèlement à la re-collectivisation économique. Les Polonais disparurent ou presque, avec le déménagement à l'ouest du territoire et de la population de la Pologne, concomitamment au déménagement allemand.

C) Le conflit russo-ukrainien

Il manquait à l'Ukraine unifiée l'indépendance. Elle l'acquies fin 1991 (et cette fois, pas sous protection allemande comme après 1918 sinon après 1941). A cette date, elle comptait 51,7 millions d'habitants : 74% Ukrainiens, 22% Russes (77% et 18% en 2017), 2% Tatars (de Crimée), plus des Biélorusses, Moldaves, Gagaouzes, Hongrois, Bulgares, Grecs. Mais à l'est, la proportion des Ukrainiens baisse, celle des Russes augmente ; en Crimée (2,6 millions d'habitants), il n'y a que 18% d'Ukrainiens, 68% de Russes, 10% de Tatars. 80% des Ukrainiens vivent en Ukraine, 20% hors d'Ukraine : en Russie (3,6 millions), Kazakhstan (900000), Moldavie (500000), Biélorussie (240000), pays baltes (237000), ainsi qu'en Roumanie, Slovaquie, Serbie (400000), ou encore au Canada et aux Etats-Unis (700000). A l'indépendance, seulement la moitié des établissements d'enseignement -à l'ouest- assuraient une scolarisation en ukrainien ; 10% dans le Donbass ; aucun en Crimée. Depuis 1991 on observe une très forte progression de la langue ukrainienne et de l'éducation en langue ukrainienne. Pour autant, les deux tiers des Ukrainiens parlent le russe. Dès 1992, le spectre d'un éclatement de l'Ukraine était agité : irrédentisme polonais sur Lvov, irrédentisme roumain sur la Bukovine du Nord, irrédentisme moldave (ou roumano-moldave en cas d'union) sur la région de Belgorod et, surtout, sécession russe de la Crimée ou

¹⁵¹ Kharkov fut prise et reprise six fois par l'armée allemande et l'armée soviétique.

de l'est du pays. C'est le conflit russo-ukrainien qui était le plus important et le plus probable. C'est lui qui éclata.

Un premier conflit a porté sur la succession militaire, y compris nucléaire, notamment le différend sur la base de Sébastopol et la flotte de la mer Noire. A cet égard, des traités furent signés le 28 mai 1997. Un deuxième conflit a porté sur la délimitation et la démarcation de la frontière commune. Un traité a été signé le 20 janvier 2003. Un troisième conflit a porté sur le statut de la langue russe, à côté de la langue ukrainienne (déclarée seule langue officielle en 1989). Du militaire on passait à l'identitaire via le territorial. Les tensions ont monté à partir de 2004 et de la « révolution orange ». Pour Moscou, l'Ukraine fait partie du monde panrusse. Il en va de même pour beaucoup d'Ukrainiens. Mais d'autres veulent affirmer une identité propre, obtenir une indépendance complète et, pour cela, comptent sur le GUAM ou se tournent vers l'Occident : la Pologne, l'Allemagne, l'UE, les Etats-Unis. Soumis à des pressions contradictoires, le gouvernement de Kiev pratique l'équilibre entre la Russie et l'Occident. Mais des élections peuvent amener un gouvernement penchant vers l'un ou vers l'autre, cependant que Washington comme Moscou développent des stratégies d'attraction ou de prépondérance. On ne compte plus les crises politiques à cet égard. 2014 a marqué une brusque aggravation, puisque la Crimée a été rattachée *manu militari* à la Russie, que l'Ukraine orientale a basculé dans la guerre civile (internationalisée), que deux entités sécessionnistes ont surgi *ex nihilo* à Donetsk et à Lougansk, appuyées militairement par la Russie¹⁵². Les traités de 1997 et de 2003 ont donc été frappés de caducité. L'Ukraine a quitté la CEI. Les accords de Minsk du 12 février 2015 sur le Donbass sont dans l'impasse. Le 1er janvier 2016, l'Ukraine est entrée dans la zone de libre échange avec l'UE, si bien qu'a été suspendue la zone de libre échange avec la Russie, premier partenaire économique de l'Ukraine. Celle-ci est soutenue militairement par les Puissances occidentales et la Turquie. Mais de la Biélorussie, alignée sur Moscou, à la Crimée et à l'exclave russe de Transnistrie, elle se trouve presque encerclée par son puissant voisin ; la mer d'Azov, sur le littoral de l'Ukraine orientale, est fermée par le détroit de Kertch, intégralement contrôlé par la Russie depuis le rattachement de la Crimée ; l'Ukraine n'a plus qu'un port libre, en mer Noire : Odessa, non loin de la Moldavie. Avant 2014, la pression russe n'était qu'économique : elle portait sur la fourniture ou non de gaz à un certain prix. On sait que -entre autres pour réduire le pouvoir de désenclavement de l'Ukraine- la Russie a privilégié le tronçon nord du *Droujba*, construit le *Jamal* et doublé le *North Stream*, après l'abandon du projet *South Stream*. On sait aussi l'impact énergétique et maritime sur l'Ukraine de l'annexion de la Crimée. Depuis 2014, une pression militaire s'est ajoutée.

Somme toute, la majorité de la population ukrainienne, à l'ouest, veut acquérir une indépendance totale par rapport à Moscou et, invoquant l'ancienne Kiévie, rejoindre l'Occident pour garantir cette indépendance ; la majorité de la population ukrainienne, à l'est, veut maintenir le lien avec la Russie et continuer d'appartenir au monde panrusse. La solution pourrait être la partition territoriale : le rattachement de l'Est, érigé en république, à la Fédération de Russie, soit l'adjonction d'un nouveau sujet de la Fédération ; la liberté pour l'Ukraine indépendante, réduite à l'Ouest, de demander l'adhésion à l'UE voire à l'OTAN. *Il y aurait là la remise en cause d'un très ancien tracé frontalier, soit un dangereux précédent pour la stabilité des relations internationales, à moins que la partition ne soit acceptée par Kiev.* Cela paraît douteux. La Russie s'en satisferait-elle ? Cela paraît également douteux... Revenons sur le cas de la Crimée, avec le tournant de 2014.

D) Le cas de la Crimée

A la création de l'URSS, fin 1922, la Crimée était une RSSA au sein de la RSFSR, en raison d'un noyau de peuplement tatar. Mais les Tatars firent partie en 1944 des peuples punis pour « collaboration avec

¹⁵² Et apologétiquement appelées « *Novorossia* » par les eurasistes.

l'ennemi », donc déplacés en Asie centrale. Par une loi du 26 juin 1946, la Crimée devint une simple RA au sein de la RSFSR. En 1954, elle fut transférée à la RSS d'Ukraine pour commémorer l'union de la Russie et de l'Ukraine à l'occasion du 300ème anniversaire du traité de Pereyaslav. Cette modification territoriale, ayant valeur de *trait d'union*, fut entérinée par l'article 71 de la Constitution de la RSFSR et par l'article 77 de la Constitution de la RSS d'Ukraine. Le 28 avril 1958, les Tatars furent libérés du régime de « colonie spéciale » au Kazakhstan, sans pour autant être autorisés à rentrer en Crimée. C'est seulement le 14 novembre 1989 que le Parlement de l'URSS adoptait une déclaration reconnaissant comme « *criminels les actes de répression contre les peuples soumis à la déportation forcée* ». A son tour, le Parlement de la RSFSR adoptait, le 25 avril 1991, une loi « *sur la réhabilitation des peuples victimes de la répression* ». En 1989-1991, 240000 Tatars s'établirent en Crimée. Mais il ne fut jamais question d'une souveraineté tatare ; Ukrainiens et Russes étaient beaucoup plus nombreux.

La Russie et l'Ukraine proclamèrent leur souveraineté le 12 juin et le 16 juillet 1990. Les deux gouvernements -au sein de l'URSS- signèrent le 19 novembre 1990 un traité d'amitié dont l'article 6 stipulait : « *les Hautes Parties contractantes reconnaissent et respectent l'intégrité territoriale de la RSFS de Russie et de la RSS d'Ukraine suivant les frontières existantes dans le cadre de l'URSS* ». Après le référendum du 20 janvier 1991, l'Ukraine rendit à la Crimée son statut de RSSA -non plus simplement de RA- au sein de la RSS d'Ukraine. Puis l'Ukraine, par le biais de son Parlement, proclama l'indépendance le 24 août 1991 ; elle fut confirmée par le référendum fixé au 1er décembre (il y eut 90% de « oui » en Ukraine, 54% en Crimée). Mais le 26 août, Eltsine, Président de Russie, déclara que la Russie se réservait le droit de reconsidérer ses frontières avec toute République qui sortirait de l'Union Soviétique. La position russe était nette : elle était d'accord pour le maintien de la Crimée dans l'Ukraine, tant que l'Ukraine restait dans l'URSS ; l'accord cessait dès lors que l'Ukraine devenait indépendante et faisait valoir ses droits sur la base navale de Sébastopol ou sur la flotte de la mer Noire. A l'été 1991, le Parlement de Simféropol entreprit d'organiser un référendum sur « *l'indépendance de la Crimée en union avec d'autres Etats* » ; les autorités ukrainiennes s'y opposèrent. Elles s'en tinrent à une large autonomie, votée le 29 avril 1992 à Kiev. Le Parlement de Simféropol persévéra, et le 5 mai 1992, il proclama l'indépendance, qui devait être approuvée par un référendum fixé au 2 août. Les autorités ukrainiennes déclarèrent ces résolutions inconstitutionnelles, le territoire de l'Ukraine ne pouvant être modifié sans l'approbation du Parlement ukrainien (article 70 de la Constitution), lui-même responsable du maintien de l'ordre public dans le pays (art.97). Le 21 mai, le Parlement de Simféropol finit par s'incliner : il révoqua son acte d'indépendance et renonça au référendum. C'est le Parlement de Moscou qui prit le relais : le 22 mai, il déclara sans valeur juridique le transfert en 1954 de la Crimée à l'Ukraine - alors que le Parlement de la RSFSR avait été unanime à consentir audit transfert dans le cadre de l'URSS.

Puis le différend russo-ukrainien se déplaça vers Sébastopol et la flotte. Il y eut une nouvelle proclamation d'indépendance du Parlement de Simféropol en 1994, puis en 1995 l'annonce d'un nouveau retour dans l'Ukraine. A chaque fois que Kiev penchait vers l'Occident, Moscou agitait la question criméenne. Définitivement en 2014. La Crimée était autonome dans l'Ukraine, y compris Sébastopol ; mais la base navale et la flotte militaire demeuraient sous autorité russe. C'est depuis cette base que sortirent les forces qui occupèrent la Crimée en février 2014¹⁵³. Le « coup de Crimée » (occupation, indépendance transitoire, rattachement à la Fédération) crée un précédent pour Donetsk et Lougansk, l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie, la Transnistrie...

5) La Moldavie

¹⁵³ Cf. Ronan Hascoët : *La crise ukrainienne*, mémoire de Master 2 Science politique-Relations internationales, CLESID, Faculté de Droit, Université Jean Moulin Lyon III, 2016-2017 ; Arthur Lorrain : *La controverse en droit international public sur l'annexion de la Crimée : étude comparative des arguments occidentaux et russes*, mémoire de Master 2 Droit international public, CDI, Faculté de Droit, Université Jean Moulin Lyon III, 2016-2017.

On retrouve pour la Moldavie et la Transnistrie le même bras de fer Russie/Occident et la même logique que pour l'Ukraine, la Crimée, Donetsk et Lougansk d'une part, la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud d'autre part, voire l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabagh. Avec une différence majeure : il n'y a pas de contiguïté territoriale avec la Fédération de Russie, mais une contiguïté, une communauté linguistique-religieuse et une histoire commune avec la Roumanie. D'autre part, la Moldavie n'a pas quitté la CEI (même si son Parlement a mis du temps à ratifier l'adhésion après 1991).

La Moldavie (4,3 millions d'habitants fin 1991, 65% Roumains, 13% Ukrainiens, 13% Russes, 4% Gagaouzes) est roumanophone. Elle était la seule république de langue latine -mais d'écriture cyrillique- d'URSS. La RSS de Moldavie puis l'actuelle Moldavie correspondent à la moitié trans-prutienne, à l'est du Prut et jusqu'au Dniestr, de l'ancienne Moldavie, qui comprenait en outre une autre moitié cis-prutienne, à l'ouest du Prut et jusqu'au Siret, ainsi que la région de Belgorod, *id est* le littoral de la mer Noire du delta du Danube à l'embouchure du Dniestr. C'est ainsi que tout le delta du Danube était roumain. Ainsi composée, la Moldavie formait l'une des trois provinces historiques de la Roumanie (orthodoxe). 1) La Valachie, au sud, avec Bucarest, incluse dans l'Empire ottoman, devint le premier territoire autonome, puis indépendant en 1856 en association avec la Moldavie, d'où la dénomination « principautés moldo-valaque ». 2) La Transylvanie, au nord-ouest, au-delà des Carpates, incluse dans la partie hongroise de l'Empire d'Autriche-Hongrie, fut rattachée à la Roumanie en 1919, récupérée par la Hongrie en 1940, rendue à la Roumanie en 1947. 3) La Moldavie, au nord-est, de part et d'autre du Prut, incluse dans l'Empire ottoman¹⁵⁴ ensuite (en 1812) dans l'Empire russe, devint le premier territoire autonome, puis indépendant en 1856 en association avec la Valachie. C'est en effet en 1856 que, à l'issue du traité de Paris concluant la guerre dite de Crimée, la Moldavie fut associée à la Valachie comme double principauté indépendante. Cinq ans plus tard, les deux principautés, unies, créèrent l'Etat de Roumanie, toujours avec le soutien de la France (qui présidait également à l'unification de l'Italie et à la création de la Serbie). Mais en 1878, la Russie récupéra l'est de la Moldavie, l'ouest demeurant roumain. C'est donc en 1878 que la Moldavie a été coupée en deux et que, désormais, « Moldavie », appelée « Bessarabie », désigne la moitié trans-prutienne.

Fin 1917, le Conseil national de Chisinau proclama le rattachement à la Roumanie, accepté par les Allemands comme par les Alliés ; après le traité de Brest-Litovsk, le traité de Bucarest du 7 mai 1918 confirma la cession à la Roumanie de la Bessarabie (et de la Bukovine du Nord). Toutefois, en 1924, l'URSS créa une RSSA de Moldavie en Ukraine, correspondant à l'actuelle Transnistrie, témoignant ainsi de l'irrédentisme soviétique. Un traité de non-agression fut pourtant signé avec la Roumanie en 1932. Mais en juin 1940, Moscou -« effaçant Brest-Litovsk »- exigea et obtint la restitution de la Bessarabie¹⁵⁵, érigée en RSSA de Moldavie, sans la Transnistrie, demeurée ukrainienne. L'intégration à l'URSS s'accompagna de la collectivisation économique, de la déportation de Moldaves et de l'installation de Russes. Après le 22 juin 1941, la Roumanie, entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne contre l'URSS, récupérait, outre la Bukovine du Nord, la Bessarabie et annexait une Transnistrie élargie jusqu'au Boug avec Odessa (le second arbitrage de Vienne lui avait fait perdre la Transylvanie occidentale et la Dobroudja méridionale) ; elle y suscita des collaborateurs mais aussi des résistants. Enfin, par l'armistice du 12 septembre 1944, confirmé par le traité de Paris du 17 février 1947, la Roumanie restituait la Bessarabie¹⁵⁶, à nouveau érigée en RSS de Moldavie, avec à nouveau collectivisation, déportation de Moldaves, pour « collaboration avec l'ennemi », et installation de Russes. Deux différences toutefois : la RSS perdait la région de Belgorod, attribuée à la RSS d'Ukraine ; elle gardait la Transnistrie, perdue par la RSS d'Ukraine. Si le territoire moldave fut si disputé, c'est parce qu'il représentait une marche

¹⁵⁴ Les Ottomans remontaient les fleuves jetés dans la mer Noire.

¹⁵⁵ Et de la Bukovine du Nord.

¹⁵⁶ Et la Bukovine du Nord.

stratégique pour l'Empire russe comme pour l'URSS : la porte des Balkans et le débouché sur le delta du Danube, soit l'axe fluvial de l'Europe du Sud-Est, slave et/ou orthodoxe.

Depuis 1947, l'ancienne Moldavie correspondant à la principauté de 1878 est donc éclatée en trois parties : la Moldavie roumaine (à l'ouest), la Moldavie soviétique (à l'est), la Moldavie ukrainienne (au sud). Quant à la nation roumaine, elle est coupée en deux Etats, Roumanie et Moldavie. La RSS de Moldavie n'ayant pas la région de Belgorod, elle se trouvait enclavée, coupée du littoral sur la mer Noire, privée de l'embouchure du Dniestr, contrôlé par l'Ukraine, cependant que le delta du Danube était partagé entre la Roumanie et l'Ukraine. En même temps, la RSS de Moldavie incorporant la Transnistrie, sans que celle-ci soit érigée en RSSA, RA ou DA, elle perdait son homogénéité ethnolinguistique, puisqu'elle comprenait, outre les Gagaouzes, de nombreux Ukrainiens et Russes, majoritaires en Transnistrie, où se concentre le gros de l'industrie. Une pomme de discorde était créée avec l'Ukraine, ainsi qu'une garantie de la présence d'Ukrainiens et de Russes dans une république roumanophone jouxtant la Roumanie, mais où la langue était officiellement le « moldave », pas le « roumain », écrite en cyrillique, pas en alphabet latin. On retrouvait le *divide ut impera* soviétique. La situation géopolitique de la RSS de Moldavie demeure celle de la Moldavie indépendante.

A partir de 1988, se déroulèrent les quatre phases, démocratique, identitaire, souverainiste, indépendantiste, de la contestation du régime soviétique. La question linguistique fut au centre de la lutte menée par le Mouvement démocratique moldave (MDM). Celui-ci émettait trois revendications : que le moldave soit langue des relations interethniques au sein de la RSS, le russe continuant à servir de langue des relations inter-républicaines au sein de l'URSS ; que le moldave soit à nouveau écrit en alphabet latin ; que la langue « moldave » soit reconnue comme langue « roumaine ». La montée des revendications moldaves entraîna la réaction des Slaves, spécialement en Transnistrie. En août 1989, la Moldavie adopta la langue, l'hymne et le drapeau roumain ; en novembre, Ceaucescu dénonça la perte de la Moldavie. On pouvait donc s'attendre à une union avec la Roumanie. Un an plus tard, le 2 septembre 1990, le Parlement de Tiraspol proclama la sécession de la « République moldave du Dniestr ». Un an plus tard encore, il refusa que la Transnistrie soit incluse dans la Moldavie indépendante proclamée par le Parlement de Chisinau le 27 août 1991, immédiatement reconnue par la Roumanie. Il refusa également le rattachement à l'Ukraine, soutenu en cela par Moscou, qui contrôle l'entité via l'armée russe, qui mène sa double politique « des compatriotes » et « des frontières », qui exerce une triple pression sur la Moldavie, l'Ukraine et la Roumanie.

A l'été 1992, la Moldavie tenta de recouvrer son intégrité territoriale ; mais les forces séparatistes, appuyées par des forces russes, l'emportèrent, comme en Ossétie du Sud et en Abkhazie, ou au Haut-Karabagh, plus tard à Donetsk et à Lougansk. Puis un accord fut signé en septembre à Moscou, selon lequel la Transnistrie, dont l'indépendance *de facto* est admise, et la Gagaouzie, région autonome au sein de la Moldavie, se voient reconnaître, l'une, le droit d'intégrer la Russie, l'autre, un droit de sécession, au cas où la Moldavie se rattacherait à la Roumanie. Cette dernière hypothèse est improbable. En avril 1994, le Parlement moldave finira par ratifier l'adhésion à la CEI. En mai 1996, le gouvernement moldave a cofondé le GUAM. La lutte entre la prépondérance russe et l'attraction occidentale se poursuit...

6) Les pays baltes

Dans l'Eurasie ex-soviétique, il y a une triple exception balte : devenues indépendantes, les trois républiques n'ont pas « succédé » à l'URSS, elles ont été « restaurées » ; l'ancienne *nomenklatura* soviétique a été remplacée ; non seulement les trois républiques ont refusé de rejoindre la CEI, mais -cas unique pour d'anciennes RSS- elles ont adhéré à l'OTAN (en 2002) et à l'UE (en 2004), soit un basculement complet vers l'Occident et, concomitamment, une rupture complète avec la Russie. Tout cela

s'est réalisé alors même que les trois petites républiques comptent des minorités russes et partagent des frontières avec la Russie (la Lituanie, via Kaliningrad), donc qu'elles sont vulnérables à la puissance du Kremlin, à sa double politique « des compatriotes » et « des frontières ». Pour le reste, les peuples baltes partagent avec les Tatars de Crimée, les petits peuple du Nord Caucase, les Moldaves et une partie des Ukrainiens (à l'ouest) la mémoire douloureuse des « peuples punis » durant et après la Seconde Guerre mondiale pour « collaboration avec l'ennemi ». On y retrouve -comme ailleurs en Europe centrale et orientale, à la différence de l'Europe occidentale- la divergence d'appréciation sur le retour de l'Armée rouge à partir de 1944 : libération ou nouvel asservissement ?

Comme en 1917-1918, l'indépendance des pays baltes¹⁵⁷ en 1990-1991 s'explique par l'effondrement de l'unité politique de l'Eurasie : Empire russe puis URSS. Après la proclamation léniniste du droit à l'autodétermination des peuples de Russie, les autorités auto-constituées de Lituanie, Estonie et Lettonie, imitant celles de Finlande, déclarèrent l'indépendance, respectivement le 16 février 1918, le 24 février, le 18 novembre. Elles bénéficièrent, dans un premier temps, de l'occupation allemande, barrant le pouvoir bolchevik ; dans un deuxième temps, de la défaite allemande à l'Ouest et, conséquence de l'armistice de Rethondes, du retrait allemand à l'Est ; dans un troisième temps, du soutien des Alliés et de la reconnaissance *de jure* des Etats baltes, qui sera suivie de leur admission à la SDN. La conclusion de traités avec la Russie bolchevique en 1920 : le traité de Tartu du 2 février avec l'Estonie, celui de Moscou du 12 juillet avec la Lituanie, celui de Riga du 11 août avec la Lettonie, acheva la consécration de l'existence des trois Républiques baltes, reconnues par la RSFSR puis l'URSS, y compris leurs frontières. La Lettonie comprenait une noblesse et une minorité de langue allemande, la Lituanie, une noblesse et une minorité de langue polonaise. C'est ce qui explique le caractère tardif de la proclamation de l'indépendance lettone en 1918, car l'Allemagne revendiquait l'annexion de la Courlande. C'est ce qui explique aussi la conquête de Vilnius par l'armée polonaise. La menace sur les pays baltes était principalement soviétique, mais aussi, secondairement, du moins pour la Lituanie, polonaise et allemande, car la Lituanie avait récupéré Vilnius et elle s'était emparée, en 1923, de la ville portuaire -germanique- de Memel, à l'extrême-est de la Prusse orientale. C'est dire si les pays baltes dépendaient des Occidentaux ! Tant que l'URSS et l'Allemagne étaient faibles ou bien hostiles l'une à l'autre et tant que la Grande-Bretagne et la France, à laquelle était liée la Pologne, demeuraient en position de garantir le *statu quo* issu de la Première Guerre mondiale, les pays baltes se trouvaient en sécurité... En mars 1938, la Pologne, associée à l'Allemagne, exigeait et obtenait Vilnius. Un an plus tard, ce fut l'Allemagne qui exigeait et recouvrait Memel. Après le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, Staline put « effacer Brest-Litovsk » : la Pologne fut partagée, la Finlande, attaquée, la Roumanie, contrainte, les pays baltes, métamorphosés en républiques soviétiques (21 juillet 1940) intégrées à l'URSS (6 août), après l'instauration de gouvernements communistes locaux (17 juin), l'obtention d'un droit de stationnement pour l'Armée rouge et des élections législatives à liste unique (14 juillet). L'intégration à l'URSS s'accompagna de la collectivisation économique, de la déportation de Baltes et de l'installation de Russes, ainsi que de l'amputation territoriale de l'Estonie (régions de Setumaa, Narva et lac Peïpous).

Les pays baltes furent à la fois libérés et occupés par la *Wehrmacht* à l'été 1941, qui érigea la région en un Commissariat *Ostland*, puis qui chercha à susciter des collaborateurs, avec restauration d'une autonomie (comme en 1918), dé-collectivisation des terres et rétablissement des cultes. Il y eut ainsi, comme en Ukraine, une guerre civile dans la guerre germano-soviétique, entre pro-soviétiques, indépendantistes et pro-allemands. En septembre 1944, l'Armée rouge reconquit les pays baltes et rétablit le pouvoir soviétique (décret de réincorporation à l'URSS du 24 novembre). Toute résistance fut éradiquée, avec à nouveau collectivisation, déportation de Baltes, pour « collaboration avec l'ennemi », et installation de

¹⁵⁷ Conquis au XVIIIème siècle par l'Empire russe au détriment de la Pologne et de la Suède, qui dut également céder la Finlande.

Russes, d'abord autour des bases militaires, puis le long des frontières, enfin dans les villes avec l'industrialisation. La Lituanie recouvra Vilnius (comme en 1939) et Memel ; l'Estonie, elle, ne récupéra pas les régions de Setumaa, de Narva et du lac Peïpous. Les pays baltes n'avaient plus d'indépendance ; l'installation de Russes et la russification linguistique menaçaient leur identité, donc l'existence même des peuples baltes, malgré l'autonomie institutionnelle et territoriale. En 1987, il y avait 80% de Lituanais en Lituanie (8% de Russes, 7% de Polonais, 2% de Biélorusses, 3,7 millions d'habitants fin 1991), seulement 61% d'Estoniens en Estonie (31% de Russes, 3% d'Ukrainiens, 2% de Biélorusses, 1,6 millions d'habitants) et 54% de Lettons en Lettonie (34% de Russes, 4% de Biélorusses, 3% d'Ukrainiens, 2% de Polonais, 2,6 millions d'habitants)¹⁵⁸. Le sentiment national persista cependant, notamment autour des Eglises catholique (Lituanie) et protestantes (Lettonie, Estonie), comme en Ukraine (occidentale) autour de l'Eglise uniatae.

Les phases de la dissolution de l'URSS furent accélérées dans les pays baltes, l'appel à la démocratie en 1988 aboutissant très vite à l'aspiration à l'indépendance, proclamée le 11 mars 1990 pour la Lituanie, le 30 mars pour la Lettonie, le 4 mai pour l'Estonie. Fondamentalement, l'indépendance était une solution de survie pour de petits peuples risquant, s'agissant des Lettons et des Estoniens, de devenir minoritaires dans leur propre pays. L'aspiration identitaire se vérifia dans le retour à l'alphabet latin, comme en Moldavie. Les Puissances occidentales avaient oscillé entre reconnaissance *de facto* de l'annexion soviétique après 1940 et non reconnaissance *de jure* ; en 1990, elles confirmèrent la non reconnaissance ; mais elles ne rétablirent les relations diplomatiques avec les Etats baltes qu'après la dissolution de l'URSS le 25 décembre 1991. La Russie elle-même finit par reconnaître les Républiques baltes en septembre 1994. La complication provenait du fait que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie demandaient l'admission par la Russie de la continuité juridique entre les Etats actuels et ceux de la période 1920-1940, ce que refusait Moscou, estimant qu'il s'agissait d'Etats nouveaux, donc « successeurs », et pas d'Etats anciens, donc « restaurés ». Autrement dit, Moscou invoquait la légitimité de l'incorporation des pays baltes à l'ex-URSS, que la Russie continuait. L'un des enjeux était territorial, car les limites de l'Estonie avaient changé en 1940 puis 1944. L'Estonie en tant qu'Etat successeur, lié par l'*uti possidetis*, devait accepter les frontières de 1940-1944, que revendiquait Moscou, alors que l'Estonie en tant qu'Etat restauré, également lié par l'*uti possidetis*, devait retrouver les frontières de 1920, que revendiquait Tallinn. Bien qu'Etat « restauré », l'Estonie finit par s'incliner (traité du 18 mai 2005, non ratifié, puis, quasiment identique sur le fond, traité du 18 février 2014, pas encore ratifié...). On retrouve ainsi, du côté russe, le refus de toute remise en cause des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale. Des traités frontaliers bilatéraux ont fini par être signés. Quant aux Russes, on sait que les Etats baltes les ont différenciés suivant la date de leur installation, avant ou après le 17 juin 1940, pour leur octroyer ou non la citoyenneté locale. Le conflit sur le statut des Russes et celui de la langue russe perdure. S'est ajouté le conflit sur l'adhésion à l'OTAN et à l'UE. Cette fois, c'est la Russie qui a dû s'incliner ; mais la pression militaire (incidents navals et aériens, exercices surprises, cyber-opérations...) sur les Etats baltes demeure, métamorphosée en bras de fer avec l'OTAN. La Russie a quoi qu'il en soit perdu sa large ouverture sur la mer Baltique, réduite au golfe de Finlande (St-Petersburg) et à Kaliningrad.

7) Kaliningrad

Le territoire de Kaliningrad (450000 habitants en 2017) correspond à la moitié nord de l'ancienne Prusse orientale, acquise en 1945 par l'URSS, plus précisément la RSFSR, la moitié méridionale revenant à la Pologne, selon les accords de Yalta et de Potsdam. L'acquisition de l'ancienne Königsberg par la Russie fut à la fois 1) hautement symbolique et particulièrement tragique ; 2) sa conservation est éminemment stratégique.

¹⁵⁸ Riga et Narva finirent par compter, l'une, 47% de Russes en 1987, l'autre 52%.

1) L'acquisition fut le fleuron de la victoire soviétique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, que Staline dédia au système socialiste et à toutes les peuples d'URSS mais aussi, spécialement, à la Russie, le peuple le plus vaillant¹⁵⁹. C'est en effet la RSFSR qui reçut le territoire, non pas l'URSS, ni la RSS de Lituanie ; ce territoire, simple région administrative de la RSFSR hier, de la Russie aujourd'hui, n'a jamais eu un quelconque statut d'autonomie, sous forme de RSSA, RA ou DA ; il ne fut évidemment pas question de créer une entité « allemande » ou « prussienne », ou qui abriterait les Allemands de Volga, car le territoire fut vidé de sa population d'origine. En 1919, la Prusse orientale avait été séparée du reste de l'Allemagne par Dantzig et le corridor polonais ; puis en 1923, elle avait été amputée de Memel, pointe la plus avancée du germanisme à l'Est. En 1945, elle fut divisée en deux parties, attribuées respectivement à l'URSS et à la Pologne, ses habitants (ceux qui n'avaient pas été massacrés ou qui n'avaient pas fui), expulsés et spoliés, remplacés par des Russes ou des Polonais. Participant du déménagement forcé vers l'ouest d'une partie du peuple allemand et d'une grande partie du peuple polonais, la russification au nord et la polonisation au sud aboutirent à une complète dégermanisation de la région, totalement débaptisée¹⁶⁰, à l'instar des territoires à l'est de l'Oder-Neisse devenus polonais et des Sudètes redevenus tchécoslovaques. C'est à partir et depuis l'invasion de la Prusse orientale par l'Armée rouge que débutèrent les déplacements forcés de populations consécutifs à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En quelques années, en quelques mois même, l'antique lutte du germanisme et du slavisme en Europe centrale et baltique fut liquidée au profit du slavisme par la victoire soviétique.

2) Depuis la dissolution de l'URSS, Kaliningrad constitue l'un des éléments de l'archipel des enclaves et exclaves post-soviétiques. Son accès terrestre passe par la Biélorussie et la Lituanie ; son accès maritime, par la Baltique. Bastionné, il forme un poste militaire (terre, mer, air) russe au nord de la Pologne et au sud de la Lituanie, dans une région, l'Europe centrale et baltique, où l'OTAN et l'UE se sont élargies. Il y pérennise ainsi la présence stratégique (balistique et antibalistique) de la Russie. Bref, le territoire de Kaliningrad joue le même rôle que Baïkonour et Sary Saghan, la Transnistrie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, les troupes en Arménie et au Tadjikistan, la base navale de Sébastopol avant le rattachement de la Crimée : celui d'une présence militaire russe avancée.

8) L'Asie centrale

A la différence de l'arc ouest de l'ancien Empire russe puis de l'URSS, l'Asie centrale n'a pas connu les invasions et occupations des deux guerres mondiales, et la mémoire douloureuse qui s'ensuivit. Elle a cependant connu la guerre civile, de 1918 à 1921, ainsi que des déplacements forcés de populations ou des accueils forcés (Kazakhstan) de populations déplacées. Elle a également servi de base arrière aux projets pantouraniens de l'URSS vis-à-vis du nord de l'Iran et de l'ouest de la Chine, jusqu'en 1946. Toutefois, l'Asie centrale de souveraineté russe a joué un rôle secondaire dans les Révolutions de 1917, comme l'Asie centrale de citoyenneté soviétique dans les événements de 1991¹⁶¹. A la différence de l'Idel-Oural et du Caucase, aux multiples groupes linguistiques à la fois chrétiens et musulmans, l'Asie centrale (sauf le nord du Kazakhstan de peuplement russe) est massivement musulmane (très majoritairement sunnite), de langue turque et de culture persane. Toutefois, le pouvoir soviétique y a systématisé la différenciation linguistique, imposé l'alphabet cyrillique, instauré la laïcité (puis organisé, tout le divisant, l'islam soviétique à partir de 1943), procédé à l'installation de Russes et à la dispersion de non-Russes, choisi de s'appuyer sur les Tadjiks, persanophones (mais sunnites).

¹⁵⁹ « *Le plus remarquable de tous les peuples de l'Union* », celui qui avait joué le rôle principal et qui avait droit d'être reconnu comme guide de l'Union Soviétique.

¹⁶⁰ Kaliningrad est un hommage à Kalinine, Président de l'URSS à l'époque.

¹⁶¹ Contrairement à ce que suggérait Hélène Carrère d'Encausse dans son fameux ouvrage *L'Empire éclaté*, ce n'est pas d'Asie centrale qu'est venue la dissolution de l'URSS, mais de la sécession de la Russie.

Depuis 1991, le bras de fer contre l'attraction turco-occidentale se limite au désenclavement d'une région (aux considérables ressources minières) autrefois fermée et qui demeure reculée. Les Américains sont présents via l'Afghanistan, mais ils ont perdu leurs bases militaires d'Ouzbékistan et du Kirghizistan. Les Etats centrasiatiques sont membres de l'OSCE, du PPP et du CPEA, ainsi que de l'ACT¹⁶², de l'OCE¹⁶³ et de l'OCI¹⁶⁴. Mais ces Etats sont davantage concernés, y compris pour leur désenclavement, par les rapports russo-chinois que par le conflit russo-occidental ou russo-turc. Il est à cet égard significatif qu'ils soient tous membres de la CEI et de l'OCS (sauf le Turkménistan) ; quatre sur cinq, membres de l'OTSC (manque le Turkménistan qui, ayant choisi la neutralité, n'a jamais adhéré au GUAM, l'Ouzbékistan n'y a adhéré que de 1999 à 2005) ; trois sur cinq, membres de la CEEA puis de l'UEEA (manquent le Turkménistan et l'Ouzbékistan, enclavé). Tous ont adhéré au traité de Semipalatinsk du 8 septembre 2006, qui a fait de l'Asie centrale une ZEAN, soit une opposition aux EDAN que sont la Russie et la RPC, mais aussi une infériorité par rapport à eux.

A) De l'ancien Turkestan aux républiques soviétiques

L'Asie centrale forme un bloc de quatre millions de km², à faible densité (50 millions d'habitants fin 1991, soit 12,5 habitants/km²). Il y a toutefois de sensibles contrastes entre de vastes déserts et un petit nombre de foyers ripuaires où s'accumule la population, tel l'oasis de Ferghana (350 habitants/km²). L'Asie centrale correspond *grosso modo* à l'ancien « cercle de Samarcande », du nom de la capitale de l'Empire de Tamerlan : elle a donc connu une forme d'unité politique ; elle est l'un des plus anciens et des plus importants carrefours du Vieux Monde, entre Russie, Turquie, Iran, Inde et Chine (dont la périphérie impériale au Sinkiang comprenait une part des actuels Tadjikistan, Ouzbékistan, Kazakhstan et le gros du Kirghizistan).

Dans cette région aride, ce sont les bassins hydrographiques qui ont structuré le plus durablement l'espace. On peut identifier trois grandes régions hydro-historiques, chacune dotée d'une identité culturelle spécifique quoique pluriethnique : le Khorezm, turcophone (turkmène et karakalpak), centré sur l'Amou Darya ; la Sogdiane, persanophone (tadjike), sur la vallée du Zarafson ; le Ferghana, turcophone (ouzbek et kirghize), sur le Syr Darya. Entre ces trois pôles stables de l'organisation régionale, les espaces intermédiaires -basses terres désertiques à l'ouest, terres steppiques au nord, hautes terres montagnardes à l'est- étaient des milieux pastoraux de tradition nomade, sorte de périphéries mal contrôlées et turbulentes. Au XIX^{ème} siècle, cette organisation de l'espace était encore en place. Les trois pôles correspondaient respectivement aux trois émirats multiethniques de Khiva, Boukhara et Kokand. Ils rivalisaient entre eux pour la domination des périphéries. Puis ils succombèrent l'un après l'autre à la conquête russe. Celle-ci commença par le nord, par la soumission des trois grandes confédérations tribales kazakhes (comme au Caucase, la suppression des khanats mongols) : la Horde Moyenne, entre mer d'Aral et Irtys, en 1822 ; la Petite Horde, entre Volga et mer d'Aral, en 1824 ; la Grande Horde, autour du lac

¹⁶² Créée en 1992, l'Agence de coopération turcophone compte six Etats membres : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan, Turquie.

¹⁶³ Créée par le traité d'Izmir du 12 mars 1977 révisé le 14 septembre 1996, l'Organisation de coopération économique comprend dix Etats membres : Afghanistan, Azerbaïdjan, Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie.

¹⁶⁴ Créée par la charte de Jeddah du 4 mars 1972, l'Organisation de la coopération islamique comprend 57 membres : Afghanistan, Albanie, Algérie, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunei, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, EAU, Egypte, Gabon, Gambie, Guyana, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Surinam, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Yémen, plus la Palestine. Sont observateurs la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Centrafrique, le Népal, la RPC, la Russie, la Serbie, la Thaïlande, ainsi que la République turque de Chypre du Nord (RTCN).

Balkhas, en 1847. En 1854, la fondation de Vernyj, l'actuelle Alma Ata ou Almaty, marqua l'achèvement du processus de conquête du nord de l'Asie centrale, et le point de départ du processus de conquête du sud de l'Asie centrale (à l'instar de la fondation de Vladicaucase de l'autre côté de la Caspienne). L'armée russe se trouvait désormais aux portes des émirats sédentaires. La conquête, Khiva, Kokand, Boukhara, s'effectua de 1855 à 1885. L'intervention britannique permit de sauver l'émirat de Kaboul -l'Afghanistan devenant Etat tampon entre l'Empire russe et l'Empire britannique des Indes- puis d'obtenir la délimitation aussi bien de la frontière russo-persane que de la frontière russo-chinoise, achevée en 1907. La pression pantouranienne de l'Empire russe puis de l'URSS sur la Perse et la Chine fut cependant constante, au moins jusqu'en 1946. Sous les tsars, l'Asie centrale russe fut découpée en deux entités : au nord, les étendues kazakhes furent érigées en Gouvernorat des Steppes ; au sud, les trois émirats furent érigés en Gouvernorat du Turkestan, et leurs anciennes capitales, déchues.

En 1917-1921, l'Asie centrale connut les soulèvements consécutifs à l'effondrement de l'Empire russe et à la prise du pouvoir bolchevik, y compris des déclarations d'indépendance ; depuis la chute de l'Empire en Chine, en 1911, on observait la même ébullition de l'autre côté de la frontière, au Tibet, au Sinkiang, en Mongolie et en Mandchourie¹⁶⁵... Le 30 avril 1918, fut proclamée une RSS du Turkestan. Mais c'est à l'automne 1920 que l'Armée rouge (dirigée par Trotski) prit le contrôle de la région. Elle amenait avec elle deux solutions politiques : celle de Soltan-Galiev, Tatar, celle de Staline, Géorgien, deux dirigeants du parti bolchevik. Soltan-Galiev préconisait la formation d'une République soviétique du Turkestan, englobant l'Asie centrale turco-musulmane (moins le Kazakhstan, en partie russe), qui serait la base arrière de la libération nationale et de la révolution sociale dans toute l'Asie, du Proche- à l'Extrême-Orient via les Indes. Lénine accepta cette combinaison de panturquisme et de communisme. Le 25 septembre 1920, fut créée la République socialiste fédérative soviétique du Turkestan (sans le Kazakhstan, inclus dans la RSFSR sous la forme d'une RSSA), agrégée à l'URSS le 30 décembre 1922¹⁶⁶. Mais elle fut dissoute le 27 octobre 1924. Staline, et la majorité du Parti, ne voulaient pas d'une unification turque - tout comme ils refusaient une unification slave. La solution stalinienne de l'autonomie nationale-territoriale pour chaque groupe ethnolinguistique fut retenue et appliquée ; plus tard la territorialisation du culte musulman. En résulta le morcellement de l'Asie centrale, mais sans abandon des projets pantouraniens vis-à-vis du Sinkiang chinois (jusqu'à la proclamation de la RPC). Fin 1924, furent créées les RSS d'Ouzbékistan et du Turkménistan, ainsi que, au sein de l'Ouzbékistan, la RSSA du Tadjikistan et les RA du Kirghizistan, de Karakalpakie et du Haut Badakchan. En 1929, le Tadjikistan fut érigé en RSS, incluant la RA du Haut Badakchan ; en 1936, ce fut le tour du Kirghizistan et du Kazakhstan. De cette organisation, qui durera jusqu'en 1991, sortiront les Etats centrasiatiques actuels, *dont les frontières sont toutes oeuvre stalinienne*.

Ne subsistait plus rien de l'organisation ancienne autour de Khiva, Boukhara et Kokand. D'autant que la collectivisation agricole forcée après 1930 s'accompagna de la sédentarisation forcée des nomades, outre divers mouvements de populations. Sous l'angle des unités hydro-historiques, on distingue une république d'amont : le Kirghizistan, qui contrôle le haut bassin du Syr Darya ; trois républiques d'aval : le

¹⁶⁵ A la chute de l'Empire chinois, le Tibet, le Sinkiang, la Mongolie, la Mandchourie avaient vu leurs liens avec la dynastie impériale rompus ; ils avaient proclamé leur indépendance ou ils étaient disputés entre la République chinoise, les Indes britanniques, la Russie puis l'URSS, le Japon. L'enjeu était de savoir si le nouvel Etat chinois succédant à l'ancien Empire serait réduit au « 18 provinces » historiques (les provinces orientales et méridionales han) ou s'il inclurait les provinces occidentales et septentrionales très peu sinisées (à l'époque). L'inclusion l'a finalement emporté. Le Tibet et la Mandchourie sont revenus à la Chine (devenue République populaire en 1949) ; la Mongolie fut partagée entre un Etat indépendant (sous protection soviétique de 1921 à 1991), la Mongolie « extérieure », et une province autonome chinoise, la Mongolie « intérieure » ; le Sinkiang resta à la Chine, sauf les territoires à l'ouest de la chaîne montagneuse du Tian Chan, dévolus à l'Empire russe puis à l'URSS (une moitié du Tadjikistan, un bout de l'Ouzbékistan, le gros du Kirghizistan, une partie du Kazakhstan), celle-ci gardant également les Provinces maritimes (l'Extrême-Orient russe).

¹⁶⁶ Il y avait de même une République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie.

Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, le premier baigné par le Syr Darya, le deuxième par l'Amou Darya et le Zarafson, le troisième par l'Amou Darya ; une république d'amont et d'aval : le Tadjikistan, ainsi privilégié, puisqu'en amont de l'Amou Darya et du Zarafson, en aval du Syr Darya. La vallée du Ferghana, le coeur de l'Asie centrale, a été découpée en trois parties attribuées à trois républiques : l'Ouzbékistan (28% de la population réside sur 4% du territoire), le Kirghizistan, le Tadjikistan (30% de la population réside sur 18% du territoire) ; les trois régions entre lesquelles la vallée a été partagée sont mieux reliées entre elles qu'au reste de leur république ; la complication des tracés frontaliers fait que les communications fluviales, routières et ferroviaires dans la vallée sont trans-républiques. La désarticulation est donc totale entre les données naturelles et les limites politiques. Cela ouvre la compétition des républiques soviétiques hier, des Etats aujourd'hui, pour le contrôle des eaux fluviales, largement transfrontières, indispensables à l'agriculture. Cette compétition était arbitrée par le pouvoir fédéral soviétique ; elle ne l'est plus.

A côté des conséquences politiques, le découpage territorial a emporté des conséquences culturelles tout aussi caractéristiques. Chaque RSS fut dotée de sa langue officielle, en alphabet cyrillique, ce qui rompit l'ancienne unité régionale fondée sur l'alphabet arabe et le turc tchagataï, qui était la *lingua franca* de l'Asie centrale pré-soviétique. Comme ailleurs, les identités kazakhe, ouzbèke, turkmène, kirghize et tadjike doivent beaucoup à la politique soviétique des nationalités, qui a favorisé l'affirmation des langues, en brisant toute unification turque. Là comme ailleurs, le découpage politique des nationalités et la réalité ethnolinguistique ne correspondent que partiellement, puisqu'aucune république n'est homogène, même si le groupe « national » représente la majorité absolue de la population ou la majorité relative dans le cas kazakh. Il est également frappant d'observer le caractère très excentré des capitales : Almaty (capitale du Kazakhstan), à l'extrême sud-est du pays, très proche du Kirghizistan ; Bichkek (capitale du Kirghizistan), au nord du pays, et Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan), au nord-est du pays, à côté de la frontière du Kazakhstan ; Douchanbé (capitale du Tadjikistan), à l'ouest du pays, proche de l'Ouzbékistan ; Achgabat (capitale du Turkménistan), à l'extrême sud du pays, adossé à la frontière de l'Iran. C'est dire le caractère vulnérable de ces capitales, donc de ces Etats une fois devenus indépendants ; seul le Kazakhstan a recentré sa capitale à Astana.

Enfin, l'Asie centrale n'a pas seulement été morcelée, elle a été isolée. L'Asie centrale était autrefois le centre du continent eurasiatique, de l'Atlantique au Pacifique. C'est dans le Ferghana que les marchands grecs commerçaient avec leurs homologues chinois, et réciproquement. Puis l'Asie centrale est devenue musulmane avec la conversion des tribus turques. Les émirats locaux demeuraient liés au monde sunnite, tout en étant imprégnés de culture persane – mais l'Empire perse était devenu chiite sous les Safavides au XVI^{ème} siècle. Les relations avec le Proche-Orient, y compris pour le pèlerinage à La Mecque, continuèrent après la conquête russe au XIX^{ème} siècle. Elles cessèrent après la création de l'URSS et sa progressive fermeture (le temps de contrôler l'immense arc frontalier de la mer Caspienne à la Mongolie). L'Asie centrale relevait désormais d'un Etat laïc dont l'idéologie était athée, même s'il y avait place pour un large accommodement religieux après 1943 et l'organisation de l'islam soviétique, dûment divisé entre les différentes républiques. L'ancien Turkestan se trouva tendanciellement coupé du reste de l'*Umma* ; ses habitants avaient de moins en moins accès aux autres territoires musulmans ; inversement, les autres musulmans avaient de moins en moins accès à la région. Celle-ci n'était plus le centre du continent eurasiatique, mais la périphérie de l'URSS, aux frontières de plus en plus étanches, aux possibilités de plus en plus réduites de commercer avec l'Iran, le sous-continent indien, la Chine. *In fine*, l'Asie centrale soviétique fut exclusivement reliée au nord (russe), fermée au sud (iranien) et, après la rupture sino-soviétique, à l'est (chinois). Il n'y avait d'échanges qu'avec l'Afghanistan, en voie de satellisation après 1953.

La dissolution de l'URSS et l'indépendance des RSS (avec maintien de l'autonomie de la Karakalpakie et du Haut Badakchan dans leurs Républiques respectives) ont restitué aux Etats de la région leur centralité géographique entre l'Europe et l'Asie, ainsi que la possibilité de commercer avec leurs voisins et de renouer avec le reste de l'*Umma* (le Pakistan, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie ont fait irruption dans la région). Mais faute de réseaux de transports et de communications terrestres ou aériens développés, ladite centralité n'est que géographique, pas économique. Les Etats centrasiatiques restent dépendants des réseaux russes, hérités de l'ex-URSS, même si le désenclavement vers la Turquie, l'Iran et, surtout, la RPC est entamé - pas vers le Pakistan du fait de la guerre civile afghane.

B) La géopolitique centrasiatique post-soviétique

La géopolitique de l'ancien Asie centrale soviétique porte sur 1) les contours frontaliers, 2) les constructions nationales, 3) le désenclavement.

a) Les difficultés du règlement frontalier

Comme l'Idel-Oural, l'Asie centrale forme une région hyper-continentale ; mais à la différence de l'Idel-Oural, elle est divisée en Etats et elle a des frontières internationales. C'est pourquoi la question frontalière est spécialement importante.

Comme ailleurs en ex-URSS, les nouveaux Etats sont délimités par des frontières qui appartiennent à deux types génétiquement différents : 1) d'anciennes frontières internationales de l'URSS, 2) d'anciennes frontières intérieures à l'URSS. 1) De la mer Caspienne à la Mongolie, l'ancienne enveloppe de l'URSS en Asie centrale s'étend sur 5934 km, en sept dyades : RPC et Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan ; Afghanistan et Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan ; Iran et Turkménistan. 2) Au sein de l'Asie centrale, les limites totalisent 15230 km de tracés particulièrement compliqués, en huit dyades : Kazakhstan et Russie (la plus longue, 6846 km), Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan (la plus courte, 379 km) ; Ouzbékistan et Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan ; Kirghizistan et Tadjikistan. Comme ailleurs en ex-URSS, seules les frontières internationales étaient démarquées, pas les frontières intérieures. La démarcation s'est heurtée au caractère trans-république des communications dans la vallée du Ferghana et elle a multiplié les différends territoriaux. Comme ailleurs en ex-URSS, la délimitation pouvait cependant s'appuyer sur l'*uti possidetis*. Celui-ci a besoin d'être confirmé par des accords bilatéraux. Le règlement des frontières avec la RPC est à l'origine de l'OCS (les accords 1+4). La frontière russo-kazakhe a été fixée de 1996, date de la signature du traité, à 2006, date de sa ratification : l'idée d'un rattachement du nord du Kazakhstan à la Russie a été abandonnée, alors même que le Kazakhstan a rejeté la double nationalité des résidents russes. C'est la garantie pour le Kazakhstan de son intégrité territoriale ; c'est aussi la garantie pour la Russie que le Kazakhstan restera lié à elle (comme l'attestent son adhésion à l'OTSC et à la CEEA puis l'UEEA, ainsi que la cession à bail de Baïkonour et de Sary Saghan) ; c'est la preuve que Moscou préfère l'Union eurasiennne, incluant l'Asie centrale, à l'Union russe, l'excluant. Pour le reste, le processus conventionnel frontalier n'est qu'entamé autour de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Turkménistan et du Tadjikistan. A cela trois raisons : l'enchevêtrement dans la vallée du Ferghana et la localisation névralgique des capitales (sauf Astana), mais aussi la rivalité entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan pour la primauté régionale.

Tous les Etats centrasiatiques ont quatre Etats limitrophes, excepté le Kazakhstan, qui en a cinq. Le Kazakhstan est le seul Etat centrasiatique à posséder une frontière avec la Russie. L'Ouzbékistan est le seul Etat centrasiatique à posséder une frontière avec chacun des quatre autres Etats¹⁶⁷, sans qu'il ait

¹⁶⁷ 2203 km avec le Kazakhstan, 1099 avec le Kirghizistan, 1621 avec le Turkménistan, 1161 avec le Tadjikistan.

d'autres frontières avec d'autres Etats. Le Kazakhstan est l'Etat géant de l'Asie centrale (2725000 km², 68% de l'ensemble), plus divers ethniquement ; il est très lié à la Russie ; il voit transiter par son territoire tous les échanges entre les quatre autres Républiques et la Russie ; il a donc un pouvoir de désenclavement conforme à l'orientation russocentrée des réseaux de transports et de communications, même s'il exporte aussi des hydrocarbures vers la RPC ; mais il ne possède aucune portion de l'antique « cercle de Samarcande ». L'Ouzbékistan, lui, est l'Etat central de l'Asie centrale, plus homogène ethniquement ; il a été un moment membre du GUAM et proche des Etats-Unis, abritant une base aérienne américaine ; se trouvent sur son territoire les trois anciennes capitales des trois anciens émirats, ainsi que Samarcande ; il se pose donc en héritier de l'ancien Turkestan, par delà la période russo-soviétique ; mais il est surenclavé, entouré qu'il est par des Etats eux-mêmes enclavés (le seul cas au monde, avec le Liechtenstein, entouré de la Suisse et de l'Autriche), et il a des différends frontaliers avec chacun d'eux.

Les attractions russe ou chinoise sont plus fortes que les ambitions d'Astana ou de Tachkent. Tous les Etats centrasiatiques sont marqués par un localisme politique transétatique, *id est* de forts pouvoirs locaux transfrontières. Tous ont hérité des 70 ans de pouvoir soviétique une interdépendance à multiples facettes, notamment les transports et communications ou la gestion de l'eau. Ce localisme et cette interdépendance pourraient favoriser une fédération centrasiatique, à même d'équilibrer le poids de la Russie et celui de la RPC. Mais une telle fédération se heurte aux constructions étatico-nationales, qui l'emportent sur l'idée d'un rassemblement panturc (dont les Tadjiks comme les Russes du Kazakhstan seraient exclus). L'islam sunnite pourrait-il être le facteur de regroupement ? Les Etats centrasiatiques connaissent une réislamisation, sous l'influence pakistanaise, saoudienne ou turque ; ils ont adhéré à l'OCI. Mais ils ont hérité de la division territoriale de l'islam soviétique ; ils n'envisagent pas un rassemblement panislamique ; ils se sont associés, avec la Russie et la RPC, contre « l'extrémisme religieux », au sein de l'OCS. Malgré des tensions ethniques transfrontières, ils connaissent une consolidation nationale, qui ne les amène pas à se tourner vers un regroupement fédéral.

b) Tensions ethniques et consolidation nationale

Les noms donnés aux RSS ont été conservés après l'indépendance. Ils font référence à un groupe ethnolinguistique. Or, aucun Etat centrasiatique n'englobe la totalité du groupe éponyme, et aucun n'a un contenu ethnique homogène. Chaque groupe titulaire d'une République est présente sous forme de minorités dans les autres Républiques. Cela renforce l'interdépendance régionale, mais aussi le localisme politique, entre lesquels s'inscrit l'Etat centrasiatique.

93% des Turkmènes vivent au Turkménistan, et celui-ci a une population (3,5 millions fin 1991) composée à 72% de Turkmènes, 13% d'autres groupes centrasiatiques, 15% d'autres groupes ; 6% des Turkmènes résident dans une autre république centrasiatique, 1% dans le reste de l'ex-URSS¹⁶⁸. 88% des Kirghizes vivent au Kirghizistan, mais la population de cet Etat (4,3 millions) n'est composée qu'à 53% de Kirghizes, 16% d'autres groupes centrasiatiques, 31% d'autres groupes (21% de Russes) ; 10% des Kirghizes résident dans une autre république centrasiatique, 2% dans le reste de l'ex-URSS. 85% des Ouzbeks vivent en Ouzbékistan, et celui-ci a une population (19,9 millions) composée à 72% d'Ouzbeks, 13% d'autres groupes centrasiatiques, 15% d'autres groupes ; 15% des Ouzbèks résident dans une autre république centrasiatique. 81% des Kazakhs vivent au Kazakhstan, mais la population de cet Etat (16,7 millions) n'est composé qu'à 40% de Kazakhs, 4% d'autres groupes centrasiatiques, 56% d'autres groupes (38% de Russes) ; 12% des Kazakhs résident dans une autre république centrasiatique, 7% dans le reste de l'ex-URSS. 76% des Tadjiks vivent au Tadjikistan, et celui-ci a une population (5,1 millions)

¹⁶⁸ Les 100% se focalisent sur l'ex-URSS et excluent les autres pays.

composée à 63% de Tadjiks, 26% d'autres groupes centrasiatiques, 11% d'autres groupes ; 24% des Tadjiks résident dans une autre république centrasiatique. Sur 8,5 millions de Russes en Asie centrale fin 1991, 5,7 vivaient au Kazakhstan.

La non-congruence entre frontières étatiques et limites ethnographiques est sensible de part et d'autre de la frontière russo-kazakhe ou de la frontière tadjiko-kirghize et, surtout, autour de l'Ouzbékistan : vallées du Syr Daria (avec le Kazakhstan), du Zarafson (avec le Kirghizistan et le Tadjikistan), de l'Amou Darya (avec le Turkménistan). S'ajoutent le différend kazakho-turkmène sur la péninsule de Mangyslak et le différend kazakho-kirghize autour du lac Issyk-Koul. Des conflits ont éclaté, sur l'approvisionnement en eau, l'appropriation de ressources minières, le contrôle de voies de communications ; des accords ont cependant été conclus, notamment dans le cadre de l'OCS. Le plus grave a été la tentative de sécession du Haut Badakchan vis-à-vis du Tadjikistan. D'autre part, l'existence de minorités turkmène, ouzbèke, tadjike et kirghize en Afghanistan, ainsi que la montée de l'islamisme, risquaient, et risquent, d'importer dans les Républiques centrasiatiques (largement démilitarisées depuis l'époque soviétique) l'interminable guerre civile afghane. La frontière avec l'Afghanistan est névralgique. Le Turkménistan a choisi la neutralité ; l'Ouzbékistan et le Kirghizistan ont été tentés par l'aide américaine ; le Tadjikistan a appelé l'armée russe. Un traité de coopération russo-tadjike a été signé le 25 mai 1993, par lequel les troupes russes stationnent sur la frontière tadjiko-afghane. Réunis à Moscou le 7 août 1993, les représentants de la Russie et des cinq Etats centrasiatiques (l'Ouzbékistan pouvant redouter un sécessionnisme karakalpak) ont signé une déclaration sur l'inviolabilité et l'intangibilité des frontières, ainsi qu'une autre déclaration sur les mesures à prendre pour normaliser la situation à la frontière afghane. C'est ainsi que 1) il ne doit pas y avoir de recours à la force armée pour résoudre les différends territoriaux, 2) le Tadjikistan, à l'autre bout de l'Asie centrale, château d'eau de la région, se trouve spécialement lié à la Russie, et les Tadjiks confirment leur rôle d'appui des Russes, à la satisfaction de l'Iran. L'Ouzbékistan, tenté de sortir du giron russe, se trouve, lui, comme enserré entre, au nord, le Kazakhstan, au sud, le Tadjikistan, entouré qu'il est de différends territoriaux avec ses voisins. Quant au Turkménistan, porte d'entrée de l'Asie centrale pour l'Iran, il est lié à ce dernier par des accords d'évacuation de ses hydrocarbures, qui pourraient préluder au désenclavement iranien de l'ensemble de la région.

En dépit des tensions géo-ethniques, la tendance est à la consolidation étatico-nationale. Le découpage stalinien a pris racine. Les élites locales n'ont pas mené de lutte pour sortir de l'URSS. Les gouvernements des cinq RSS ont été les derniers à proclamer l'indépendance en 1991. Mais les cinq Partis-Etats fédérés avaient connu un processus d'« indigénisation », avec une forte reproduction des cadres locaux, dont dépendait, sur place, le pouvoir central. Depuis 1991, le nationalisme, propice à la légitimation de régimes autoritaires et clientélistes largement issus de la *nomenklatura* soviétique locale, se développe dans le cadre des appareils d'Etats créés et délimités par le pouvoir fédéral soviétique selon le schéma : une langue, un peuple, un territoire, une république. Les Russes partent, ou se concentrent au nord s'agissant du Kazakhstan. Les différents groupes résident de plus en plus dans leur Etat et chaque Etat voit sa cohésion ethnique s'accroître, même si persiste sur ce plan la disparité entre le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan d'un côté, le Kirghizistan et le Kazakhstan de l'autre. La consolidation nationale, intégrant l'islam local (les islams locaux), repose sur la langue officielle de chacune des Républiques centrasiatiques, qui est en même temps la langue de la majorité (absolue ou relative) de la population. Elle a deux conséquences : la marginalisation des russophones d'Asie centrale et des autres minorités ; l'accentuation des différences entre les langues des Républiques d'une part, entre ces langues et le turc ou le persan d'autre part. L'azéri est du turc et le tadjik, du persan. Mais les Constitutions adoptées par l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan en 1995 disposent que la langue nationale est respectivement l'azéri, non le turc, et le tadjik, non le persan. Les gouvernements du Kazakhstan, du Turkménistan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, n'ont pas choisi de revenir au « turc commun » ou au tchagataï, mais de

renforcer leur identité kazakhe, turkmène, kirghize, ouzbèke (d'où le problème karakalpak). La Turquie a ici échoué, malgré l'ACT. Parallèlement, le russe s'est maintenu comme langue enseignée.

Somme toute, trois questions se posaient après 1991 en Asie centrale : la confirmation ou non des frontières ; la reconstitution ou non d'une unité panturque ou panislamique, ou bien la consolidation des Etats, ou bien la sécession de territoires et populations allogènes ; la propagation ou non de l'indépendantisme au Sinkiang chinois. A ce jour, on peut répondre que les frontières ont été confirmées ; que les Etats se sont consolidés, malgré la persistance de tensions ethniques et l'émergence de l'islamisme radical ; que le Sinkiang est demeuré chinois. D'où le contraste entre, à l'ouest, l'Asie centrale ex-soviétique et, à l'est, l'Asie centrale toujours chinoise. Les indépendances post-soviétiques pouvaient donner un exemple aux entités du Sinkiang, du Tibet ou de la Mongolie intérieure. Elles ont créé une zone tampon, ou une arrière-cour, entre la Russie et la RPC.

c) La primauté russo-chinoise dans le désenclavement de la région

Les Etats d'Asie centrale, pour sortir de leur enclavement et de leur dépendance vis-à-vis de la Russie, sont confrontés à l'éloignement de la Turquie, à l'immensité du territoire chinois, au chaos afghan et à l'isolement de l'Iran, (qui était) frappé de mesures d'embargo ou de boycott occidentales. La grande bataille pour le désenclavement de l'Asie centrale (ses ressources naturelles à l'export, pétrole et gaz, mais aussi cuivre, plomb, zinc, tungstène, molybdène, manganèse, argent, or...) a vu la participation de nombreuses Puissances étrangères, qui ont concurrencé la Russie : Etats-Unis, Turquie, RFA, Japon, Iran, Inde, RPC. Cette bataille n'est pas terminée. Elle est liée à l'état de guerre, avec ses multiples trafics, en Afghanistan, qui empêche le désenclavement le plus évident au plan géographique : celui qu'offrirait le Pakistan. En même temps, cet état de guerre justifie aussi bien l'implantation militaire américaine dans le pays que la coopération sino-russo-centrasiatique à l'encontre de l'islamisme...

L'ancien Turkestan russe et l'ancien Turkestan chinois ne sont plus des « impasses géographiques » ; ils ont retrouvé leur vocation d'itinéraires commerciaux. A ce jour, la Russie et la RPC l'ont emporté. Là encore, la Turquie a plutôt échoué, malgré l'OCE. L'Iran n'a pas plus percé, malgré les accords gaziers conclus avec le Turkménistan (chiite). St-Petersburg reste le premier débouché maritime du commerce centrasiatique, en raison des pesanteurs historiques et de la configuration des voies de transports transcontinentales. Après St-Petersburg, vient le port de Shanghai ; mais, avec ou sans *Belt & Road Initiative*, celui-ci l'emportera probablement sur celui-là dans l'avenir ; le débouché naturel que serait Karachi n'est pas près de jouer un tel rôle... L'économie russe ne dépend pas de l'Asie centrale ; c'est toujours l'inverse qui prévaut ; la CEEA puis l'UEEA le confirment. La Russie continue d'assurer le transit d'une grande part des hydrocarbures du Kazakhstan. Son principal concurrent est la RPC ; mais les deux pays sont associés politiquement. C'est la Chine populaire -bien plus que la Turquie ou l'Iran- qui désenclave l'Asie centrale, notamment le pétrole et le gaz du Kazakhstan. A preuve les oléoducs et gazoducs vers Shanghai, qui permettent aussi à la RPC de réduire sa dépendance à l'égard du golfe Persique, donc sa vulnérabilité à un blocus naval américain, depuis le détroit d'Ormuz jusqu'à celui de Malacca. Les Etats centrasiatiques participent ainsi à/de la grande politique eurasiatique.

L'intérêt chinois pour l'Asie centrale ex-soviétique, avec une présence et une attraction économiques croissantes, se double d'un peuplement han de l'Asie centrale chinoise, qui transforme les peuples turcs locaux (musulmans), notamment les Ouïgours, en minorités sur leur propre territoire, comme les Tibétains au Tibet ou les Mongols en Mongolie intérieure. Ces peuples posent et poseront problème à Pékin, en raison soit de leur indépendantisme, soit d'un irrédentisme kazakh ou kirghize, soit d'une attraction des Etats ex-soviétiques sur les entités incluses dans la RPC, soit d'une islamisation de leur cause. La solution serait d'achever la sinisation démographique, parallèlement au développement

économique et à la prévention ou à la répression des troubles. Précisément, contre le « séparatisme ethnique », « l'extrémisme religieux » et le « terrorisme » a été fondée l'OCS, cependant que des traités frontaliers ont été conclus entre la RPC et ses Etats voisins. *In fine*, le condominium sino-russe, barrant Américains, Turcs, Saoudiens et Allemands, enserrant l'ancien Turkestan ; mais le contraste est net entre l'est, dérusifié, et l'ouest, sinisé ; ce contraste illustre le renversement du rapport de force entre Moscou, qui a renoncé à ses ambitions pantouraniennes en 1950, et Pékin, qui renoue avec l'expansion vers l'Asie centrale.

9) La Sibérie septentrionale et l'Arctique (diversité géo-ethnique, symbiose eurasiennne et enjeux polaires)

Retournons à la Fédération de Russie, au Grand Nord sibérien et à ses littoraux¹⁶⁹, habités par des Russes et d'autres peuples.

Ces peuples, peu nombreux mais habitant de vastes territoires (au contraire des peuples du Caucase) aux énormes ressources minières (notamment pétro-gazières), sont devenus très minoritaires par rapport aux Russes (ou d'autres groupes ethniques) : 10% de la population totale de l'Arctique russe, celui-ci représentant 60% de la population de l'Arctique mondial¹⁷⁰. Mais ils ont tous leur autonomie, soit en tant que « peuples autochtones » (protégés par l'article 29 de la Constitution fédérale) : ainsi les Lapons de la presqu'île de Kola, les Ostiaks, les Nganassans ou Samoyèdes, les Enetz, les Dolganes, les Evens, les Itelmens, les Inuits de Sibérie ; soit en tant que peuples bénéficiant de leur république ou de leur district ou d'un statut particulier au sein d'une région administrative ou d'un territoire administratif de la Fédération de Russie : ainsi les Komis, les Permiaks, les Khantis, les Mansis, les Nenets, les Yamalos, les Evenks ou Toungouses, les Taïmyrs, les Yakoutes, les Koryaks, les Tchouktches. On retrouve le *conservatoire culturel*, comme en Idel-Oural et au Caucase Nord, célébré par l'eurasisme. Les « peuples autochtones » de l'Arctique russe sont apparentés à des peuples relevant de la souveraineté d'autres Etats, car l'Arctique est partagé entre la Russie, la Finlande, la Norvège, le Danemark via le Groenland, le Canada, les Etats-Unis via l'Alaska. Malgré l'originalité de ces peuples, leur parenté culturelle¹⁷¹ et leurs richesses naturelles (dont l'exploitation réclame une haute technologie), leur accès à l'indépendance politique ne semble pas plus probable que la création d'une « fédération sibérienne » ou « arctique », malgré quelques vellités sécessionnistes après 1991 du côté des Nenets ou des Yakoutes. La contestation du régime soviétique était faible. L'unité panrusse demeure(ra) la plus forte.

S'agissant de la Russie, elle est une Puissance sibérienne et arctique depuis le franchissement de l'Oural en 1559, la fondation d'Arkhangelsk en 1584, le franchissement du détroit de Béring en 1648¹⁷². Le (sous) peuplement russe, avec une urbanisation originale (dans un tel contexte géo-climatique), suivra lentement la souveraineté du tsar, au fur et à mesure de la difficile maîtrise d'un espace lointain, immense, froid et inhospitalier. Pour une telle maîtrise, il faudra attendre l'avion... L'Arctique mondial recouvre 21 millions de kilomètres carrés. Pour la Russie, 15% de son territoire, 20% de son PIB, 30% de ses revenus pétro-gaziers, 60% de ses ressources minérales. La moitié des côtes arctiques (22600 km) est contrôlée

¹⁶⁹ Mer Blanche, mer de Barents, mer de Kara, mer des Laptev, mer de Sibérie orientale, mer des Tchouktches et, de l'autre côté du détroit éponyme, mer de Béring.

¹⁷⁰ Sur onze villes circumpolaires, dix sont situées en Russie, Mourmansk en n°1, 300000 habitants, et une en Alaska, Anchorage, 290000 habitants.

¹⁷¹ Ainsi la vaste constellation des Inuits : Inuits de Sibérie, du détroit de Béring, de l'Alaska septentrional, de l'Alaska occidental, Inuits Tchougaches, Inuits du Mackenzie, du Cuivre, du Caribou, Inuits Netsilik, Inuits Iglulik, Inuits de l'île de Southampton, du Labrador, de la terre de Baffin, Inuits polaires, Inuits du Groenland occidental, du Groenland oriental.

¹⁷² A été lancé au milieu des années 2010, le projet d'un *Trans-Eurasian Belt Development* : une autoroute Paris-Moscou-Nome-Fairbanks-New York, de 20300 km, franchissant le détroit de Béring, unissant l'Eurasie et l'Amérique du Nord (le « Pan-Occident »), plaçant la Russie au centre de l'hémisphère Nord entre Europe et Amérique !

par la Russie. Dans le discours panrusse, l'Arctique est un « front pionnier » (aux mouvements de populations fluctuants), stimulé par l'idée d'une expansion spatiale toujours « plus haut » vers le nord, jusqu'au pôle. Cet attrait explique aussi les expéditions en Antarctique, vers le pôle Sud, où s'opposent diverses prétentions territoriales, en dépit du statut international du « continent blanc » (traité du 1er décembre 1959). Les enjeux arctiques contemporains sont considérables¹⁷³ : maritimes (la « route du Nord-Est » pour la navigation commerciale à la faveur de la fonte des glaces ou à l'aide de brise-glaces, la Flotte du Nord et les SNLE pour la défense militaire) ; miniers (les gisements d'hydrocarbures de Chtokman, Vorkouta et Norilsk) ; militaro-industriels (les complexes terre, mer, air, de Mourmansk et d'Arkhangelsk). Ces enjeux expliquent les revendications russes et les différends avec les autres Etats arctiques. En particulier, Moscou entend faire admettre dans les enceintes internationales, notamment le Conseil arctique (dont elle est membre), que les dorsales Lomonossov et Mendeleiev prolongent la plateforme continentale sibérienne. D'où résulterait une extension de la ZEE russe sur 1,2 million de km², recelant de grosses ressources pétro-gazières. Cette prétention accroît l'importance des entités autonomes de la Sibérie septentrionale, cependant qu'elle met la Russie en conflit avec les Puissances de l'OTAN dans la région : Norvège (quoique les différends sur la mer de Barents et l'archipel du Spitzberg aient été réglés par les accords bilatéraux du 27 avril et du 15 septembre 2010), Danemark, Canada, Etats-Unis.

Il existe enfin un enjeu aérien spécifique. En tant que Puissance arctique, la Russie partage avec l'Amérique du Nord « l'espace central » de « l'aérostratégie ». Depuis Georges Renner¹⁷⁴, on sait que l'aviation conduit à voir le monde, *primo* en mode vertical, *secundo* depuis le pôle Nord, « zone centrale », celle du face à face Amérique-URSS hier, Amérique-Russie depuis 1991, y compris balistico-nucléaire. Il résulte de l'aviation une cartographie, non plus longitudinale (est-ouest) mais latitudinale (nord-sud), centrée sur l'océan glacial Arctique, voué à la troisième dimension, avec deux verrous : la ligne Groenland-Islande-Norvège, le détroit de Béring ; deux « corridors aériens » principaux : Amérique du Nord-Europe via la mer du Labrador et la mer de Norvège, Amérique du Nord-Asie via la mer de Béring et la mer du Japon ; une zone adjacente : Amérique du Nord-Eurasie (hémisphère nord) ; une zone périphérique : Amérique du Sud-Afrique-Australie (hémisphère sud).

¹⁷³ Cf. Adrian Alvarado : *La Russie en Arctique occidentale : stratégies d'Etat et interactions des acteurs*, thèse de doctorat en Géographie, sous la dir. de P. Marchand, EA 4573 « Droit, contrats, territoires », Université Lumière Lyon II, 2016.

¹⁷⁴ Géographe américain, né en 1900, décédé en 1955, auteur de *Human Geography in the Air Age* (1942).

BIBLIOGRAPHIE

Henry Kissinger : *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996 (1994)

Friedrich Ratzel : *La géographie politique. Les concepts fondamentaux*, Fayard, 1987, av.-propos M. Korinman

Karl Haushofer : *De la géopolitique*, Paris, Fayard, 1986, préf. J. Klein, intro. H.-A. Jacobsen

Halford J. Mackinder : « Le pivot géographique de l'histoire », « Une nouvelle évaluation du pivot », in G. Chaliand : *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Paris, Laffont, 1990, pp.1039-1040, 1041-1045

Nicolas Spykman : « Heartland et Rimland », in *Anthologie mondiale de la stratégie*, op. cit., pp.1236-1243

Carl Schmitt : « Le droit des peuples réglé selon le grand espace proscrivant l'intervention des Puissances extérieures. Une contribution au concept d'empire en droit international » (1939-1942), in *Guerre discriminatoire et logique des grands espaces*, Paris, Krisis, 2011, préf. D. Zolo, pp.141-206, plus les notes (pp.207-233) et compléments (pp.234-272) de l'éditeur (Günter Maschke)

Jordis von Lohausen : *Les empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui*, Paris, Labyrinthe, 1985, 1996

René Guénon : *Orient et Occident*, Paris, G. Trédaniel/La Maisnie, 1987 (1924) ; *La crise du monde moderne*, Paris, Gallimard, 1994 (1927)

Julius Evola : *Révolution contre le monde moderne*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1991 (1934)

Alexandre Douguine : *Pour le Front de la Tradition*, Paris, Ars Magna-Heartland, 2017 ; *Vladimir Poutine, le pour et le contre. Ecrits eurasistes, 2006-2016*, Paris, Ars Magna, 2017

Gérard-François Dumont : *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007

Jacques Pirenne : *Les grands courants de l'histoire universelle*, Paris/Neuchâtel, A. Michel/La Baconnière, 1956, 7 vol., vol.6 *De 1904 à 1939*, vol.7 *De 1939 à nos jours*

René Girault, Robert Frank, Jacques Thobie : *Histoire des relations internationales contemporaines*, Paris, Payot, 2005, 3 vol., vol.3 *La loi des géants, 1941-1964*

Zbigniew Brzezinski : *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, préf. G. Chaliand

Alexandre Del Valle : *Guerres contre l'Europe. Bosnie-Kosovo-Tchéchénie...*, Paris, Syrtes, 2000

Pierre Biarnès : *Pour l'empire du monde. Les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine*, Paris, Ellipses, 2003, préf. F. Thual

Marc Rousset : *La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou. Le continent paneuropéen face au choc des civilisations*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2009, préf. Y. Roubinski

Jacques Frémeaux : *La question d'Orient*, Paris, Fayard, 2014

Philippe Sébille-Lopez : *Géopolitiques du pétrole*, Paris, A. Colin, 2006

Matthieu Auzanneau : *Or noir. La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2015

Annie Jafalian : *La Russie, puissance énergétique : de l'arme politique aux logiques de marché*, Bruxelles, Bruylant, 2010

Michel Foucher : *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin Tempus, 2007

Michel Foucher (dir.) : *Fragments d'Europe. Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris, Fayard, 1993
 Pierre-Emmanuel Thomann : *Le couple franco-allemand et le projet européen. Représentations, géopolitiques, unité et rivalités*, Paris, L'Harmattan, 2015

Yves Santamaria : *1939, le pacte germano-soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1998

Jean Elleinstein : *Staline*, Paris, Fayard, 1984, pp.267-542

Peter Kleist : *Entre Hitler et Staline, 1939-1945*, Paris, Plon, 1953

Maxime Mourin : *Reddition sans conditions*, Paris, A. Michel, 1973

François Furet : *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXème siècle*, Paris, Calmann-Lévy/R. Laffont, 1995

Ernst Nolte : *La guerre civile européenne, 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Paris, Syrtes, 2000 (1997), préf. S. Courtois

Timothy Snyder : *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012 (2010)

Keith Lowe : *L'Europe barbare, 1945-1950*, Paris, Perrin, 2013 (2012)

Stéphane Courtois : *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline...*, Paris, Ramsay, 1980

Alexandre Nekritch : *Les peuples punis. La déportation et le sort des minorités soviétiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, F. Maspero, 1982

Laure Castin-Chaparro : *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande, 1941-1955*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002

Marc Lengereau : *Les frontières allemandes (1919-1989). Frontières d'Allemagne et en Allemagne : aspects territoriaux de la question allemande*, Berne, Francfort/M., New York, Paris, Peter Lang, 1990

Pierre Guillen : *La question allemande (1945-1995)*, Paris, Imprimerie nationale, 1996

R.M. Douglas : *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012

Christian Baechler, Carole Fink (dir.) : *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Berne, Peter Lang, 1996

Pierre-Frédéric Weber : *Le triangle RFA-RDA-Pologne. Guerre froide et normalisation des rapports germano-polonais*, Paris, L'Harmattan, 2007

Frank Tétart : *Géopolitique de Kaliningrad. Une « île » russe au sein de l'Union européenne élargie*, Paris, PUPS, 2007

Sophie Coeuré, Sabine Dullin (dir.) : *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007

Jung Chang, Jon Halliday : *Mao. L'histoire inconnue*, Paris, NRF Gallimard, 2006 (2005)

Philippe Pons : *Corée du Nord, un Etat-guérilla en mutation*, Paris, NRG Gallimard, 2016

Pierre Broué : *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997

Annie Kriegel : *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984

Hervé Coutau-Bégarie : *La puissance maritime soviétique*, Paris, IFRI-Economica, 1983

Jacques Sapir : *Le système militaire soviétique*, Paris, La Découverte, 1988

Jean-Christophe Romer : *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991

Henri Paris : *Stratégie soviétique et chute du Pacte de Varsovie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995 ; *L'atome rouge. Le nucléaire soviétique et russe*, Paris, L'Harmattan, 1996

Yves Boyer, Isabelle Facon (dir.) : *La politique de sécurité de la Russie, entre continuité et rupture*, Paris, Ellipses/FRS, 2000

Arno J. Mayer : *Les Furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002 (2000)

- Jean-Jacques Marie : *La guerre civile russe (1917-1922). Armées paysannes, rouges, blanches et vertes*, Paris, Tallandier/Texto, 2015 (2005)
- Alexandre Jevakhoff : *La guerre civile russe, 1917-1922*, Paris, Perrin, 2017
- Michel Heller : *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Champs Flammarion, 1997
- Nicolas Werth : *Histoire de l'Union Soviétique*, Paris, PUF, 6ème éd., 2008
- Anatoli Vichnevski : *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, 2000
- Martin Malia : *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Points Seuil, 1995 ; *L'Occident et l'énigme russe*, Paris, Seuil, 2002 (1999)
- Anne de Tinguy (dir.) : *L'effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles, Bruylant, 1998
- Georges Sokoloff : *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993 ; *Métamorphose de la Russie, 1984-2004*, Paris, Fayard, 2003
- Andreï Kozovoi : *La chute de l'Union Soviétique*, Paris, Tallandier, 2011
- Alexandre Soljénitsyne : *Comment réaménager notre Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces*, Paris, Fayard, 1990 ; *Deux siècles ensemble (1917-1972)*, t.2, *Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003 (2002)
- Georges-Henri Soutou : *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2ème éd., 2004 ; *La Guerre froide*, Paris, Pluriel, 2011
- Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*, Paris, Points Seuil, 1994, présenté par M. Winock
- Pierre Grosser : *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995 ; *L'histoire du monde se fait en Asie. Pour une autre vision du XXème siècle*, Paris, O. Jacob, 2017
- François Fejtö : *Histoire des démocraties populaires*, vol.1 *L'ère de Staline, 1945-1953*, vol.2 *Après Staline, 1953-1979*, Paris, Points Seuil, 1992 (1979) ; *La fin des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 1992
- Paul Tavernier : « Les nouveaux Etats sans littoral d'Europe et d'Asie et l'accès à la mer », *Revue Générale de Droit International Public*, 1993, pp.727-744
- Hélène Hamant : *Démembrement de l'URSS et problèmes de succession d'Etats*, Bruxelles, Bruylant, 2007, préf. B. Stern
- Ernesto de la Guardia : « La question des îles Kouriles », *Annuaire Français de Droit International*, 1991, pp.407-418
- J. Huntzinger : « La renaissance des Etats baltes », in *L'Etat souverain à l'aube du XXIème siècle*, Paris, Pedone, 1994, pp.39-60
- Rahim Kherad : « La reconnaissance internationale des Etats baltes », *RGDIP*, 1992, pp.843-872 ; « De la nature juridique du conflit tchetchène », *RGDIP*, 2000, pp.143-179
- Romain Yakemtchouk : « Les Républiques baltes en droit international. Echech d'une annexion opérée en violation du droit des gens », *AFDI*, 1991, pp.259-289 ; « Les conflits de territoire et de frontière dans les Etats de l'ex-URSS », *AFDI*, 1993, pp.393-434
- Céline Bada : « Nouvelle signature des accords frontaliers entre la Fédération de Russie et l'Estonie : le droit à l'épreuve des faits », *RGDIP*, 2014, pp.863-890
- Yann Breault, Pierre Jolicoeur, Jacques Lévesque : *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003
- Jean Radvanyi (dir.) : *Les Etats post-soviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, A. Colin, 2011
- Jacques Sapir (dir.) : *La transition russe, vingt ans après*, Paris, Syrtes, 2012

- Jean-Robert Raviot : *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de repères, 2007 ; *Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris, Ellipses, 2008
- J.-R. Raviot (dir.) : *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*, Paris, La Documentation Française, 2016
- Marlène Laruelle : *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Petra, 2007 ; *Le nouveau nationalisme russe*, Paris, L'Oeuvre, 2010 ; « De l'eurasisme au néo-eurasisme : à la recherche du Troisième continent », in H. Coutau-Bégarie, M. Motte (dir.) : *Approches de la géopolitique. De l'Antiquité au XXIème siècle*, Paris, Economica, 2013, pp.641-682
- Mathieu Slama : *La guerre des mondes. Réflexions sur la croisade idéologique de Poutine contre l'Occident*, Paris, de Fallois, 2016
- Marie-Pierre Rey : *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002
- Jean-François Simonart : *Russie, Etats-Unis : partenaires de l'Allemagne. Les deux clés de la sécurité européenne*, Bruxelles, P. Lang, 2005
- Jean-Sylvestre Mongrenier : *La Russie menace-t-elle l'Occident ?*, Paris, Choiseul, 2009, préf. Y. Lacoste
- J.-S. Mongrenier, Françoise Thom : *Géopolitique de la Russie*, Paris, PUF, QSJ, 2ème éd., 2018
- Lorraine de Meaux : *La Russie et la tentation de l'Orient*, Paris, Fayard, 2010
- Clément Therme : *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, Paris, PUF, 2012
- Igor Delanœ : *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, Paris, L'Inventaire, 2016
- Isabelle Facon : *Russie, les chemins de la puissance*, Perpignan, Artège, 2010
- Jacques Géronimo : *La pensée stratégique russe. Guerre tiède sur l'échiquier eurasien*, Paris, SIGEST, 2011
- David Teurtrie : *Géopolitique de la Russie. Intégration régionale, enjeux énergétiques, influence culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2010
- Pascal Marchand : *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?*, Paris, Autrement, 2007, *Atlas géopolitique de la Russie. La puissance retrouvée*, idem, 2012, *Atlas géopolitique de la Russie. Le grand retour sur la scène internationale*, idem, 2015 ; *Géopolitique de la Russie. Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, PUF, 2014
- Gilles Gallet : *Pour une Russie européenne. Géopolitique de la Russie d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2016
- Oliver Stone : *Conversations avec Poutine*, Paris, A. Michel, 2017
- Hérodote* n°28 : *Géopolitiques allemandes*, 1/1983 ; n°42 : *Géopolitique des langues*, 3/1986 (Louis Bazin, « Les peuples turcophones en Eurasie : un cas majeur d'expansion ethnolinguistique », pp.75-108) ; n°47 : *Géopolitique de l'URSS*, 4/1987 ; n°54-55 : *Les marches de la Russie*, 3-4/1989 ; n°58-59 : *A l'Est et au Sud. De la crise du Golfe à la fin d'un Empire*, 3-4/1990 ; n°62 : *Les territoires de la nation*, 3/1991 (Yves Lacoste : « Les territoires de la nation », pp.3-21) ; n°63 : *Balkans et balkanisation*, 4/1991 (Y. Lacoste : « Balkans et balkanisation », pp.3-13) ; n°64 : *Cela s'appelait l'URSS, et après...*, 1/1992 ; n°67 : *La question serbe*, 4/1992 (Yves Lacoste, « La question serbe et la question allemande », pp.3-48) ; n°68 : *La question allemande*, 1/1993 (Y. Lacoste, « La question allemande », pp.3-17) ; n°72-73 : *Nation, nations, nationalistes*, 1-2/1994 ; n°81 : *Géopolitique du Caucase*, 2/1996 ; n°84 : *Le cercle de Samarcande*, 2/1997 ; n°104 : *La Russie, dix ans après*, 1/2002 ; n°107 : *Géopolitique en montagnes*, 4/2002 (Jean Radvanyi, « Grand Caucase, la 'montagne des peuples' écartelée », pp.65-88) ; n°118 : *L'Europe et ses limites*, 3/2005 ; n°128 : *Vers une nouvelle Europe de l'Est ?*, 1/2008 (Frank Tétart : « Kaliningrad, tête de pont de l'armée russe face au bouclier antimissile américain ? », pp.43-55, André Filler : « Zone de contacts, zone de conflits. Histoire et géopolitique de la frontière russo-lettonne », pp.57-71) ; n°129 : *Stratégies américaines aux marches de la Russie*, 2/2008 ; n°138 : *Géopolitique de la Russie*, 3/2010 ; n°146-147 : *La géopolitique, des géopolitiques*, 3-4/2012 (Xavier Le Torrivelec : « Des nomades aux monades : patriotisme, citoyenneté et sous-idéologies nationales dans une Russie multiethnique », pp.159-182) ; n°155 : *Géopolitique de l'énergie*, 4/2014 ; n°163 : *Mers et océans*, 4/2016

(J.-S. Mongrenier : « Poutine et la mer. Forteresse 'Eurasie' et stratégie océanique mondiale », pp.61-85) ;
n°164 : *Menaces sur l'Europe*, 1/2017 ; n°166-167 : *Géopolitique de la Russie*, 3-4 2017

TABLE DES MATIERES

Sommaire

Sigles et acronymes

Glossaire géographique et démographique

Introduction

I De l'URSS à la Fédération de Russie (continueure) et aux autres Etats (successeurs ou restaurés)

1) L'URSS et la RSFSR en 1991

2) La dissolution de l'URSS et l'avènement de nouveaux Etats

A) L'échec de l'URS et la création de la CEI

B) La mutation des RSS en Etats successeurs, restaurés et continueur

C) La mutation des RSSA, des RA et des DA

D) Les sécessionnismes karabaghe, tchéchène, sud-ossète, abkhaze, transnistrien et badakchan en droit international

3) La problématique de la succession militaire de l'URSS

A) La continuation des traités sur les armements

B) L'adhésion spéciale au TNP

C) Le partage de la flotte de la mer Noire et de la base navale de Sébastopol

4) La Fédération de Russie

A) Caractéristiques géographiques et démographiques

B) Les dispositions « géopolitiques » de la Constitution fédérale

a) La pluralité

b) L'unité

c) La tension entre logique centripète et logique centrifuge

C) La politique de puissance

II La RSFSR, l'URSS et le « système communiste mondial » (1917-1991)

1) Les Révolutions de Février puis d'Octobre et l'issue de la guerre civile en Eurasie

A) Le jeu de dupes entre Lénine et les autorités allemandes

B) Du « double pouvoir » au monopole communiste

C) De la paix de Brest-Litovsk à la guerre civile et à la victoire du gouvernement communiste

2) La création de l'URSS, la limitation de la prépondérance russe et la symbiose turco-slave

A) Internationalisme, fédéralisme et « judéo-bolchevisme »

B) L'intégration des nationalités non russes et l'utilisation de l'irrédentisme

- C) La combinaison soviétique (« diviser pour régner »)
- D) Le morcellement de l'arc touranien

3) L'expansion de l'URSS et du « Mouvement communiste international », ou la dialectique des frontières

- A) La dualité de l'Etat soviétique
- B) La politique étrangère de Staline (un autre « diviser pour régner »)
- C) La formation des frontières externes de l'URSS (1939-1947)
 - a) Les acquisitions territoriales à la faveur du pacte germano-soviétique : « effacer Brest-Litovsk »
 - b) Les discussions interalliées sur les frontières à l'Est
 - c) Les acquisitions territoriales à la faveur de la victoire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : vers la soviétisation de l'Europe centrale
 - d) Les intérêts soviétiques en Méditerranée et au Proche-Orient ainsi qu'en Asie-Pacifique
- D) Les frontières dédoublées de l'URSS
- E) Le cas de la Pologne
 - a) La formation territoriale disputée
 - b) Le déménagement territorial (et démographique) forcé
- F) La « défense de l'avant »
- G) La rétrospective de 1912 à 1949

4) L'apogée du « SCM », son effondrement et la situation russe

- A) Le « SCM » et ses composantes
- B) La défaite et la disparition de l'URSS à l'issue de la Guerre froide
- C) La résurrection problématique de la Russie

III Les problèmes nationalitaires et territoriaux à l'intérieur et autour de l'espace ex-soviétique

1) La problématique des nationalités

- A) Les conflits géo-ethniques entre Etats post-soviétiques
- B) Un levier panrusse : la « politique des compatriotes »

2) La problématique de la continuité ou non des anciens tracés territoriaux, externes et internes

- A) *L'uti possidetis* post-soviétique
- B) Les frontières russes et la « politique des frontières »

3) La problématique de l'enclavement et du désenclavement

- A) La bataille sur l'itinéraire des réseaux énergétiques
- B) Les relations pétro-gazières russo-européennes
- C) La bataille autour du « pouvoir de désenclavement » (et la situation de la mer Caspienne)
- D) Le rapport de force russo-occidental (au-delà des hydrocarbures de la Caspienne)

IV La politique « eurasiennne » et « eurasiatique » de Moscou face au *roll back* turco-occidental

1) La position géopolitique de la Russie

- A) Le clivage des Puissances atlantiques et des Puissances eurasiatiques
- B) La politique mondiale eurasiatique au service de la politique régionale eurasiennne

2) L'eurasisme

- A) La Russie, de l'Europe à l'Asie
- B) L'unité eurasiennne, l'opposition à l'Occident et l'alliance avec l'Orient
 - a) Les fondements de l'eurasisme
 - b) La géographie de l'eurasisme
 - c) L'eurasisme comme « front spirituel »
 - d) L'eurasisme comme « idéologie géopolitique »
- C) La Paneurope : alternative à la politique eurasiatique ?

3) L'inversion de la géopolitique : de la pression du *Heartland* sur le *Rimland* à l'avancée de l'Ouest vers l'Est ou à l'attraction de l'Ouest sur l'Est

- A) La « géopolitique de la Guerre froide » : l'URSS barrée
- B) La « géopolitique de l'après-Guerre froide » : l'Amérique intrusive (le « modèle Brzezinski »)

4) L'association de la Russie avec les Etats d'Orient

- A) Le conflit russo-occidental
- B) La solidarité politique eurasiatique (face aux « révolutions colorées »)
- C) La coopération stratégique eurasiatique (l'OCS)

V Tour d'horizon géopolitique et historique de l'Eurasie

1) L'Idel-Oural (diversité géo-ethnique et symbiose eurasiennne)

2) Le Caucase

- A) La diversité géo-ethnique, la symbiose eurasiennne et la conflictualité locale
- B) Rétrospective depuis la conquête russe jusqu'à mars 1917
- C) Des indépendances (ou tentatives d'indépendance) caucasiennes aux républiques soviétiques
- D) Le cas tchéchène
- E) Les conflits au Sud Caucase
 - a) Le conflit arméno-azéri et son extension régionale
 - b) Les conflits géorgiens (Adjarie, Abkhazie, Ossétie)

3) La Biélorussie

4) L'Ukraine

- A) De l'indépendance (ou tentative d'indépendance) ukrainienne à la république soviétique
- B) La répression du nationalisme ukrainien et l'unification de l'Ukraine

- C) Le conflit russo-ukrainien
- D) Le cas de la Crimée

5) La Moldavie

6) Les pays baltes

7) Kaliningrad

8) L'Asie centrale

- A) De l'ancien Turkestan aux républiques soviétiques
- B) La géopolitique centrasiatique post-soviétique
 - a) Les difficultés du règlement frontalier
 - b) Tensions ethniques et consolidation nationale
 - c) La primauté russo-chinoise dans le désenclavement de la région

9) La Sibérie septentrionale et l'Arctique (diversité géo-ethnique, symbiose eurasienne et enjeux polaires)

Bibliographie

Table des matières